

Le Monde

CINQUANTE ET UNIÈME ANNÉE - N° 15787 - 7 F

SAMEDI 28 OCTOBRE 1995

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

Boris Eltsine hospitalisé

Le président russe a été hospitalisé, jeudi 26 octobre, en raison de nouveaux « problèmes cardiaques ». Son principal conseiller a indiqué que l'état de santé de M. Eltsine « ne suscite pas beaucoup d'optimisme ». Le prochain déplacement du président en Chine a été annulé. Cette seconde hospitalisation en quatre mois fait peser une incertitude sur la candidature de M. Eltsine à l'élection présidentielle de 1996.

Une lettre de M. Juppé à M. Toubon

Le premier ministre invoque le secret-défense dans une lettre au garde des sceaux à propos de l'affaire des fonds secrets du PR. Ce courrier, dont nous révélerons la teneur, a été rédigé après la « visite » du juge Eric Halphen à Matignon, le 25 juillet.

Le débat en Belle Province



Les discussions sont vives chez les francophones partisans du « non » au Québec. Lire notre enquête et les points de vue de Denis Dudos et Pierre de Bellefeuille.

Un médiateur pour les étudiants

Le ministre de l'éducation nationale devait nommer, vendredi 27 octobre, un médiateur chargé de formuler des propositions pour tenter de mettre un terme à la grève des étudiants de l'université de Rouen.

L'emploi menacé dans l'armement

Aérospatiale estime qu'il existe un « sur-effectif » de 3 100 personnes au sein du groupe, soit 10 % des salariés. Un rapport parlementaire souligne en outre que 50 000 emplois pourraient être perdus au cours des deux prochaines années.

L'attribution du Grand Stade en question

La Commission européenne demande à Paris des éclaircissements sur l'attribution du marché du Grand Stade pour la Coupe du monde de 1998. L'architecte Jean Nouvel, dont le projet avait été écarté, est à l'origine de cette procédure.

Allemagne, 3 DM; Autriche, 9 F; Belgique, 25 BF; Canada, 25 C\$; Danemark, 14 Kr; Espagne, 200 Ptas; France, 1 F; Grèce, 200 Dr; Irlande, 100 Ir£; Italie, 200 L; Japon, 100 ¥; Royaume-Uni, 10 £; Suède, 100 Kr; Suisse, 100 Sfr; Taiwan, 100 N\$; USA, 1 \$.



La rigueur annoncée pour deux ans par M. Chirac portera en priorité sur les dépenses de santé

Commentant ce changement de politique, M. Balladur « approuve ceux qui font preuve de réalisme »

JACQUES CHIRAC, au cours d'un entretien sur France 2, jeudi 26 octobre, a annoncé qu'il fait de la réduction des déficits publics la priorité de son action. Se refusant à parler d'une « pause sociale », le président de la République a assuré qu'après deux ans d'effort, une baisse des impôts pourra être mise en œuvre. Cette stratégie est, selon lui, indispensable pour obtenir une baisse des taux d'intérêts et donc une croissance économique pour lutter contre le chômage. Maladant pour la stabilité des changes, il tient à ce que la France soit prête pour la création de la monnaie unique européenne. Pour l'heure, le ministère des finances ne prévoit pas un réel durcissement de la politique budgétaire. Mais un accroissement de la CSG est à l'étude ainsi qu'une contribution des malades qui pourrait prendre, notamment, la forme d'une contribution financière de 5 francs sur chaque ordonnance. Dans un entretien au Monde, M. Balladur déclare notamment : « J'approuve toujours ceux qui font preuve de réalisme et d'esprit de responsabilité ».



- L'intégrité de l'intervention de M. Chirac 6-8
- ANALYSES :
 - Nouvelle clarté, nouvelle ambiguïté 5
 - Brutal changement de cap économique 6
 - Sécurité sociale : la chirurgie remplace l'homéopathie 7
- COMMENTAIRES
 - Algérie : une aide désormais conditionnelle 6
 - En attendant le plan Marshall sur les banlieues 7
 - Alain Juppé, la durée et la purge 8
 - Revue de presse 8
 - Un entretien avec M. Balladur 9
 - La chronique télévisuelle de Luc Rosenzweig 27
 - Les réactions politiques et syndicales 28
 - Le franc se redresse 28

Les bateaux fantômes des terribles boucaniers des mers d'Asie

BANGKOK de notre correspondant
La trace d'un cargo transportant près de 13 000 tonnes de sucre de Bangkok à Manille a été retrouvée, début octobre, dans le port chinois de Beihai, dans la province de Guangxi. On sait aujourd'hui que l'Anno Sierra, enregistré à Chypre, a été intercepté par une trentaine d'hommes armés au sud de la côte du Vietnam, soit à plus de 2 000 kilomètres des côtes chinoises. Les vingt-trois membres de l'équipage avaient été abandonnés, dans un dénuement total, sur un canot et un radeau de fortune. Ils ont été sauvés, entre-temps, par des pêcheurs vietnamiens. Ce type de mésaventure est fréquente dans les mers de l'Asie du Sud-Est parsemées de dizaines de milliers d'îles, d'îlots et de récifs dont certains, déserts, constituent autant d'abris pour boucaniers des temps modernes, bien armés et opérant à l'aide de hors-bord. Si la piraterie semble mieux contrôlée dans le très passant détroit de Malacca, il s'avère difficile, ailleurs, de protéger un intense trafic maritime. Les cas de piraterie augmentent :

plus d'une centaine, dont douze détournements de cargos, ont été signalés au cours des neuf premiers mois de 1995, contre quatre-vingts durant la même période de 1994. En juin, un cargo transportant pour 2 millions de dollars (près de 10 millions de francs) de cigarettes, d'alcools et de films a été détourné à proximité du port chinois de Heibel. Arraîonné à la limite des eaux territoriales cambodgiennes, il se rendait de Singapour à Sihanoukville. L'affaire a fait d'autant plus de bruit que la compagnie à laquelle il appartient, la HM Shipping & Trading, avait déjà perdu en mars, dans des circonstances analogues, une première cargaison d'une valeur de 3 millions de dollars. Le bateau lui avait été rendu sans sa cargaison et dépourvu de ses systèmes de communication et de navigation. La seconde fois, excédé, le propriétaire a loué un avion pour partir à la recherche de son navire. Il l'a repéré, le 25 juin, alors qu'il franchissait la mer de Chine du Sud en direction de Shanwei. Sur le moment, il avait rapporté que les deux détournements avaient été réalisés par des hommes dotés d'une « équipe-ments officiels chinois ».

« Peut-être s'agit-il de soldats renégats », avait-il prudemment ajouté. Dans le cas de l'Anno Sierra, les pirates avaient pris la précaution d'en faire un bateau fantôme, enregistré au Honduras et dont la cargaison aurait été chargée, en décembre, à Santos, au Brésil. Mais ils avaient oublié d'effacer la marque « Thailand » inscrite sur les sacs de sucre... Les grandes compagnies maritimes se consolent en constatant que leurs porte-conteneurs et leurs pétroliers constituent moins souvent des cibles. La dérouté d'un pétrolier de 240 000 tonnes qui avait, en 1991, navigué pendant une heure sans pilote dans le canal Phillips, juste au large de Singapour, semble un lointain souvenir. Les boucaniers professionnels avaient ligoté l'équipage. Mais les petites compagnies et leurs équipages, qui assurent les transbordements à partir des grands ports régionaux, ne sont toujours pas à l'abri.

Jean-Claude Pomonti

Les faux-semblants de la politique italienne

ROME de notre correspondant
N'en déplaise aux plus optimistes qui parlent depuis des mois de « Seconde République italienne », la première est toujours en place et, de crise en parodie de crise, elle n'en finit pas d'agoniser. Les anciens protagonistes ont la vie dure. Une belle démonstration vient d'en être donnée avec la tentative de Silvio Berlusconi et du centre-droit de censurer le gouvernement de Lamberto Dini, qui s'est finalement soldée par un échec, jeudi 26 octobre. La motion de censure aurait dû passer si chacun avait voté conformément à ce qu'il avait annoncé. Mais les communistes de Rifondazione comunista, qui avaient déclaré vouloir la soutenir, ont opéré un revirement de dernière minute, sur un prétexte tellement transparent que les rires ont fusé de toutes parts à la Chambre des députés. Non seulement la motion a été repoussée, mais elle est devenue un boomerang politique contre Silvio Berlusconi qui l'avait imaginée. Et le « Cavaliere », qui pensait mener ses troupes à la victoire, s'est retrouvé désarçonné. En somme, la nuit porte conseil.

Car l'Italie se serait réveillée vendredi matin sans gouvernement si Fausto Bertinotti, le secrétaire de Rifondazione comunista, hostile depuis le début à l'actuel président du conseil et devenu l'arbitre absolu du jeu politique avec vingt-quatre députés, ne s'était rendu compte in extremis que sa base n'était plus prête à le suivre dans un vote commun avec la droite contre Lamberto Dini. Un tel vote aurait en effet rendu impossibles pour les communistes de futures alliances électorales avec le centre-gauche (c'est-à-dire aussi de futurs sièges de députés). Le président du conseil, inspiré par l'urgence de la situation, a aidé M. Bertinotti à sortir de ce mauvais pas en s'engageant solennellement à quitter la présidence du conseil le 31 décembre. Depuis longtemps déjà, M. Dini avait annoncé qu'il partirait une fois bouclé le budget et esquissée la législation devant assurer un accès égal de tous les futurs candidats à la télévision. La promesse qu'il a faite vendredi ne lui coûtait donc pas cher.

Marie-Claude Decamps

Lire la suite page 14

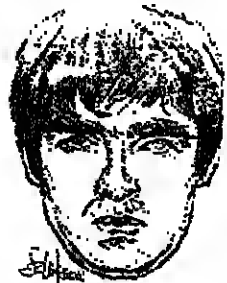
L'autocritique

FALLAIT-IL relancer la croisance pour résorber les déficits publics ou, à l'inverse, assainir les comptes pour rebâtir une croissance forte ? « D'abord la relance ! », avait dit sans hésiter le candidat Chirac. C'est par référence à ce mot d'ordre que l'on avait d'ailleurs appris à faire le tri entre les amoureux de la France et de son peuple (entendez les gaullistes) et « vade retro ! » - les adorateurs de la « pensée unique » (entendez les balladuriers et tous les autres). Que croyez-vous qu'il arriva ? La rigueur, bien sûr, mais sans relance préalable. Autrement dit, la négation des propos et de la promesse de la campagne. A rebours de l'attente du pays. Ainsi va la République sous Jacques Chirac : elle vit avec une pensée double, l'une pour être élu, l'autre pour gouverner. Armé d'un cynisme sympathique, le président a donc esquissé une autocritique, et convenu qu'il avait pris beaucoup de liberté avec la crédulité des Français ; avant de reconnaître bonnement qu'il avait placé la barre de ses promesses à la hauteur des demandes de l'électorat et n'avait dénoncé Edouard Balladur que pour pouvoir mettre ses pas dans les siens. Mais, enfin, faute avouée est à demi pardonnée : puisqu'il y a bien une réalité unique, va pour la politique unique !

J.-M. C.

Lire la suite page 14

La nouvelle bataille de la pop



NOEL GALLAGHER

D'UN CÔTÉ, Blur, groupe de musique pop plutôt BCBG. Son dernier album, *The Great Escape*, a été vendu en quelques semaines à plus de 600 000 exemplaires. De l'autre, Oasis, groupe de musique pop moins courtois. Etudes dans la rue. Slogan : « Sex, drugs and rock'n'roll ». Plus de 320 000 exemplaires de son dernier disque, *Morning Glory*, ont été ralisés en une seule semaine - seul Michael Jackson a fait mieux. Blur ou Oasis ? L'opinion britannique est partagée comme à l'époque des Beatles et des Rolling Stones. Les leaders des deux groupes, Damon Albarn (Blur) et Noel Gallagher (Oasis), se provoquent souvent, s'insultent parfois, et font la manchette des journaux. Mais, au-delà de ces jeux médiatico-commerciaux, le succès de leur musique marque un retour aux mélodies et aux textes impertinents qui ont façonné la musique pop anglaise depuis les années 60, alors que rien ne semblait devoir arrêter l'invasion des rythmes hypnotiques de la techno.

Lire page 22

GALLAGHER

RUSSIE L'état de santé du président russe, hospitalisé jeudi 26 octobre à Moscou pour une « ischémie du myocarde », « n'inspire pas d'inquiétude sérieuse », a affirmé, ven-

dredi matin, le premier ministre, Viktor Tchernomyrdine. C'EST LA DEUXIÈME FOIS en moins de quatre mois que Boris Eltsine, âgé de soixante-quatre ans, est traité pour

des problèmes cardiaques. Peu après son hospitalisation, Viktor Iliouchine, le principal conseiller du président, avait estimé que l'état de santé de M. Eltsine « ne suscite pas

beaucoup d'optimisme ». LES CHANCES de Boris Eltsine de pouvoir se représenter à l'élection présidentielle, prévue pour juin 1996, sont affaiblies par ce nouveau ma-

laisse. Constitutionnellement, c'est le premier ministre qui doit remplacer le chef de l'Etat en cas de vacance. Mais M. Tchernomyrdine n'est pas soutenu par les « durs » du Kremlin.

L'hospitalisation de M. Eltsine attise la lutte de pouvoir au Kremlin

Le nouveau malaise cardiaque dont a été victime le président russe hypothèque ses chances de se représenter à l'élection de 1996
Ce flottement à la tête de l'Etat pourrait profiter aux partisans d'une ligne dure

MOSCOU

de notre correspondant
La seconde hospitalisation de Boris Eltsine en quatre mois bouleverse la donne en Russie, excluant peut-être que le président puisse postuler à un second mandat de cinq ans, en juin 1996, alors qu'il multiplie depuis un mois et demi les signes de sa détermination à le faire. Dans l'immédiat, la traditionnelle lutte d'influence entre clans de l'entourage présidentiel pourrait s'intensifier, multipliant les incertitudes apparues avec la campagne électorale pour les élections législatives du 17 décembre, qui laissent entrevoir une forte poussée communiste et nationaliste.

Jeudi soir, on évitait au Kremlin toute référence à l'article 92 de la Constitution prévoyant que, en cas d'« incapacité permanente » du président, l'intérim est assuré par le premier ministre, et une élection présidentielle convoquée dans les trois mois. Une incapacité « temporaire » (article 92.3) doit aussi amener le premier ministre à assumer l'intérim, mais sans le droit de dissoudre le Parlement, ni d'initier un référendum ou des modifications de la Constitution. Cette dernière possibilité n'était pas envisagée non plus : le porte-parole de Viktor Tchernomyrdine indiquait, prudemment, que ce dernier n'a pas prévu de modifier son emploi du temps.

Les médias russes semblaient avoir presque oublié, ces derniers temps, que Boris Eltsine est un homme malade. Ils ont surtout complètement oublié qu'il y a près

d'un an, lors de l'entrée des troupes russes en Tchétchénie, nul n'imaginait même qu'il puisse se maintenir au pouvoir sans instaurer un régime policier.

Et pourtant, aidé par l'alle « libérale » de son entourage ressorti assez rapidement des placards pour continuer à gérer l'économie

M. Chirac souhaite que ce ne soit qu'un « incident »

Déclarant avoir « beaucoup d'estime » pour le président russe, Jacques Chirac a émis l'espoir, jeudi soir sur France 2, que le malaise cardiaque dont Boris Eltsine a été victime « ne soit qu'un incident ». Il a indiqué que M. Eltsine était « en excellente forme » lorsqu'il l'avait reçu la semaine dernière à Paris et qu'il souhaitait que « cela continue ». « C'est un homme qui veut la réforme et qui souhaite la démocratie et la paix. Il faut être très attentif à ne pas humilier les Russes, à ne pas leur faire peur, à ne pas déconsidérer leur président », a-t-il ajouté (lire page 6).

et les relations publiques, Boris Eltsine a su s'imposer à nouveau, chez lui et à l'étranger. Mais ce rétablissement restait aussi fragile que sesanté.

La précédente « alerte cardiaque » de Boris Eltsine, en juillet

dernier, avait, en effet, laissé les Russes - et les marchés financiers - étrangement indifférents, avec même quelques vagues sentiments de soulagement inavoué. En effet, le président semblait alors avoir officiellement intronisé un héritier en la personne de Viktor Tchernomyrdine. C'est lui que Boris Eltsine avait chargé de créer un parti présidentiel, Notre maison la Russie, en prévision des difficiles échéances électorales, ce qui semblait optimal pour préserver la « stabilité » qui se profilait enfin dans le pays. Car ce choix, d'une part, faisait coïncider la volonté présidentielle, qui prime sur tout en Russie élitiste, et le texte d'une Constitution facilement malléable, car pleine de contradictions.

De plus, Viktor Tchernomyrdine est crédité, en Russie comme à l'étranger, de qualités - « prévisibilité », tempérament et capacité d'apprendre, notamment les mécanismes économiques - qui en font l'antithèse de Boris Eltsine. Le pays avait alors observé avec une grande satisfaction comment le premier ministre prenait, de fait, le relais du président pour lancer un processus de négociation en Tchétchénie. Mais tout cela commençait sans doute à s'imposer avec trop d'évidence au goût de l'entourage « non libéral » du président, de ceux qui l'avaient déjà poussé à se débarrasser de son premier ministre il y a un an, avant de l'entraîner dans la guerre tchétchéne.

Toujours est-il que, dès le mois d'août, des conseillers présiden-



tiels évoquaient une probable disgrâce de Viktor Tchernomyrdine, ce que Boris Eltsine a lui-même publiquement suggéré le 8 septembre, laissant les rumeurs en ce sens se développer ensuite durant le temps de ses vacances à Sochi, où il avait reçu tous ses ministres préférés, mais pas le chef du gouvernement. Les démentis apportés à son retour n'ont fait que précéder de nouvelles sorties publiques de Boris Eltsine contre son premier ministre, notamment à la veille de son départ pour la France et les Etats-Unis, quand il n'a pas exclu de le remplacer par Iouri Skokov, tête de file d'un bloc d'opposition de « centre-gauche » et

« nationaliste modéré ». C'est cette absence d'héritier reconnu qui rend la nouvelle hospitalisation de Boris Eltsine autrement plus inquiétante que celle d'il y a quatre mois, sans même parler de l'évidence médicale. A moins d'admettre que la Russie puisse vivre avec un président doté pratiquement de tous les pouvoirs, mais incapable de voyager et passant une partie de son temps à l'hôpital.

Ce qui ne serait sans doute pas pour déplaire au clan « conservateur », dont les membres, qui supervisent notamment tous les « ministères de force » ont, dans les faits, le meilleur accès à Boris Eltsine lors de ses retraites pour

cause de maladie ou de vacances. C'est le cas, avant tout, du chef de ses gardes du corps, Alexandre Korjakov, et de son « premier assistant », Viktor Ilionchine, l'homme qui a pris sur lui d'annoncer que l'état de santé du président « n'inspire pas d'optimisme ». Ce sont eux qui pourraient alors décider que le président a signé tel ou tel oukaze, et nous pas les chances « libérales » conduits par le chef de l'administration présidentielle, Sergueï Filatov.

RUMEURS DE DISGRÂCE

Les rumeurs sur une disgrâce imminente de ce dernier ont d'ailleurs toujours accompagné celles qui visaient, dans les mêmes termes, le premier ministre. Ces manœuvres ne pouvaient s'expliquer que par la crainte qu'une disparition réelle de Boris Eltsine avant les échéances électorales ne consacre le pouvoir de Viktor Tchernomyrdine. Mais la perspective de l'arrivée au pouvoir, par le truchement d'élections non falsifiées, d'opposants réels, communistes ou démocrates, pourrait ressouder les clans du Kremlin. « Ils ont peur qu'un nouveau président les envoie en prison pour avoir bombardé la « Maison Blanche » en 1993, dissous l'URSS, privatisé le pays à leur profit ou commencé la guerre tchétchéne », affirme ainsi Sergueï Markov, un politologue du Centre Carnegie de Moscou.

Les clans présidentiels peuvent en tout cas compter sur un allié de choix, en la personne du président de la Cour constitutionnelle, Vladimir Toumanov. Sans attendre une séance formelle de la Cour, ce dernier vient déjà d'interpréter publiquement la Constitution, dans le sens voulu par le Kremlin, en ce qui concerne l'avenir du Conseil de la Fédération, la Chambre haute du Parlement dotée de pouvoirs moins insignifiants que ceux de la Douma, elle devrait ainsi échapper à toute réélection le 17 décembre.

De même, de l'avis quasi général, rien n'empêcherait la Cour constitutionnelle de trouver conforme à la Constitution un report de l'élection présidentielle. Dès septembre, Sergueï Filatov avait laissé entendre qu'il y avait une alliance communis-nationaliste émergeant victorieuse des élections de décembre à la Douma. Ce qui serait aussi, selon la presse russe, l'avis de son ennemi supposé, Alexandre Korjakov, lequel dédient de toutes façons les leviers nécessaires pour tenter d'imposer une telle « solution » dans les faits.

Jean-Baptiste Naudet

Sophie Shiloh

Les autorités russes donnent des informations contradictoires

MOSCOU

de notre correspondant
Boris Eltsine, qui avait proposé de délier Jacques Chirac au tennis pour prouver sa bonne santé, a été transporté d'urgence à l'hôpital, par hélicoptère, jeudi 26 octobre, pour la seconde fois en moins de quatre mois, en raison de nouveaux « problèmes cardiaques », ce qui a jeté une ombre sur sa capacité à diriger le pays et à se présenter à l'élection présidentielle de juin 1996. Son porte-parole, Sergueï Medvedev, a annoncé, vendredi matin, que le chef de l'Etat russe avait passé une « nuit calme » et que sa tension artérielle était « normale ».

Le président russe, âgé de soixante-quatre ans, ne s'était pas rendu, jeudi matin, au Kremlin. En début d'après-midi, souffrant de « douleurs à la poitrine », il a été transféré d'urgence de sa datcha à l'hôpital central du Kremlin, au sud-ouest de la capitale. Au Kremlin, où la tradition du mensonge sur la santé des dirigeants est fermement établie, les collaborateurs du président ont fait des déclarations contradictoires sur l'état de santé de « Boris Nicolaïevitch ».

Alors que le service de presse s'est employé, selon son habitude, à rassurer et à minimiser cette nouvelle alerte - le cinquième malaise cardiaque connu de Boris Eltsine -, Viktor Iliouchine, principal conseiller du président, a été nettement plus pessimiste lors d'une conférence de presse. « Après des entretiens avec les médecins, je peux vous dire que l'état de santé du président ne suscite pas beaucoup d'optimisme. Il est peu probable que, dans les jours prochains, il puisse apparaître au travail », a déclaré M. Iliouchine. Le conseiller présidentiel a cependant ajouté « qu'aucune opération n'est nécessaire pour l'instant ».

Officiellement, le président russe est frappé, comme en juillet, d'une ischémie du myocarde, qui « s'est aggravée », c'est-à-dire d'une insuffisance de la circulation sanguine vers le cœur, due à une obstruction des artères. Signe que, cette fois-ci, les choses sont peut-être sérieuses, M. Iliouchine a annoncé l'annulation de la visite officielle en Chine du président russe, qui devait commencer dans deux semaines, à partir du 9 novembre. Le président pourrait aussi ne

pas assister au sommet sur la Bosnie, qui devait réunir, le 31 octobre à Moscou, les présidents serbe, croate et bosniaque - réunion qui pourrait d'ailleurs être reportée.

UNE « TROP BRÈVE CONVALESCENCE »

Des membres du service de presse du Kremlin - qui, en juillet, avaient été pris en flagrant délit de truccage en diffusant une photo du « président à l'hôpital » qui s'était réveillée avoir été prise avant son hospitalisation - ont tenté, sans trop de succès, de dissiper les inquiétudes. Le président est « en état de gérer le pays », a déclaré l'un des porte-parole du Kremlin, Igor Ignatiev. Le premier ministre russe, Viktor Tchernomyrdine, qui, constitutionnellement, doit remplacer le président en cas d'incapacité, a fait savoir qu'il n'avait pas l'intention de modifier son emploi du temps pour l'instant.

Lors de la dernière hospitalisation du président, il était vite apparu que les choses étaient plus graves qu'annoncé. Le chef de l'Etat russe était finalement resté hospitalisé deux semaines, suivies de quinze autres jours de convalescence dans un sanatorium.

Lors de son retour sur la scène publique, Boris Eltsine avait déclaré avoir eu une « crise cardiaque », ce que le service de presse du Kremlin s'était auparavant employé à nier.

La chute de Boris Eltsine a été mise sur le compte tout à la fois d'une « trop brève convalescence » après l'alerte de juillet, d'un « rhume » et du voyage de quatre jours « très chargé » qu'il vient d'accomplir en France et aux Etats-Unis. Lors de ces visites, le président russe s'était taillé, en public, une image de « bon vivant » mais en privé, il aurait en plusieurs accès de faiblesse. Depuis son retour, mardi à Moscou, qui, contrairement à l'habitude, n'avait pas été montré par la télévision, le président n'était pas apparu en public.

La nouvelle de l'hospitalisation de Boris Eltsine, dont la popularité est au plus bas, n'a pas provoqué de panique à Moscou, tant que sur les marchés financiers le dollar, valeur refuge, a connu une brève envolée et que la dette russe se négociait à la baisse.

Lech Walesa remonte dans les sondages à l'approche de l'élection présidentielle en Pologne

VARSOVIE

de notre correspondant
Lech Walesa favori du second tour ? Pour la première fois depuis au moins un an, un sondage d'opinion donne l'actuel président vainqueur du second tour de l'élection qui se tiendra les 5 et 19 novembre, face au « post-communiste » Alexandre Kwasniewski. L'avantage est minime (40 % contre 39 %), selon une enquête publiée, lundi 23 octobre, par le quotidien *Gazeta*. Mais ce qui compte, c'est le chemin parcouru depuis le temps, pas du tout éloigné, où l'ancien meneur de grèves semblait condamné aux oubliettes, rejeté par l'opinion avec à peine 7 % des intentions de vote.

Si M. Kwasniewski, le représentant des anciennes élites communistes, très moderne, aimable et mis au goût du jour, reste nettement en tête pour le premier tour (27 %), c'est désormais Lech Walesa qui, avec 22 %, devance très largement tous les autres prétendants, y compris M. Gronkiewicz-Waltz, la présidente de la Banque

nationale, qui avait fait un départ en flèche.

Vu de l'étranger, tout cela n'a sans doute rien de très surprenant : que le Polonais le plus connu dans le monde après le pape, par ailleurs président en exercice, ait de bonnes chances de l'emporter, quoi de plus normal ? Mais dans le contexte polonais, c'est une véritable surprise, un retour au grand galop, un peu comparable à celui de Jacques Chirac, à qui tout le monde ou presque promettait la défaite, jusqu'à ce qu'il réémerge du fond des sondages.

Comme l'actuel président français, Lech Walesa a toujours affiché une extraordinaire confiance dans le résultat final. Ses fanfaronnades (« je serai élu au premier tour ») paraissent risibles il y a quelques mois. Aujourd'hui encore, il affiche - par coquetterie, voire par cabotage - une assurance exagérée. Mais, pour l'essentiel, M. Walesa est redevenu crédible, et les déclarations de soutien ainsi que les premiers ralliements ont suivi. D'abord celui de Solida-

rité, le syndicat dont il est le « père », comme il dit. Cet appui n'allait pas de soi, tant les relations de M. Walesa avec le mouvement qui a fait sa gloire (et réciproquement) étaient devenues orageuses. Celui de mini-formations de droite qui se sont détachées de leur propre candidat. Celui, plus sérieux, d'un Comité des cent, constitué par les « libéraux conservateurs » autour de l'ancien ministre des affaires étrangères, Andrzej Olechowski.

Que s'est-il donc passé, qui ait pu à ce point changer l'opinion extraordinairement négative que les Polonais avaient tout récemment encore de leur président ? De ce personnage d'une autre époque, parlant toujours comme un homme du peuple, avec ses fautes de langue, son folklore personnel, devenu pour beaucoup huppé, et qui réussissait à se vanter d'un même soufflé de son incompétence et de son infatigabilité ?

Le plus étonnant, en fait, est qu'il ne s'est pas passé grand-chose. Lech Walesa n'a guère cher-

ché à changer d'image : il se présente toujours comme un bonhomme « qui a toujours un tour de vis dans la poche », qui n'a « pas de programme » (« un président ne doit pas avoir de programme »), mais en revanche un objectif unique et invariable : faire de la Pologne un pays « normal ».

C'est un retour au grand galop, un peu comparable à celui de Jacques Chirac

C'est peut-être cette simplicité, l'indéniable force de caractère émanant de ce personnage devenu si familier qui, par contraste, éveille des doutes sur ses adversaires. C'est particulièrement vrai pour M. Gronkiewicz-Waltz, qui chasse sur les terres du président, c'est-à-dire à droite, et affiche un catholicisme ardent mais qui, sans

doute trop ébloui par ses propres succès initiaux, a du mal à tenir la distance : elle ne recueille plus que 8 % d'intentions de vote, soit une chute de près de dix points. Chute sévère également pour Tadeusz Zieliński, situé lui au centre-gauche, mais qui a perdu beaucoup de crédibilité à trop vouloir profiter de ses fonctions de porte-parole des droits des citoyens (qui lui avaient attiré la sympathie du public) pour sa campagne électorale.

Le cas de Jacek Kuron est différent : il porte les espoirs d'une bonne partie de l'élite intellectuelle héritière de la grande époque de Solidarité, et reste le personnage public qui inspire « le plus confiance » à l'opinion. S'il ne parvient pourtant pas à décoller, c'est essentiellement parce qu'il est à cheval entre son « tempérament » de gauche et un parti - l'Union de la liberté - qui penche un peu à droite et ne lui a accordé son soutien que de justesse. Pris entre deux feux, coincé entre Alexandre Kwasniewski et Lech

Walesa, il s'est lancé ces derniers jours dans une sorte de baroud d'honneur.

Lui qui avait toujours affirmé refuser toute campagne négative s'est mis à pointer avec une même énergie MM. Kwasniewski et Walesa, allant jusqu'à affirmer qu'aucun des deux ne représentait « un moindre mal » par rapport à l'autre : une position difficile à tenir pour un homme qui a combattu le régime communiste avec au moins autant d'énergie que l'ancien président de Solidarité. Certains responsables de son parti lui ont d'ailleurs discrètement fait savoir qu'ils refuseraient de le suivre dans cette direction. Ils pensent au second tour, au moment où il faudra réparer les pots cassés et panser les plaies. Jacek Kuron, bien entendu, y pense lui aussi : poussé dans ses retranchements, il laisse vaguement entendre que son refus de choisir entre deux « maux » pourrait être reconsidéré en temps opportun.

Jan Krauze

صكنا ان الامم

Le Parlement turc approuve la loi électorale et fixe au 24 décembre le scrutin anticipé

Le verdict en cassation sur les députés kurdes compromet le rapprochement avec l'Europe

Le Parlement turc a approuvé, jeudi 26 octobre, la tenue d'élections générales anticipées le 24 décembre. Il a voté une loi électorale - déjà contestée - favori-

sant surtout les grands partis. Après le verdict de la Cour de cassation maintenant en détention quatre des huit députés kurdes condamnés pour « appartenance à bande illégale », le Parlement devrait examiner le principe d'une révision de l'article 8 de la loi antiterroriste.

Le premier ministre Tansu Ciller pensait certainement aux élections lorsqu'elle a finalement signé un accord, dans l'après-midi, avec la TSK, la confédération syndicale dont les grèves avaient contribué à l'échec de son projet de gouvernement minoritaire. Les nouvelles conventions collectives prévoient des augmentations de salaires qui coûteront environ 6,3 milliards de francs au gouvernement, et risquent de faire dérailler le plan d'austérité imposé avec l'appui du FMI. Les deux cent mille travailleurs en grève depuis le 20 septembre reprendront le travail immédiatement. Cet élan de générosité préélectorale a aussi touché les fonctionnaires et les retraités qui ont également obtenu des augmentations.

ISTANBUL

Ceux qui attendaient un geste conciliant de la Turquie, donnant aux parlementaires européens une bonne raison d'approuver l'accord d'unanimité, ont été déçus : la Cour de cassation a ordonné, jeudi 26 octobre, la libération de deux des députés kurdes emprisonnés depuis l'an dernier, mais confirmés les condamnations à quinze ans de détention infligées à quatre de leurs collègues, dont Leyla Zana, récemment pressentie pour le prix Nobel de la paix (*Le Monde* du 27 octobre). « Il n'y a pas d'explication légale possible de cette décision », s'est plaint l'avocat de la défense Yusuf Alatas, qui espérait un rejet pur et simple des condamnations pour manque de preuves. « Je ne crois pas que l'Etat soit sincère (dans ses tentatives de démocratisation). Il joue un jeu de « bon fil, méchant fil ».

Des huit parlementaires kurdes - sept membres du Parti de la démocratie (DEP), aujourd'hui dissous, et un de ses ex-membres devenu député indépendant - qui avaient été jugés en décembre 1994, quatre sont en liberté et devront être rejugés, mais ils pourront, dans l'intervalle, présenter leur candidature aux prochaines élections législatives. Les quatre autres, en revanche, ont épuisé toutes les voies de recours du système judiciaire turc. « Les quatre députés Leyla Zana, Orhan Dogan, Hatip Dicle et Selim Sodik ont le droit de s'adresser

à la Commission européenne des droits de l'homme. De plus, leur recours à la Cour européenne des droits de l'homme demeure ouvert. La Turquie accepte la juridiction de ces deux institutions européennes », a commenté le bureau du premier ministre dans un communiqué laconique.

RÉVISION DE L'ARTICLE 8

L'impact, en Turquie, de cette décision cruciale, a été quelque peu amoindri par les développements politiques qui ont marqué la journée de jeudi. Dans la soirée, le Parlement a approuvé la tenue d'élections générales le 24 décembre. Une nouvelle loi électorale complexe et favorisant surtout les grands partis a été préparée par

le Parti de la juste voie (DYP) de M. Ciller et le Parti populaire social-démocrate (CHP) de Deniz Baykal, partenaires dans la coalition sortante. Mercredi, une commission parlementaire avait approuvé une révision - probablement trop cosmétique pour satisfaire les parlementaires européens - du fameux article 8 de la loi antiterroriste, qui sera soumis à l'Assemblée nationale très prochainement.

La campagne électorale a donc commencé, mais les opposants à cette nouvelle loi ont annoncé qu'ils feraient appel auprès de la Cour constitutionnelle et il n'est pas exclu que leur recours soit accepté, ce qui entraînerait un report du scrutin.

Les eurodéputés déçus par Ankara

L'arrêt de la Cour de cassation d'Ankara, confirmant la condamnation de six députés kurdes, a jeté le trouble au sein du Parlement européen. Pour la Britannique Pauline Green, présidente du groupe socialiste, c'est un « coup dur » porté au rapprochement des liens entre les quinze et la Turquie. Même la droite de l'hémicycle de Strasbourg, qui est très favorable à la ratification du traité d'union douanière, a accueilli avec une énorme déception la décision de la plus haute instance judiciaire turque. Selon Nicole Fontaine (UDF-CDS, PPE), vice-présidente de l'assemblée, « il ne sera pas possible au Parlement de donner son avis conforme dans les conditions actuelles ». En d'autres termes, les eurodéputés préfèrent retarder le vote sur la ratification, prévu pour décembre prochain, plutôt que procéder à un scrutin qui invaliderait l'accord avec les Turcs. Dans ce cas, l'union douanière ne pourrait entrer en vigueur au 1^{er} janvier 1996 mais, au mieux, au mois de juillet suivant. Il est par ailleurs fortement question de décerner le prix Sakharov à Leyla Zana, dont la peine de quinze ans de prison a été confirmée par la Cour de cassation.

Croatie : le parti du président Tudjman espère un triomphe aux législatives

Les Croates de Bosnie voteront aussi dimanche

ZAGREB

« Lo bonne personne et le bon parti au bon moment. » Partout en Croatie, y compris dans les villes en ruines reprises ces derniers mois aux sécessionnistes serbes, des affiches représentant Franjo Tudjman assurent les électeurs que, sans le président croate et son parti, la Croatie n'existerait pas. Pendant trois semaines, la campagne des élections législatives a été largement dominée par cet ancien général de Tito, devenu le chantre du nationalisme croate et l'architecte de l'indépendance de la Croatie après l'effondrement de l'ancienne Yougoslavie.

L'objectif du HDZ (la Communauté démocratique croate, au pouvoir depuis les premières élections libres de 1990) reste toutefois de s'assurer, dimanche 29 octobre, une confortable majorité des deux tiers et permettre à Franjo Tudjman de continuer à gouverner sans partage la Croatie. Si celui-ci s'est défeudé de vouloir devenir président à vie, la majorité des deux tiers lui est néanmoins nécessaire pour amender la Constitution et renforcer les pouvoirs présidentiels, déjà considérables. « C'est dans l'intérêt du peuple et de l'Etat croate », clame M. Tudjman qui a tout mis en œuvre pour parvenir à ses fins, de la nouvelle loi électorale à l'anticipation d'un scrutin initialement prévu pour le printemps 1996.

La situation lui est aujourd'hui particulièrement favorable. Au printemps et en été, son année a montré qu'elle était capable de chasser les Serbes des territoires qu'ils avaient soustraits à l'autorité de Zagreb en 1991. L'établissement de la souveraineté croate, d'abord, en Slavonie occidentale puis en Krajina, a suscité une vague d'euphorie nationale que le HDZ et son président se devaient d'exploiter. D'autant que le parti au pouvoir souffrait depuis plusieurs mois d'une nette perte de popularité. L'opinion lui reprochait de n'avoir pas réellement démocratisé la société et, sur le plan économique, de s'être emparé du contrôle de la plupart des sociétés privatisées sans avoir su pour autant restructurer l'économie du pays. Les victoires de l'armée croate permettaient aux dirigeants de focaliser une fois de plus l'attention de l'électorat sur les thèmes nationalistes, reportant à plus tard, « une fois la paix rétablie », les questions de fond sur l'avenir du pays.

INQUIÉTUDES A SARAJEVO

Décidé à épargner aucun effort pour conserver un pouvoir absolu, le HDZ a concocté une loi électorale critiquée par l'opposition et par des observateurs internationaux, pour son manque d'équité. Votée « dans la précipitation et sans débat », la nouvelle loi ramène de treize à trois le nombre de sièges réservés à la minorité serbe, sans même attendre les résultats d'un nouveau recensement ou le retour éventuel d'une partie des 150 000 Serbes qui ont fui en août la Krajina. A l'inverse, elle accorde douze sièges aux représentants de la diaspora croate.

L'annexion du corps électoral croate de la Bosnie voisine a provoqué l'inquiétude du gouvernement de Sarajevo qui a protesté sans toutefois interdire l'ouverture, dimanche, de 96 bureaux de vote sur son territoire.

Une inquiétude largement partagée par l'opposition croate qui dénonce « une nouvelle manifestation de la volonté de Franjo Tudjman de dépecer la Bosnie-Herzégovine ». Tout en soulignant qu'« au moins dix des douze » sièges de la diaspora seront pourvus par des candidats du HDZ qui multiplie ainsi ses chances de s'assurer le contrôle des deux tiers du Sabor (l'Assemblée).

Zarko Puhovski, politologue et vice-président de la section croate de la Fédération d'Europe pour les droits de l'homme, constate par ailleurs que « l'ombassadeur de Croatie en Bosnie peut se métamorphoser en représentant des Bosni-

otes en Croatie puisqu'il est candidat de la diaspora. De même, le général d'une armée étrangère peut devenir député au Parlement d'un autre pays puisque le ministre de la défense des Croates de Bosnie, Zdravko Sancevic, est également candidat sur la liste de la diaspora ».

Si l'opposition croate critique volontiers la politique de Zagreb envers la Bosnie-Herzégovine, elle a bien du mal à se démarquer de l'idéologie nationaliste du pouvoir en Croatie même. « Notre opposition est contaminée par des olibis patriotiques erronés, et reste silencieuse face à des événements tragiques qui se déroulent devant ses yeux », estime le professeur de droit de Split, Nikola Viskovic. Rares ont été les partis d'opposition qui, durant cette campagne, ont élevé la voix contre les exactions commises contre les quelques Serbes restés en Krajina après la victoire de l'armée croate.

Aussi rares sont ceux qui dénoncent, comme Zvonimir Cickak, de la Fédération d'Europe, « la politique discriminatoire et raciste des

La minorité serbe mal lotie

Dimanche 29 octobre, plus de quatre millions de Croates se rendront aux urnes pour des élections législatives anticipées, dont l'issue ne devrait réserver aucune surprise. Crédité de 37 % des intentions de vote dans les derniers sondages, le parti de M. Tudjman devrait conserver la majorité des sièges de la Chambre basse du Sabor.

La nouvelle loi électorale a prévu la création de douze sièges (sur les 127 que compte l'Assemblée) pour les représentants de la diaspora. 312 000 des 460 000 citoyens croates de l'étranger inscrits sur les listes ne sont autres que des Croates de Bosnie. Parallèlement, la loi a ramené de treize à trois le nombre de sièges réservés à la minorité serbe.

autorités qui ne reconnaissent pas les Serbes comme leurs citoyens ». Pourtant, les trois quarts des Serbes qui vivaient avant guerre en Croatie ont quitté le pays. Trois cent mille d'entre eux, restés longtemps loyaux aux autorités de Zagreb, ont aussi dû prendre le chemin de l'exil, selon Milorad Pupovac du Forum démocratique serbe.

« Eo revaocbe, tous dénoncent « la dérive autoritaire » du président Tudjman, le régime qui s'installe en Croatie du fait du népotisme et de la corruption du pouvoir, l'absence de pluralisme politique, la mainmise du pouvoir sur les médias, la paralysie du processus de démocratisation... Et fort valoir qu'après le retour de la Slavonie orientale dans le giron croate, le pouvoir n'aura plus d'allié pour stopper les réformes.

Lors des élections de dimanche, qui ressemblent fort à un plébiscite pour Franjo Tudjman et son parti, seules deux formations d'opposition pourraient franchir le seuil requis et affronter le HDZ. Le Parti libéral de Drazen Budisa (HSL) crédité de 19 % des intentions de vote, et la coalition d'opposition formée du Parti paysan (HSS), du Parti populaire (HNS) et de la Diète démocratique d'Istrie (IDS), accusée de tendances autonomistes par le pouvoir, qui devrait remporter à la proportionnelle entre 14 et 20 % des voix, selon les derniers sondages. A condition toutefois que les électeurs de Croatie se rendent aux urnes. A la veille des élections, 55,7 % seulement des personnes interrogées par l'hebdomadaire *Glasnik* savaient à quel type d'élections elles allaient voter et 27,5 % étaient au courant que le président Tudjman, omniprésent pendant la campagne, n'était pas candidat aux législatives.

Florence Hartmann

La grande misère des étudiants roumains

Les universités, en grève depuis le 17 octobre, subissent de plein fouet la crise sociale

BUCAREST

De la poêle cabossée s'échappe une fumée qui envahit la minuscule chambre. Posé sur quelques feuilles de journaux, le réchaud électrique remplit sa fonction initiale. Mais, une fois le repas terminé, il sera converti en radiateur, afin de pallier la quasi-absence, été comme hiver, de chauffage central dans les cités universitaires de la capitale roumaine. A l'étroit dans quinze mètres carrés, Radu et Catalin se disent pourtant favorisés. « Nous ne sommes que deux locaux. Il y a des chambres où ils sont six. » Autre avantage qu'ils soulignent, leur chambre se situe au deuxième étage, sur les cinq que compte ce bâtiment, coincé entre la voie ferrée et une avenue à grande circulation. « Au-dessus, dit-il, il n'y a plus assez de pression et l'eau froide n'arrive pas dans les lavabos. » Un bref détour par les sanitaires communs aux quarante chambres mixtes de l'étage illustre ce « luxe » dont bénéficient ces deux étudiants en droit : les trois douches et les trois WC sont ouverts à tous les vents, les portes sont défoncées, et le robinet d'eau chaude reste, comme dans les chambres, désespérément muet.

Pourtant, à l'image de ces deux provinciaux, beaucoup sont ceux qui, sans ces logements sommaires, ne pourraient pas suivre leurs cours à la faculté. Alors qu'un studio, dans la banlieue de Bucarest, se loue rarement en dessous de 100 dollars (presque l'équivalent d'un salaire moyen), l'Etat leur demande, ici, seulement deux dollars. La somme est surtout symbolique, mais les places sont chères.

Aucun nouveau bâtiment n'a été construit depuis cinq ans, et moins d'un étudiant roumain trouve à se loger dans ces campus délabrés. Les autres vont chez l'habitant. Une solution beaucoup plus onéreuse. Si l'Etat continue de subventionner les logements, les conditions de vie des étudiants n'ont toutefois pas cessé de se dégrader depuis cinq ans. Sous l'effet de l'inflation, les bourses accordées l'année passée n'ont pas couvert les dépenses pour le logement, les transports et tickets de cantine. « Sans porter des livres, je n'ai pas pu en acheter un seul l'année passée », constate, amère, Adelina, étudiante en quatrième année de droit et fille d'un couple d'enseignants.

SACRIFIÉS

Hormis les subsides versés par l'Etat, le recours aux petits boulots n'est pas chose aisée. La concurrence y est sévère dans un pays qui compte plus de 10 % de chômeurs et où la survie de beaucoup de salariés passe par le cumul des emplois. Les nouvelles dispositions prises cet été par le gouvernement, qui prévoyait notamment des taxes de 250 à 1 000 dollars pour les redoublants ou des amendes pour les absences aux examens, ont mis le feu aux poudres. « D'autant que, au-delà du régime d'austérité auquel nous sommes soumis depuis cinq ans, les jeunes traversent une crise morale », affirme Romeo, l'un des meneurs de la Ligue étudiante, organisatrice de la grève.

« La politique est corrompue. Notre avenir professionnel est sombre et la société est désorganisée », lance cet étudiant en théologie, expliquant pourquoi, selon lui, de plus en plus de jeunes se tournent vers la religion. « Nous avons l'impression d'être sacrifiés », renchérit Adelina. « Le pouvoir, ajoute-t-elle, a les yeux fixés sur les élections de l'année prochaine et notre avenir ne le concerne pas. » L'éducation nationale n'a, en effet, obtenu en 1994 que 2,5 % du PIB contre les 4 % initialement prévus dans la loi de budget. Les besoins sont criants mais le système tarde à s'adapter.

Ainsi, depuis que l'Etat n'est plus obligé - comme c'était le cas sous le précédent régime - de garantir un travail à tous les diplômés, l'Institut polytechnique - ancien enfant chéri du communisme - s'est transformé en la première fabrique de chômeurs. Les étudiants en droit ne sont pas mieux lotis. Les anciens juristes des entreprises d'Etat devenus avocats du jour au lendemain bloquent, en effet, la profession. Et depuis que les écoles et les facultés privées ont commencé à pousser comme des champignons, les étudiants des universités publiques doutent de la valeur de leur diplôme. « C'est le règne de l'argent et de la corruption », s'entend élever Catalina.

Le recul du pouvoir sous la pression des manifestants finira sans doute par faire rentrer les étudiants dans les amphithéâtres. Tout cela ne va pas pour autant régler la crise actuelle, qui déborde largement le cadre des campus et reflète le désarroi d'une grande partie de la population qui, à l'image de la jeunesse, a peut-être atteint les limites de la patience.

Christophe Chatelot

L'aide internationale au Pérou dépassera 900 millions de dollars en 1996

Le ministre de l'économie compte obtenir un allègement de la dette bilatérale

LE PÉROU devrait bénéficier, en 1996, de plus de 900 millions de dollars de prêts et de dons - sans doute 930 millions -, ont promis les représentants des pays donateurs et des institutions financières internationales réunis à Paris, mardi 24 et mercredi 25 octobre. Depuis qu'il a recommencé à payer ses dettes à la Banque mondiale en 1990 et liquidé ses arriérés en 1993, le pays a réintégré la communauté financière internationale.

Celle-ci salue aussi les réformes opérées par le gouvernement d'Alberto Fujimori : ouverture au commerce et aux investissements étrangers, privatisations, réduction de l'inflation (aujourd'hui 10 % en rythme annuel). L'aide promise équivaut au service de la dette péruvienne, une des plus lourdes des pays latino-américains

puisque elle atteint (capital et intérêts) plus de quatre fois le montant annuel des exportations.

Présent à Paris, le ministre péruvien de l'économie et des finances, Jorge Camet, compte bien obtenir un nouvel allègement de sa dette bilatérale lors de la prochaine réunion du Club de Paris, qui rassemble les principaux créanciers, en avril 1996. Il espère aussi conclure d'ici à la fin de l'année un arrangement de type Brady - comme l'ont obtenu le Mexique ou le Venezuela il y a plusieurs années - avec les banques commerciales (auxquelles le Pérou doit 3,8 milliards de dollars).

« Compte tenu de nos efforts et de nos résultats, nous devrions obtenir mieux que les derniers accords, conclus sur la base d'une réduction de 45 % », dit M. Camet. Ces allè-

gements réduiraient aussi le déficit des comptes courants, qui s'est élargi depuis l'an dernier par suite de la surchauffe économique (*Le Monde* du 24 octobre). Le ministre se console du déficit commercial, parce que celui-ci est dû d'abord, estime-t-il, à la progression des dépenses d'équipement, qui promettent un développement industriel, ou aux achats de matériel des entreprises privatisées.

RÉDUIRE LA PAUVRETÉ

D'autre part, il juge encourageante la progression des exportations « non traditionnelles », « aussi rapide que celles de matières premières ». Au cours de la réunion de Paris, M. Camet, répondant aux vœux des donateurs, a annoncé l'intention du gouvernement péruvien de réduire de moi-

tié la pauvreté dans le pays d'ici à l'an 2000.

Actuellement, malgré un léger progrès depuis 1991, près de la moitié de la population vit encore au-dessous du seuil de pauvreté (et près d'un quart dans l'« extrême pauvreté »). Pour y parvenir, le gouvernement compte à la fois sur une croissance régulière (de l'ordre de 7 %) qui permettrait d'accroître l'emploi, sur une intégration progressive des entreprises informelles (par la déréglementation et une simplification des procédures) et sur une augmentation et une utilisation « plus efficace » des dépenses sociales (notamment pour l'enseignement primaire, démuné et de piètre qualité dans les zones rurales).

Guy Herzlich

Un cœur de luxe et flambant neuf pour la capitale libanaise

BEYROUTH
de notre envoyé spécial

Musique de Verdi à tue-tête, éclairages savants... Après deux ans de fouilles archéologiques dans le cœur dévasté de Beyrouth, l'ouverture - provisoire - du site au public, en fin de semaine dernière, avec l'exposition des objets exhumés, voulait être un instant privilégié, celui des retrouvailles entre une ville et ses habitants. Il ne fut pas comme si, mis à mal par la guerre, le centre de Beyrouth avait perdu son âme.

La retrouvera-t-il ? Réponse daos viogt ou viogt-cioq aos lorsque les immeubles de bureaux et d'habitation, les ports de plaisance, les marchés, les voies rapides, les rues piétonnes, les espaces verts... seront achevés. Pour l'heure, sur les 180 hectares du chantier, sept jours sur sept, une multitude d'engins de travaux publics démolissent, creusent, poussent des remblais pour gagner des dizaines d'hectares sur la mer et construire le centre-ville du prochain millénaire. Sur quelques sites s'affaillent des archéologues. L'état libanais étant désargenté, l'aménagement du site - de la taille du quartier de la Défense dans sa phase initiale - a été confié à une société privée, Solidere, dont le principal actionnaire ne serait autre que Rafic Hariri, le premier ministre (Le Monde des 2 et 3 juin). Il a investi 125 millions de dollars, soit le maximum autorisé, dans la société. Solidere emploie moins de trois cents salariés mais elle a les reins solides : sa capitalisation boursière dépasse 2,3 milliards de dollars (11 milliards de francs).

INDEMNITÉS

A l'exception des édifices publics et religieux, tout le centre de Beyrouth appartient aujourd'hui à Solidere. Les anciens propriétaires n'ont eu d'autre choix que d'échanger leurs titres contre des actions de Solidere. Les locataires d'antan ont été traités de manière identique. Quant aux dizaines de milliers de squatters qui, fuyant le sud du Liban occupé par Israël, occupaient, depuis des années, les immeubles ou ruine du centre-ville, ils ont disparu. Les plus anciens ont reçu une indemnité versée par le gouvernement et Solidere. Le départ des autres a fait, dit-on à Beyrouth, l'objet de tractations secrètes entre les autorités et le mouvement du Hezbollah.

« Il manquait aux déshérités du centre-ville un abbé Pierre pour les défendre », admet un responsable de Solidere.

Solidere peut désormais peser de tout son poids sur le devenir du centre de Beyrouth. Le plan d'aménagement global est de son seul ressort. En outre, la construction d'une partie des 4,6 millions de mètres carrés de bureaux et de logements qu'elle a programmée dans le centre-ville lui incombera. Elle les gèrera comme elle l'entend. Les autres terrains, Solidere a prévu de les céder progressivement à des promoteurs.

D'ores et déjà, la réhabilitation de quelques immeubles rescapés des combats a commencé. Des promoteurs extérieurs ont acquis 200 000 mètres carrés de terrain à bâtir et Solidere a lancé des travaux sur 100 000 mètres carrés supplémentaires. « On est au-delà des prévisions », résume un responsable de Solidere. Evolution inquiétante : les immeubles de bureau se taillent la part du lion au détriment des logements.

Jusqu'à maintenant, la présence des entreprises étrangères est restée discrète. Sans doute plus pour longtemps. Un appel d'offres a été lancé pour la construction de deux ports de plaisance et de trois digues. Bouygues s'est mis sur les rangs de même que deux entreprises, l'une espagnole et l'autre néerlandaise. Le vainqueur sera désigné « avant la fin de l'année », dit-on au siège de Solidere. D'autres gros contrats sont à venir. Au total, plusieurs centaines de millions de dollars sont en jeu.

Jean-Pierre Tiquet

Le spectre de l'apartheid hante la campagne pour les élections locales en Afrique du Sud

Le président Mandela refuse d'étendre le champ de l'amnistie

A l'approche des élections municipales, Nelson Mandela vient de refuser d'étendre l'amnistie aux crimes commis par l'extrême droite blanche pendant la cam-

JOHANNESBURG
correspondance

L'impunité des responsables de l'apartheid est au centre de la campagne pour les élections municipales qui seront organisées, mercredi 1^{er} novembre, en Afrique du Sud - à l'exception des provinces du KwaZulu-Natal et du Cap occidental. Le président Nelson Mandela vient d'annoncer la création d'une commission d'enquête sur les actes de corruption et de malversations commis par les précédents gouvernements blancs. A la tête du pays jusqu'aux premières élections multiraciales d'avril 1994, le Parti national (NP) de Frederik De Klerk est directement visé. A une semaine du scrutin, la décision du chef de l'Etat conforte le discours électoral du Congrès national africain (ANC). Accusé par ses adversaires de ne pas avoir tenu les promesses faites à l'occasion de l'élection présidentielle d'avril 1994, l'ANC évoque l'héritage de l'apartheid et du NP alors au pouvoir.

Cet héritage remonte aussi à la surface à travers les malversations financières de Lucas Mangope, l'ancien président du Bophuthatswana, un homelands « indépendant » devenu la province du Nord-Ouest. Celui-ci est accusé, avec plusieurs de ses ministres de l'époque, d'avoir détourné 220 millions de rands (300 millions de francs). Le gouvernement actuel de la province a transmis le dossier à la justice après avoir pris connaissance du rapport rendu par la commission qu'il avait nommée pour enquêter sur cette affaire.

Le président Mandela, de son

côté, a choisi de nommer une commission chargée de faire la lumière sur les malversations de l'ancien pouvoir dans son ensemble, la corruption faisant partie, selon lui, « des mécanismes du système de l'apartheid tout entier ». L'ANC a renchéri en évoquant la corruption dans les homelands comme le « symptôme d'un phénomène plus général lié au gouvernement du Parti national ».

L'INIKATHA MANIPULÉE

L'Inkatha, le parti à dominante zouloue de Mangosuthu Buthelezi, n'est pas épargné par la réurgence du passé. Deux membres importants de cette formation sont soupçonnés d'avoir été manipulés par la police, au début des années 90. Il s'agit de Themba Khoza, chef de l'Inkatha dans la région de Johannesburg, et du révérend Celani Mthethwa, ministre chargé de la sécurité dans la province du KwaZulu-Natal.

Dans le cadre d'une opération de sabotage du processus démocratique menée par les éléments ultra-conservateurs de la police, ces deux personnalités auraient été payées pour fournir en armes leur parti et alimenter ainsi les violences dans les ghettos noirs entre partisans de l'Inkatha et militants de l'ANC. C'est du moins ce qui ressort du témoignage d'anciens membres des services de la police, chargés de la lutte contre l'ANC pendant l'apartheid, à l'occasion du procès de leur patron, le colonel de Kock. Témoignages écrits auxquels aurait eu accès le *Sunday Times*, hebdomadaire sud-africain, qui a révélé l'affaire.

L'Inkatha, par la voix de son se-

crétaire général, Ziba Jiyeni, laisse entendre que des membres de l'ANC pourraient être cités dans cette affaire et dénoncer une opération qui « vise à salir » son parti au moment des élections. Il est vrai que la mise en cause de Themba Khoza n'est pas sans conséquence. L'Inkatha présente plus de la moitié de ses candidats dans la région de Johannesburg et de Pretoria pour tenter d'élargir sa base électorale au-delà du KwaZulu-Natal et de concurrencer l'ANC dans les townships.

Le Froot de la liberté (FF) de Constand Viljoen en appelle, lui aussi, au passé, mais à son avantage, en demandant l'extension de l'amnistie des crimes politiques commis sous l'apartheid. Ce parti, qui défend les intérêts des afrikanoers, souhaite que le pardon puisse s'appliquer aux attentats perpétrés par des militants de l'extrême droite blanche au moment des élections présidentielle et législatives d'avril 1994.

Constand Viljoen en a fait officiellement la demande à M. Mandela, qui vient de la rejeter. Sa formation d'extrême droite, qui siège au Parlement, joue le jeu démocratique en présentant des candidats aux élections locales. Le FF aimerait bien convaincre ses partisans de la justesse de ses choix en obtenant un geste du chef de l'Etat. Ce dernier apprécie le rôle modérateur de Constand Viljoen - un ancien général - chez les afrikanoers. C'est pourquoi il ne lui a pas fermé complètement la porte, lui promettant de soumettre cette question au gouvernement.

Frédéric Chambon

Des espions nord-coréens en territoire sudiste

TOKYO
de notre correspondant

Au terme d'une chasse à l'homme de près de trois jours, un espion nord-coréen a été mortellement blessé, lors d'une fusillade avec les troupes qui le traquaient, a annoncé l'armée sud-coréenne, vendredi 27 octobre. Le déploiement de vingt mille soldats, avec des chiens, et la ronde incessante des hélicoptères avaient donné à la région montagneuse de Sok-song, dans la province de Chungchoong, à 140 kilomètres au sud-ouest de Séoul, une atmosphère

d'état de siège. L'agent nord-coréen avait réussi à s'enfuir, alors que son compagnon avait été arrêté mardi. Ce dernier a avoué que leur commando était entré en Corée du Sud par mer, le 28 août, avec pour mission de récupérer un autre agent infiltré depuis dix ans.

Cette affaire, la plus profonde infiltration en territoire sudiste depuis 1984, intervient une semaine après qu'un autre agent nord-coréen a été tué au sud de la zone militarisée. Ces incidents ont pu éveiller l'attention des relations

entre les deux Corées sont au plus bas depuis la rupture, début octobre, des pourparlers sur les livraisons par le Sud de riz destiné aux victimes des inondations au Nord. Elles s'étaient déjà refroidies après l'accord nucléaire, il y a un an, entre la Corée du Nord et les Etats-Unis, Pyongyang cherchant à marginaliser le Sud dans une opération dont Séoul assumerait pourtant la plus lourde part financière.

Les services de renseignement de Séoul mettent aujourd'hui en garde contre « des risques de provocation de Pyongyang afin de détourner l'attention des problèmes sociaux et économiques » au Nord. On relève en outre l'arrivée à la tête du ministère nord-coréen de la défense du général Choe Kwang, qui aurait été à l'origine de deux attentats au Sud, en 1968.

La Corée du Nord, responsable peu avant les Jeux olympiques de Séoul, en 1988, de l'attentat contre un avion de Korean Air (deux cents morts), entend-elle renouer avec le terrorisme d'Etat ? Peu d'observateurs retiennent cette hypothèse, mais il subsiste des interrogations. Selon le colonel Choe Ju-hwal, le plus haut gradé nord-coréen à avoir fait récemment défaut au Sud, des attaques contre des soldats américains stationnés au Sud feraient partie des options du Nord.

La thèse la plus vraisemblable est que Pyongyang cherche à créer un climat d'insécurité au Sud. La Corée du Nord a annoncé son retrait de la commission militaire d'armistice (organisme chargé de faire respecter l'accord de cessation des hostilités de 1953). Espère-t-elle inciter les Etats-Unis à s'engager dans la négociation d'un traité de paix séparé avec Pyongyang - ce que les Américains ont jusqu'à maintenant refusé, estimant qu'un tel traité doit d'abord intervenir entre les deux Corées ? Lorsqu'en décembre un hélicoptère américain fut abattu, après s'être aventuré par erreur dans l'espace aérien nord-coréen, Pyongyang oégla la commission d'armistice et négocia directement avec Washington la restitution du pilote.

Philippe Pons

Des mirage 2000-5 pour le Pakistan

ISLAMABAD. Selon les responsables gouvernementaux du Pakistan et des sources industrielles en France, Islamabad a obtenu de Paris un accord de principe sur la livraison de trente-deux avions de combat Mirage 2000-5, soit un contrat estimé à quelque 15 milliards de francs. Auparavant, la France s'était inquiétée de la capacité du Pakistan à respecter un contrat de 5 milliards de francs portant sur l'achat de trois sous-marins classiques du type Agosiz. Le Pakistan avait souhaité acquérir des F-16 aux Etats-Unis, mais les autorités américaines n'ont pas donné suite à la demande d'un pays qu'elles accusent d'encourager la prolifération en voulant se doter d'armes nucléaires.

La France et les Pays-Bas vont lutter ensemble contre la drogue

PARIS. Le président Jacques Chirac et le premier ministre néerlandais Wim Kok ont annoncé, jeudi soir 26 octobre, à Paris, la création d'un groupe de travail commun, formé de personnels de police et de justice, pour assurer une « meilleure concertation » dans la lutte contre la drogue et le terrorisme. Les divergences entre les deux pays en matière de répression du trafic de drogue ont été une des raisons évoquées par la France pour ne pas appliquer la levée des contrôles de frontière prévue par les accords Schengen. - (AFP)

AFRIQUE

■ **ALGERIE :** les jeunes militants de l'association Rassemblement actions jeunesse (RAJ) ont interrompu, mercredi 25 octobre, une grève de la faim commencée il y a treize jours pour protester contre l'interdiction des autorités d'organiser des manifestations du souvenir pour les victimes des émeutes d'octobre 1988.

■ **CÔTE D'IVOIRE :** deux mille Baoulés, ouvriers agricoles en pays bété, sont regroupés depuis le 20 octobre à Gagnoa. Ils ont fui leurs campements après avoir été attaqués par la population. Les Baoulés sont traditionnellement fidèles au parti du président Henri Konan Bédié, alors que les Bétés ont boycotté l'élection du 22 octobre. - (AFP)

■ **SIERRA LEONE :** des centaines de milliers de personnes, déplacées par la guerre civile, sont menacées par la famine, a estimé, mercredi 25 octobre, à Nairobi, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). - (AFP)

AMÉRIQUES

■ **ÉTATS-UNIS :** un jury fédéral de Dallas, au Texas, au terme d'un procès de cinq jours, a condamné, mercredi 26 octobre, dix militants anti-avortement à payer 40 millions de francs de dommages et intérêts à un médecin pratiquant l'interruption volontaire de grossesse et à sa femme, harcelés et menacés pendant près de dix mois. Le docteur Norman Tompkins, soixante-deux ans, et son épouse, avaient finalement quitté Dallas pour s'installer à Gainesville. - (AFP)

■ **Volanda Saldivar,** coupable du meurtre de la chanteuse américaine Selena (Le Monde du 27 octobre) a été condamnée à la prison à perpétuité, assortie d'une peine incompressible de trente ans, par un jury de Houston, au Texas. - (AFP, Reuters)

ASIE

■ **AFGHANISTAN :** une vaste offensive des talibans a été repoussée, à la périphérie de Kaboul, a déclaré, jeudi 26 octobre, le gouvernement afghan. Radio Kaboul a précisé que les forces armées avaient perdu 90 hommes et six chars, alors que les troupes gouvernementales ne comptaient que cinq tués. - (AFP, Reuters)

EUROPE

■ **ESPAGNE :** le tribunal suprême a décidé à l'unanimité, jeudi 26 octobre, de demander au Congrès des députés la levée de l'immunité parlementaire de l'ancien ministre socialiste de l'Intérieur, José Barrionuevo, soupçonné d'enlèvement et de détournement de fonds publics, pour qu'il compareaisse dans l'affaire des GAL. - (AFP)

■ **IRLANDE DU NORD :** 90 détenus catholiques et protestants parmi les 1 300 emprisonnés pour crimes liés au terrorisme vont être libérés par anticipation d'ici à 1996, et 470 au total d'ici à l'an 2000, a annoncé, jeudi 26 octobre, le ministre chargé de l'Irlande du Nord dans le gouvernement britannique. - (AFP)

■ **ISLANDE :** une avalanche a provoqué la mort de 19 personnes, jeudi 26 octobre, à Flateyri, dans le nord-ouest du pays. Les routes ont été coupées et les avions et hélicoptères de secours n'avaient pas pu se rendre sur place au lendemain de la catastrophe. En janvier, 14 personnes étaient déjà mortes dans la commune voisine de Savdahl. - (Corresp.)

■ **SLOVAQUIE :** les Etats-Unis et l'Union européenne ont fait publiquement état, mercredi 25 octobre, de leur préoccupation face à la dégradation de la situation en Slovaquie, où s'opposent le président Michal Kovac et le premier ministre Vladimir Meciar. - (Reuters)

■ **RUSSIE :** un an de travaux forcés et une forte amende ont été requis, jeudi 26 octobre, par le parquet russe à l'encontre d'un journaliste, Vadim Poegil, poursuivi par le ministre de la défense, Pavel Gratchev, à propos d'un article sur un détournement de fonds (Le Monde du 24 octobre). Le ministre, qui refusait de comparaître pour justifier sa plainte, s'est finalement présenté mercredi devant le tribunal. - (AFP)

PROCHE-ORIENT

■ **ARABIE SAOUDITE :** l'auteur présumé de l'attentat contre une mosquée en Arabie saoudite, qui a fait huit morts et une centaine de blessés samedi, s'est donné la mort, jeudi 26 octobre, selon les autorités, après avoir été cerné par les forces de sécurité. - (AFP)

■ **IRAK :** un porte-parole officiel a rejeté, jeudi 26 octobre, l'accusation d'espionnage lancée contre un diplomate italien à Londres, déclaré mercredi *persona non grata* par les Britanniques. - (AFP)

■ **YÉMEN :** les autorités yéménites ont commencé à expulser tous les ressortissants algériens, après l'arrestation, à la fin septembre, d'un islamiste algérien impliqué dans des incidents armés au Yémen, ont indiqué les services de sécurité. - (AFP)

ÉCONOMIE

■ **ÉTATS-UNIS :** le projet républicain pour équilibrer le budget fédéral en sept ans a été adopté, jeudi 26 octobre, par la Chambre des représentants. Selon la Maison Blanche, ce projet qui devrait être approuvé par le Sénat, réduira à néant la politique de santé publique et d'éducation. La majorité obtient est a priori insuffisante pour outrepasser le veto présidentiel. - (AFP)

■ **BANQUE MONDIALE :** la contribution américaine à l'AFID (Association internationale de développement) a été réduite de moitié par une commission mixte-paritaire du Congrès américain. Selon l'accord intervenu le 26 octobre, cette participation pour l'aide aux pays les plus pauvres, s'élevait à 700 millions de dollars (3,5 milliards de francs). - (AFP)

Internet

The Business Page
<http://www.sgn.com/4sale.html>
Insérez votre Publicité sur le réseau dans la World Wide Web page 24 heures/jour, 7 jours/semaine.
Aurore Howland
Constanza Corp.
Fax : 33.93.82.00.54

صكنا من الامل

FRANCE

LE MONDE / SAMEDI 28 OCTOBRE 1995

M. CHIRAC SUR FRANCE 2
Dans un entretien télévisé, le président de la République a expliqué, jeudi 26 octobre, qu'il donne la priorité à la réduction des déficits pu-

blics. Regrettant que des mesures rigoureuses n'aient pas été prises « au début 1993 », il a souligné que la réduction du chômage passe par la maîtrise des dépenses de l'Etat et

de la Sécurité sociale. Il a reporté au-delà des réductions d'impôts promises durant sa campagne. ● LE GOUVERNEMENT étudie des mesures visant à réduire les dépenses

de santé et à assurer le financement de la Sécurité sociale, au premier rang desquelles une augmentation de la CSG, l'institution d'un livret médical et celle d'une taxe sur les

feuilles de soins. ● CETTE NOUVELLE DIRECTION clarifie la mission du gouvernement, mais sans en modifier la composition, ce qui fait naître une nouvelle ambiguïté.

Jacques Chirac se donne deux ans pour réduire les déficits publics

Reconnaissant qu'il avait « peut-être » sous-estimé la gravité de la situation financière, le président de la République a expliqué jeudi 26 octobre sur France 2 que la lutte contre le chômage suppose, en préalable, l'assainissement des comptes de l'Etat et de la Sécurité sociale

JACQUES CHIRAC a commencé son entretien sur France 2, jeudi 26 octobre, par un rapide tour d'horizon international. Après avoir redit son « estime » pour Boris Eltsine, le président de la République, interrogé sur l'Algérie, sujet sur lequel il ne souhaite pas s'étendre, se montre favorable à l'idée d'établir un lien entre l'aide économique de la France et le processus démocratique. Après avoir justifié la reprise des essais nucléaires et fait preuve d'un « raisonnement » optimiste sur la Bosnie, M. Chirac en vient à la situation intérieure.

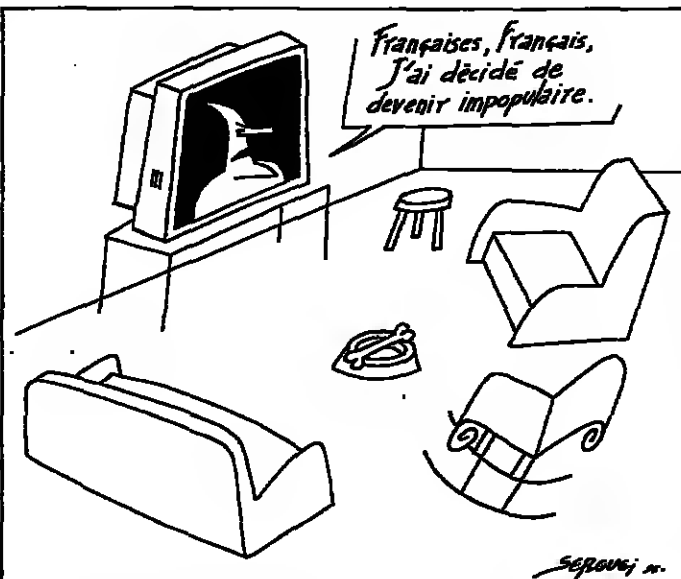
D'emblée, il accepte le préalable d'Alain Duhamel, qui parle d'un désencastrement inhabituel au bout de six mois. « Il faudrait être aveugle pour ne pas le voir », convient-il. Prenant sa part de responsabilité dans l'accumulation des déficits depuis vingt ans, il annonce : « Nous avons une période d'adaptation inévitable - et, il ne faut pas s'y tromper, elle durera un ou deux ans -, et qui consiste à remettre de l'ordre dans nos finances publiques. »

M. Chirac juge l'économie française saine, mais « nos finances », dit-il, mal gérées. Tout en assurant que durant sa campagne il avait jugé « indispensable de réduire nos déficits pour réduire le chômage », il reconnaît : « J'ai sous-estimé

l'ampleur du problème. Il faut aujourd'hui faire un réajustement. » « Moi, je suis le garant de l'indépendance nationale et l'indépendance nationale, cela exige la maîtrise des déficits », explique-t-il. Affirmant que les fonctionnaires ne seront pas brimés, en 1996, par rapport aux autres catégories, le chef de l'Etat s'appuie sur un thème de sa campagne - la lutte contre les injustices sociales - pour souligner que « tout le monde doit être traité de la même façon », ce qui signifie qu'il faut exonérer des efforts les plus démunis, qu'il faut que ceux qui ont les moyens fassent davantage d'efforts et qu'il ne faut pas décourager ceux qui travaillent. »

« RÉTABLIR LES ÉQUILIBRES »

Affichant sa résolution à ne pas céder aux lobbies, M. Chirac affirme que l'Etat doit « donner l'exemple » en réduisant ses dépenses. « Il est essentiel, ajoute-t-il, de viser une situation, ou plus tard dans deux ans, qui sera une situation où on commencera à baisser les impôts et les charges. » Il admet que la priorité à la réduction des déficits peut être « en contradiction avec ce que l'on veut faire plus tard, de façon à rétablir les équilibres ». S'il refuse le terme de « purge », M. Chirac se déclare persuadé que la France réussira à réduire ses déficits en deux ans.



« ne serait-ce que pour entrer dans la monnaie unique européenne, conformément aux engagements [...] pris » : « Donc, nous y arrivons. » Pour autant, l'objectif n'est pas la monnaie unique, mais la lutte contre le chômage, « générateur de dépenses supplémentaires et de fracture sociale ». Pour parvenir à une situation d'équilibre en deux ans et engager une réduction des charges sociales et fiscales, un

certain accroissement des recettes lui paraît donc également nécessaire.

« Garant de la Sécurité sociale », le chef de l'Etat emploie le même langage volontariste pour la réduction de ses déficits, en observant qu'une telle politique n'est pas populaire. « Il faut du courage pour le faire, dit-il. Je n'en monnaie pas. Il faut ensuite du temps pour permettre de récolter les fruits de ce

que l'on aura semé, et j'ai le temps ! » M. Chirac se prononce pour des réformes de structure de la Sécurité sociale et une action contre les gaspillages, mais il juge « absurde » de faire « une maîtrise quantitative de la dépense », le recours aux ordonnances n'étant « pas à l'ordre du jour ».

« EUROPÉEN RÉALISTE »

Le cœur du problème français, ajoute-t-il, est que « nous avons les taux d'intérêt les plus élevés du monde ». Pour les faire baisser, il faut réduire les déficits et « inspirer confiance ». Donnant raison à la Banque de France, qui a « fait de l'assainissement financier le préalable à toute baisse des taux », il assure que la confiance reviendra, et par conséquent la baisse des taux ouvrant la voie à la reprise, dès lors que les marchés et les acteurs économiques auront été convaincus de la remise en ordre des finances publiques.

M. Chirac juge qu'il n'y a aucune raison de dévaluer le franc et aucun problème de parité entre le franc et le mark. Interrogé sur le franc stable, il invoque « les réactions du général de Gaulle » pour souligner que « la stabilité des taux de change a toujours, en France, été considérée comme une vertu ». Revenant sur la réduction de la fracture sociale, il chiffre à 80 000 les

créations d'emplois résultant du contrat initiative-emploi - ce chiffre pouvant passer à 350 000 d'ici à juillet 1996 - et rappelle les choix mis en œuvre (logements d'urgence, prêts à taux zéro, prestation autonomie). Balayant toute « poussée sociale », il développe les actions à engager contre l'exclusion, notamment dans les quartiers difficiles, auxquels « il faut tendre la main », et rend hommage à l'attitude des Français face aux attentats, en jugeant « monstrueuse » toute mise en accusation directe ou indirecte de la communauté musulmane.

Soulignant que la France et l'Allemagne ont un « intérêt commun » à avoir le même état de santé, M. Chirac se définit comme un « Européen réaliste ». Interrogé sur les sondages, il réplique : « Je n'ai pas été élu pour être populaire et mon action n'a pas pour objectif de soigner la popularité. Mon objectif est de redresser une situation difficile », en valorisant les atouts de la France et en réduisant ses faiblesses. En conclusion, M. Chirac, en réponse à une question, déclare qu'Alain Juppé a « toutes les qualités pour mener avec courage, détermination et intelligence une politique difficile » et écarte un prochain remaniement. Il avoue in fine : « Peut-être ovais-je un peu sous-estimer la difficulté... »

L'augmentation de la CSG est à l'étude

EN ANNONÇANT que la priorité de la politique économique serait désormais la réduction des déficits publics, Jacques Chirac a préparé l'opinion aux mesures d'urgence que va devoir prendre le gouvernement. Pourtant, le plan de rigueur qu'il a laissé entendre n'est pas encore définitivement arrêté. Il ne sera présenté par le premier ministre que le 14 novembre devant l'Assemblée nationale, à l'occasion du débat annuel sur l'avenir de la protection sociale.

Les principales dispositions porteront sur la Sécurité sociale, le déficit devant être ramené de quelque 60 milliards de francs en 1995 à 30 milliards en 1996. Le gouvernement devra trouver, de plus, le moyen de financer le déficit de 120 milliards accumulé en 1994-1995.

Plusieurs scénarios sont à l'étude. Le gouvernement, qui a dû augmenter fortement les impôts cet été, veut limiter les nouveaux prélèvements sociaux et donner la priorité à la réduction des dépenses. Pour trouver 30 milliards, certains préconisent donc de s'en tenir à la réduction des CSG, ce qui, en portant son rendement annuel de 38 à 48 milliards, ne comblerait que les tiers des besoins de financement.

Une autre thèse est défendue : en augmentant le taux de la CSG (2,4 % actuellement), on pourrait

en profiter pour éponger en partie le déficit accumulé. Dans cette optique, plusieurs variantes sont envisagées pouvant aller jusqu'à une hausse de 1 point de la CSG (à 3,4 %), qui rapporterait près de 50 milliards supplémentaires.

Pour réduire les dépenses, le gouvernement a remis à l'étude des mesures déjà expérimentées au moment du « plan Veil » de juin 1993 : un forfait payé par les malades sur chaque feuille de maladie (3 francs par feuille rapporterait 4,5 milliards par an) ou sur chaque boîte de médicament, des incitations à un départ en retraite des médecins âgés, des aides à la reconversion de plusieurs milliers de praticiens libéraux, ou encore la hausse de la cotisation maladie des retraités.

MAÎTRISE RENFORCÉE

Le renforcement de la maîtrise médicalisée est, lui, certain : généralisation progressive du carnet médical obligatoire pour l'assuré, codage des médicaments dès 1996, nouvelles références médicales pour les médecins, réelle application des sanctions financières contre les praticiens qui prescrivent trop.

Des mesures sont également à l'étude pour la branche famille, comme une non-revalorisation des bases mensuelles de calcul des allocations, leur intégration dans le revenu imposable ou leur modula-

tion en fonction des ressources des ménages. Les pouvoirs publics ont envisagé un relèvement de la cotisation vieillesse des salariés (1 point rapporte 16 milliards par an) et souhaiteraient porter progressivement de treize sept ans et demi à quarante ans la durée de cotisation permettant aux fonctionnaires de bénéficier d'une retraite à taux plein.

En revanche, dans le cas de la politique budgétaire, le gouvernement ne semble guère disposé à revoir sa copie pour 1996. Certes, il peut, avec le collectif budgétaire de fin d'année, envoyer un nouveau signal de rigueur. Mais ce signal sera-t-il assez fort ? C'est pour l'instant loin d'être assuré.

Alors que le ministre des finances, Jean Arthuis, avait un moment songé à durcir son plan d'annulation de crédits, pour contrebalancer les 35 milliards de moins-values de recettes fiscales, les coupes ne devraient finalement guère dépasser les 10 milliards de francs initialement annoncés. Les 25 autres milliards nécessaires pour boucler l'exercice devraient donc être trouvés grâce à des crédits reportés lors de l'exercice précédent ou grâce à des ponctions sur les « trésoreries dormantes » de certains organismes, comme la Caisse des dépôts et consignations.

Jean-Michel Bezat
et Laurent Mauduit

Les priorités du candidat

« AU NOM des valeurs de la République, comme du bon sens économique, je propose un changement dans l'ordre des priorités. Je propose qu'on mette la finance au service de l'économie réelle et, surtout, de l'emploi. Je propose qu'on donne une priorité absolue à la lutte contre le chômage. N'oublions pas que nos déficits ne seront maîtrisés que lorsque le chômage, qui nous coûte si cher, aura été vaincu ! » (Discours « fondateur » de la porte de Versailles, à Paris, le 17 février).

« Il est de bon ton de dire que la situation dans laquelle nous sommes aujourd'hui interdit de baisser les impôts et même, pour certains, qu'elle exigerait de les augmenter. Je ne suis pas du tout de cet avis. L'expérience l'a montré : trop d'impôt tue l'impôt. On ne réduira pas les déficits en durcissant la pression fiscale. » (Paris, 17 février).

« Qu'est-ce qui compromet la Sécurité sociale ? Son déficit. D'où vient-il ? D'abord, de la progression du chômage et des pertes de recettes croissantes qu'elle provoque (...). La vérité, c'est que l'équilibre de notre protection sociale dépend, dans une très large mesure, de notre politique de l'emploi. On a trop tendance à

enfermer la Sécurité sociale dans un cadre étroitement comptable. » (Paris, 17 février).

« Emploi et protection sociale sont indissociablement liés, mais, encore une fois, il ne faut pas inverser l'ordre des choses. C'est la protection sociale qui est menacée par la montée du chômage, ce n'est pas elle qui compromet la croissance. » (Polders, 4 avril).

« Devons-nous nous satisfaire d'une gestion stérile des grands équilibres, qui ne prendrait en compte que les données comptables ? (...) Je ne le crois pas. Pas plus que je ne crois que l'on puisse bôder la force de nos entreprises, la solidité de notre monnaie, l'assainissement des finances publiques et la croissance de notre économie sur le sacrifice des salariés, le développement du chômage et les fractures de l'exclusion. Les équilibres économiques construits sur des déséquilibres sociaux ne tiennent pas longtemps parce que, derrière les ratios et les statistiques, il y a des hommes et des femmes. » (Lille, 7 avril). « Ce qui est certain, c'est qu'une politique qui se bécote à gérer l'économie de notre économie et l'effacement de nos solidarités provoquerait de grands désordres. » (Bordeaux, 24 mars).

Nouvelle clarté, nouvelle ambiguïté

PERDUE dans le brouillard de la campagne électorale, la majorité était persuadée d'aller « dans le mur » (Le Monde du 27 octobre).

Le 26 octobre, le président de la République, après près de six mois d'hésitation, lui a éclairé la route, mais la direction qu'il lui a indiquée n'est certainement

pas celle vers laquelle ses électeurs croient qu'il allait les conduire. Dans sa course à l'Elysée, Jacques Chirac avait utilisé un attelage à trois chevaux : Philippe Séguin pour dénoncer la « pensée unique » et promouvoir que la lutte contre la fracture sociale « aurait la priorité » ; Alain Madelin, pour attirer les tenants du libéralisme, favorables à la déréglementation économique ; Alain Juppé, pour rassurer les partisans d'une gestion stricte de l'Etat et ceux qui redoutaient une rupture avec la politique européenne de la France.

Le choix du premier ministre n'avait pas, en fait, traduit un choix clair entre ces trois politiques possibles. L'action gouvernementale, bien entendu sous l'autorité du chef de l'Etat, a cherché à tout mener de front, malgré les contradictions évidentes.

M. Juppé n'a pas osé heurter de front les idées de M. Séguin, et le li-

rageage de M. Madelin n'a pas été la conséquence d'un vrai désaccord sur la stratégie financière. Aujourd'hui, M. Chirac est contraint de reconnaître qu'il ne peut tout faire en même temps, mais la priorité qu'il retient est justement celle qu'il n'avait cessé de condamner tout au long de sa campagne électorale. C'est aussi celle qu'aurait pu symboliser la nomination de M. Juppé à Matignon, si le président de la République n'avait pas préféré le flou.

Virage il y a donc. Pour les nombreux députés de droite qui espèrent du président de la République un ordre de mission ferme, il a l'avantage d'indiquer un cap clair, mais celui-ci peut-il les satisfaire ? M. Chirac, depuis son installation à l'Elysée, ne gouvernait qu'en s'appuyant sur ceux qui l'avaient soutenu lors du premier tour de la présidentielle. L'immense majorité des ministres ayant été choisis parmi eux.

Aujourd'hui, il résume l'essentiel de leurs idées, sans donner vraiment satisfaction aux ralliés du second tour. Certes, il fait maintenant sienne l'idée balladurienne que la lutte contre le chômage passe d'abord par une réduction des déficits publics, mais, comme il n'associe pas ce tournant à un remaniement ministériel, une ambiguïté succède à une autre : un gouvernement constitué sur la lancée d'une campagne est prié d'appliquer une

politique qui va au rebours de cette campagne.

La satisfaction de ceux qui restent exclus du gouvernement ne peut donc être totale. Si M. Chirac se rallie à une politique qui permet la poursuite de la construction européenne et, tout particulièrement, la mise en place d'une monnaie unique dans le cadre fixé par le traité de Maastricht, il avoue que ce n'est pas par foi européenne, mais par réalisme. Est-ce par réticence personnelle ? Est-ce pour ne pas heurter encore une partie de sa majorité, celle qui se reconnaît en M. Séguin ? Toulouse est-il que le président de la République a donné l'impression que l'Europe est pour lui une contrainte et non un choix.

La frange droitiste de sa majorité, il est vrai, doit avaler quelques couleuvres. M. Chirac, en effet, n'a pas renoncé, il s'en faut, à son discours sur la fracture sociale, et il se refuse à mettre toutes les promesses faites alors en parenthèse. Son refus de faire du rétablissement de l'ordre dans les quartiers difficiles une priorité ne peut que heurter une partie de ses supporters.

Tous les élus de la majorité attendent certainement avec inquiétude les actes qui doivent suivre. Car il sera bien difficile de mettre en œuvre la ligne tracée sans affronter les intérêts de catégories sociales qui ont fait confiance à la droite.

Thierry Bréhier

En 1983, la « parenthèse »

PIERRE MAUROY avait été catégorique : le 16 février 1983, avant les élections municipales, il avait assuré qu'« aucun plan d'urgence » n'était envisagé pour cette année-là. Le 21 mars, le franc était dévalué. Le 25 mars, Jacques Delors annonçait un nouveau plan de rigueur, qui suivait les premières mesures prises à l'automne 1982. Entre-temps, le 23 mars, François Mitterrand justifiait le maintien du franc dans le SME par sa volonté de ne « pas isoler la France de la Communauté européenne », et appelait les Français à « redoubler d'énergie et de ténacité pour le redressement national ». Sans dévoiler le plan, il désignait trois fronts : la lutte contre le chômage, la baisse de l'inflation et la réduction du déficit du commerce extérieur.

Pour l'essentiel, M. Mitterrand avait défini sa philosophie à Flageac, le 27 septembre 1982, en pleine période de blocage des salaires : « Si aujourd'hui je demande, comme c'est nécessaire, à la nation tout entière de s'asseoir et d'accepter la rigueur de l'effort, ce ne sera, retenez-le bien, que si nous sommes en même temps capables de corriger les injustices, de demander plus à celui qui a plus, de demander moins à celui qui possède si peu. »

« Ma préoccupation, continuait-il, est que l'ensemble des entreprises puisse échapper aux trois menaces du moment : l'alourdissement de leurs charges, le lourdeur des taux d'intérêt et le surcroît de leur endettement financier. C'est donc ces trois directions que je demande au gouvernement d'ouvrir pour, dans le courant de 1983, écarter ces trois menaces. »

Politiquement, le gouvernement peine à ajuster son discours. Dans l'Express du 1^{er} avril 1983, M. Mauroy parle de mesures « rudes » mais « transitoires », affirmant que si ce sont « les politiques de droite de [nos] partenaires » européens qui nous « obligent à une politique de rigueur accrue, nous allons devoir maintenir les objectifs d'une politique de poche ».

D'abord réservé sur un plan qui « s'efforce malgré sa rigueur d'être juste », Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, s'efforce de contenir Jean-Pierre Chevènement, pour qui la nouvelle politique économique n'est « pas socialiste ». En octobre, lors du congrès de Bourg-en-Bresse, M. Jospin s'interroge dans L'Unité : « Est-ce une « parenthèse » ? Je dirai plutôt que c'est un passage qui nous a amenés à infléchir notre politique, et il est trop tôt pour dire quand cette parenthèse sera refermée. »

Déficits publics : « J'ai sous-estimé l'ampleur du problème »

Voici la quasi-intégralité du texte de l'intervention du président de la République jeudi 26 octobre sur France 2. M. Chirac était interrogé par Alain Duhamel.

■ Boris Eltsine

« J'ai beaucoup d'estime pour Boris Eltsine et je souhaite que cet incident ne soit qu'un incident. Ce que je peux vous dire - je ne suis pas médecin, naturellement - c'est qu'il y a trois ou quatre jours, j'ai passé deux jours avec lui et il était dans une excellente forme. Je souhaite que ça continue... Politiquement, c'est un homme qui veut la réforme et qui souhaite la démocratie et la paix. Et il faut être très attentif - j'ai eu l'occasion d'en parler plusieurs fois, il y a deux jours encore, avec Bill Clinton - à ne pas humilier les Russes, à ne pas leur faire peur, à ne pas déconsidérer leur président. C'est un grand peuple, c'est une grande nation, il ne faut pas l'oublier.

■ « Optimisme » pour les pilotes disparus

Le chef de l'Etat a déclaré jeudi soir qu'il était « aujourd'hui dans une phase d'optimisme » à propos du sort des deux pilotes français dont le Mirage a été abattu le 30 août au-dessus de la Bosnie. « Je suis passé par des phases de pessimisme et de crainte, et d'optimisme et d'espoir, successivement. Aujourd'hui, je suis dans une phase d'optimisme », a expliqué le président. Le Mirage 2000 des officiers français a été abattu près de Pale, le chef des Serbes de Bosnie, proche de Sarajevo, au cours d'une opération de l'OTAN contre des objectifs militaires serbes.

Sur l'évolution générale de la situation en Bosnie, M. Chirac s'est déclaré « raisonnablement optimiste », à la veille des négociations de paix qui doivent débiter aux Etats-Unis.

■ L'Algérie

L'Algérie est dans une situation difficile, chacun le sait, et pourtant, les Algériens que je connais bien et pour qui j'ai de l'estime et de l'amitié, ont le droit à une vie normale, au développement, à la liberté, à la démocratie. J'avais volontiers accepté de rencontrer le président Zeroual pour essayer de voir avec lui, de façon amicale et, surtout, sans faire d'ingérence dans les affaires intérieures de l'Algérie, comment pourrait se dérouler un processus conduisant à une véritable démocratie et permettant le développement.

Le président Zeroual a eu une exigence, c'est-à-dire la présence des caméras de télévision et des photographes, que je ne souhaitais pas en raison de la campagne électorale qui venait de débiter le matin même. Comme je vous l'ai dit, la France ne voulait pas faire d'ingérence. C'était un entretien de travail.

« On n'a réellement pas de préférence entre les candidats à l'élection présidentielle ?

« Non. Ce n'est pas notre problème. C'est le problème des Algériens. Notre préférence, en revanche, elle va vers la mise en œuvre d'un système démocratique, auquel les Algériens ont droit et auquel la très grande majorité des Algériens aspire.

« Peut-on envisager de proportionner notre aide à la rapidité de ce processus démocratique ?

« Oui, je crois. (...) C'est légitime.

Des fonctionnaires mécontents

La prestation de Jacques Chirac intervient au lendemain de la grève générale unitaire des fonctionnaires du 10 octobre, qui était, selon les observateurs, la plus importante depuis 1968. Les fonctionnaires protestaient contre l'absence de mesures d'augmentation générale en 1996, mais aussi contre la campagne de dénigrement dont ils ont été l'objet.

Leurs slogans affirmaient qu'ils ne sont « ni des privilégiés ni des nantis ». Surpris par l'ampleur de leur riposte, le gouvernement a proposé, sur les salaires, sur la réduction des emplois précaires, sur l'aménagement du temps de travail ou sur les retraites, des concessions qui intéressent les syndicats les plus modérés.

Ces derniers ont obtenu de leurs partenaires plus « contestataires » qu'ils attendent le résultat des entretiens proposés par Jean Pouch, les 8 et 9 novembre, pour décider d'une éventuelle nouvelle grève générale.

■ Essais nucléaires

« J'imaginais que ces réactions seraient vives, notamment en raison de certaines organisations, qui ont pour vocation et pour métier d'alimenter ce type de réactions. (...)

« Je crois qu'on a beaucoup exagéré. Je prendrai un exemple : nous avons suivi extrêmement attentivement tout ce qui concernait les ventes françaises à l'étranger dans tous les pays, y compris ceux qui étaient le plus critiques à notre égard, et nous n'avons observé aucune trace d'une réaction dans ce domaine (...), même sur des produits symboliques. Aucune trace. Alors, je crois qu'il ne faut rien exagérer. Mais je vais vous dire : ma vocation, c'est d'assurer la défense des Français. J'ai considéré que l'achèvement de nos essais était essentiel, incontournable pour assurer la fiabilité et la sûreté de notre force de dissuasion. (...) Je ne prends pas mes décisions en fonction des réactions des uns et des autres ; je les prends en fonction de

« En ce qui concerne le sort des deux avions français ?

« Je suis passé par des phases de pessimisme et de crainte et des phases d'optimisme et d'espoir, successivement. Aujourd'hui, je suis dans une phase d'optimisme et d'espoir.

■ Mécontentement des Français

« Il faudrait être aveugle pour ne pas le voir. J'ajoute que, de mon point de vue, c'est inévitable (...). La France se trouve aujourd'hui dans une situation qui est la suivante : pendant très longtemps, pendant quinze ans, vingt ans, la France a dépensé plus qu'il n'était raisonnable et elle a accumulé des déficits. Je ne suis pas en train de faire porter la responsabilité à qui-conque ; c'est une constatation. Nous n'avons pas été les seuls. Nos partenaires ont fait une politique de la même nature pendant longtemps mais, au début 1993, nos principaux partenaires, notamment les Anglais et les Allemands, ont engagé avec beaucoup de courage une politique de réduction des déficits, c'est-à-dire d'une gestion rigoureuse de leurs finances publiques. Et c'est un exercice auquel, aujourd'hui, nous sommes contraints de nous livrer.

« Or, vous savez, dans une famille, quand on s'aperçoit que l'on a tout d'un coup des dettes que l'on ne peut plus supporter, on a forcément des réactions, des comportements, une amertume, des difficultés que l'on retrouve au niveau d'un pays aujourd'hui. Nous avons une période d'adaptation inévitable, et il ne faut pas s'y tromper, elle durera un ou deux ans, et qui consiste à remettre de l'ordre dans nos finances publiques.

■ Réduction des déficits

« Notre économie est bonne et elle est saine. Je prendrai deux exemples : nous avons l'une des inflations les plus faibles du monde ; nous avons un commerce extérieur très fortement excédentaire, ce qui prouve que nos entreprises, travaillant bien, qu'elles sont compétitives, qu'il y a chez nous de la capa-

city, de la créativité, que les gens travaillent. Donc, notre économie permet d'avoir confiance. Ce qui ne va pas, ce sont nos finances. Et nous avons mal géré nos finances. Et l'importance de nos déficits, aujourd'hui, a plusieurs conséquences.

« La première, c'est que, pour les combler, nous sommes obligés de faire peser une charge plus lourde sur ceux qui travaillent. Ce qui décourage ceux qui travaillent, décourage l'investissement, décourage la consommation. Le résultat, c'est que le chômage s'accroît et, quand le chômage s'accroît, le coût de dé-

pendance nationale et l'indépendance nationale, cela exige la maîtrise des déficits (...).

« Il n'est pas possible d'imaginer que nous puissions rendre la confiance à l'intérieur (...) et la confiance à l'extérieur, qui est également très importante, si nous continuons à avoir une gestion qui n'est pas rigoureuse de nos finances.

■ Salaire des fonctionnaires

« Il n'y a pas de plafonnement. Il y a un certain nombre de dispositions qui font que, de toute façon, les fonctionnaires ont un accrois-

■ Justice sociale

« Nous avons un problème de justice sociale. Je l'ai dénoncé pendant toute ma campagne et je n'ai pas un instant l'intention de l'oublier. Moi, j'ai fait une campagne pour la lutte contre les injustices sociales et pour favoriser les forces vives, c'est-à-dire ceux qui travaillent, ceux qui investissent, ceux qui produisent : les salariés, les classes moyennes, les entrepreneurs, les paysans... Je n'ai pas l'intention de changer d'un iota et donc tout le monde doit être traité de la même façon. Traité de la même façon, cela veut

Algérie : une aide désormais conditionnelle

JACQUES CHIRAC a confirmé, jeudi soir, une évolution de la politique algérienne de la France qui avait été évoquée à demi-mot ces dernières semaines : l'aide de Paris à l'Algérie dépendra des progrès de ce pays vers la démocratie. C'est la première fois qu'un dirigeant français dit aussi clairement que cette aide sera désormais conditionnelle.

La France n'a pas de préférence parmi les quatre candidats qui se présentent au scrutin présidentiel algérien, le 16 novembre, a dit le président de la République ; « notre préférence », c'est l'évolution de l'Algérie « vers la démocratie ». Et la France pourra donc « proportionner son aide ou rythme » auquel le régime algérien se démocratisera, a expliqué M. Chirac. Il a ajouté : « Je crois que c'est légitime ».

A New York, déjà, peu après l'annulation de son

entretien avec le président Liamine Zeroual, M. Chirac avait déclaré : « Quant à la France, il est tout à fait légitime qu'elle détermine sa politique à l'égard de l'Algérie en fonction des valeurs qui sont les siennes, c'est-à-dire des valeurs de la démocratie. Si celles-ci sont respectées, l'Algérie peut compter,

sans réserves, sur le soutien amical de notre pays. Si l'évolution des choses impliquait d'autres options, alors naturellement la France en tirerait les conclusions ».

Cette volonté d'assortir l'assistance financière - 5 milliards de francs par an - à une certaine évolution politique à Alger est nouvelle. Elle semble avoir été mise en avant pour la première fois lorsque Paris a voulu, ces dernières semaines, détailler les raisons qui avaient incité M. Chirac à accepter de rencontrer M. Zeroual. Il avait alors été avancé que le président de la République n'entendait pas cautionner le régime algérien avec cette rencontre, mais l'utiliser, en revanche, pour inciter son interlocuteur à mettre sur les rails un véritable processus de démocratisation.

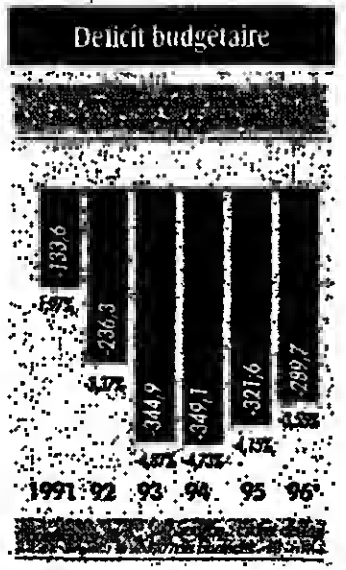
Au début des années 80, les chefs de l'opposition de droite avaient critiqué les velléités du gouvernement socialiste de faire dépendre l'aide que la France accordait à certains pays d'Afrique noire de la démocratisation de leurs régimes.

Alain Frachon

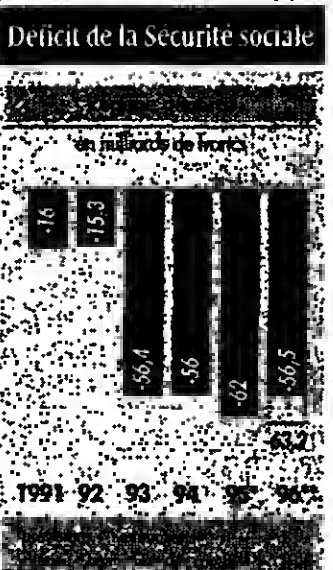
L'idée que je me fais de l'intérêt de la France et des Français, à qui il appartient ensuite de juger.

■ Bosnie

« Je suis aujourd'hui raisonnablement optimiste. Les discussions ont commencé aux Etats-Unis entre le groupe de contact et les trois principaux intéressés. J'ai encore rencontré les intéressés à New York pour la réunion de l'ONU. Je suis raisonnablement optimiste.



Le gouvernement a pour objectif de réduire le déficit de près de 30 milliards de francs par an en 1996 et 1997.



L'assurance-maladie représente à elle seule, plus de la moitié des besoins de financement.

Brutal changement de cap économique

A ENTENDRE les propos du chef de l'Etat, on pourrait croire que l'histoire bégaie. A l'image des socialistes, qui avaient promis de « changer la vie » et qui, après avoir heurté de plein fouet le mur de la contrainte extérieure,

avaient dû, en 1982-1983, négocier le délicat virage de la « rigueur », Jacques Chirac vient, à son tour, d'annoncer un brutal changement de cap dans la conduite de la politique économique.

Qu'on se souvienne des controverses de la campagne présidentielle : Edouard Balladur ne cessait de dire que la vraie cause du chômage était dans l'ampleur des déficits et qu'il fallait réduire les seconds pour obtenir une baisse du premier. M. Chirac, lui, proposait de faire l'inverse. Appelant les Français à ne pas se « satisfaire de cette gestion notoire de grands équilibres, qui ne prendrait en compte que les données

comptables », il préconisait « un changement dans l'ordre des priorités ». « Les équilibres économiques construits sur des déséquilibres sociaux ne tiennent pas longtemps », répétait-il sans cesse. En clair, il a mille fois redit que « nos déficits ne seront maîtrisés que lorsque le chômage, qui nous coûte si cher, aura été vaincu ».

Dans son intervention sur France 2, jeudi 26 octobre, il y a donc une véritable conversion. M. Chirac fait à présent le diagnostic opposé de celui qui était le sien jusqu'à présent. « Le chômage augmente avec les déficits, et pas le contraire », a-t-il dit. Par contre-

coup, « la priorité des priorités » est désormais la lutte contre les déficits publics.

S'il fallait poursuivre la comparaison entre le virage pris par François Mitterrand et celui qu'a annoncé Jacques Chirac, on pourrait observer encore que, dans l'un et l'autre cas, l'effort demandé au pays est présenté comme provisoire. Comme en écho à Lionel Jospin qui, en 1983, ne voulait voir dans la rigueur qu'une « parenthèse », le chef de l'Etat promet

aujourd'hui qu'il ne lui faudra qu'« un ou deux ans pour remettre de l'ordre dans les finances publiques ».

Les deux périodes, pourtant, se distinguent par bien des aspects. Alors que les socialistes, en 1982, abandonnaient clairement une politique économique, celle de la relance, pour en adopter une autre, celle de la désinflation compétitive et du franc fort, l'actuel chef de l'Etat a à résoudre une équation légèrement différente.

CHANGEMENT VÉRITABLE ?

S'agit-il véritablement, dans son cas, de l'abandon d'une politique économique au profit d'une autre ? Encore aurait-il fallu qu'au cours des cinq mois d'activité du gouvernement d'Alain Juppé un cap ait été clairement défini. Or, au fil des semaines, c'est le reproche majeur qui lui a été adressé : il ne sait pas clairement où il va.

Souhaitait-il vraiment respecter les critères de convergence du traité de Maastricht ? Dans cette hypothèse, pourquoi tarde-t-il tant à mettre en œuvre les mesures d'économies qui s'imposent, no-

tamment dans le domaine des comptes sociaux ? Ou alors, pourrait-il être tenté de tourner le dos à Maastricht en laissant « filer » le franc, pour obtenir une baisse des taux d'intérêt ? Les faux pas et les cafouillages ont été si nombreux que la politique économique a progressivement perdu toute « lisibilité » et que le mécontentement syndical persistant est venu se cumuler à des attaques spéculatives quasi incessantes contre le franc.

On comprend bien l'utilité, pour le chef de l'Etat, de ce brutal changement de pied. En refusant une fois pour toutes de pimenter son propos de formules empreintes à « l'autre politique » et en se ralliant à la « pensée unique », il peut espérer apaiser les marchés financiers et en obtenir, en retour, la baisse tant souhaitée des taux d'intérêt. Cependant, il court le risque que des voix s'élèvent de nouveau, jusque dans la majorité, pour dénoncer la perpétuation du « Munich social » que dénonçait naguère Philippe Séguin.

Laurent Mauduit

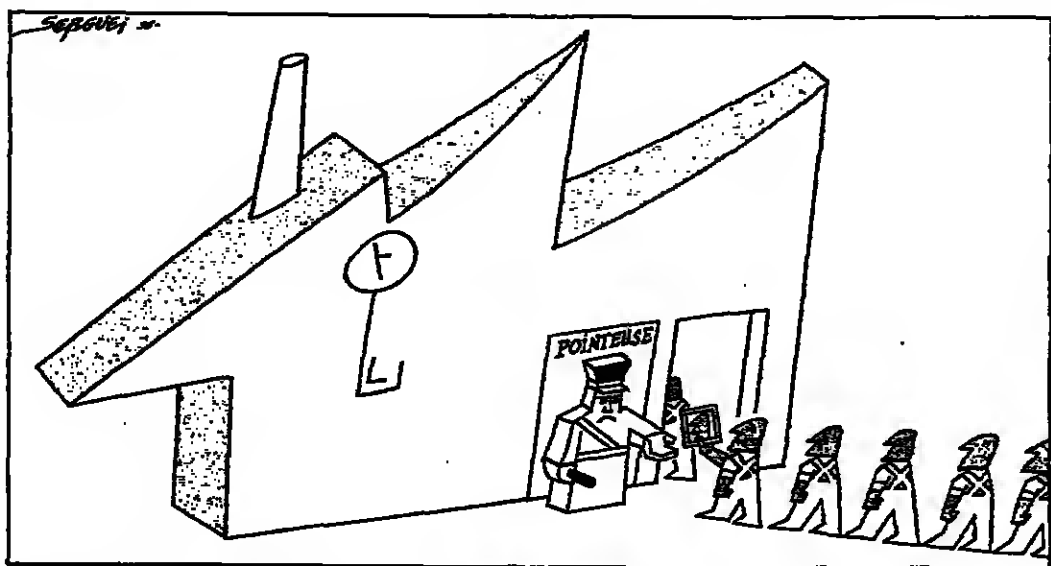
■ Augmentation des prélèvements

« Il y a des priorités. Plus on augmente la charge fiscale ou sociale, plus on tire l'économie vers le bas, donc plus on crée du chômage. Mais il y a des priorités. Aujourd'hui, je le répète, la France a un problème qui n'est pas un problème de nature économique. Notre économie se porte bien, elle est dynamique, elle est vigoureuse, elle exporte. Elle a un problème financier ; elle a des déficits. Et donc la priorité, c'est la réduction des déficits et, pour cela, il faut prendre des mesures qui peuvent être en contradiction avec ce que l'on veut faire plus tard de façon à rétablir les équilibres. C'est un effort à faire pendant deux ans (...). C'est un effort global de la nation pour réduire des déficits qu'on a laissés se développer.

■ Deux ans

« Je suis sûr qu'en deux ans, on y arrivera. Indépendamment de tout autre considération, il faudra bien que nous soyons arrivés à cet équilibre dans deux ans, ne serait-ce que pour entrer dans la

صلى الله عليه وسلم



CIE : 350 000 emplois

Entré en vigueur le 1^{er} juillet 1995, avant même son adoption définitive par le Parlement, le contrat initiative-emploi s'adresse en priorité aux chômeurs de longue durée (personnes au chômage depuis plus d'un an). Le CIE prévoit pour l'employeur une prime de 2 000 F et une exonération de charges patronales de sécurité sociale pendant deux ans sur la partie du salaire inférieure au SMIC. Le contrat initiative-emploi, imaginé par Alain Madelin durant la campagne présidentielle et qui a remplacé le CRE (contrat de retour à l'emploi) créé par Michel Rocard, a pour objectif de réinsérer sur le marché du travail 350 000 personnes en un an. Son coût net pour l'État a été évalué autour de 14 milliards de francs. Selon les dernières statistiques du ministère du travail, 70 000 personnes avaient été embauchées en CIE à la mi-octobre, et la « montée en charge » progressive est de 10 000 à 12 000 embauches par semaine.

fonctionnements, c'est-à-dire engendrer des gaspillages. Il faut maîtriser cela, il faut le maîtriser en concertation avec les organisations syndicales et patronales, avec l'ensemble de ceux qui sont concernés. C'est à ce prix que l'on sauvera notre Sécurité sociale.

La maîtrise de la dépense

Je continue à dire exactement la même chose [que pendant la campagne électorale]. Vous avez dit : « Il faut faire une maîtrise comptable ». Autrement dit, il faut quantifier la dépense. Dire : les Français ont droit à tant pour se soigner, c'est absurde. D'abord, parce que les Français ont le droit de faire des choix dans leurs dépenses et veulent se soigner bien ; parce que les techniques pour se soigner sont de plus en plus chères ; parce que l'on vit de plus en plus vieux et que, par conséquent, on a de plus en plus besoin du médecin ; qu'il y a de nouvelles maladies qui, hélas ! se développent et qui coûtent très

cher. Bref, il est absurde de vouloir quantifier, de vouloir faire une maîtrise quantitative de la dépense.

En revanche, il faut, aussi bien au niveau de l'hôpital qui représente la moitié des dépenses de santé qu'au niveau de la médecine de ville, avoir une maîtrise coordonnée des choses qui permettent d'éviter les gaspillages qui sont très nombreux.

Ne faut-il pas, pour gagner du temps, réformer la Sécurité sociale par ordonnances ?

Honnêtement, je n'en ai pas le sentiment aujourd'hui. Mais c'est un autre problème. Il appartient au gouvernement de décider. Et, après avoir consulté les présidents des Assemblées, le cas échéant, de me proposer une procédure. Elle n'est pas à l'ordre du jour.

Les taux d'intérêt

Le chômage augmente avec les déficits, et non le contraire. C'est parce que les déficits existent que l'on fait peser davantage de charges sur ceux qui produisent, qui sont ainsi moins incités à créer

« Objectif, la lutte contre le chômage »

de l'emploi. C'est parce que ces déficits existent que nous avons les taux d'intérêt les plus élevés du monde. Et cela, c'est le cœur du problème français. Le problème français n'est pas économique, il est financier. Les déficits génèrent des comportements de défiance et ils génèrent des taux d'intérêt très élevés.

Et comment les fait-on baisser ?

En réduisant les déficits. À partir de là, on relance l'économie. Nous devons inspirer confiance. À juste titre, la Banque de France, qui est maintenant – et c'est normal, comme dans tous les grands pays – une institution totalement indépendante et respectée, a fait de l'assainissement financier le préalable à toute baisse des taux. Et elle a raison. D'ailleurs, il faut dire que les marchés ont la même optique et disent la même chose, et nous ne sommes pas à dix ou quinze ans, nous sommes dans un monde où les marchés sont libres. Par conséquent, il faut d'abord faire les efforts nécessaires. J'ai fait ce qu'il fallait pour qu'il y ait une assurance que les efforts seraient faits, que les déficits seraient réduits et donc que les conditions permettant la baisse des taux seraient remplies.

La France a les taux les plus élevés du monde. Par conséquent, les conditions étant remplies, je suis persuadé que les taux baisseront. Et c'est à partir du moment où les taux baisseront que la confiance reviendra, que les ménages ne seront pas incités à placer leur argent et à l'épargner plutôt qu'à consommer, que les investisseurs seront incités à investir plutôt qu'à placer leur argent pour avoir des taux élevés, et tout est susceptible de repartir.

La parité franc-mark

Je n'imagine pas qu'à partir du moment où chacun, sur les marchés internationaux, à la Banque de France, chez les acteurs économiques, consommateurs ou investisseurs, a pris conscience du fait que l'ordre serait mis dans nos finances, que les déficits seraient réduits au niveau où ils doivent l'être – vous aurez observé d'ailleurs, phénomène rare dans notre Histoire, que le Parlement est très actif pour soutenir cette politique de réduction des déficits.

Il n'y a pas de vertu ! Cela prouve que les parlemen-

taires, qui sentent ce que pense l'opinion publique, ont conscience que l'opinion publique sait qu'il faut faire cela. À partir de là, vous aurez une baisse des taux d'intérêt. Et c'est là que nous retrouverons notre possibilité de reprise. C'est comme cela que nous lutterons contre le chômage.

Aujourd'hui, vous avez en France une inflation inférieure à celle que connaît l'Allemagne. Vous avez, pour la première fois depuis longtemps, un commerce extérieur franco-allemand favorable à la France, c'est-à-dire que nous avons un excédent sur l'Allemagne. Cela veut dire que nous sommes compétitifs. Cela veut dire qu'il n'y a pas de problèmes de parité entre le franc et le mark. Cela veut dire qu'il n'y a aucune espèce de raison de dévaluer le franc. Aucune raison objective.

Le franc stable

C'est évidemment un avantage. J'ajouterais : c'est une très vieille

sageur ? Si vous les avez écoutés, ils disaient : « Nous voulons la stabilité de la monnaie. Nous ne voulons plus de ces mouvements erratiques qui se font à notre détriment. Nous voulons la monnaie unique. Voilà ce qu'ils disaient. Et ils avaient raison.

Le chômage

Edouard Balladur avait dit que le chômage diminuerait de 200 000. En une année, en gros, c'est ce qui s'est fait. Est-ce que vous pouvez dire la même chose pour l'année prochaine ?

Je voudrais espérer que nous ferons mieux ! Si nous assainissons suffisamment nos finances, nous aurons des taux qui auront baissé et une relance de l'économie qui devrait normalement nous permettre de créer davantage d'emplois. J'ajoute que, là aussi, c'est le cercle vertueux contre le cercle vicieux. Quand vous créez de l'emploi, vous diminuez le déficit de la Sécurité sociale. Le déficit de la Sé-

Le financement de la prestation d'autonomie

Le premier ministre a reçu, jeudi 26 octobre, les présidents et les rapporteurs des commissions (affaires sociales, finances, lois) du Sénat qui examinent le projet de loi sur la prestation d'autonomie en faveur des personnes âgées dépendantes. Après cet entretien, Christian Poncelet (RPR, Vosges), président de la commission des finances, s'est déclaré « rassuré » sur le financement de la réforme, qui coûtera 20 milliards de francs par an au terme de sa montée en charge.

M. Juppé a confirmé que le Fonds de solidarité vieillesse (FSV) financera l'allocation (en plus des 9 milliards de francs versés par les départements). La commission des affaires sociales du Sénat a adopté, jeudi, un amendement en ce sens. Le FSV devrait être allégé des remboursements de la dette arrêtée pour la Sécurité sociale (10 milliards de francs fin 1993). Les 12,5 milliards de francs que le fonds devait rembourser chaque année jusqu'en 2008 serviront à payer la prestation.

conviction française. La stabilité des taux de change a toujours été, en France, considérée comme une vertu. Souvenez-vous des réactions du Général quand il y avait instabilité des taux, quand le dollar s'est mis à flotter. La monnaie unique n'est d'ailleurs que l'expression de cette stabilité des taux. C'est une nécessité. Sinon il y a une incertitude qui décourage.

Hier, vous aviez de sympathiques producteurs de fruits et légumes qui sont venus manifester à Paris et qui ont fait, à la Pyramide du Louvre, une pyramide de fruits et légumes. Qu'est-ce qu'ils di-

curité sociale est essentiellement dû au chômage.

La fracture sociale

Quand on se donne un objectif sur deux ans, est-ce qu'en même temps on peut réduire la fracture sociale ?

Oui, mais on ne peut pas tout mener de front. Il faut faire des choix. La fracture sociale a une origine : c'est le chômage. Ce n'est pas la seule, mais c'est l'origine essentielle. Donc, toute politique de

Lire la suite page 8

En attendant le plan Marshall sur les banlieues

QUARANTE-HUIT HEURES après la décision de faire appel à des militaires du 1^{er} régiment d'infanterie de Sarrebourg pour maintenir l'ordre dans les transports strasbourgeois, les déclarations de Jacques Chirac sur les banlieues ont heureusement surpris. Estimant que le recours, d'emblée, à l'ordre public, avant la mise en œuvre de vastes mesures destinées à « tendre la main aux banlieues », ne pouvait prendre que « des allures de provocation », le président de la République a implicitement désavoué ceux qui avaient pu prendre une pareille décision.

Sur le fond, le discours de Jacques Chirac peut être interprété comme un signal fort en direction de tous ceux qui habitent dans des quartiers difficiles : la rigueur, leur dit en substance le président de la République, s'arrêtera aux portes de leurs cités. Mieux, il faudra, selon lui, instaurer des zones d'exonération fiscale totale pour inciter les entreprises à y créer des emplois. « Ce sont des zones auxquelles il faut tendre la main et dans lesquelles il ne faut pas faire de provocation, ça consiste d'abord à réinsérer de l'économie, du travail, de l'emploi », a ajouté le chef de l'État.

Comme pour compléter le dispositif, M. Chirac a

également souhaité que les associations soient « massivement aidées » et que soient ramenés, dans ces quartiers, « et au plus haut niveau de la qualité, les services publics ».

Reste donc, si l'on peut dire, à soumettre ce discours généreux et bienvenu à l'épreuve des faits. De ce point de vue, la présentation, le 6 novembre, de l'avant-projet pour le Programme national d'intégration urbaine (PNIU) – le fameux plan Marshall pour les banlieues – constituera une manière d'épreuve de vérité. Pour le moment, Eric Raoult en a simplement précisé les « quatre axes majeurs » : « Le renforcement de la présence de l'État, un soutien massif ou développement de l'emploi et des activités, une démarche clore vers une meilleure mixité sociale, une volonté de partenariat avec les habitants ».

L'arsenal des mesures qui vont être présentées et, surtout, les moyens budgétaires qui leur seront accordés, tant au niveau de l'État que des collectivités locales, permettront alors de mesurer la réelle volonté du président de la République de s'attaquer à ce problème crucial.

Franck Nouchi

Pour soigner la Sécurité sociale, la chirurgie remplace l'homéopathie

LE PRÉSIDENT de la République a changé de priorité : l'urgence n'est plus à la réduction de la fracture sociale et du chômage, mais à la baisse des déficits publics, notamment celui de la Sécurité sociale.



ANALYSE

pendant les deux ans nécessaires à cette remise en ordre des finances publiques. Cette indifférence affichée aux sondages confirme que, pour diminuer de moitié le déficit du régime général l'an prochain (environ 60 milliards de francs), comme le premier ministre s'y est engagé, les pouvoirs publics ont décidé de remplacer l'homéopathie par la chirurgie.

M. Chirac assure qu'il a déjà fait beaucoup dans le domaine social. Le chômage ? Il affirme qu'il fera mieux qu'Edouard Balladur (220 000 créations d'emplois en 1994) et que 350 000 chômeurs de longue durée devraient bénéficier d'un contrat initiative-emploi (CIE) d'ici à juillet prochain. L'exclusion ? Les 20 000 logements d'insertion et d'urgence promis seront prêts pour l'hiver. L'accès à la propriété ? M. Chirac souligne que le prêt à taux zéro « marche très fort ». Les personnes âgées dépendantes ? La prestation d'autonomie, qui entrera en vigueur en 1996, est aussi un instrument de lutte contre l'exclusion.

Il n'empêche : même s'il s'en est défendu, le chef de l'État a ni plus ni moins décrété une « pause » sociale, comme François Mitterrand l'avait fait dès l'automne 1981. M. Chirac s'est conformé au cale-

drier de deux ans imposé par le traité de Maastricht. Il s'est aussi fixé un principe : chacun devra participer « en fonction de ses moyens » au redressement de la « Sécu ». Tous les Français, à l'exception des plus démunis, seront donc mis à contribution.

PREMIÈRE ENTORSE

Ainsi, il est désormais acquis que les prélèvements sociaux augmenteront, à la fois pour financer la dette cumulée depuis 1992 (environ 230 milliards de francs) et réduire le déficit 1996 de 30 milliards de francs. Tout indique que l'on s'achemine vers un élargissement de l'assiette de la CSG et un relèvement de son taux. C'est une première entorse aux engagements du candidat Chirac, qui promettait naguère une baisse des prélèvements obligatoires.

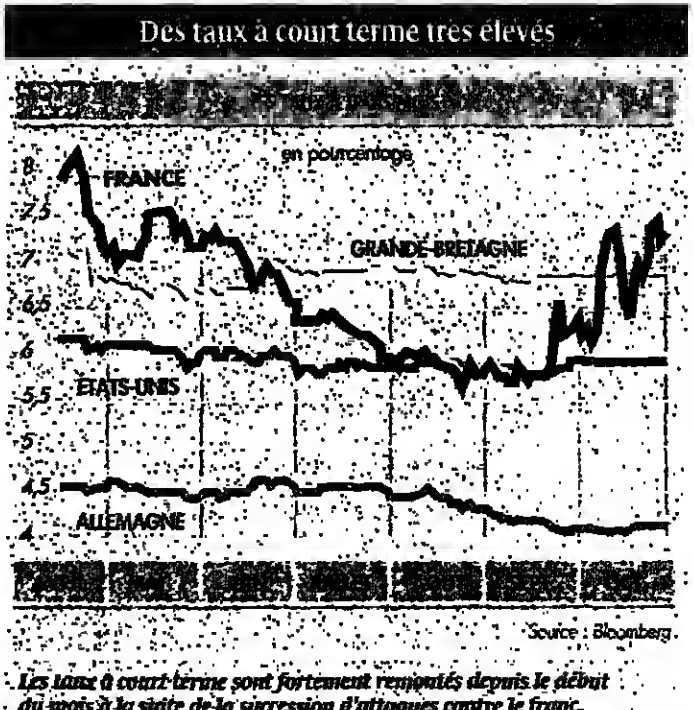
M. Chirac refusait aussi de « plafonner » les dépenses de santé au niveau de la richesse nationale. Il fait mieux – ou pire – aujourd'hui. Tout en rejetant une « maîtrise comptable », il a décidé qu'elles devront progresser moins vite (plus 2,1 %) que le produit intérieur brut (plus 2,8 %) en 1996, instaurant ainsi une régulation économique du système de soins qui n'ose pas dire son nom. Quant à la « grande politique familiale » tant attendue par l'électorat de droite, elle ne verra pas le jour avant 1998.

Une question reste sans réponse : quelle méthode M. Chirac va-t-il retenir ? Jusqu'à présent, le gouvernement a joué la concertation et la pédagogie en organisant les « forums » régionaux de la protection sociale. Cette démarche n'a guère convaincu, principalement les syndicats, comme en té-

moignent les appels à la manifestation ou à la grève lancés pour le 14 novembre (lire page 9). Il a mis le Parlement devant ses responsabilités en lui demandant de voter, mi-novembre, sur les « grandes orientations » de la réforme du système de protection sociale qu'il lui soumettra.

Reste la voie des ordonnances. M. Chirac affirme qu'elles ne sont « pas à l'ordre du jour ». L'histoire sociale plaide pourtant en ce sens. Qu'il s'agisse de créer (1945) ou de réformer (1967) la « Sécu », d'engager une profonde réforme hospitalière (1958), d'instaurer la retraite à soixante ans (1982) ou de supprimer l'autorisation administrative de licenciement (1986), c'est toujours la voie des ordonnances qui a été choisie.

Jean-Michel Bezat



Les taux à court terme sont fortement remontés depuis le début du mois à la suite de la succession d'attaques contre le franc.

« Il faut tendre la main » aux habitants des quartiers difficiles

14 / L

Suite de la page 7

réduction de la fracture sociale passe par une lutte contre le chômage. Cela veut dire qu'il faut faire des choix.

« Le gouvernement, je me permets de le faire remarquer, les a faits. On a beaucoup glosé lorsque le gouvernement a lancé le contrat initiative emploi, qui concerne les travailleurs qui sont au chômage depuis plus d'un an, c'est-à-dire ceux qui deviennent fragiles et qui sont menacés par l'exclusion. En quelques mois, 80 000 emplois, dont 70 % sont des emplois à durée indéterminée, c'est-à-dire de vrais emplois ont été créés. Et nous pensons qu'en un an, c'est-à-dire en juillet prochain, ce chiffre sera passé à 350 000. Cela, c'est une vraie mesure de lutte contre la fracture sociale.

« Les programmes de logements d'urgence qui sont en train de s'achever et de logements d'insertion vont dans le même sens : 20 000 logements.

« De la même façon, quel est l'objectif du prêt à taux zéro qui démarre très fort ? De permettre de donner satisfaction, en termes d'accès à la propriété, à des gens qui, aujourd'hui, logent dans des logements sociaux qu'ils pourront libérer au profit des plus démunis qui en ont besoin et qui ne peuvent pas y accéder. Cela aussi, c'est un élément important de lutte contre la fracture sociale.

« On pouvait s'interroger sur la prestation d'autonomie, on pouvait se dire : est-ce normal, alors que l'Etat fait une forte pression sur ses déficits, qu'il diminue ses dépenses, qu'il exige une discipline, de créer une prestation nouvelle ? Des gens de parfaite bonne foi, à juste titre, se sont posé la question...

« ... Ils ont demandé d'où vient l'argent ?

« Oui, mais permettez-moi de vous dire : dans un pays où un nombre croissant de personnes âgées sont dans une situation de dépendance, où un nombre considérable de nos parents, ce sont nos parents, terminent leur vie dans des conditions indécentes, il était essentiel - cela aussi, c'est la lutte contre l'exclusion - de faire en sorte qu'on leur donne un peu plus de dignité, un peu plus d'amour.

« Donc, ce sont des dépenses prioritaires. Autrement dit, la lutte contre la fracture sociale, cela suppose qu'on fasse des priorités - comme nous allons les faire - pour lutter contre la dérive de certains quartiers dans les villes ou dans la loi, et de lutte contre l'exclusion.

■ Les quartiers difficiles

« Ce sont des zones auxquelles il faut tendre la main, et dans lesquelles il ne faut pas faire de provocation.

« Comment faire pour qu'il n'y ait plus de zones de non-droit ?

« Cela consiste d'abord à essayer d'y réinsérer de l'économie, du travail, de l'emploi, en créant dans ces zones une exonération fiscale totale pour inciter. Ensuite, il faut réinsérer, et au plus haut niveau de la qualité, les services publics dans ces zones. Il faut encore aider massivement toutes ces admirables as-

74 % de « déçus » selon Ipsos

Selon la dernière enquête Ipsos réalisée du 20 au 23 octobre auprès de 953 personnes pour Le Point daté du 28 octobre, près des trois quarts des Français (74 %) se disent « plutôt déçus » par l'action de M. Chirac, comme par celle de M. Juppé. Au lieu de 48 % au mois d'août, 14 % seulement d'entre eux sont « plutôt satisfaits » de l'action du président de la République et 12 % de celle du premier ministre. Plus alarmant encore : c'est la première fois que, parmi les électeurs du RPR, la proportion des déçus de l'action de Jacques Chirac (47 %) l'emporte sur celle des satisfaits (38 %).

Contrairement à la plupart des sondages qui mesurent la popularité des responsables politiques, le « baromètre » réalisé, depuis deux mois, par l'Institut Ipsos évalue le niveau de satisfaction ou de déception quant à l'action du président de la République ou du premier ministre. Cet effet « bilan » pèse sur les résultats.

sociations qui y travaillent et, petit à petit, arrivera l'ordre public, mais qui ne peut pas être en premier, parce qu'à ce moment-là, cela prend des allures de provocation et les effets sont mauvais.

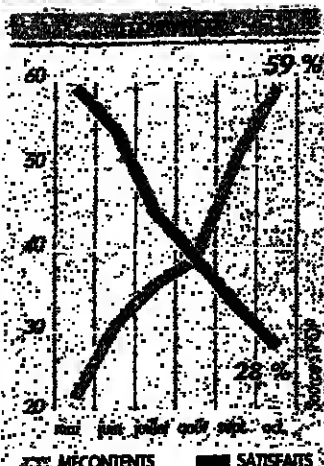
■ Terrorisme et immigration

« Les attentats terroristes ont été assumés par les Français de façon admirable. On me disait encore à New York, où j'ai rencontré beaucoup de monde, et hier à Bonn, que les Français avaient impressionné le monde par leur calme face à la tragédie des attentats.

« Une des choses que l'on redoute, c'est de voir des communautés se dresser les unes contre les autres.

« Il n'y a pas eu de réaction de ce

La popularité de Jacques Chirac en 1995



En cinq ans, Jacques Chirac est passé d'un solide soutien de 59 points à un solide soutien de 22 points.

type. J'ajoute que ceux qui pourraient être visés dans le cas particulier, c'est la communauté musulmane. Or la communauté musulmane en France est une communauté, pour l'immense majorité, qui est de rite sunnite-malékite, qui est une communauté modérée, qui veut s'intégrer, qui n'a rien à voir avec le terrorisme ou avec la contestation.

« Et qui ne sera pas mise en accusation par tel ou tel projet de loi ?

« Ce serait monstrueux.

« Même indirectement, même par maladresse ?

« Ni directement ni indirectement.

■ Pense sociale ?

« Quand on fait le CIE pour les chômeurs de longue durée, la prestation d'autonomie pour nos parents, les logements d'insertion, le prêt à taux zéro pour le logement, lorsqu'on augmente le SMIC, comme nous l'avons fait, je ne crois pas qu'on puisse parler de pause sociale. Je crois en revanche qu'il faut parler de choix sociaux. Je vous l'ai dit tout à l'heure : nous devons lutter contre les injustices sociales ; il y a un effort global à faire pour remettre de l'ordre dans la maison, et cet effort devra être supporté par tous, chacun en fonction de ses moyens, c'est-à-dire que ceux qui peuvent contribuer contribueront, ceux qui ne peuvent pas ne contribueront pas, et ceux qui travaillent ne seront pas découragés.

■ La monnaie unique et l'Europe

« La France a toujours été favo-

table à la stabilité des changes, toujours. Et la stabilité des changes et le sérieux dans la gestion des affaires sont les deux exigences pour le développement, la force et la grandeur de notre pays. La monnaie unique, qu'est-ce que c'est ? C'est tout simplement l'expression moderne de la stabilité des changes, et donc c'est une chance.

« Toute la politique franco-allemande est fondée sur une réalité : c'est que cela ne peut marcher qu'à une condition, que la France et l'Allemagne soient dans le même état de santé. Si nous ne sommes pas dans le même état de santé, c'est mauvais et pour l'un et pour l'autre. N'oubliez pas que nous sommes le premier client et le premier fournisseur de l'Allemagne.

« Donc, si nous nous trouvons affaiblis par rapport à l'Allemagne, l'Allemagne serait automatiquement affaiblie elle aussi. Donc notre intérêt commun, pour des raisons de liens économiques et d'échanges, est d'avoir le même état de santé.

« Vous-même, vous êtes un Européen confiant ou un Européen méfiant ?

« Je suis un Européen réaliste. J'ai toujours pensé que face au développement dans le monde de très grands ensembles, l'Europe ne saurait garder ses valeurs, ne saurait garder son existence même et son indépendance que si elle renforce sans cesse les liens qui unissent les pays qui la composent. Et je suis pour une Europe élargie, qui représente l'ensemble de notre continent, c'est-à-dire un retour à

Bons débuts pour le prêt à taux zéro

Il est un peu tôt pour affirmer, comme l'a fait le président de la République, que le prêt à taux zéro « démarre très fort ». La réforme du dispositif d'accès à la propriété pour l'achat d'un logement neuf, qui repose sur la création d'un prêt à taux zéro de 120 000 francs en moyenne, attribué sur des critères géographiques et de ressources, a été présentée le 6 septembre par Alain Juppé et elle est entrée en vigueur le 2 octobre. Le délai est donc très court, de l'avis même des organismes financiers distributeurs du prêt, pour en apprécier vraiment les effets.

Une indication très positive est fournie par la Fédération nationale des promoteurs-construiteurs (FNPC) : en octobre, la fréquentation de leurs bureaux a triplé et les réservations de logements ont doublé. Le président de la République a, par ailleurs, rappelé que le gouvernement attendait de cette réforme le départ des logements HLM des familles les plus aisées au profit des plus démunies « qui n'y ont pas accès et qui en ont besoin ».

la famille européenne.

■ Les sondages

« Je vais vous dire une chose : je n'ai pas été élu pour être populaire, et mon action n'a pas pour objectif de soigner ma popularité. Mon action a pour objectif de redresser une situation difficile. Nous avons des atouts majeurs, nous avons des faiblesses majeures. Mon ambition, c'est de valoriser nos atouts et de réduire nos faiblesses, et je le ferai. Alors naturellement, il y faut du courage, naturellement il y faut du temps : j'ai les deux, et naturellement c'est impopulaire, au moins au début.

■ Alain Juppé

« Je crois qu'Alain Juppé a toutes les qualités pour mener avec courage, détermination et intelligence, une politique difficile, ce qu'il faut...
« Il a toutes les qualités, mais est-ce qu'il a beaucoup de défauts ?

— malgré le harcèlement dont

il a été l'objet et, je vous le dis très franchement, qui m'a profondément choqué.

« Donc il est là pour longtemps ?

« L'avenir vous le dira, M. Duhamel.

« On ne dit pas beaucoup de bien de son gouvernement, on le critique même beaucoup. A votre avis, faudrait-il élargir ce gouvernement par le bas et l'améliorer par le haut ?

■ La difficulté

« Je sais d'expérience que la conduite des affaires d'un Etat est chose difficile. Peut-être avais-je un peu sous-estimé la difficulté. Peut-être... »

Alain Juppé, la durée et la purge

FAUT-IL APPRÉCIER le soutien qu'un président de la République apporte à son premier ministre à l'aune des mentions nominales qu'il fait de lui à chacune de ses interventions ? Le jugement serait probablement un peu court, même si les responsables politiques, jusqu'au plus haut niveau, savent fort bien jouer de ce paramètre pour attirer l'attention, voire orienter les commentaires, des « élyséologues ».

Jacques Chirac avait déjà omis de citer Alain Juppé dans un discours prononcé au Havre, puis dans une allocution aux Français résidant en Tunisie, où il avait appelé au « sursaut national ». Dans son intervention du jeudi 26 octobre, il s'est appliqué à utiliser une formule générale - le gouvernement - jusqu'au moment où Alain Duhamel, son interlocuteur, a prononcé le nom du chef du gouvernement. A la quarante-deuxième minute d'un entretien qui en a compté quarante-cinq.

Néanmoins, le bref moment que M. Chirac a consacré à M. Juppé personnellement est sans ambiguïté : le premier ministre a « toutes les qualités » requises pour conduire « avec courage, détermination et intelligence » la nouvelle politique définie par le

chef de l'Etat. Certains en tireront la conclusion - probablement hâtive - que, désigné pour appliquer une « autre politique » qui avait fait rêver 20 % de l'électorat pendant la campagne présidentielle, M. Juppé va désormais se consacrer ouvertement à la mise en œuvre d'une « pensée unique » qui avait fait l'objet d'une critique en règle par le candidat Chirac... puisque c'était celle de son rival Edouard Balladur. Quoi qu'il en soit, le cap étant fixé pour les deux années qui viennent, M. Juppé peut se dire qu'il a la durée pour opérer la purge.

Convaincu qu'il ne faut pas, dans l'immédiat, procéder à un remaniement ministériel, malgré l'avis contraire de certains de ses conseillers, le premier ministre a, dans l'espace étroit qui lui laisse M. Chirac, toute latitude pour annoncer des mesures et conduire une politique qui seront frappées au coin de l'impopularité. M. Juppé est prêt à l'accepter au moment où sa cote de popularité est historiquement au plus bas. Chargé de faire le « sale boulot », le chef du gouvernement doit-il penser qu'un autre que lui aura la chance de gérer le retour du « grand beau » ?

Olivier Biffaud

La procédure des ordonnances

Ainsi que Jacques Chirac l'a indiqué, le gouvernement peut envisager de recourir à la méthode des ordonnances pour mener à bien la réforme de la protection sociale. Cette procédure, prévue par l'article 38 de la Constitution, permet au gouvernement, après le vote d'une loi d'habilitation par le Parlement, de prendre des décisions qui sont normalement du domaine de la loi.

Vingt-cinq lois d'habilitation ont été votées depuis 1958. Cinq d'entre elles concernaient des mesures économiques et sociales, comme celles des 6 janvier 1982 et 22 avril 1983, qui ont permis d'abaisser par ordonnance l'âge de la retraite à soixante ans, de réduire la durée du travail à trente-neuf heures et de mettre en œuvre le plan d'austérité de 1983. M. Chirac a voulu y recourir en juillet 1986, afin de procéder, notamment, à des privatisations. Mais il avait dû renoncer, en raison du refus de François Mitterrand de signer ces ordonnances.

DANS LA PRESSE

Une autre politique pour obtenir la confiance

INFORMATIN

La France est économiquement saine, mais financièrement pourrie. Voilà le drame. L'autre drame, c'est que le président de la République l'avait « sous-estimé » pendant sa campagne. Résultat : les priorités sont inversées. Pour deux ans. La fracture sociale attendra la réduction des déficits (...). Jacques Chirac s'est livré à une démonstration économique (...). Pédagogique et ennuyeux.

Marc Jézégabel

LE FIGARO

Le paradoxe du cas Chirac tient à ceci que le candidat qui avait le plus fortement dénoncé la « dérive monarchique » du pouvoir (...) se voit obligé, sans doute plus qu'aucun autre, de s'exposer au premier rang de la vie politique et de sa communication (...). Jacques Chirac a été élu sur la justesse

d'un diagnostic social que le pays attendait et sur un appel à la réforme dont celui-ci désespérait, sans en mesurer précisément les moyens (...). Aussi revenait-il au chef de l'Etat de s'engager à nouveau (...). C'est la loi des temps, la loi de la démocratie médiatique, la loi d'une extrême confusion sociale, où chaque jour paraît estomper ou contredire le dessein exprimé la veille.

Paul Guilbert

LIBÉRATION

En moins de six mois, Jacques Chirac en est venu à tenir un discours diamétralement opposé aux ronflantes tirades de la campagne électorale (...). En réinventant une sorte de balladurisme désenrobé, Chirac s'est fixé un cadre moins éphémère que celui dont il sort : il n'a tout bêtement pas le choix. Son chèque-et-chou a fait faillite

Le rite malékite dans la communauté musulmane

Quatre écoles juridico-religieuses se partagent l'islam sunnite [de Summa : les faits et dits du Prophète Mahomet], majoritaire dans les pays arabes ou musulmans : malékite, hanbalite, chaféite et hanéfite. Le rite malékite est majoritaire au Maghreb, donc en France parmi la communauté musulmane, comme l'a remarqué Jacques Chirac. Créé au début du huitième siècle, à Médine, par l'imam Malek Ibn Anas, qui l'a codifié dans son manuel *Al Muwatta* (le chemin aplani), il admet la notion d'interprétation personnelle, et laisse le droit coutumier des populations converties à l'islam. Bien que considéré comme le plus conforme à l'orthodoxie islamique, le rite malékite apparaît comme l'école la plus « souple ».

Notamment par rapport au hanbalisme, qui a donné naissance au wahabisme, c'est-à-dire à la religion musulmane telle qu'elle est pratiquée en Arabie saoudite, le pays gardien des lieux saints de l'islam.

et une « autre politique », à supposer qu'elle existe autrement qu'à titre d'ectoplasme, impliquerait une aventure dans laquelle bien peu de ses électeurs sont prêts à le suivre.

Gérard Dupuy

RTL

Qu'il est difficile pour un président de la République de changer de cap sans avouer que l'on s'est trompé et que l'on a fait fausse route (...). Jacques Chirac dit se moquer d'être impopulaire, mais il ajoute que pour réussir il faut inspirer la confiance. Sans confiance, le gouvernement chargé par M. Mitterrand de mettre en œuvre la rigueur a perdu les élections législatives de 1986 (...).

Jacques Chirac s'est accordé deux ans pour rétablir les finances du pays, mais il ne dispose que d'un délai plus court pour obtenir

la confiance. Laquelle, comme chacun sait, ne se réclame pas, elle se mérite.

Philippe Alexandre

L'HUMANITÉ

Les citoyens ont une grille pour décrypter le discours et la contradiction qu'il porte avec la réaffirmation que « le salaire n'est pas l'ennemi de l'économie » : il leur suffit de comparer avec ce qu'ils vivent chaque jour pour saisir qu'il ne s'agit pas d'une politique qui donne la priorité à l'emploi. Ils peuvent voir au contraire en chacun des projets en cours une nouvelle dégradation, une atteinte à des droits acquis, le sacrifice des nouvelles générations, à qui l'on répond - comme hier à Rouen - par les matraques lorsqu'elles demandent plus de moyens pour construire l'avenir.

Jacques Coubrard

“GRAND JURY”
RTL - Le Monde

FRANÇOIS BAROIN

ANIMÉ PAR
OLIVIER MAZEROLLE

AVEC
THIERRY BREHIER (LE MONDE)
ET
JEAN-PIERRE DEFRAIN (RTL)

RTL

DIMANCHE 18 H 30

DIFFUSION EN DIRECT SUR RTL 9

صكنا من الامل

Edouard Balladur, député (RPR) de Paris

« Le gouvernement poursuit au même rythme la réduction des déficits commencée en 1993 »

Dans le premier entretien qu'il accorde à la presse écrite depuis qu'il a quitté l'hôtel Matignon, en mai, Edouard Balladur, qui publie un livre intitulé *Deux ans à Matignon* (Plon, 125 francs), s'explique sur la politique qu'il avait menée. Encourageant le pouvoir en place à faire preuve de rigueur en matière budgétaire et financière, l'ancien premier ministre souligne que « commencée en

1993, la réduction des déficits est poursuivie au même rythme par le gouvernement actuel ». Il précise qu'il ne fera rien pour « compliquer la tâche » du gouvernement.

blesse des interlocuteurs syndicaux. De ce fait le pouvoir est constamment conduit à dialoguer directement avec l'opinion publique, avec toutes les difficultés et les risques que cela comporte.

« Qu'avez-vous pensé de l'intervention du président de la République, jeudi soir, sur France 2 ?
- J'approuve toujours ceux qui font preuve de réalisme et d'esprit de responsabilité. Je me suis toujours efforcé d'en faire preuve moi-même.

« Pourquoi avez-vous ressenti le besoin d'écrire ce livre ?

« Devais-je être le seul à ne pas parler de cette période, alors que tant de livres l'évoquent ? Ma vision de la vérité devait, elle aussi, apparaître. L'histoire fera la part des choses. Je ne voulais pas, non plus, que l'on garde de cette période le seul souvenir de son issue, c'est-à-dire la campagne présidentielle. Je tenais à rappeler ce que j'avais voulu faire et les résultats obtenus.

« Maintenant on tourne la page. Le peuple français a choisi.

« Vous faites de rapides antécédents dans votre livre mais vous donnez le sentiment d'être assez indulgent avec vous-même, notamment s'agissant de votre action sur les déficits publics, alors que le premier ministre, Alain Juppé, a dit qu'il avait trouvé ceux-ci dans un état « calamiteux » ?

« J'avais bien lu ? En mars 1993, la France était en récession, le chômage augmentait, les déficits publics aussi, la cohabitation commençait. En mai 1995, l'économie était en croissance, le chômage diminuait, les déficits aussi et la cohabitation était terminée. Certes, la conjoncture internationale nous a aidés, mais nous faisons moins bien que les autres en mars 1993 ; en mai 1995, nous faisons mieux qu'eux. A cette époque, s'agissant de la croissance, de l'investissement, de la consommation, de l'emploi, du commerce extérieur, les tendances étaient meilleures en France qu'en Allemagne.

« Le chômage a été réduit de 135 000 depuis le 1^{er} janvier de cette année. Je vous rappelle que mon objectif était de le réduire de 200 000 par an, soit de 1 million en cinq ans, pour le ramener au niveau des pays voisins comparables. Cet objectif doit être tenu. Il le sera d'autant mieux que, loin de nous laisser aller à la facilité budgétaire et monétaire, nous saurons garantir l'activité et la croissance en donnant confiance à tous ceux qui travaillent, qui investissent, qui produisent et qui créent des emplois.

« Quant aux déficits publics et sociaux, ils représentaient 6,1 % du PIB en 1993 et 5 % en 1995. Commencée dès 1993, la réduction de ces déficits est poursuivie au même rythme par le gouvernement actuel. Nous sommes partis d'une situation beaucoup plus dégradée que celle de l'Allemagne, et nous avons fait aussi bien qu'elle en deux ans puisque ces déficits ont été réduits d'un point de PIB dans les deux pays.

« C'est un effort qu'il faut continuer, bien entendu. Il est difficile, car nous connaissons une croissance qui, si elle produit davantage d'emplois que prévu, produit moins de recettes fiscales et sociales qu'espéré. En outre, cette baisse des déficits doit être obtenue par la diminution des dépenses et non par l'augmentation des impôts. J'ai fait voter une loi quinquennale sur les finances de l'Etat qui prévoyait un déficit de 2,5 % du PIB en 1997. Nous nous y sommes tenus.

« D'autre part, M^{me} Veil a pris des mesures permettant l'équilibre des comptes sociaux en 1997, objectif repris par l'actuel gouvernement. Je vous rappelle la réforme des retraites et la maîtrise des dépenses de l'assurance-maladie. Il faut maintenant reprendre cet effort et l'accroître en matière de dépenses hospitalières, c'est-à-dire qu'il faut, année après année, faire 15 milliards de francs d'économies sur l'assurance-maladie. Les réformes à venir sont des réformes profondes, qui ne sont ni faciles ni agréables pour tous, car elles conduiront nécessairement, si l'on veut mieux garantir ceux qui en ont le plus besoin, à mettre en cause les avantages des autres.

« A la lecture de votre livre, on a l'impression que votre seul vrai regret, c'est le CIP, le contrat d'insertion professionnelle ?

« Non, ce n'est pas le seul. Le CIP était d'ailleurs une bonne mesure, mais qui a été mal expliquée, qui a suscité l'incompréhension, la protestation et le refus, sous des formes violentes. Durant deux années, le gouvernement et la majorité ont adopté des réformes dans pratiquement tous les domaines de la vie collective : la nationalité, la sécurité, la justice, l'immigration, l'économie, l'emploi, la monnaie.

« En dehors de ce bilan économique, vous présentez aussi un bilan politique. Vous donnez le sentiment que votre relation avec François Mitterrand fut apaisée, quoique vigilante, alors qu'avec Jacques Chirac elle était méfiante.

« C'est votre appréciation. L'action du gouvernement que j'ai dirigé est le sujet essentiel de mon livre. Quant à ma relation avec Jacques Chirac, nous avons été éloignés l'un de l'autre durant de nombreuses années, puis unis et associés, puis nous nous sommes opposés, étant tous deux candidats à l'élection présidentielle. Pour moi, rien n'était décidé à l'avance.

« Vous soutenez qu'il n'y avait pas de « pacte » fondé sur un partage des tâches pour l'avant et l'après-1995 entre vous et Jacques Chirac, alors que lui-même affirme que cet accord non écrit existait. Le lecteur risque d'être désorienté.

« S'il me croit, il ne le sera pas. Pourquoi éprouvez-vous si souvent le besoin de dire que vous

êtes libre ? Les autres ne le sont pas ?

« Vous le leur demanderez. Je veux simplement dire qu'avant accepté d'être premier ministre dans des conditions exceptionnelles, j'entendais mener ma tâche et la politique que j'avais fait approuver par le Parlement hors de la pression des chefs de parti. Le soutien du Parlement ne m'a jamais fait défaut et mon programme de réformes a été réalisé à 90 %.

« Non compris toutes les réformes sur lesquelles vous vous étiez engagé. Vous avez, par exemple, différé la réforme de l'impôt sur le revenu.

« Ce n'est pas exact, j'ai allégé l'impôt sur le revenu de 19 milliards de francs en 1994 et ramené les tranches du barème de treize à sept. Par ailleurs, les cotisations familiales des employeurs ont été allégées en en transférant progressivement la charge au budget de l'Etat. Ce sont deux réformes importantes.

« Dans la conclusion du dernier chapitre de votre livre, vous écrivez : « Mon langage n'a pas été entendu, ou pas compris. Pas cette fois, pas



ÉDOUARD BALLADUR

« tout de suite ». Comment faut-il comprendre cette formule ?

« Là-voilà que j'ai dessinée est la bonne pour la France. Nous devons nous conformer à trois principes. Tout d'abord, il faut construire une économie plus libre et en abaissant les dépenses publiques et ce en abaissant les prélèvements, afin de nous mettre en mesure de mieux affronter la compétition internationale.

« Cela suppose beaucoup d'efforts. En second lieu, il faut garder le cap européen, celui de l'étrange association avec l'Allemagne, celui de la monnaie européenne, faute de quoi la France serait marginalisée et la grande ambition qui a été la sienne depuis quarante ans, menacée. Je me réjouis de voir cet objectif réaffirmé. J'ajoute qu'il faut donner à l'Europe un contenu politique et militaire car la démonstration qu'elle a faite en Bosnie est navrante ; si l'on y a, aujourd'hui, l'espoir d'une solution, c'est grâce à l'intervention américaine.

« Enfin, la méthode de gouvernement que j'ai employée est la mieux adaptée à notre société qui se caractérise par l'attachement aux situations acquises et la faiblesse des interlocuteurs syndicaux. De ce fait le pouvoir est constamment conduit à dialoguer directement avec l'opinion publique, avec toutes les difficultés et les risques que cela comporte.

« Si nous gardons le cap dans ces trois directions, je suis convaincu que nous pourrions résoudre les graves problèmes qui se posent à nous : la diminution du chômage, la préparation des jeunes à la vie professionnelle, l'équilibre financier de la protection sociale, l'intégration de la population immigrée, l'évolution de l'organisation du travail, l'approfondissement et l'élargissement de l'Europe.

« Avez-vous des inquiétudes sur la volonté du gouvernement de résoudre ces questions ?

« Non, aucune. En tout cas, je ne ferais rien pour compliquer sa tâche, mais je ferais tout pour l'aider. Je souhaite qu'il réussisse.

« Comment interprétez-vous le scepticisme de l'opinion publique ?

« En ce moment, les Français sont trop pessimistes. Ils doivent reprendre confiance. S'ils ont confiance, ils investiront, ils produiront, ils créeront des emplois. S'ils ont confiance, ils accepteront l'inevitable évolution de l'organisation de la protection sociale.

« Nous devons tous parler au pays un langage de vérité, lui dire qu'il y a des efforts à faire qui seront peut-être longs, que certains devront faire plus d'efforts que d'autres, mais qu'au bout du chemin la France se portera mieux et les Français seront plus heureux.

« Seul ce langage de vérité peut faire comprendre à nos compatriotes que, si l'on veut maintenir la croissance, il est impératif de lutter contre les déficits budgétaires et sociaux et de maintenir la stabilité monétaire, qui est la garantie du pouvoir d'achat des Français, de la baisse des taux et, donc, de l'augmentation de l'activité.

« Le gouvernement ne s'y attache-t-il pas ?

« Il s'y attache. Il doit se fixer - c'est d'ailleurs ce qu'il a fait dans bico des domaines - un plan à moyen terme sur la réduction des déficits publics, sur la réduction des déficits sociaux, sur la réforme de l'enseignement supérieur, sur la réforme fiscale, sur les progrès de l'Europe. C'est ainsi que la confiance sera maintenue et l'amélioration de l'emploi obtenue.

« Ce calendrier à moyen terme doit être discuté le plus largement possible : chacun doit savoir les efforts qui lui sont demandés, éventuellement les sacrifices et dans quel but. Nous devons tous réagir contre la morosité et l'abattement, reprenre espoir, faire preuve de dynamisme. »

Propos recueillis par Olivier Biffaud et Laurent Mauduit

Alain Juppé crée un secrétariat général de la mer à Matignon

Bercy prépare des aides fiscales aux armateurs

BERNARD PONS, ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement et des transports, qui rendait compte des délibérations du comité interministériel de la mer réuni jeudi 26 octobre, a indiqué qu'Alain Juppé avait décidé de créer auprès de lui à l'hôtel Matignon un secrétariat général de la mer, dont le responsable sera désigné par décret en conseil des ministres dans les prochains jours. Ce secrétariat remplacera de facto la mission interministérielle de la mer créée en 1978 et présidée par l'amiral Mechet.

« Le premier ministre veut engager une politique de la mer volontaire, cohérente et ambitieuse », a indiqué Bernard Pons. Trois principes devraient guider cette politique : le soutien à l'activité économique, la valorisation et la protection du patrimoine maritime, la réaffirmation de la souveraineté nationale. Le gouvernement, a ajouté M. Pons, est déterminé « à achever, sans brutalité » la réforme de la manutention portuaire, en vertu de la loi de juin 1992, afin d'améliorer la fiabilité et la productivité des ports.

PARCS MARINS

A Marseille et au Havre notamment, des accords paritaires, ou des pratiques quotidiennes, entre employeurs et dockers, sont contraires à la loi. Des instructions ont été données aux directeurs de port pour qu'il y soit mis fin. En outre, soixante mesures destinées à accélérer les formalités douanières et la fluidité des opérations de transit ont été décidées. La création d'« entrepôts fiscaux » permettra la réalisation de

transactions, en particulier avec des partenaires étrangers, sans que soit perçue la TVA. Le but est de récupérer des trafics détournés par des ports étrangers qui font perdre environ 100 milliards de francs par an à l'économie française.

Au chapitre de l'environnement, la création de deux parcs marins a été décidée : celui de la mer d'Iroise autour des îles d'Ouessant et de Sein et celui du golfe de Porto, en Corse, entre Plana et Calvi. Pour faciliter l'action du Conservatoire du littoral, il a été décidé d'ouvrir aux particuliers la possibilité d'utiliser la procédure de « daou en paiement » au profit de cet établissement.

Afin d'encourager le renouvellement de la flotte marchande, trois dispositions ont été arrêtées : l'extension des primes d'équipement aux navires achetés d'occasion et le relèvement du taux maximal d'aide à l'investissement, pour tenir compte du surcoût d'exploitation sous pavillon français. En outre, il a été demandé à Bercy de trouver un système d'incitation fiscale pour ceux - particuliers ou sociétés - qui veulent investir dans des parts (appelées quarts) de navires, en s'inspirant du système en vigueur en Allemagne.

Les autres mesures essentielles touchent à la promotion à l'étranger des stations balnéaires et des centres de thalassothérapie ainsi qu'au sauvetage, avec un doublement des crédits d'Etat, du port-musée de Douarnenez, où est réunie une collection de 237 bateaux.

F. Gr.

Journée d'action CGT et FO le 14 novembre sur la Sécurité sociale

DOPÉS par la journée d'unité d'action pour la défense de la fonction publique du 10 octobre, trois syndicats, (FO, CGT et la FSU) veulent rééditer un coup d'éclat syndical, mardi 14 novembre, sur la Sécurité sociale : lundi et mardi, doit en effet avoir lieu à l'Assemblée nationale le grand débat parlementaire sur l'avenir de la protection sociale.

Mercredi 25 octobre, Force ouvrière avait annoncé son intention d'organiser, le 14 novembre, manifestations et rassemblements dans les départements et devant les préfectures pour « démontrer l'attachement des salariés à leur Sécurité sociale ». La centrale de Marc Blondel réunit un comité confédéral exceptionnel, le 13 novembre, pour préciser ses intentions. Lors du meeting parisien de Bercy en janvier, Marc Blondel avait déjà estimé que « la défense de la Sécurité sociale mérite une grève générale interprofessionnelle ».

Réunie jeudi en Comité confédéral national (CCN), la CGT a lan-

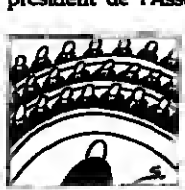
cé, de son côté, un appel à « une action interprofessionnelle avec grève et manifestations » pour la journée du 14 novembre. En déplacement à Tours, mardi, Louis Vianet avait interpellé les autres syndicats pour trouver des terrains d'entente. Dans son communiqué, la CGT « considère très important, qu'à tous les niveaux, national, départemental, local, tous les syndicats se retrouvent pour donner l'élan maximum ».

Une inconnue demeure quant à la position finale adoptée par la CFDT. Si la centrale ne rejette a priori aucune hypothèse, elle ne tient pas, non plus, à se voir associée à un mouvement dont elle ne partagerait pas les mots d'ordre. La CFDT n'est favorable ni à « l'immobilisme » ni au statu quo et penche pour une réforme de la protection sociale et de l'assurance maladie, qui passe notamment par un élargissement de l'assiette de la CSG.

A. B.-M.

Les sénateurs veulent atténuer la responsabilité pénale des élus

LES SÉNATEURS ONT ENTAMÉ, jeudi 26 octobre, la discussion de la proposition de loi cosignée, notamment, par Jacques Larché (Rép. et Ind.), président de la commission des lois, Jean-Pierre Delevoye (RPR), président de l'Association des maires de France, et



Pierre Fauchon (Un. centr.) et destinée à atténuer la responsabilité pénale des élus locaux. Répondant à l'inquiétude grandissante des élus devant la mise en cause de plus en plus fréquente de leur responsabilité pénale, ce texte précise qu'un élu « ne peut être condamné pénalement pour des faits d'imprudence ou de négligence commis dans l'exercice de ses fonctions que s'il est établi qu'il n'a pas accompli toutes diligences normales, compte tenu des moyens dont il disposait et des difficultés propres aux missions que la loi lui confie ».

Les juges seront donc invités à évaluer la situation au cas par cas, in concreto. Le gouvernement a estimé qu'il ne serait pas possible de limiter l'application de cette réforme aux seuls élus locaux et a fait adopter un amendement modifiant le code pénal afin d'en élargir le bénéfice à l'ensemble des citoyens, et notamment aux agents publics. Les sénateurs devraient achever l'examen de ce texte lors d'une prochaine séance.

■ PROTECTION DES DONATEURS : le Sénat a adopté, jeudi 26 octobre, en première lecture, une proposition de loi de Jean Chérioux (RPR, Paris) sur les garanties offertes aux donateurs quant à l'utilisation des fonds collectés grâce à la générosité publique. Le texte confie à l'inspection générale des affaires sociales le soin d'assurer un contrôle plus strict. RPR, UDF et PS ont voté pour, alors que le PCF s'est abstenu.

■ AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE : les députés ont adopté, jeudi 26 octobre, les crédits du ministère de l'aménagement du territoire, de l'équipement et des transports, en n'y apportant que de très légères économies, de l'ordre de 25,13 millions de francs, sur un budget de 98,607 milliards de francs. La majorité RPR-UDF a voté pour, l'opposition PS-PCF contre. La commission des finances avait à l'origine proposé des économies de 235,13 millions de francs, dont 200 millions sur la contribution aux charges d'infrastructure de la SNCF.

■ SANTÉ : les députés ont adopté, dans la nuit du jeudi 26 au vendredi 27 octobre, les crédits du ministère de la santé publique et de l'assurance-maladie (8,26 milliards de francs), soit une augmentation de 3,2 % par rapport à 1995, après avoir voté deux amendements de Jean-Pierre Thomas (UDF-RP, Vosges), visant à les réduire de 46,2 millions de francs.

■ FONCTION PUBLIQUE : Charles-Amédée de Courson (UDF, Maine) a proposé la création d'une caisse autonome de retraite pour les fonctionnaires de l'Etat, au cours de la discussion, à l'Assemblée nationale, des crédits du ministère de la fonction publique, jeudi 26 octobre.

« Je ne sais pas comment ils font, mais moi je m'y retrouve »



NOUVELLES FRONTIÈRES

MEXICO
3 290 F

- vol aller retour
- à certaines dates
- hors taxes aériennes
- 160 agences en France
- (1) 41 41 58 58
- 3615 NF*

MEXIQUE
LAISSEZ-VOUS CONQUÉRIR

Tout le monde s'y retrouve

ÉDUCATION Pour tenter de mettre fin à la grève des étudiants de Rouen, François Bayrou, ministre de l'éducation nationale, devait annoncer, vendredi 27 octobre, la no-

mination d'un médiateur chargé de réaliser « un inventaire des manques » et de formuler des propositions. ● JACQUES CHIRAC, lors de son intervention télévisée, avait

souhaité que cette médiation « arrive à un résultat qui permette aux étudiants d'étudier convenablement ». Cette déclaration a été perçue comme un encouragement par

les étudiants, dont une délégation devait être reçue par Jean de Boisbue. ● UN RAPPORT de la commission départementale de sécurité ayant démontré que la faculté de

droit de Montpellier n'est plus à même de recevoir ses six mille étudiants sans danger, le maire, Georges Frêche, menace de fermer cet établissement.

Le gouvernement tente d'apaiser les conflits dans les universités

Après l'intervention de la police au rectorat de Rouen, le ministre de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur devait annoncer, vendredi 27 octobre, la nomination d'un médiateur chargé de réaliser un « inventaire des manques » et de formuler des propositions

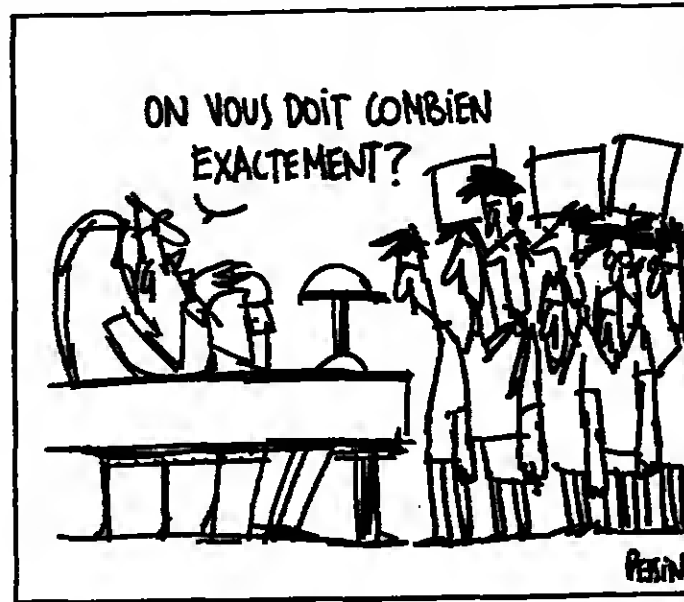
« IL Y A des moments où des situations dans lesquels il faut faire des ajustements, qui sont d'ailleurs tout à fait modestes. Je souhaite que la médiation engagée arrive à un résultat qui permette aux étudiants de Rouen d'étudier convenablement. » Avant même qu'une délégation soit reçue par Jean de Boisbue, secrétaire d'Etat à l'enseignement supérieur, vendredi 27 octobre dans la matinée, les étudiants de Rouen pouvaient considérer avoir gagné. Dans sa déclaration sur France 2, le président de la République venait-il pas, en effet, de reconnaître la légitimité de leurs deux semaines de grève pour obtenir des « moyens pour leurs études » sous la forme d'une rallonge de 12 millions de francs au budget de l'université ?

Dans les amphithéâtres occupés dans la nuit de jeudi à vendredi, plus d'un millier d'entre eux ont accueilli avec enthousiasme la déclaration de Jacques Chirac. Il ne restait plus qu'à traduire dans les faits cette onction présidentielle. Pour tenter de mettre fin au conflit, M. de Boisbue devait donc leur proposer la nomination d'un médiateur — un ancien président d'université — qui, ainsi que l'a précisé au Monde François Bay-

rou, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'insertion professionnelle, « sera chargé d'un inventaire précis de la réalité et de proposer des solutions concrètes ». Cette rencontre était devenue d'autant plus urgente que le ministère risquait fort de se trouver confronté à des risques de contagion après l'intervention « musclée » des forces de l'ordre lors de l'évacuation des locaux du rectorat de Rouen, dans la soirée de mercredi à jeudi, malgré les dénégations du préfet de police de Seine-Maritime sur l'ampleur des violences. Cette intrusion inopinée de deux cents étudiants avait, il est vrai, révélé les failles du plan « Vigipirate » sur la protection des bâtiments publics.

NOUVEL ÉLAN

Pour protester contre les méthodes de la police, cinq mille étudiants ont une nouvelle fois défilé, jeudi 26, dans les rues de la ville, où les forces de l'ordre avaient été soigneusement placées à l'abri des regards. Le cortège s'est ensuite redressé à la préfecture, où le préfet, Jean-Paul Proust, tenu pour responsable de l'opération, a subi, à son tour, la critique publique alors que, au même instant, devant la



presse, il démentait formellement les récits de violences faits par les jeunes gens.

Les étudiants avaient toutes les raisons de ne pas lâcher prise. Les incidents du rectorat avaient donné un élan inespéré à leur mouvement. Le président de l'université, Jean-Marie Carpentier, dont certains avaient critiqué l'attentisme,

est venu en personne annoncer lors d'une assemblée générale la fermeture de toutes les facultés et de l'UTP de l'université en signe de protestation « contre l'intervention policière ».

« De Boisbue pensait que la rentrée universitaire se passerait sans problèmes. Nous, à Rouen, on est les Gaulois, irréductibles... On gène.

Maintenant, il est contraint de prendre en compte notre mouvement », constatait avec satisfaction Pierre Hébert, un des animateurs du mouvement de grève à la faculté des sciences. Les étudiants de l'université normande ont exclu d'« enterrer sur place à Paris ce que proposera le secrétaire d'Etat. Ce qui va être dit, on en rendra compte et on décidera après », ont-ils prévenu. « On se bat pour nos 12 millions, pour un engagement sur les années qui viennent et un rattrapage des postes d'enseignants qui manquent. De Boisbue connaît très bien le dossier. Il doit comprendre qu'on n'est pas là pour nos vacances. » Les assemblées générales ont approuvé ce propos résolu et déterminé.

REACTIONS EN CHAÎNE

L'intervention de la police contre les étudiants a aussitôt provoqué des réactions en chaîne. L'Unef-ID, principal syndicat d'étudiants (gauche) s'est empressé d'ironiser sur « la belle concertation Bayrou » qui démasque « maçon militaire et à coups de matraque ». Au nom du Parti socialiste, Hadem Désir « demande au gouvernement d'entendre les étudiants et de donner à l'université de Rouen les moyens nécessaires à

son bon fonctionnement ». S'associant aux protestations, le Snesup a appelé à une journée d'action le 9 novembre, au moment où les députés doivent procéder à l'examen du budget de l'éducation nationale.

Si leur mouvement s'est achevé mercredi après une rencontre avec le président de l'université Paul-Sabatier, l'action des étudiants et des enseignants de Toulouse devrait se poursuivre par une journée « université morte » et une demande d'audience auprès du ministre. Ils entendent obtenir la transformation en emplois de quelque 200 000 heures supplémentaires.

Enfin, un millier d'étudiants selon l'Unef, plusieurs centaines selon la police, de l'université de Nanterre (Paris-X) ont manifesté jeudi pour protester une nouvelle fois contre leurs conditions d'accueil et demander l'« intégration dans le domaine public » du pôle universitaire Léonard-de-Vinci, dont l'accès était protégé par les forces de l'ordre. Les étudiants ont alors envahi le boulevard circulaire de la Défense, provoquant un important embouteillage.

M. D. (avec, à Rouen, Etienne Banzet)

Du malaise au sentiment de révolte

EST-CE LE RETOUR de la méthode de la carotte et du bâton ? Jeudi 19 octobre, à Cergy-Pontoise, François Bayrou, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'insertion professionnelle, se posait en « défenseur » des étudiants en lançant une consultation sur l'avenir de l'université. « Il faut conduire le changement avec ceux qui sont les acteurs, en particulier les étudiants », confirmait-il, mercredi 25 octobre, dans un entretien à Libération. La nuit suivante, cette invite prenait une tournure particulière à Rouen, dans les étudiants sont en grève depuis bientôt trois semaines. Plusieurs dizaines d'entre eux se sont fait déloger, sans ménagement, par les forces de l'ordre, alors qu'ils occupaient le rectorat pour demander « du fric, pas des fics ».

Le lendemain, une manifestation des étudiants de Nanterre se heurtait à un cordon de police renforcé, requis pour protéger l'entrée du pôle Léonard-de-Vinci — la « fac Pasqua » —, qui vient d'obtenir du conseil général des Hauts-de-Seine une subvention de 13 millions de francs pour combler une partie de son énorme déficit avec quelques centaines d'inscrits. Cette somme est à peine supérieure aux crédits exigés par les étudiants de Rouen pour « étudier convenablement », comme l'a rappelé opportunément le président de la République lors de son intervention sur France 2.

Rouen, Nanterre, mais aussi Toulouse, qui croule sous les heures supplémentaires faute de créations de postes, Grenoble et Créteil, où les locaux ont été occupés par des candidats aux formations d'activités physiques et sportives, et encore Montpellier, dont la faculté de droit est menacée de fermeture pour cause d'insalubrité. Peut-on en déduire que « la rentrée 1995 s'est déroulée dans de bonnes conditions en dépit de quelques difficultés ponctuelles », comme l'affirmait le communiqué un tantinet triomphant publié, mercredi 25, à l'issue du conseil des ministres ?

Où faut-il en conclure que, une fois de plus, comme en 1986, puis en 1993 avec le contrat d'insertion professionnelle et en 1994 avec le

rapport Laurent, la droite revenue au pouvoir consomme le divorce de son incompréhension avec les étudiants et une partie de la jeunesse ? Après la menace qu'a fait peser l'amendement Auberger sur l'allocation de logement social aux étudiants, François Bayrou, ministre de l'éducation nationale, et son secrétaire d'Etat, Jean de Boisbue, franc-tireur sur le front de la crise, s'apprêtent-ils à affronter un nouveau mouvement étudiant d'ampleur nationale ?

La généralisation serait abusive. Les rentrées précédentes ont, elles aussi, été émaillées d'incidents. Malgré leur accumulation, elles n'ont pas débordé du cadre local. Pour diverses qu'elles soient, ces situations n'en illustrent pas moins les malaises de l'université qui, autant que la rigueur budgétaire, doit gérer l'angoisse de plus en plus pesante des jeunes sur leur avenir.

La réaction est d'autant plus vive qu'elle s'inscrit dans un climat d'inquiétude sur l'avenir professionnel

L'exemple de Rouen est à cet égard révélateur. Cette jeune université, créée dans les années 60, s'en finit pas de surmonter des crises financières périodiques. Dans une région qui connaissait un faible taux d'accès à l'enseignement supérieur, la croissance des effectifs, jusqu'à 30 % par an à la fin des années 80, n'a pas été accompagnée par des créations d'emplois ni des dotations financières correspondantes. Pour combler son retard, l'université a beaucoup construit. Elle a élargi la palette de ses formations ; elle a accueilli des centres et des équipes de recherche. Cet effort a un prix.

Le ministère peut certes invoquer des dotations supérieures à la moyenne pour combler ce déficit permanent. Il peut aussi s'interroger, dans un « audit », sur la gestion acrobatique d'une université rongée, de surcroît, par des conflits internes. En comparant la réalité avec les normes théoriques d'encadrement et de dotation du système automatisé de répartition des moyens (San remo), les ensei-

gnants ont chiffré la différence. Elle se monte aux 12 millions de francs que, de manifestations en occupations, les étudiants ne cessent de réclamer. Comme en 1988, où la rentrée avait été retardée d'un mois, la protestation a pris une ampleur particulière. Elle menace d'autres établissements de la même génération, qui, selon les mêmes normes, restent notablement « sous-développés ». Mais, à bien des égards, cette situation est identique à celle de l'université Paul-Sabatier de Toulouse, qui est pourtant un pôle scientifique renommé pour la qualité de sa recherche et de sa formation.

Mais sur une stabilisation des effectifs, le ministère précédait s'était contenté d'augmenter faiblement (+1,36 %) la dotation de fonctionnement des établissements en 1995. Malgré une rallonge de 30 millions de francs obtenue lors du collectif budgétaire, cette somme est loin de satisfaire les besoins des établissements. Si elles ont pu absorber sans trop de peine les 16 000 bacheliers supplémentaires du bac 1995, les universités doivent aussi gérer la progression des effectifs en deuxième et troisième cycles, des formations qui exigent plus de postes d'encadrement, de suivi et de matériel pédagogique.

Cette rigueur budgétaire est d'autant moins supportée que les étudiants, pris en otage, sont les premières victimes du bras de fer entre le ministère et les responsables des universités. A Rouen, comme à Besançon l'an dernier, des directeurs de faculté n'ont pas hésité à interrompre les cours d'une année déjà bien courte. La réaction des étudiants est d'autant plus vive qu'elle s'inscrit dans un climat d'inquiétude sur un avenir professionnel incertain. Non seulement les conditions d'études restent précaires, mais les débouchés s'annoncent compromis.

A force d'entendre proclamer que la France produit trop de diplômés à bac + 4 ou bac + 5 et que les étudiants doivent se préparer à connaître l'instabilité, voire la déqualification, ils n'hésitent plus à exprimer leur sentiment de révolte. Le lancement d'une consultation nationale, qui se traduit par le report annoncé de promesses électorales inconsidérées et d'inévitables réformes d'un système grippé, ne suffit pas, visiblement, à les rassurer.

Michel Delberghe

Risque de fermeture pour raisons de sécurité à Montpellier

de notre correspondant

Le maire socialiste de Montpellier, Georges Frêche, a lancé, jeudi 26 octobre, un ultimatum au recteur de l'académie : s'il ne prend pas, d'ici la fin de l'année, des mesures pour reloger trois mille des six mille étudiants qui fréquentent actuellement les locaux de la faculté de droit en centre-ville, il prendra un arrêté de fermeture de l'établissement. Cette menace se fonde sur un rapport rendu par la commission départementale de sécurité, démontrant que la faculté n'est plus à même de recevoir autant d'étudiants sans danger.

Ce document révèle que l'utilisation du gaz présente un « risque important, du fait de l'absence des vannes de coupure générale pour la chaufferie ». Il est aussi fait mention d'appareils électriques « non reliés à la terre et de réalisations non conformes aux règles de l'art ». La commission dénonce encore l'insuffisance des sorties de secours, la vétusté du système d'éclairage de sécurité, l'absence de système d'alarme et de consignes de sécurité, ce qui contribue à « compromettre gravement l'évacuation rapide et sûre des étudiants ».

Toutes ces constatations conduisent les rapporteurs à rendre, à l'unanimité, un avis défavorable à la

poursuite de l'ouverture au public des bâtiments. Le recteur René Blanchet confirme qu'« il faut que les mises en sécurité soient faites le plus rapidement possible », mais il demeure sur ses délais.

UNE EXASPÉRATION PERCEPTIBLE

La menace de fermeture brandie par Georges Frêche, conformément aux nouvelles dispositions sur l'application des règles de sécurité, réactive le débat sur le transfert de la faculté de droit à l'est de la ville. Cette idée est défendue de longue date par la municipalité. Le terrain existe. Les étudiants en sciences économiques et sociales s'y sont déjà installés. Mais Yves Loubatères, le président de l'université, favorable au maintien de la faculté en centre-ville, a obtenu le gel du projet et de ses crédits.

Que la faculté soit renouée ou reconstruite sur l'un ou l'autre de ces sites, les étudiants ne disposeront pas de locaux satisfaisants avant plusieurs années. Aujourd'hui, ils attendent donc surtout des réponses claires quant à leur avenir. Une fermeture, ou un relogement provisoire sans perspectives précises, risquerait d'alimenter une exaspération déjà nettement perceptible.

Jacques Monin

Le projet de loi antiterroriste suscite de nombreuses critiques

ALORS QUE le projet de loi antiterroriste présenté par le ministre de la justice, Jacques Toubon, continue de susciter des critiques émanant du PS et des associations de défense des droits de l'homme, la chancellerie a démenti, jeudi 26 octobre, le fin de soirée, que le Conseil d'Etat « ait exprimé des réserves quant aux dispositions sur les étrangers » contenues dans ce texte qui lui avait été soumis pour avis. Sur la foi d'informations émanant de sources syndicales judiciaires et confirmées, mercredi 25 octobre en fin de journée auprès du cabinet du garde des sceaux, Le Monde avait, dans son édition datée du 27 octobre, évoqué l'existence de deux types de réserves émises par la plus haute juridiction administrative.

Le premier volet de ces réserves, consignées dans un avis au gouvernement qui n'est jamais rendu public, n'est pas contesté par la chancellerie : le Conseil d'Etat a bien regretté qu'un projet de loi unique concerne à la fois la lutte contre le terrorisme et les atteintes commises contre les représentants de l'autorité publique (Le Monde du 27 octobre). Mais le ministre de la justice dément l'existence du second type de critiques, exprimées sur une disposition essentielle du projet de loi : l'incrimination de l'« aide à l'étranger en situation irrégulière », s'il s'agit d'une aide en liaison avec une entreprise terroriste, dans la liste des infractions qualifiées par le code pénal d'« actes de terrorisme ».

« J'ai pu constater qu'assez souvent des lois d'exception ne résolvent pas ce qu'elles prétendent résoudre »

Selon nos informations, les dispositions relatives aux étrangers en situation irrégulière ont bien fait l'objet de critiques lors de leur présentation devant la section du Conseil d'Etat qui, composée d'un nombre restreint de magistrats, s'est prononcée sur le projet de loi avant son passage devant l'assemblée générale de la haute juridiction. Le Conseil d'Etat a annoncé qu'il rendra public, dans la journée de vendredi 27 octobre, une

mise au point quant à ses délibérations sur le texte du ministère de la justice.

Parmi les nombreuses personnalités à réagir à ce projet de loi, l'ancien ministre socialiste Jack Lang a déclaré : « Par expérience, j'ai pu constater qu'assez souvent des lois d'exception ne résolvent pas ce qu'elles prétendent résoudre, mais risquent d'être une source d'atteinte aux droits individuels dans des domaines qui n'ont rien à voir avec le texte lui-même. On l'a vu avec toute sorte de textes antiterroristes, les tribunaux d'exception, les lois antiracistes. » SOS-Racisme a dénoncé un « projet de loi d'exception » qui « empiète sur les libertés publiques ». La Ligue des droits de l'homme a regretté le « pouvoir accru » donné aux policiers en matière de perquisitions, tandis que la Fédération justice de la CFDT a fait part de son « inquiétude » devant « l'amalgame opéré entre terrorisme et population étrangère ». Répondant aux critiques, M. Toubon a expliqué, jeudi 26 sur Europe 1, que son projet n'était « pas une loi d'exception » et qu'il n'était « pas question de changer l'ordonnance de 1945 sur le statut des étrangers ».

Erich Indtjan

صلى الله عليه وسلم

MM. Boulblil et Traboulsi restent en prison après le rejet de leur pourvoi dans l'affaire Pechiney

Pour l'avocat de l'ancien directeur de cabinet de Pierre Bérégovoy, il s'agit d'une « erreur judiciaire »

La chambre criminelle de la Cour de cassation a rejeté, jeudi 26 octobre, les pourvois formés par l'ancien directeur de cabinet de Pierre Bérégovoy

voit au ministère de l'économie et des finances, Alain Boulblil, et par le financier libanais Samir Traboulsi. Reconnus coupables de délit d'initié,

les deux hommes vont donc devoir purger la peine d'un an de prison ferme prononcée en juillet 1994 par la cour d'appel de Paris.

LES DEUX principaux protagonistes condamnés pour délit d'initié dans l'affaire Pechiney, Alain Boulblil et Samir Traboulsi, vont purger la peine d'un an de prison ferme prononcée le 6 juillet 1994 par la cour d'appel de Paris. Les pourvois formés par l'ancien directeur de cabinet de Pierre Bérégovoy au ministère de l'économie et des finances et par le financier libanais résident en France ont été rejetés jeudi 26 octobre, par la chambre criminelle de la Cour de cassation présidée par Christian Le Guebec. Les deux hommes, qui s'étaient constitués prisonniers à la veille de l'audience du 23 octobre examinant leur pourvoi, comme la loi les y oblige, seront ainsi les seules personnes écrouées dans ce dossier politico-financier qui fut sans doute le plus sensible de la présidence de François Mitterrand.

La Cour a toutefois accepté le pourvoi d'un autre homme d'affaires libanais, Charbel Ghanem, en raison d'une « erreur » manifeste de rédaction dans l'arrêt rendu le 6 juillet 1994 par la cour d'appel de Paris, qui l'avait condamné à dix-huit mois de prison — dont six mois ferme. M. Ghanem sera de nouveau jugé devant la cour d'appel de Paris. Soulignant l'appréciation « souveraine » de la cour d'appel, la chambre criminelle a suivi les réquisitions de l'avocat général qui, lundi 23 octobre, avait demandé cette « cassation partielle » de l'arrêt rendu en juillet 1994 (*Le Monde* du 25 octobre).

En rejetant les pourvois déposés par MM. Boulblil et Traboulsi, ainsi que par Robert Reiplinger, un associé du financier socialiste Max Théret, condamné à une peine de quinze mois de prison avec sursis et à 22 millions de francs d'amende, la chambre criminelle a jugé que « la cour d'appel, qui a répondu sans insuffisance aux articulations essentielles des conclusions dont elle était saisie, a justifié sa décision sans encourir la censure ». Elle a conclu que « le délit d'initié est caractérisé à l'égard

de toute personne qui, disposant de l'occasion de l'exercice de sa profession ou de ses fonctions d'informations privilégiées sur les perspectives d'évolution d'une valeur mobilière, permet sciemment à des tiers de réaliser des opérations sur le marché avant que le public ait connaissance de ces informations, sans qu'il soit nécessaire qu'elle connaisse l'identité des opérateurs ni les modalités des opérations réalisées ».

AU BÉNÉFICE DU DOUTE

Sept ans après son déclenchement, l'affaire Pechiney est ainsi judiciairement close, vraisemblablement sans avoir livré tous ses secrets, et sans présager d'une éventuelle saisine de la Cour européenne des droits de l'homme. Elle avait mis en scène plusieurs procès du pouvoir socialiste mêlés à des délits d'initié commis par des spéculateurs, à la fin de l'année 1988, à l'occasion de l'achat de la société américaine Triangle par le groupe nationalisé Pechiney. Renseignés sur les tractations en cours, dont l'aboutissement supposait l'accord du gouvernement, ils purent acheter autour de 10 dollars pièce des titres de Triangle avant de les revendre, une fois l'accord rendu public, 55 dollars sur le marché hors cote de New-York. Les plus-values réalisées atteignaient au total 48 millions de francs. Les autorités américaines avaient saisi la Commission des opérations de bourse (COB), en France, et une information judiciaire avait été confiée au juge d'instruction parisien Edith Boizette. Informé des négociations en cours, comme directeur de cabinet du ministre des finances, Alain Boulblil avait alors été poursuivi pour délit d'initié. Il était notamment soupçonné d'avoir renseigné l'un des spéculateurs, Roger-Patrice Pelat, un ami intime du président Mitterrand décédé en mars 1989.

Au bénéfice du doute, M. Boulblil avait cependant été relaxé en première instance, le 29 septembre 1993, par le tribunal correctionnel

de Paris. Les preuves retenues contre lui paraissent alors insuffisantes, aucun enrichissement personnel n'ayant pu être établi. Sur la base du même dossier d'instruction, la cour d'appel avait abouti à des conclusions opposées, jugeant que « seul » M. Boulblil était « en mesure de connaître la substance de l'accord en vue » et qu'il avait informé Roger-Patrice Pelat « dans le seul but de lui permettre de réaliser des opérations sur le marché ». En le condamnant à deux ans de prison ferme, dont un an avec sursis, la cour d'appel avait aussi estimé que le directeur de cabinet de Pierre Bérégovoy avait fait « montre de complaisance coupable envers Samir Traboulsi ». Conseiller de la société Triangle lors des négociations avec Pechiney, M. Traboulsi, condamné à deux ans de prison dont un an avec sursis et à 20 millions de

francs d'amende, avait été jugé coupable d'avoir « sciemment » transmis l'information à son compatriote Charbel Ghanem, condamné à dix-huit mois de prison, dont six mois ferme, et à 5 millions de francs d'amende.

Avocat de M. Boulblil en première instance, M. Jean-Michel Darrois a estimé que son client était victime d'une « erreur judiciaire ». Rappelant que MM. Boulblil, Traboulsi et Bérégovoy étaient informés des négociations autour des titres Triangle, et que tous connaissaient M. Pelat, il s'est interrogé : « Est-ce l'un des trois qui a parlé, était-ce Horris Puisse (un collaborateur intime de Pierre Bérégovoy aujourd'hui décédé) ou quelqu'un d'autre ? » M. Darrois envisage de saisir la Cour européenne des droits de l'homme.

Erich Inciyan

COMMENTAIRE UNE PREMIÈRE

Pour la première fois, avec la confirmation des condamnations infligées à Alain Boulblil et Samir Traboulsi, une affaire de délit d'initié débouche, en France, sur des peines de prison fermes (un an pour chacun des inculpés). Cette décision de justice ouvre une étape nouvelle pour le capitalisme financier français. A l'heure où le marché des capitaux parisiens est de plus en plus lié aux marchés étrangers et où il joue un rôle croissant dans l'économie, elle signale que la délinquance en col blanc ne restera pas impunie. Les conditions dans lesquelles cette décision a été prise créent néanmoins un malaise.

Si les marchés de l'argent, la Bourse essentiellement, sont restés pendant longtemps en France un lieu aux pratiques peu transparentes et parfois peu recommandables, de profonds changements sont intervenus dans ce domaine, sous la pression étrangère notamment, tout au

long des années 80. Les autorités — le ministère de l'économie, la Commission des opérations de Bourse (COB) et la justice — ont cherché à en améliorer la transparence et à renforcer la surveillance. Un travail important a été réalisé en particulier autour de la notion de délit d'initié, visant notamment ceux qui utilisent une information privilégiée sur une société pour réaliser un profit financier.

Désormais, après ce long procès autour de ce qui fut sans doute le scandale politico-financier le plus important des « années 80 », la France apparaît comme l'un des pays au monde où, après les États-Unis, ce délit est le plus sévèrement réprimé. On pourrait s'en féliciter s'il n'y avait une ombre à ce tableau : après plus de cinq ans d'instruction, aucune preuve matérielle n'a pu être apportée sur la culpabilité de l'un des condamnés, Alain Boulblil, l'ancien directeur du cabinet de Pierre Bérégovoy. L'épilogue de l'affaire Pechiney serait évidemment décevant s'il se confirmait qu'il était entaché d'une erreur judiciaire.

Erik Isaaciewicz

Les fonds secrets du PR embarrassent Matignon

Dans une lettre à M. Toubon, M. Juppé invoque la nécessité de préserver « la sûreté de l'Etat »

TRANSMIS le 25 octobre par le parquet de Créteil (Val-de-Marne) au procureur de la République de Paris, Bruno Cotte, le dossier des fonds secrets du Parti républicain (PR) devait être confié au juge d'instruction Mireille Filippini, déjà chargée des enquêtes sur le financement de ce parti et sur les comptes personnels de son ancien président, Gérard Longuet. Le parquet estime que la découverte par le juge Eric Halphen, au cours d'une perquisition au siège du PR, le 20 juillet, d'une somme de 2,4 millions de francs en billets de 500 francs, peut motiver des poursuites, sur le fondement de l'article 11-4 de la loi de 1988 sur le financement des partis — modifié par la loi du 19 janvier 1995 — qui dispose que « les personnes morales, à l'exception des partis ou groupements politiques, ne peuvent contribuer au financement des activités politiques ». Le trésorier du PR, Jean-Pierre Thomas, avait en effet indiqué au juge Halphen que cet argent provenait des « fonds spéciaux » de Matignon (*Le Monde* du 26 juillet).

Cette nouvelle affaire impliquant le PR a d'ores et déjà suscité l'émotion du gouvernement, au point que le premier ministre, Alain Juppé, a cru devoir adresser une lettre au garde des sceaux, Jacques Toubon, pour invoquer le « secret défense » afin d'interrompre la procédure. Datée du 1^{er} août, ce courrier, dont une copie figure curieusement au dossier du juge Halphen, faisait suite à la « visite » du magistrat à l'hôtel Matignon, le 25 juillet, destinée à obtenir des renseignements sur le processus d'attribution des fonds spéciaux (*Le Monde* du 27 juillet).

« Les fonds spéciaux mis à la disposition du premier ministre concourent à des activités relatives à la défense nationale », écrit M. Juppé. Leur utilisation est donc couverte par le secret défense, comme le sont les procédures afférentes à ces fonds, ainsi que les personnes qui les mettent en œuvre. » Indiquant qu'« il appartient à l'autorité hiérarchique compétente de définir les cri-

tières et les modalités de protection de ce qui est couvert par le secret défense pour les services placés sous sa responsabilité », le premier ministre estime que « dans le cas présent, [...] le secret défense ne saurait être levé sans nuire à la défense nationale et à la sûreté de l'Etat ».

Après s'être publiquement fait l'écho de cette invocation du « secret défense » dans une affaire qui a manifestement plus à voir avec le financement des activités politiques, M. Toubon s'était attiré les foudres du Syndicat de la magistrature qui dénonçait « un véritable détournement de la loi » (*Le Monde* du 26 octobre). Votés chaque année par le Parlement, les « fonds spéciaux » — généralement dénommés « fonds secrets » — sont légalement affectés, pour moitié, à des dépenses exceptionnelles liées aux services secrets. Le reliquat est généralement attribué, sous formes de primes diverses, aux cabinets ministériels.

La somme retrouvée dans le coffre du PR n'entre, à l'évidence, dans aucune de ces catégories. En outre, l'invocation du « secret défense » semble survenir trop tard pour en protéger l'origine, puisqu'aux déclarations de M. Thomas sont venues s'ajouter les vérifications du juge Halphen auprès de la Banque de France, qui attestent que les billets ont bien été remis aux services du premier ministre. M. Thomas en a même fourni les numéros à la justice. Le gouvernement de M. Balladur a-t-il voulu venir en aide à un parti qui soutenait ouvertement sa candidature à l'élection présidentielle ? Interrogé par la commission d'enquête parlementaire sur le financement des partis, le 19 juin 1991, Jean-Pierre Thomas avait donné par avance une forme de réponse, en souhaitant « une réforme » permettant de définir « quelle partie des fonds secrets peut être employée à l'action politique ». Quatre ans plus tard, ce débat juridique sera au cœur de la procédure judiciaire.

Hervé Gattegno

Double acquittement pour l'incendie de la rue Labat, à Paris

CINQ JOURNÉES d'audience intenses et quatre heures et demie de délibéré ont mis fin à dix années de soupçons et de fragiles accusations. Hervé Querrien, trente-six ans, et Nicole Miot, cinquante et un ans, qui ont toujours nié les faits qui leur étaient reprochés, ont été acquittés, jeudi 26 octobre, par la cour d'assises de Paris, présidée par Alain Verheine. Le couple était accusé d'être à l'origine de l'incendie qui, le 1^{er} octobre 1985 au petit matin, ravagea leur immeuble du 13, rue Labat, dans le 18^e arrondissement de Paris, et causa la mort de huit personnes, dont six membres d'une même famille yougoslave (*Le Monde* du 25 octobre).

Écartant toute peine « mitigée » dans « l'hypothèse d'une condamnation », l'avocat général Philippe Bilger avait requis contre chacun des deux accusés de douze à quinze années de réclusion criminelle. Faute de preuves ou de témoignages, le représentant du ministère public avait reconnu, dans son réquisitoire, avoir été dans l'obligation de s'appuyer sur une « invention », selon lui « conforme aux débats, aux expertises et aux caractéristiques psychologiques des accusés ». Aucun lien formel n'avait cependant pu être établi entre les traces d'essence et le pot de peinture retrouvés sur l'escalier qui mène au premier étage de

l'immeuble et les occupants du studio du deuxième étage droit.

L'avocat général avait avancé un mobile : l'exaspération d'un conflit entre propriétaires et locataires, provoqué par le couple en froid avec ses propres propriétaires. Pour aggraver l'état de vétériste de l'immeuble qui aurait dû être constaté le jour du sinistre par un huissier, Hervé Querrien aurait été chargé par Nicole Miot de déclencher dans la cage d'escalier un incendie qu'il n'aurait pas su maîtriser. Les brûlures du jeune homme sur la main, la face et le bras droit, conséquences d'un retour de flammes, l'auraient désigné comme l'incendiaire.

« CONSTRUCTION INTELLECTUELLE »

Enfin, l'accusation avait pointé le comportement iconoclaste des accusés : « Des innocents qui refusent à la justice de prouver leur innocence », le couple ayant notamment refusé de donner les vêtements qu'il portait le jour du drame.

Cependant, si un expert avait pu se montrer « catégorique », il s'agirait à l'audience qu'il n'aurait fait que travailler sur des dossiers médicaux — incomplets — de l'accusé, sans même l'avoir examiné. La défense avait aisément pu rappeler qu'une spécialiste des grands brûlés, qui

avait ausculté M. Querrien, était venue dire prudemment à dix ans d'une vie tassée dans les dix dernières minutes du procès, pour clamer à nouveau son innocence : « J'avais dit au juge [d'instruction] que je n'avais pas deux vies : une pour une erreur judiciaire, une autre pour moi. Un acte comme celui-ci, il faut le porter en soi ; mais ça, ce n'est pas pour moi. Alors, depuis tout ce temps, je n'ai eu qu'une idée : trouver quelqu'un en face de moi — quelqu'un comme vous, monsieur le président — qui fasse surgir la vérité. » En 1986, Hervé Querrien et Nicole Miot avaient été placés pendant six et sept mois en détention provisoire.

Jean-Michel Dumay

La « plaisanterie » des collégiens des Mureaux déclenche le « plan rouge »

JEUDI MATIN, l'ambiance est plutôt détendue au collège Jules-Verne des Mureaux, un établissement implanté près des bois de Bécheville, surplombant la cité des Musiciens. Beaucoup d'élèves pensent aux vacances de la Toussaint, qui débutent le soir même. Vers 10 h 30, dans un coin de l'une des cours de récréation, un petit groupe s'affaire. Soudain, une violente explosion retentit et un panache de fumée noire s'élève dans le ciel. Les collégiens les plus proches du lieu de la déflagration partent à toutes jambes : une poignée de leurs camarades quitte rapidement l'établissement. Sous la violence de la détonation, deux vitres d'une classe ont volé en éclats.

L'alerte est immédiatement donnée et le sous-préfet de Mantes-la-Jolie décide de mettre en œuvre le « plan rouge ». En quelques minutes, des dizaines d'ambulances accompagnées de véhicules du SAMU arrivent dans le quartier. Les élèves sont regroupés à l'extérieur, les médecins du SAMU pénètrent dans le collège. Maintenus à l'extérieur de l'établissement, certains parents sont au bord de la crise de nerfs. « C'est pas étonnant, s'indigne un père, souvent dans les bois à l'heure où on entend des explosions le soir. Ce sont des jeunes qui fabriquent des engins. Là, ils ont dû vouloir épater les copains et ils ont fait péter ça d'école. » Pour d'autres, les auteurs de mauvais canulars ont peut-être récidivé : policiers et services de dé-

minage avaient déjà été mobilisés il y a trois semaines, lorsqu'une bonbonne de gaz vide avait été découverte sur les marches de la mairie, et samedi 21 octobre, quand, en plein marché de Bécheville, un engin suspect équipé de bâtons de dynamite reliés à une pile avait été décelé — il s'agissait en réalité d'un leurre. L'explosion d'a fait qu'une quinzaine de victimes, visiblement choquées, et qui se plaignent de troubles auditifs. Douze élèves et un surveillant ont été conduits par les pompiers à l'hôpital tout proche, d'où ils sont ressortis après examen. Le sous-préfet de Mantes-la-Jolie, Michel de la Brelle, a expliqué qu'il s'agissait plus d'une « plaisanterie de veille de vacances », sans lien avec les incidents qui secouent les ban-

lieux, reconnaissant que les moyens engagés avaient été surdimensionnés par rapport à l'événement.

La brigade criminelle de la PJ de Versailles a commencé son enquête en présence du procureur de la République, Yves Collet. La nature de l'engin a très vite été déterminée : un tube métallique aplati aux deux extrémités et rempli de chlorate de soude et de sucre en poudre. Trois jeunes de quatorze et quinze ans, qui avaient été aperçus quittant l'établissement au moment de l'explosion, ont été interpellés jeudi en début d'après-midi et placés en garde à vue pour la nuit. Les cours ont pu reprendre dans l'après-midi.

Jean-Claude Pierrette

M. Tapie demande à être jugé en « citoyen comme les autres »

LA COUR D'APPEL de Douai (Nord) rendra le 28 novembre son arrêt dans l'affaire du match de football Valenciennes-Marseille. Lors de la dernière journée d'audience, jeudi 26 octobre, Jean-Pierre Bernès, ancien directeur général de l'OM, a réfuté les accusations de l'avocat général concernant l'existence, entre lui et Bernard Tapie, d'un « pacte occulte » lié à l'affaire des comptes de l'OM, en cours d'instruction (*Le Monde* du 27 octobre). Quant à l'ancien président de l'OM, il a souhaité que les magistrats ne le jugent pas en tant qu'homme politique mais comme un « citoyen comme les autres ». La veille, l'avocat général Luc Fremiot avait requis à son encontre un an et demi de prison, dont quatre mois ferme, ainsi qu'une période d'indéligibilité de trois ans.

■ **VIOLENCES** : Serge Dassault, maire de Corbeil-Essonnes (Essonne), a été atteint par une pierre, jeudi 26 octobre à midi, alors qu'il sortait d'une réunion avec les membres de l'association Tarterets 2000. Le secrétaire général de cette association, René Andrieux, avait été écroué, lundi 23 octobre, après avoir été interpellé en possession de 4,5 kilos de résine de cannabis. Deux policiers ont également été légèrement blessés le même jour à Corbeil, par des jets de pierre essayés alors qu'ils examinaient les dégâts causés par un incendie volontaire dans un collège de la cité des Tarterets. Quelques heures plus tard, un cocktail Molotov a été lancé contre la maison de quartier et une voiture a été incendiée. La veille, une soixantaine de jeunes avaient affronté les policiers pendant plusieurs heures, blessant légèrement six d'entre eux.

■ **JUSTICE** : Alain Gauzi, ancien directeur du collège privé catholique Saint-Jacques de Joigny (Yonne), a été condamné, jeudi 26 octobre, par le tribunal de grande instance de Sens, à vingt-quatre mois de prison dont dix-huit avec sursis, avec interdiction définitive d'exercer toute activité professionnelle le mettant en relation avec des mineurs. Reconnu coupable d'attentats à la pudeur sur mineurs de quinze ans, il a été relaxé partiellement de faits de violence. Sœur Marie-Louise Leplat, alors directrice diocésaine, a été pour sa part condamnée à douze mois de prison avec sursis, pour non dénonciation de sévices (*Le Monde* du 28 septembre).

■ **TERRORISME** : le gouvernement suédois a rejeté, jeudi 26 octobre, la demande d'extradition vers la France d'Abdelkrim Deneche. Cette décision était automatique après le refus de la cour suprême suédoise, le 20 octobre, d'extrader cet Algérien soupçonné par la France d'être impliqué dans l'attentat commis le 25 juillet dans le RER à Paris.

■ **POLICE** : six fonctionnaires ont été mis en examen dans l'affaire des officines privées de renseignement instruite par le juge parisien Roger Le Loire, chargé depuis le 29 juin d'une information judiciaire ouverte pour « corruption active et passive de dépositaires de l'autorité publique, violation du secret professionnel et recel » (*Le Monde* des 17 et 26 octobre). Le capitaine de police Gérard Vavrand a été mis en examen jeudi 26 octobre et laissé en liberté sous contrôle judiciaire, ainsi que l'avaient été, la veille, le commandant de police Pierre Gagnayre et le gardien de la paix Colette Bouquet. Deux anciens policiers, Gérard Bonafant et Jean Manzoli, et un agent du ministère des finances, Robert Forget, ont été écroués dans ce même dossier.

La Belle Province se prononcera par référendum sur sa souveraineté, lundi 30 octobre. Le débat est aussi vif que truculent chez les « souverainistes » francophones

L'ÉTÉ indien hésite encore, dans sa splendeur, entre vert et roux. La large rivière Richelieu musarde dans sa vallée, jadis voie d'invasion des belliqueux Iroquois, aujourd'hui familière aux promeneurs et aux gourmets. Ici palpite le Québec profond, tout près de Montréal, la cosmopolite. La région reste fidèle au lointain souvenir d'un autre automne, celui de 1837, qui vit la révolte de ses enfants contre l'entreprise britannique. Dans un roman peu connu, *Famille sans nom*, Jules Verne raconte la rébellion malheureuse de ces Canadiens français conduits par Louis-Joseph Papineau.

A Saint-Denis, où les courageux précurseurs du nationalisme québécois infligèrent alors sa seule défaite à l'armée anglaise, la Maison des patriotes abrite un petit musée qui retrace pieusement les épisodes de cette épopée, dont les chefs finirent en exil ou au bout d'une corde. C'est l'endroit rêvé pour évoquer le référendum du 30 octobre sur la souveraineté de la Belle Province (assortie d'une offre au Canada d'un « nouveau partenariat »).

Guide érudit et ardent militant du « oui », Onil Perrier explique son vote. « Il nous faut un pays car nous sommes une nation. Le fédéral, qui a recensé onze « premières nations » amérindiennes, nous refuse ce droit. A ses yeux, nous ne sommes qu'un groupe ethnique un peu plus grand que les autres. Depuis que nous avons refusé de signer la Constitution de 1982, qui ne nous reconnaît pas comme « société distincte », nous sommes juridiquement dans la situation d'un pays occupé. Les Anglo-Canadiens « ne nous voient pas ». Ils veulent nous assimiler, mais nous sommes coriaces. Après avoir progressé, le français est de nouveau en péril. On nous menace d'un génocide culturel. La plupart des nouveaux immigrants choisissent de vivre en anglais. Notre poids démographique au sein du Canada ne cesse de diminuer. »

Dans cet inventaire d'un échec, mi-plaidoyer, mi-acte d'accusation, où se mêlent réalités et fantasmes, on trouve l'essentiel de la motivation « souverainiste » : l'amertume envers Ottawa, l'affirmation de la différence, la défense farouche de la langue, la grande peur d'être assimilé, l'espoir que « le rêve de quinze générations » s'accomplisse enfin. Avec pourtant, chez les moins jeunes, une fréquente nostalgie pour le Canada des « deux peuples fondateurs », ce mythe qui poussa nombre de francophones loin du Québec, « jusqu'aux Rocheuses », au prix d'un naufrage culturel. Cet attachement au pays des aïeux empêchera sans doute une partie de l'électorat encore hésitant de voter « oui ».

La langue, c'est l'évidence, est au cœur de l'identité québécoise : elle la distingue, l'irrigue, la protège. Trésor intime et richesse collective de tout un peuple, que seul un Québec souverain, affirment ses partisans, saura préserver et embellir. Faute de quoi, après un « non » au référendum, annonce avec dérisoire un slogan souverainiste, « être distinct voudra dire : parler anglais avec un accent ». Alarmisme ? Oui et



Le Québec entre fleur de lys et feuille d'érable

non. Depuis la célèbre loi 101 instaurant au Québec, en 1977, l'unilinguisme officiel, notamment dans l'administration et le monde du travail, le français s'y porte infiniment mieux. Et les anglophones l'apprennent de plus en plus.

MAIS cette loi est sans cesse ébranlée par les tribunaux, rétorquent les nationalistes, jurisprudence à l'appui. Et ils lancent un sombre pronostic : au rythme actuel, les Québécois de langue maternelle française deviendront, dans dix ans, minoritaires dans l'île de Montréal, poumon économique de la province. Président de la Société Saint-Jean-Baptiste - à la pointe du combat francophone depuis un siècle et demi -, François Lemieux justifie à la fois la vigilance linguistique et l'option souverainiste. « La loi 101, dit-il, était faite pour tous les Québécois. Elle visait à faire du français la langue commune à tous. On l'a appliquée avec beaucoup de tolérance. Résultat : aujourd'hui, l'usage du français n'est plus incontournable ; il est seulement possible pour ceux qui le souhaitent. Bien sûr, nous respectons les droits de la minorité anglophone, par exemple en matière d'enseignement. Mais celle-ci devrait accepter que le

Québec fonctionne en français. On en est loin, puisque sept anglophones sur dix refusent le français comme langue de travail et neuf sur dix comme langue officielle, ce que le français deviendra vraiment dans un Québec indépendant. »

Autre cheval de bataille souverainiste, lié au précédent : le contrôle de l'immigration, qui relève pourtant déjà largement du Québec. 85 % des immigrants au Québec

« Notre province se comporte comme un enfant gâté qui aimerait vivre loin de sa mère pourvu qu'elle vienne laver le linge chez lui une fois par semaine »

n'ont pour langue maternelle ni le français ni l'anglais. Mot d'ordre : il faut franciser ces « allophones », spontanément plus attirés vers l'anglais que par le français, en majorité, leurs nouveaux compatriotes canadiens. « Dans aucun pays, note l'écrivain Yves Beauchemin, un immigrant ne souhaite s'intégrer à une minorité. » A l'inverse, dans un Québec souverain, les immigrants sauront clairement où ils mettront les pieds ; leur

intégration passera par leur maîtrise du français.

La dénatalité dont souffre le Québec avive sa hantise du déclin. La Belle Province, qui prit jadis sa « revanche des berceaux » sur l'Anglais vainqueur, « ne se reproduit plus ». Moins d'un Canadien sur quatre est aujourd'hui québécois ; deux Américains du Nord sur cent perdent français. « Le temps joue contre nous, ajoute Yves Beauchemin. Le regain

du français grâce à la loi 101 et les progrès de l'économie : voilà deux demi-réussites qui ont masqué notre minusculation démographique et politique au sein du Canada. Celle-ci, désormais, s'accélère. »

Tous ces thèmes d'inquiétude, un homme les martèle jusqu'à l'outrance, sur les ondes du réseau CKAC, « la première radio francophone au monde ». Trente-trois ans de métier et une gouaille intacte,

Gilles Proulx livre à l'antenne, trois heures par jour, sur un mode démagogue, ce qu'il appelle « le combat des dernières énergies ». Son magazine jouit du meilleur taux d'écoute. « Nous sommes en voie de disparition, de louisianisation. Je tente de réveiller les Québécois, ce peuple de bonnasses, qui travaille de mains en moins et qui regarde son nombril. » Animateur préféré des chauffeurs de taxi, il fustige pêle-mêle les « patrons affairistes », l'« américanisation et la dépolitisation des jeunes », la « social-médiocratie » du gouvernement québécois, avec « ces stagnants, ces jaseurs, ces faiseurs de comités d'études ».

Auteur d'une *Petite histoire de la Nouvelle France*, Gilles Proulx fulmine contre la « perte de mémoire » qui frappe son peuple. De moins en moins fidèles à leur devise - « Je me souviens » -, les Québécois oublient leur passé. Leur culture historique s'atrophie. Comme dit Yves Beauchemin : « Ce sont des amnésiques qui vont se prononcer sur leur avenir. » Et chacun cloue au pilori les gouvernements de la province qui ont réduit à une seule année l'enseignement de l'histoire nationale dans le secondaire.

Autre croisade du nationalisme - version « anar » -, le cinéaste Pierre Péladeau harangue un auditoire étudiant, dans la cafétéria d'un collège de Montréal : « Comment ? L'indépendance, c'est bon pour la Lituanie, c'est bon pour tout le monde, et ce ne serait pas bon pour nous autres ? Notre lutte, c'est une vieille affaire, depuis qu'on a été conquis. On se bat pour la liberté, pas pour deux mots dans un torchon qu'on appelle Constitution. D'accord, on ne nous a pas mis les fers au pied. Et alors ? Faudrait dire merci ? Mon cul ! »

« Le droit d'être différent », « Traiter d'égal à égal », « Prendre les leviers de commande » : de meeting en slogan, les souverainistes égrènent le credo de la fierté québécoise, pour qu'enfin leur pays « ne soit plus emmêlé dans le Canada », pour qu'« il se dise oui ». « Qu'on se débarrasse enfin de nos complexes de colonisés ! demande le chanteur Paul Piché. »

Les juges de la Cour suprême s'habillent comme dans *Les Trois Mousquetaires*, le gouverneur général roule en calèche et nous aurions honte de notre passé, de notre identité. Il faut oser se définir, se nommer, se responsabiliser. Arrêtons de nous sous-estimer ! » « Voici venu le temps de la mobilisation dans les champs de l'histoire (...), le temps de récolter ce que semailent pour nous quatre cents ans de

femmes et d'hommes et de courage, enracinés au sol et dedans retournés. » Ainsi s'ouvre, dans un style qu'aurait aimé Barrès, la « Déclaration de souveraineté du Québec », qui, si ce pays devient indépendant, servira de préambule à sa Constitution. Lu le 6 septembre au Grand Théâtre de Québec, par deux de ses auteurs, le poète-chanteur Gilles Vigneault et la romancière Marie Laberge, ce texte, qui fleurit le chauvinisme (« Nous, peuple d'ici », « Parce que cette terre bat en français »), déclenche les ralleries parmi la nouvelle génération souverainiste.

Rédacteur en chef de l'hebdomadaire *Voix*, Richard Martineau ironise : « Tant qu'à se flatter le drapeau, allons jusqu'au bout ! Sortons l'égoïne, bordel, et dansons fièrement le rigodon, une branche de bouleau entre les dents ! Je me sens plus proche de MC Solar que de Vigneault. Je me sens bien à Montréal, mais à Québec ou Chicoutimi, j'ai l'impression d'être sur Vénus. »

Le jour de la Saint-Jean (la fête nationale) je m'arrange pour ne pas être ici. Les dirigeants québécois ont une mentalité rurale. Ils adorent les régions et n'aiment guère Montréal. Pour moi, être québécois, c'est seulement vivre ici et y payer des impôts. Je déteste le nationalisme. Je voterai

« oui » parce que le statu quo est le meilleur ami du nationalisme, parce qu'il l'engraisse. » Discours-type de ceux que Lise Bissonnette, directrice du journal *Le Devoir* et souverainiste pourtant peu encline à l'archaïsme, appelle les « parvenus de l'urbanité », oublieux de l'histoire. Décidément, la fleur de lys, emblème du Québec, a mille et un pétales.

Nombre d'artistes favorables à l'indépendance brocardent la « culture du ressentiment » entretenue par la classe politique québécoise, une vision « folklorique, réductrice, qui sent la poussière, la boue à l'encens », comme si le Québec n'avait pas eu aussi des savants, voire des cantatrices qui se produisaient au siècle dernier jusqu'en Italie. « Pour moi, observe l'homme de théâtre René-Daniel Dubois, la culture est la seule justification du projet souverainiste. Les dites québécoises parlent à tout bout de champ de culture, mais elles ne lui ont jamais accordé 1 % de leur budget. La majorité des Québécois trouvent pourtant que la culture reçoit déjà trop d'argent. Quant à la langue, pervenue, elle n'est plus qu'un outil de propagande. »

R IEN d'étonnant que plusieurs artistes québécois, comme le metteur en scène Robert Lepage, le cinéaste Denys Arcand ou l'auteur dramatique Michel-Marc Bouchard, aient choisi de « s'ouvrir au monde » en allant également travailler à Toronto, où ils côtoient des créateurs anglophones, dont ils partagent les valeurs et certaines obsessions.

Les plus militants des indépendantistes attachent des préoccupations sociales : réduire le taux de chômage (12 %), combattre l'exclusion (Montréal compte 400 000 « pauvres »), préserver le système de santé. « A quoi bon changer la caste au pouvoir, s'interroge l'animateur de la revue *Virtuosités*, Daniel Laprès, si la société ne devient pas plus juste et plus démocratique ? Un Québec souverain résistera mieux aux coups de bouvier de la droite néolibérale qui a le vent en poupe au Canada. »

A l'image d'un peuple en proie depuis trop longtemps au spleen constitutionnel, les intellectuels sont las de la question québécoise. « J'en ai assez parlé depuis mon berceau. Cela m'a royalement siphonné. » (Richard Martineau.) « Ça nous brûle, nous rouge, nous rend monomaniés. J'y ai perdu une partie de mon énergie de romancier. » (Yves Beauchemin.) « Le discours sur la question nationale monopolise tout le débat.

Ras le bol. » (Michel-Marc Bouchard.) « Je ne suis pas le chanteur d'une seule cause, mais la souveraineté servira les autres combats. » (Paul Piché.) Tous voteront « oui », mais tous aimeraient que la page se tourne et que l'on parle d'autre chose.

Les plus acerbes vilipendent le projet de souveraineté au rabais proposé au peuple et qui prévoit le maintien du passeport canadien et du dollar à l'effigie de la reine. « Le Québec, note Richard Martineau, se comporte comme un enfant gâté qui aimerait vivre loin de sa mère pourvu qu'elle vienne laver le linge chez lui une fois par semaine. »

Pour René-Daniel Dubois, cette souveraineté-là est vidée de son sens : « L'esprit de résistance a laissé la place à un discours d'intégration alors que l'essentiel est d'essayer de penser une résistance culturelle face à tous les prédateurs de l'américanisation. Ce projet n'a aucune dimension philosophique. Les intellectuels n'ont pas rempli leur rôle. Reste le mot souveraineté, sans contenu. » Et de conclure, avec déision : « Le 30 octobre, je voterai nul. Je crois que je dessinerai sur mon bulletin deux petits lapins en train de fornicuer. »

Jean-Pierre Langellier

Défi québécois, tropisme américain et enjeu européen

par Denis Duclos

QUEL que soit le résultat du référendum, le séparatisme québécois est déjà devenu une réalité empirique pour beaucoup de commentateurs anglophones, américains ou canadiens. L'agressivité de la campagne du « non » est bien moindre qu'en 1980, et la politesse du ton n'est pas seulement due à des considérations tactiques, devant la montée des opinions favorables à la souveraineté. Elle résulte aussi de l'émergence progressive d'une sorte d'évidence du caractère distinct de la société québécoise — d'autant plus que, depuis la modification de la Constitution canadienne en 1982, le reste du Canada a été marqué par une américanisation rapide et profonde de la culture politique et sociale — ainsi que du fonctionnement des institutions.

L'idée même qu'un Etat vienne correspondre à cette société de plus en plus distincte, et libre du même coup ses amarrs d'un régime fédéral en pleine confusion morale, politique et financière, n'a plus le caractère scandaleux qu'elle pouvait encore avoir il y a une dizaine d'années.

Les positions des militants canadiens les plus farouchement opposés à l'indépendance du Québec ont d'ailleurs changé. Elles ne s'appuient plus sur le sentiment outragé d'une trahison de l'idéal fédéraliste, et les propositions extrêmes (dépeçage du territoire québécois, interventions militaires pour soutenir les Indiens refusant de reconnaître la tutelle du gouvernement québécois, boycottage des produits de la province séparée) ont nettement reculé.

Les critiques ressemblent plutôt aux revendications amères d'un époux qui n'a pas demandé le divorce : pas de partenariat favorable avec un Québec indépendant, pas d'autonomie monétaire dans le droit à continuer d'utiliser le dollar canadien, obligation pour le Québec de renégocier sa place dans l'Accord de libre-échange nord-américain (Alena) et dans les accords de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), etc.

La campagne du « non » produit des lapsus révélant que le fait accompli est installé dans l'esprit même des propagandistes : ainsi l'affiche du « non » ressemble-t-elle de loin à un drapeau rouge et bleu (les deux couleurs symbolisant traditionnellement le côté « anglais » et le côté « français »). L'intention est sans doute de rappeler l'idéal d'un Canada à deux nations fondatrices sur un seul territoire, tel qu'il fut le cheval de bataille de Pierre Elliott Trudeau. Mais, en interrogeant

droits et libertés » comme fondement de l'Etat fédéral à l'entérinement de l'individualisme empirique tel qu'il prévaut aux Etats-Unis, avec les incidences dramatiques que l'on sait sur la solidarité sociale et politique. Les incidences de cette philosophie, selon laquelle la civilisation doit s'effacer devant l'interaction directe des intérêts privés, seulement médiatisée par l'arbitrage judiciaire, ont peut-être même été plus ravageuses sur un Canada de tradition keynésienne et social-démocrate.

La promotion systématique d'un multiculturalisme, faisant évaluer provinces peuplées et désertiques, petites et grandes commu-

La forte poussée d'indifférence politique ainsi promue par l'américanisation du Canada s'est trouvée renforcée par des facteurs de démantèlement de l'homogénéité territoriale : déjà naturellement tournées vers trois horizons différents, les trois provinces qui font l'essentiel du poids démographique et économique du Canada (Québec à l'est, Ontario au centre, Colombie-Britannique à l'ouest) se sont toujours plus isolées dans des problèmes spécifiques. A l'ouest, Vancouver, rachetée aux deux tiers par les millionnaires chinois, se prépare à devenir la nouvelle Hongkong du Pacifique nord. Sans doute ses nouveaux propriétaires, dont les fortunes se sont faites sous les auspices de l'abri fiscal hors territoire, s'accommoderont-ils d'un statut spécial qui libérerait la Colombie-Britannique des lourdes charges continentales. Quant à l'Ontario, patrie du fédéralisme, sa force économique importante ne se maintient que par une fusion presque complète à l'économie américaine, sans ressources aussi autonomes que le réseau hydro-électrique québécois.

Certes, l'idée canadienne serait fortement secouée par le départ du Québec, mais ce choc ne serait désormais qu'un de plus, parmi les secousses telluriques qui la font voler en éclats depuis plus d'une décennie.

On peut même se demander — sans jouer du paradoxe — si le maintien d'une légitimité de l'Etat-nation en Amérique du Nord sous la forme du projet québécois n'est pas utilisable pour les Canadiens qu'éclairerait l'explosion des particularismes sous un vernis anglophone. Plutôt que de la métaphore du divorce, la « souveraineté avec partenariat » me semble ici relever du mariage raisonnable avec séparation des biens, entre deux personnes qui entendent néanmoins se soutenir réciproquement.

Il est important que quelqu'un,

fit-ce le souverainiste québécois, prenne la parole sur ce continent désorienté, pour réaffirmer une condition *sine qua non* de la modernité civilisée : l'existence d'une collectivité politique décidant des destinées communes, sans s'en remettre aux seuls mécanismes du marché, de la technique et de la machine juridique. Il est important, pour l'Amérique entière (et aussi pour l'Europe en train de se faire en regardant ce qui se passe de l'autre côté de l'Atlantique), qu'une assemblée nationale rappelle à un juge qui ose décréter « illégal » le référendum qu'après tout la source de la légitimité même de la justice, c'est le peuple politiquement assemblé.

L'enjeu de la souveraineté du Québec va donc bien au-delà de la revendication ethnique d'une catégorie de cousins d'outre-mer désireux de constituer leur village d'Astérix. Nous aurions tort de nous en désintéresser, ou de nous en lasser, car nous sommes concernés en Europe par l'avenir de l'idée de démocratie, et de son lien — non pas idéal mais nécessaire — avec une culture majoritaire, sur un territoire donné. C'est au contraire en ne se posant pas la question de l'indépendance que les Québécois se laisseraient aller au destin d'un groupe ethnique flottant, comme les autres, à la surface de l'océan des échanges économiques, préfigurant notre propre avenir dans une Europe entièrement mercantilisée, déshumanisée.

Confrontés à la nécessité de construire un Etat à partir d'une force encore réelle de la langue et de la tradition, et d'imposer cet arbitraire à d'autres, les Québécois sont amenés à quitter leur position frileuse de groupement ethnique ou religieux. Ils doivent se « laïciser » (au sens vrai de « devenir un peuple »), se transformer en ferment d'une collectivité plus vaste, à travers le contrat politique, et en contrepartie de l'intégration linguistique obligatoire.

A l'heure où l'Amérique exultait ses pauvres au nom d'un ultralibéralisme forcené, où ses « classes moyennes » s'enfoncent dans une spirale d'égoïsme suicidaire, où sa culture violente et répressive alimente un pessimisme profond, il incombe au « petit » Québec de reprendre la vocation moderne de la citoyenneté, de la présence du sujet à la politique, telle que le Canada, peut-être trop vaste et disparate, ne peut plus la soutenir. C'est un défi auquel nous autres Français d'Europe ne pouvons être que sensibles, même s'il nous rappelle, avec un peu d'amertume et d'angoisse, que nous avons souvent oublié l'idéal des Lumières, fortuitement déposé en nous depuis deux siècles.

Denis Duclos, sociologue, est directeur de recherche au CNRS.

Certes, l'idée canadienne serait fortement secouée par le départ du Québec, mais ce choc ne serait qu'un de plus, parmi les secousses telluriques qui la font voler en éclats depuis plus d'une décennie

les gens, on se rend compte que ce clin d'œil à des références déjà anciennes ne fonctionne plus guère : la symétrie est plutôt interprétée, au plan subliminal, comme partage de fait du territoire canadien entre le rouge à l'ouest et le bleu à l'est. Il faut être près de l'affiche pour que se détache, en couleurs contrastées, la formule : « Séparation : non », là où l'on s'attendrait aussi bien à lire : « Partenariat : oui ».

Ce n'est pas le souverainisme persistant qui a détruit l'idéal fédéraliste des deux cultures, mais bien l'évolution du Canada depuis l'échec, en 1990, de l'accord du lac Meech, où fut consacré le refus canadien de reconnaître le caractère distinct du Québec (pourrait-on inscrire dans l'acte de Québec de 1774 par le conquérant anglais).

L'adoption d'une « charte des

nautés, populations souche et nouveaux immigrants, langues nationales et langues d'origine, a contribué à dissoudre le projet bicultural dans une « soupe » de revendications identitaires partielles de plus en plus arrogantes et inclues.

C'est flagrant sur le plan de l'intégration linguistique : loin de faire de l'anglais une véritable nouvelle langue maternelle, cette conception autorise les arrivants à constituer sur le continent des camps retranchés pour leur propre idiome d'origine. Ce n'est pas tant l'anglais que l'on parie — en public aussi bien qu'entre soi — sur les trottoirs de Montréal, lorsqu'on n'est pas québécois d'origine anglaise, que l'italien, le grec, le vietnamien, le chinois, le créole, l'arabe, etc.

Des souverainistes parlent aux Français

par Pierre de Bellefeuille

LE 30 octobre, lors d'un référendum, la population du Québec sera appelée à se prononcer sur le projet d'accession à la souveraineté que lui propose le gouvernement de Jacques Parizeau. Ce projet s'accompagne d'une offre de partenariat économique et politique avec le reste du Canada. Ce n'est pas la première fois. Le 20 mai 1980, les trois cinquièmes des Québécois qui ont déposé le bulletin référendaire ont refusé de donner à leur gouvernement le mandat de négocier avec le gouvernement fédéral, à Ottawa, un nouveau régime que le premier ministre, René Lévesque, appelait la « souveraineté-association ». Ils ont préféré croire le premier ministre fédéral Pierre-Elliott Trudeau qui promettait « du changement », sans plus de précision.

On peut comprendre que les amis du Québec, à travers le monde et particulièrement dans la francophonie, puissent éprouver parfois un certain étonnement devant ce qui ressemble à une valse-bésitation. Cependant, il faut savoir que cet intervalle de quinze ans ne représente pas l'immobilité, bien au contraire.

L'état canadien n'a cessé de se fermer sur le Québec. Sans entrer dans des détails québéco-canadiens qui seraient fastidieux, on peut rappeler que, en 1981 et en 1982, l'Etat central a profité du désarroi post référendaire dans lequel se trouvait le Québec pour apporter le changement promis, mais au grave détriment du Québec. Malgré l'opposition formelle des groupes parlementaires de l'Assemblée nationale du Québec, et sans consultation populaire, il a modifié la constitution canadienne.

Le Québec perdait alors son droit de veto et ses pouvoirs étaient réduits en matière de langue, de culture et d'éducation, domaines essentiels pour la défense de l'identité. Ainsi, en 1982,

le Canada s'est pour ainsi dire séparé du Québec. Après un changement de gouvernement à Ottawa en 1984, les conférences constitutionnelles, qui au Canada reviennent comme les fêtes foraines, se sont remises au travail. Brian Mulroney, successeur de Trudeau, a enfermé ses homologues des dix provinces dans la salle des délibérations jusqu'à ce qu'ils demandent grâce. Il en résulta l'éphémère accord dit du « lac Meech », qui sera dénoncé quelques années plus tard par les assemblées législatives de deux provinces au moment où il devait entrer en vigueur.

Une commission parlementaire extraordinaire mise sur pied par le gouvernement du Québec en vint alors à un cheveu de recommander la souveraineté, mais Ottawa ne lâchait pas prise. Le cirque constitutionnel, qui s'était remis en marche, produisit un nouvel accord dit « de Charlottetown », et le gouvernement fédéral, pour en avoir le cœur net, décida de le soumettre à un référendum pancanadien, y compris au Québec. La consultation aura lieu en 1992. L'accord sera débattu, aussi bien au Canada anglais qu'au Québec, les uns jugeant qu'on en donnait trop au Québec, les autres pas assez.

Retour à la case départ. Ce nouvel échec confirmait l'impossibilité de concilier, à l'intérieur du régime fédéral, les aspirations du Québec et les conceptions uniformisantes des provinces anglophones. Il y a au Canada deux réalités nationales : le Canada anglais, anglophone à 96 % et le Québec, francophone à 82 %. Dans le cadre actuel, ce sont l'assimilation et la minorisation qui guettent les francophones.

En septembre 1994, le Parti québécois, souverainiste, reprenait le pouvoir qu'il avait perdu en 1985. Il a préparé le référendum qui va avoir lieu. Avons-nous tort de croire que la France ne peut être indifférente à la pré-

sence — ou à l'absence — française en Amérique ? Les Québécois n'ont pas oublié que, en 1967, le général de Gaulle, lors d'un discours historique du haut du balcon de l'hôtel de ville de Montréal, leur avait dit non seulement

Nous avons la présomption de croire que nous sommes indispensables à la francophonie. Serions-nous la nouvelle Gaule, résistant à l'influence de nos voisins, un quart de milliard d'anglophones ?

que la France voulait leur venir en aide, mais aussi qu'un jour elle aurait, peut-être, elle-même besoin de l'aide du Québec.

Les aléas de l'histoire, dans les Amériques, n'ont pas favorisé la civilisation française. Le Portugal a son Brésil, l'Espagne peut compter, au-delà de l'Atlantique, une vingtaine de républiques hispanophones, l'Angleterre a enfanté le géant « étatsunien », de même que le Canada anglais, sans compter quelques îles. La France, comme la Hollande, a elle aussi abordé des plages antillaises, mais elle perdra la Nouvelle-France et cédera la Louisiane.

Le Québec a-t-il pour destin de corriger cette anomalie de l'histoire ? Nous avons la présomption de croire que nous sommes indispensables à la francophonie. Serions-nous la nouvelle Gaule, résistant non pas aux légion-

naires romains mais à l'énorme influence de nos voisins, un quart de milliard d'anglophones ? Cette influence s'étend à travers le monde et, à nos portes, sa force est telle qu'à moins de posséder les pouvoirs d'un Etat souverain, nous ne pouvons prendre les mesures voulues en matière de langue, d'éducation et de culture pour assurer notre survie et notre épanouissement.

Sans un Québec souverain, le français en Amérique est condamné au déclin. Notre peuple a le droit de se donner un pays pour vivre et s'épanouir. Il est riche de ses ressources humaines et matérielles. Son territoire et le chiffre de sa population le mieux dans le monde actuel. On prétend souvent que notre « séparatisme » va à l'encontre des tendances modernes, celles-ci favorisant les grands ensembles. On oublie que les grands ensembles sont économiques et qu'ils sont composés, au point de vue politique, d'Etats souverains. C'est précisément ce à quoi nous aspirons, comme partenaires du Canada anglais et, comme lui, membre de l'accord de libre-échange nord-américain.

La société québécoise est moderne. Nous avons une longue et heureuse expérience de la démocratie. Nos minorités jouissent de conditions parmi les plus avantageuses au monde. Nous sommes prêts à assumer notre destin, qui n'est pas celui d'une simple province, ni d'une minorité ethnique. Le temps est venu de preondre notre place parmi les peuples.

Pierre de Bellefeuille est journaliste et ancien député à l'Assemblée nationale du Québec. Il est membre du Cercle Gédéon-Godin, groupe québécois de réflexion et d'intervention politique, dont les membres partagent les vues exprimées dans ce texte.

AU COURRIER DU « MONDE »

LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE DE FRANCE

Il est fait état dans *Le Monde* du 24 octobre, page 8, de chiffres sur lesquels je me sens obligé d'apporter quelques précisions.

Les 1 850 emplois déjà existants résultent de l'addition de 1 600 emplois grâce auxquels la Bibliothèque nationale pouvait fonctionner dans son cadre déjà centenaire et de 250 emplois créés pour préparer la Bibliothèque nationale de France de demain.

Les 650 emplois demandés pour 1996 ne correspondent pas à une ouverture de 1 500 places, mais bien au passage de la bibliothèque de recherche à 2 034 places, soit quelque 3 000 chercheurs par jour, au lieu de 600 places actuellement, et à l'ouverture d'une bibliothèque grand public de 1 550 places, qui n'existe pas aujourd'hui. La différence entre l'ancien effectif et l'effectif espéré est bien de 900 emplois, mais elle correspond au passage de 600 à 3 584 places, ou, si l'on préfère, de 1 000 à 6 000 lecteurs. Cette multiplication par six ne doit pas laisser oublier la mise en place d'un système de réseaux grâce auxquels la France entière bénéficiera des services de la Bibliothèque nationale de France. J'ajoute que la loi a mis à la charge de l'établissement le dépôt légal d'une large partie de l'audiovisuel, et que cela encore constitue une charge nouvelle justifiant l'augmentation de l'effectif.

Au terme de l'opération, le rapport du nombre d'agents au nombre de lecteurs sera inférieur de moitié à ce qu'il est dans les grandes bibliothèques étrangères de format comparable.

Jean Favier
président de la Bibliothèque nationale de France

LE 30 OCTOBRE...

Le 30 octobre, le Québec va se prononcer par référendum pour déterminer s'il sera un Etat souverain, comme paraissent bien l'indiquer les plus récents sondages. Dans cette perspective, le président de la République vient de déclarer que, si le Québec optait pour la souveraineté, la France serait la toute première à reconnaître le nouvel Etat. Il aurait été inimaginable que nos dirigeants, inspirés, pour la plupart, par la pensée et l'œuvre du général de Gaulle, aient pu ne pas apporter l'appui de la France au Québec, à un moment décisif de son destin (...).

Cette reconnaissance, de la part de la France, est d'autant plus indispensable qu'elle favorisera celle des autres Etats. Il y a de l'intérêt, mais aussi de l'honneur de notre pays. Les signataires, qui depuis des décennies ont soutenu l'affirmation nationale du Québec, se réjouissent donc de la déclaration du chef de l'Etat et souhaitent qu'il favorise aussi, quelles que puissent être les réactions de tel ou tel gouvernement, cet événement capital pour l'avenir du fait français dans le monde.

Bernard Dorin,
Gérant de La Tour d'Auvergne,
Hervé Lavenir de Buffon
Paris

France Paris Ile-de-France

Samedi 28 octobre à 13 heures

TÉMOINS

Le magazine de Paris - Ile-de-France

Robert HOSSEIN

sera interrogé par

Jean-Jacques CROS (France 3)
et
Olivier SCHMITT (Le Monde)

Le Monde

Le Monde

L'Allemagne et son armée

« NOUS pouvons être fiers de cette armée de paix et de liberté, notre Bundeswehr ! » en prononçant ces mots, Jeudi 26 octobre à Bonn, Helmut Kohl a pris le risque de choquer une partie de ses compatriotes marqués par la culture du pacifisme. Le chancelier allemand s'exprimait à l'occasion du quarantième anniversaire de la Bundeswehr, marqué par une grande retraite aux flambeaux sur les lieux mêmes où des centaines de milliers de manifestants pacifistes avaient protesté, au début des années 80, contre l'installation des fusées Pershing américaines en RFA.

En dépit des précautions prises, la commémoration n'a pas pu se dérouler dans la sérénité. Des centaines de contre-manifestants ont accueilli par des huées et des sifflets les dirigeants allemands. Alors que le président du SPD, Rudolf Scharping, avait décliné l'invitation, les Verts et de nombreux groupes pacifistes, souvent proches des Églises protestantes, ont protesté au nom de leur objectif traditionnel : aboutir à une « paix sans armes » grâce à la suppression de la Bundeswehr, héritière

directe, selon eux, du militarisme allemand. On le constate une fois de plus : le rôle de l'armée ne fait toujours pas l'objet d'un consensus national en Allemagne. Aussi est-ce avec une extrême prudence que Bonn décide de renforcer ses efforts militaires dans le cadre des missions internationales de l'Alliance atlantique. D'après les sondages, seulement un tiers des Allemands sont favorables à une participation militaire de leur pays à des opérations de rétablissement de la paix dans le monde. Mais une évolution est en cours. La guerre en Yougoslavie a introduit le doute dans les esprits. De plus en plus d'Allemands constatent que la force militaire peut être mise au service du droit. Depuis cet été, les Verts, notamment, ont engagé une discussion de fond sur les vertus du pacifisme. On ne peut que se réjouir de ce changement d'état d'esprit, qui rend justice aux traditions démocratiques de la Bundeswehr. Il est donc de plus en plus étonnant de constater que certaines casernes allemandes portent encore le nom de généraux proches des nazis. Et il est d'autant plus regrettable que les déserteurs de la Wehrmacht n'aient toujours pas été réhabilités.

L'autocritique

Suite de la première page

Au risque de donner raison au candidat Chirac qui affirmait que l'on ne pourrait « guérir la société française sans modifier radicalement » l'approche des problèmes économiques, et qui dénonçait comme « conservatrice » la logique mise en œuvre « depuis dix ans ».

Il n'est guère surprenant de voir un président venu de la droite mener une politique réputée conservatrice. Mais il serait injuste de faire reproche au chef de l'État d'avoir enfin clarifié sa démarche. Son impopularité actuelle a en effet un fondement simple : M. Chirac est un créateur d'incertitudes ; mais il occupe un poste qui lui fait obligation de donner du sens, et au moins un sens, au destin du pays. Cette contradiction n'est guère tenable, sauf à être bien secondé à la tête du gouvernement, ce qui n'a pas été le cas jusqu'à présent. Le chef de l'État a donc eu le mérite d'indiquer une direction claire – le redressement financier et l'intégration européenne. Celle-ci sera sans doute socialement douloureuse et portera de plus d'impopularité encore. Il s'agit aussi d'une clarification sous contrainte : celle des marchés. Mais au moins la fonction présidentielle sera-t-elle désormais assumée.

M. Chirac prend ainsi un double pari, politique et économique. Il espère rassurer les marchés et, fort d'une remise en ordre des comptes, pouvoir revenir dans deux ans à la ligne Madelin, c'est-à-dire, concrètement, à des baisses sélectives d'impôts de façon à pouvoir se concilier avec son électeur et gagner, sur une thématique libérale, les législatives de 1998.

Ce scénario peut-il réussir ? En étant rigoureux, M. Chirac compte redonner confiance aux marchés, en obtenir une baisse des taux et, de là, une relance de la croissance. Ce fut le schéma appliqué par Pierre Bérégovoy et par Édouard Balladur. Dès lors que la conjoncture internationale est positive, il peut réussir. La France n'a-t-elle pas obtenu de douze années de rigueur une inflation maîtrisée et un

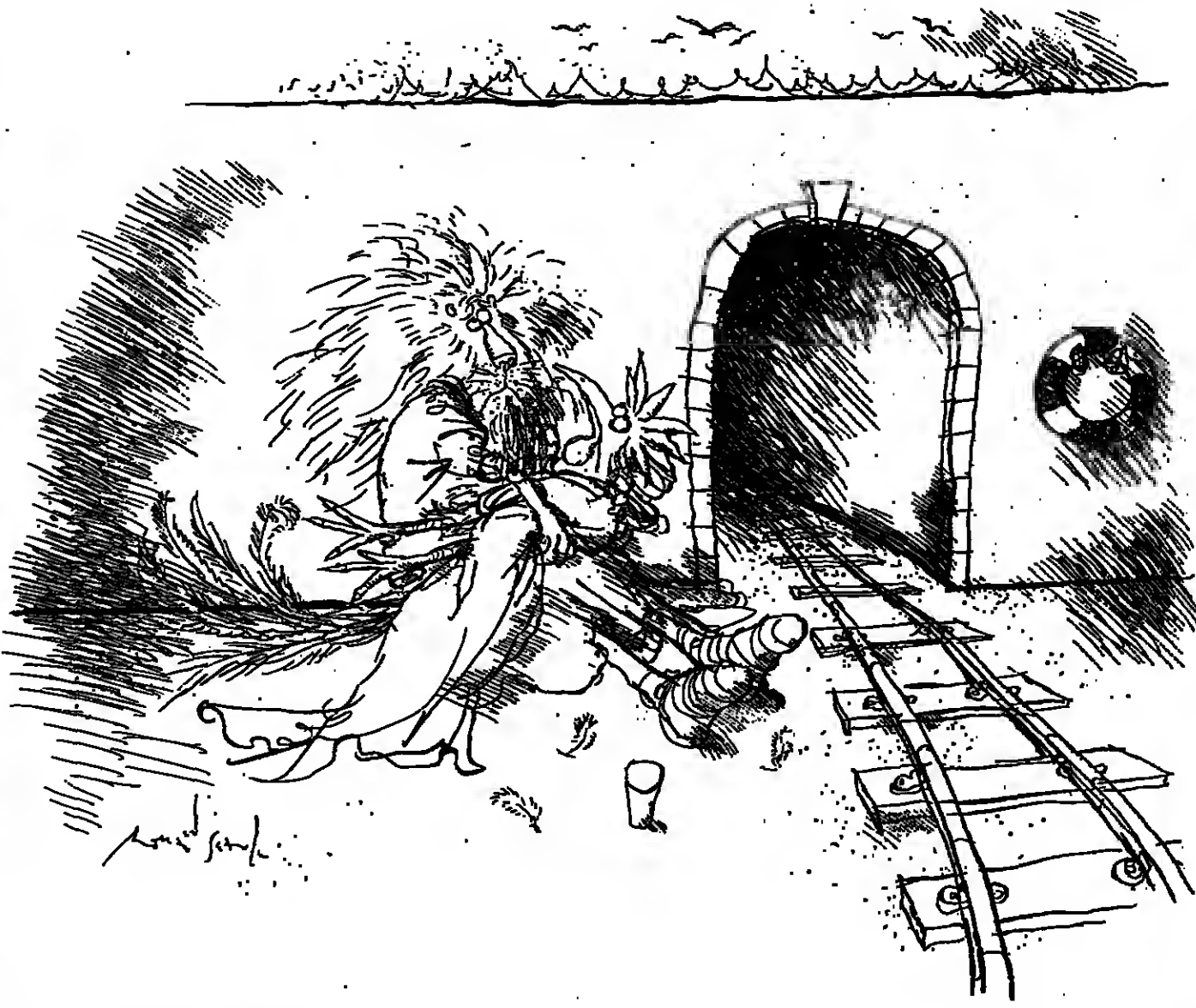
commerce extérieur excédentaire – deux exemples d'indicateurs mis en avant par le président ? Mais, si la conjoncture mondiale vient à se retourner, ou même à se ralentir, alors la purge infligée aux Français, et donc à la demande, peut accélérer une réaction négative et dépressive de la part des acteurs économiques. M. Chirac arriverait alors à l'orée de 1998 sans résultats tangibles, et avec pour seule perspective quatre ans de cohabitation. Le pari politique n'est donc pas moins risqué. Même s'il a montré dans le passé qu'il était passé maître dans l'art de transformer des courbes de popularité négative en résultats électoraux positifs, il n'est pas dit qu'une déception si forte, venue si tôt, si largement répartie dans tous les secteurs de l'opinion, puisse être effacée en deux ans. Car les Français sont las des efforts qui leur sont demandés. En outre, M. Chirac s'expose plus qu'aucun autre président avant lui. Manque toujours à l'appel, en effet, l'équation politique qui lui évite d'être seul, courageusement certes, mais dos au mur dans l'adversité. La tâche est sans doute plus difficile s'il avait auparavant ajusté son dispositif politique de façon à doter le gouvernement d'une équipe plus compétente – malgré quelques rares exceptions – et recouvrant un plus large spectre politique. En d'autres termes, M. Chirac s'appuie à faire la politique de Raymond Barre, mais sans Raymond Barre, et avec un Alain Juppé singulièrement affaibli.

Reste – excusez du peu – la « fracture sociale ». La volonté présidentielle de la réduire subsiste, même si les moyens s'éloignent. Le discours républicain est toujours là, fort et rassurant. La conscience du chemin qu'il faut prendre dans les banlieues est suffisamment vive pour que l'on ose espérer que l'État se donne enfin les moyens de tendre la main à ses enfants en perdition. Mais est-ce trop demander que d'inviter le président Chirac à garder en mémoire cette forte maxime du candidat Chirac : « Trop de responsables raisonnent sur des chiffres, pas sur la vie des hommes » ?

J.-M. C.

Le Monde est édité par la SA Le Monde, société anonyme avec directeur et conseil de surveillance. Directeur : Jean-Marie Colombani, président du conseil de surveillance, directeur de la publication. Directeur adjoint : Dominique Alméida, directeur général. Rédaction : 11, rue de Valenciennes, 75001 Paris. Directeur de la rédaction : Eric Fathoux. Directeur de la presse : Anne Chassebois, directeur adjoint. Rédaction en chef : Thomas Perrenet, Robert Solé, adjoints à la direction de la rédaction. Secrétaire : Jean-François Basset, Bruno de Cassan, Laurent Godefron, Danièle Heymann, Bernard Le Gendre, Manuel Leclerc, Luc Porzuczyk. Alain Rolland, conseiller de la rédaction. Daniel Verzet, directeur des relations internationales ; Alain Fournier, secrétaire général de la rédaction. Médiateur : André Laurent. Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Olivier Duffaud, vice-président. Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Foccart (1969-1982), André Laurent (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lescaze (1991-1994). Le Monde est édité par la SA Le Monde. Organe de la société : créé aux termes du 10 décembre 1944. Capital social : 100 000 F. Président : Société civile « Les relations du Monde ». Association Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde. Association Hubert Beuve-Méry, Société civile. Président du conseil de surveillance : Jean-Marie Colombani. Rédaction et siège social : 11, rue de Valenciennes, 75001 Paris Cedex 13. Tél. : (01) 46-45-25-25 Télécopieur : (01) 46-45-25-99 Tél. : 262-0068. ADMINISTRATION : 1, place Hubert Beuve-Méry 75572 Ivry-sur-Seine Cedex. Tél. : (01) 46-45-25-25 Télécopieur : (01) 46-40-30-10 Tél. : 261-3117.

La manche par Ronald Searle



AU FIL DES PAGES/International

Islamisme : religion ou idéologie ?

L'ISLAMISME est-il islamique ? Son fondement, notamment en Algérie, est-il aussi religieux que prétextuel ? La plupart des commentateurs répondent à cette question par la négative. Slimane Zeghidour, dans *Politique internationale* (été 1995), voit dans le FIS et ses séqueles « une jacquerie, avec toute la sauvagerie de toute insurrection paysanne » beaucoup plus qu'un mouvement religieux. Amir Taheri démontre dans la même revue comment l'écroulement de la violence a fait du GIA une réplique algérienne du Sentier lumineux péruvien et des Khmers rouges au Cambodge. Mais précisément, cette même violence a tellement traumatisé la société que pour cet auteur, une victoire du GIA est tout aussi exclue que celle de ces sinistres précurseurs de l'extrémisme terroriste. On peut s'attendre selon lui à une victoire progressive du pouvoir en place, au terme de laquelle « l'Algérie finira par ressembler aux dictatures militaires sud-américaines et africaines des années 60 et 70 ».

En tout cas, le parallèle communément fait avec la révolution iranienne est trompeur. Les deux mouvements ont peu de choses en commun sur le plan religieux (sunites contre chiites) ; les mollahs sont arrivés au pouvoir en 1979 par des moyens exclusivement pacifiques : Khomeiny excluait tout recours à la violence. Moyennant quoi il a réussi à faire descendre dans

les rues des millions de personnes et à renverser le rapport des forces politiques, toutes choses impossibles aujourd'hui en Algérie. Et s'il a été établi par la suite un régime fort éloigné de la démocratie, il ne récusait pas cette notion. Comme le note Azadeh Kian dans *Etudes* (septembre 1995), « contrairement à Belhadj [l'un des pères fondateurs du FIS], qui affirme n'avoir pas trouvé le mot de démocratie dans le Coran, Khomeiny affirmait que la notion de démocratie existe dans le Coran ».

Les Américains ne font guère cette distinction, et d'ailleurs le problème islamiste occupe une place infinie dans les revues d'outre-Atlantique. À noter toutefois un texte de Daniel Pipes dans *The National Interest* (automne 1995). Pour ce spécialiste du Moyen-Orient, le fondamentalisme islamiste est comme le communisme et le fascisme. Idéologie et non religion. Il prétend instaurer un pouvoir totalitaire à l'intérieur et, à l'extérieur, « faire les croisades à l'envers », comme le disait Amir Taheri. Les islamistes, comme les communistes, sont convaincus de leur victoire, à terme, dans le monde. Comme avec les communistes, le dialogue et les concessions n'ont d'autre effet que de « les confirmer dans leur croyance en la faiblesse occidentale » ; d'ailleurs « ils nous méprisent non pas pour ce que nous faisons, mais pour ce que nous sommes ». Enfin, les islamistes ont eux aussi leur « Komin-tern » sous la forme d'un réseau d'entraide allant

de l'Iran à l'Afghanistan en passant par le Soudan. Daniel Pipes demande en conséquence une révision radicale de la politique américaine : l'arrêt du dialogue avec les fondamentalistes palestiniens, égyptiens et algériens ; un soutien résolu à tous les adversaires de l'islamisme. De même que pendant la guerre froide les États-Unis ont soutenu en tant que « moindre mal » des régimes de droite corrompus, de même ils doivent, et pour les mêmes raisons, soutenir des régimes « de gauche » également corrompus – comme les militaires algériens ou l'ancien communiste Dostou en Afghanistan – contre les totalitaires « de droite » que sont les islamistes.

Cette logique a ses failles (Daniel Pipes oublie de mentionner l'aide que la pro-américaine Arabie saoudite dispense à nombre de mouvements suspects), voire ses impasses : faut-il soutenir Saddam Hussein sous prétexte qu'il est plus « laïque » que d'autres ? Il est vrai que le terrorisme fausse la donne en invitant ses victimes à faire l'inverse de ce qu'ils demandent, même au prix d'entorses à leurs principes. Comme le note Richard Liscia dans *L'Arche* (octobre), « il n'y avait sans doute pas de très bonnes raisons, pour la France, de soutenir le pouvoir algérien. Mais le GIA, avec les attentats, vient de lui en fournir une excellente ».

Michel Tatu

Les faux-semblants de la politique italienne

Suite de la première page

M. Dini, dans un très habile discours, a fait valoir les intérêts supérieurs du pays, qui réclament un budget. M. Bertinotti, tout en se disant hostile à ce budget, qu'il ne votera pas, a fait mine de céder aux intérêts supérieurs invoqués et s'est finalement abstenu sur la motion de censure.

L'épisode serait presque anecdotique si la lire ne faisait pas le grand écart à chaque nouvelle menace d'instabilité et si, après le tremblement de terre de l'enquête anticorruption « Mani Pulite », qui a eu raison des vieux partis politiques et ébranlé les institutions, l'Italie avait réussi à reconstruire sa classe politique. Mais c'est loin d'être le cas. En fait, le pays vit à nouveau en pleine anomalie, depuis que le gouvernement constitué par Silvio Berlusconi au lendemain des élections législatives du 27 mars 1994, est tombé en décembre suivant, grâce au « *giacchetto politico* », au petit jeu poli-

tique, comme disent les Italiens, par lequel la Ligue, alliée de M. Berlusconi au sein du gouvernement, lui avait retiré son appui au débotté.

L'Italie connaît une situation en trompe-l'œil, où la date des futures élections, mille fois prévues et repoussées avant d'être officiellement annoncées, sert de leurre et de justification selon les besoins, sans que l'on sache même si ceux qui réclament ces législatives les ont jamais envisagées sérieusement. Les milieux politiques dans leur ensemble se rendent compte que le pays a besoin d'élections, mais ils ont vite compris que la loi du scrutin majoritaire n'a que très imparfaitement fonctionné. Au lieu de « polariser » la classe politique en deux blocs solides et articulés, elle s'est traduite par un émiettement considérable des anciens partis. Aller aux élections dans ces conditions, c'est prendre le risque d'une nouvelle ingouvernabilité.

À preuve, la survie depuis janvier, de ce gouvernement « de techniciens » mené, après tout, par l'ancien ministre du Trésor de M. Berlusconi, qui, en comblant le vide et en figurant honorairement sur la scène internationale, arrangeait bien des gens et cachait bien des impréparations. Finalement, le pays avait trouvé une sorte

d'étrange équilibre entre un gouvernement « transitoire » par définition, qui, bien que soutenu par le centre-gauche, gelait provisoirement le jeu politique – du moins faisait-on semblant de le croire – et un président de la République « surdimensionné » par l'urgence et la crise des institutions qui, au temps de la grande tourmente de « Mani Pulite », avait servi bien souvent d'unique point de référence solide.

LA REVANCHE DE M. BERLUSCONI

Ce château de cartes de faux-semblants s'est effondré quand, il y a quelques jours, les progressistes du PDS, principal soutien de M. Dini, ont uni leur voix à ceux qui réclamaient le départ du ministre de la Justice, M. Mancuso, trop tâtillon et en guerre ouverte avec les magistrats de Milan. Il était évident, au cours des débats au Sénat qui ont précédé la motion de censure contre le ministre de la Justice, que le gouvernement, depuis longtemps, n'avait plus de « techniciens » que le nom. M. Berlusconi allait trouver là le prétexte qu'il attendait depuis dix mois pour tenter de prendre sa revanche.

Une nouvelle crise vient d'être dépassée, mais elle n'a rien résolu. Tout au plus a-t-elle clarifié la situation : le centre-gauche est la

majorité officielle, le centre-droit se considère à présent comme l'opposition. Lamberto Dini a donc gagné officiellement deux mois, mais rien ne dit qu'il réussira à faire passer sa loi de finances sur laquelle la droite comme la gauche communiste annoncent une bataille. Et cette victoire à l'arrachée à la Chambre pourrait bien n'être qu'une victoire à la Pyrrhus, comme le proclame Gianfranco Fini, leader de la droite d'Alliance nationale.

Et après ? Après tout est possible. Le centre-droit ne peut rien faire sans M. Berlusconi. Mais M. Berlusconi, qui doit passer en jugement en janvier pour « corruption », est devenu le principal handicap de son parti.

Quant au centre-gauche, il est toujours pris au piège de ses alliances : trop à gauche, il perd les centristes ; trop à droite, il perd les communistes. Dans ces conditions, s'interrogent certains, si M. Dini termine sans trop de casse, pourquoi pas un Dini II après la démission officielle le 31 décembre, avec une majorité élargie, ce qui aurait l'avantage de donner un peu de stabilité au pays au moment où commence le tour de présidence européenne de l'Italie ?

Marie-Claude Decamps

هكذا من الأهل

Terres d'Asie

CHINE

Au fil du Yangzi

Véritable artère du pays, le « Grand fleuve » offre un étonnant condensé de la province du Sichuan

DES images d'une Chine très ancienne, assaillent le voyageur qui s'apprête à embarquer à Chongqing pour une descente du Fleuve bleu, le fameux Yangzi, ou Yang Tsé Kiang, encore tout simplement nommé par les Chinois Changliang : Grand fleuve. Comme celle de ces porteurs qui, dès son arrivée au quai Chaotianmen, se disputent ses bagages. L'affaire tranchée, il lui faut, au milieu d'une impressionnante cohue, descendre des volées de marches mal équarries et glissantes qui, du flanc de l'abrupte colline où s'est édifiée Chongqing, accèdent au bord du Jialing, cet affluent du Yangzi où, à quelques encablures du confluent, se niche le port.

Là, à 2 500 km de la mer, c'est une activité de delta qui se révèle au nouveau venu avec un fourmillement d'embarcations de tout acabit, du modeste sampàn au cargo de 5 000 tonneaux, en passant par le convoi de barges tiré et poussé par des remorqueurs. Par-tout, les équipages s'activent à des transbordements, opérations normales en ce lieu qui, sur le Yangzi, est l'ultime port accessible aux gros navires.

Pour monter à bord du *Zhao Jung*, l'un des *cabin cruisers* qui descendent et remontent le cours moyen du Yangzi, il faut encore emprunter les planches branlantes qui relient des pontons rouillés et accèdent à une passerelle où vous attend une escouade d'hôtesse de la compagnie fluviale, filles de rêve en longues robes rouges haut fendues. La cabine climatisée repose de la moiteur d'un matin de Chongqing, ville réputée pour être l'un des « foyers de la Chine ». Ici, le plus modeste voyageur se découvre mandarin !

Jean-Pierre Clerc
Lire la suite page II



Les pics de granit du Huang Shan et leurs pins centenaires n'ont cessé d'inspirer peintres, poètes, moines, amoureux et visiteurs, qui, aujourd'hui encore, n'hésitent pas, pour admirer cette « capitale du ciel », à gravir les milliers de marches taillées dans le roc. Une Chine intemporelle immortalisée, en 1983, par cette image « élogée à la brume ».

Photographie : Marc Riboud

HONGKONG

La lady et le dragon

Un œil sur sa tasse de thé, l'autre sur l'Empire du Milieu, une élégante feint de ne pas croire à la chronique de sa mort annoncée. **PAGE III**

JAPON

La montagne sacrée

Sur l'île de Honshu, cent vingt temples et trois cent mille tombeaux dressés à l'ombre d'arbres séculaires. **PAGE IV**

THAÏLANDE

La rescapée magnifique

Après quinze ans de travaux, Sukhothai, l'ancienne capitale du Siam, a retrouvé sa splendeur passée. **PAGE V**

INDE

Sanctuaires de papier

Dans la fourmière du sous-continent, de collection en bibliothèque. **PAGES VI ET VII**

SUMATRA

Les reines du foyer

Chez les Mimang, le sexe « faible » entend rester maître chez lui. Depuis des lustres, les hommes ont appris à se faire tout petits. **PAGES XII ET XIII**

OUZBÉKISTAN

La mémoire de Samarcande

Perse, grecque, turque, arabe, mongole, russe, puis ouzbèke, la ville-lumière des Routes de la soie cache sous le loess deux mille ans d'histoire. **PAGE XV**

ET AUSSI....

Chine : La métamorphose de Pékin **page II**
Guide : Asie mode d'emploi **pages VIII et IX**
Indonésie : Bali à pile ou face **page X**
Malaisie : Bornéo, la forêt au superlatif **page XI**
Vietnam : Visite au « Pays bleu » **page XVI**

● CONCEPTION ET COORDINATION : Patrick Francis, Florence Evin et Danielle Tramard
● RÉALISATION : Hélène Viala et Jean-Jacques Larochelle
● ICONOGRAPHIE : Sophie Maleix
● CARTOGRAPHIE : Infographie Le Monde
● CHEF DE PUBLICITÉ : Stéphane Moulié-Berteaux

EMPIRE DU MILIEU Trois tableaux d'un continent en pleine mutation. Le long des berges du Yangzi, les images parcheminées d'une Chine éternelle : celle de la

Mer de nuages, dans les monts Huangshan, ou celle des Trois Gorges, un site époustouflant menacé par la construction d'un monstrueux barrage. ● Frontière entre le

Nord et le Sud, le Yangzi, baptisé le Grand Fleuve, irrigue l'ex-royaume de Chu, ce Sichuan devenu la province la plus peuplée de Chine et l'une des plus industrielles. ● Pé-

kin ou les métamorphoses d'une capitale transformée en un gigantesque chantier. Ruelles et gratte-ciel, maisons de thé et bars « disco ». ● Hongkong, enfin, cette

« lady » qui, sur son rocher hérissé de gratte-ciel, n'en finit pas de parfaire sa silhouette en tigeant de ne pas croire à la chronique de sa mort annoncée.

Au fil du Yangzi

Suite de la page 1

Il est 8 heures du matin, le navire s'éloigne de la rive. En quelques minutes, le *Zhao Jung* quitte le jialing pour s'engager dans les eaux plus rapides et plus blondes du Yangzi.

Installé sur le pont, le voyageur voit défiler les verdoyantes rives du Yangzi, large, à cet endroit, d'un bon kilomètre. Partout des cultures - rizières sur les terrasses basses et maïs montant à l'assaut des collines -, de fréquents villages et, à chaque confluent, d'amples villes dont l'animation s'étend jusqu'au Grand Fleuve sous la forme de marchés au bord de l'eau, de bacs passant d'un bord à l'autre, de péniches chargées de sable, de charbon, de béton, de métal, d'essieux de camions ou de fûts d'essence. Véritable artère du pays, cette voie, qui sépare le Nord du Sud et relie l'Est à l'Ouest, propose un étonnant condensé du pays du Milieu.

Quant à la croisière, elle a un objectif précis : les Trois Gorges, un des spectacles naturels les plus grandioses proposés par la Chine à ses visiteurs. Au matin du deuxième jour, passée la ville de Feng Jie, apparaît la haute porte - 300 mètres de falaises ocre - qui marque l'entrée de Qutang. Cette première gorge est la plus courte (8 kilomètres), mais ses parois se départissent à aucun moment de leur verticalité hautaine. Et les coups de corne de brume, lancés par les navires qui se croisent dans un chenal balisé de moins de 100 mètres, résonnent sur les pa-

rois. Là-haut, dans le ciel, planent des milans royaux. Wu, la deuxième des Grandes Gorges, est longue de 30 kilomètres. Par moments, son parcours est dominé de pics pointant à 1 000 mètres au-dessus de l'eau. Des pics baptisés le Dragon, le Phénix, l'Écran de Jade, la Déesse, les Pins, le Casque divin, les Fées. Un peu plus loin, on embouque Xiling, la dernière et la plus longue des célèbres passes du Yangzi.

Et soudain, au sortir de la passe de Nankin, le fleuve, dont les rives s'abaissent, s'élargit considérablement. Partout s'affairent des bulldozers. Des collines ont été rasées. Cet immense chantier marque le début des travaux du barrage de Sanxia (Trois Gorges), dont les autorités parlaient déjà depuis quatre décennies quand elles ont décidé, en 1992, d'en lancer enfin la construction. Une fois achevé et en eau, c'est-à-dire vers 2010, l'ouvrage provoquera une montée des eaux du Yangzi perceptible jusqu'aux abords de Chongqing. Les Trois Gorges en seront pour partie gommées. On comprend, dès lors, que les écologistes (des étrangers principalement mais aussi les militants du modeste et naissant mouvement chinois) mènent contre la gigantesque entreprise une vive campagne.

Une heure après, c'est l'arrivée à Yichang, terme le plus fréquent, après 650 kilomètres de descente, d'une navigation touristique sur le Yangzi. Au-delà, le voyageur renouera avec les classiques moyens



Trois cents mètres de falaises ocre marquent l'entrée des Trois Gorges

de déplacement terrestres pour s'arrêter, sans doute, à Jingzhou, près de Shashi. Une admirable cité endossée dans un rempart de 10 kilomètres de diamètre et parfaitement conservée, ce qui constitue une rareté dans une Chine où le respect du patrimoine est loin d'être une vertu dominante.

Le musée de la ville est surtout connu pour être la dernière demeure de Sun, un haut fonctionnaire de l'époque des « Hans de l'Ouest », décédé en 167 avant notre ère, à l'âge de soixante ans, d'une perforation intestinale.

Baignant dans une jaunâtre décoction d'herbes balsamiques, sa

dépouille a été retrouvée. Il y a vingt ans, en parfait état, dans un sarcophage scellé.

A 200 kilomètres en aval, le voyageur ne peut manquer Wuhan, principal carrefour de la Chine centrale et première ville du pays, industrialisée à la fin du XIX^e siècle, époque où elle était plus connue sous le nom de Hankou. Avec son pont des années 60 aux poutrelles entrecroisées, c'est la seule cité construite de part et d'autre du fleuve Bleu.

A mi-chemin entre Wuhan et Shanghai, dans la province d'Anhui, au sud du Yangzi, le voyageur devrait être séduit par les monts

Huangshan et cette nature, quintessence de l'idée qu'en a donnée la peinture chinoise (*shansu*). Les Huangshan, en effet, apparaissent comme une insurrection de pics (il y en a, dit-on, soixante-douze) culminant à près de 2 000 mètres. Leurs formes sont étranges : ici, on imagine un singe posé sur un rocher, là une procession de pénitents ; là encore une tortue géante... Quant aux cimes, elles sont entées de pins séculaires aux formes tourmentées tandis que cascades et sources chaudes participent à l'animation des lieux, au même titre que la fameuse Mer de nuages. Ce massif est parcouru de

hordes de Chinois en quête, apparemment, moins d'émotions esthétiques que de références culturelles. Partout, on les voit arrêtés, occupés à lire, pieusement, les inscriptions sculptées sur les rochers et reproduisant telle citation ou tel poème d'un personnage ayant laissé son nom dans l'histoire ou s'étant illustré dans la littérature, la philosophie, l'art ou la religion. Réussir à passer une nuit dans l'hôtel installé au sommet, c'est s'offrir un coucher et un lever de soleil que les jeux du vent et de la brume rendent souvent inoubliables.

Jean-Pierre Clerc



La métamorphose de Pékin

PÉKIN
de notre envoyée spéciale
Avec quatre Ferrari, douze McDonald's et onze millions d'habitants, Pékin, disent certains, commence à ressembler à « Hongkong sans la mer ». Lentement, tout va très vite. La ville est un gigantesque chantier. Le marché aux puces d'Hongquiao (au nord-est du temple du Ciel) est désormais abrité dans un centre commercial à l'architecture néo-impériale.

Un choc : passer du vieux quartier de Qianmen, de la maison de thé de Lao She au « bar à oxygène » ouvert à Fuxing Road en février dernier, le troisième du genre à Pékin. Un QC de fin du monde qui semble avoir été installé dans un local du parti abandonné : 50 yuans (environ 30 francs, 100 yuans = 62,50 francs) les trente minutes d'air pur, 80 yuans avec une dose d'herbes chinoises fournies par la très officielle Chinese Academy of Military Medical Science, promoteur du lieu. Assis sur un tabouret en forme de champignon, on « aspire » l'oxygène par un petit embout de plas-

tique relié à un compteur magique. Echappant à la promiscuité familiale, chaque client vient s'offrir un peu de solitude et de silence, le tout devant des murs muets et un jus de vitamines en sachet orange fluo. Dans le même local, une salle de gymnastique, un sauna, un institut de beauté avec moquette crasseuse et crèmes miracles présentées comme le seraient des pièces de quincaillerie dans un magasin d'état.

Autre rendez-vous : à l'est de la ville, le Hard Rock Café, au pied de l'Hôtel Sheraton, à visiter comme un monument sonore, avec direction singapourienne, dazibao libéraux (« Love all, serve all », aimer tout le monde, servir tout le monde), *yankee burgers* et poulet-riz sur sampan miniature. Au milieu des « experts » (400 000 à Pékin), on aperçoit quelques nouveaux riches chinois dinant discrètement en famille. Téléphone cellulaire sur la table, ils fument des cigarettes More et boivent de l'eau d'Evian.

Mais qui est qui ? Tout se confond dans un monde aux repères invisibles, mouvants, où chacun, dans un système D, vit à l'heure de la reconversion permanente. Sur la place Tian-

naumen, l'homme qui porte un tee-shirt « Dream » est un policier en civil. Tel marchand de stylos-souvenirs, le jour, est acteur à l'Opéra de Pékin, le soir, tel ancien professeur à l'École des beaux-arts a quitté les bancs de l'école pour peindre au bord de l'autoroute des panneaux publicitaires : « Avant, je gagnais 300 yuans par mois. Aujourd'hui, j'en gagne 3 000... »

Les anciens cinémas sont devenus des boîtes de nuit. Du Best Disco au Nightman, elles se sont multipliées, vitrine d'une jeunesse officiellement radieuse et sous haute surveillance. Près de l'Institut du cinéma et des universités, le Nasa Club a ouvert en janvier dernier. De 800 à 1 500 personnes s'y pressent chaque soir. À l'entrée, des fresques peintes représentent les idoles : un Michael Jackson aux allures de Monsieur Musc, une Madonna en culotte de fer, les quatre Beatles (dont trois blonds). Escaliers illuminés, pluie de laser, reggae, hip hop, techno, rap consensuel, toutes les musiques sont autorisées, « sauf le rock and roll » perturbateur.

Enmîtouffée sous son gros manteau de poussière, la ville semble dormir. Pourtant,

on a ici le sentiment que rien n'est jamais trop tard, que tout peut arriver. Tout, dans la mesure... Entre les remparts de la ville impériale, les immeubles à la soviétique des années 50 et les nouveaux quartiers d'affaires créés depuis 1978 (date de l'ouverture économique), la ville se métamorphose. On dénombre quatre grandes zones de développement : près de la Cité interdite, Wanfang-Jianguomen (les Champs-Élysées de Pékin) ; plus à l'ouest, la future « Wall Street », qui va de Fuxingmen à Fuchengmen ; enfin, le site des Jeux asiatiques (en nord) et Zhongguancun - la « Silicon Valley » pékinoise.

Entre bureaucratie et *movida*, marchés libres et centres commerciaux, Pékin règne, tout aux extrêmes, à l'image de son climat, glacial en hiver, sec en été. D'un côté, ses larges avenues tracées pour le pouvoir ; de l'autre, ses hutongs (ruelles). Là, les hommes et les objets s'accumulent depuis des siècles, réparateurs de tout, caristes d'enfants et vieillards aux petits chaussons noirs, cuisiniers de rue en blouses d'infirmier, gamins obèses de la génération Coca-Cola. Tous se frottent

comme les membres d'une famille incommode. La foule n'est jamais compacte ; en vélo sur les autoroutes, à pied, au milieu des gravats, elle avance, avance toujours, dans ce mouvement lent et perpétuel, propre à faire vaciller tout Occidental, ne reconnaissant jamais tout à fait le Pékin qu'il a laissé trois mois plus tôt.

Dans les vastes jardins publics, loin du bruit et des néons, les anciens regardent passer les nuages invisibles. Les néophars gros comme des oreilles d'éléphant stagnent, figés dans une eau crouille et gélatineuse. Les enfants pêchent des têtards. Un homme fait du *taïquan* (gymnastique fondée sur le principe du souffle vital), répétant les mêmes gestes à l'infini. Ceux-là continuent de vivre, enracinés dans un sol qui s'efface un peu chaque jour. Dans leur silence, ils semblent dire, comme Lao She dans *Les Gens de Pékin* : « Souvent, je vois des ténèbres devant moi, et j'ai l'impression de toucher la mort. Mais ça ne m'empêche pas de rire comme avant... »

Laurence Benaim

VOYAGES INDIVIDUELS ORGANISÉS SUR L'ASIE

DES VOYAGES DIFFÉRENTS

LA ROUTE DE LA CHINE

Vous voulez partir à 2, à 4 ou en petit groupe, vous voulez suivre l'un des itinéraires que nous vous suggérons ou imaginer votre propre voyage. Nous réservons avions, hôtels, voitures et guides. C'est facile avec notre aide et possible à des prix très abordables.

Vietnam, Chine, Inde, Népal, Sri Lanka, Tibet, Indonésie, Birmanie...

La Route des voyages 59 rue Franklin 69002 Lyon
Fax : 72 56 02 86 Tel : 78 42 53 58

Carnet de bord

● **SAISON.** Deux périodes privilégiées, compte tenu de la chaleur qui peut régner en Chine centrale et du froid en hiver : avril-mai et septembre-octobre.

● **ITINÉRAIRE.** Le circuit et la croisière sur le Yangzi décrits dans cet article ont été préparés par la Maison de la Chine (36, rue des Bourdonnais, 75001 Paris, tél. : (1) 40-26-21-95). Ce périple de 22 jours, intitulé « Des montagnes, des eaux et des brumes », coûte de 19 900 F à 21 600 F selon la saison. Il comporte également tout une partie « bouddhique », passionnante (l'admirable site de Tazuo, mais également Emeishan et Leshan), qui, par choix, n'a pas été développée ici. Une demi-douzaine de départs sont prévus dans l'année par le voyageur. Ilans sa version « individuelle », ce périple coûte 25 400 F sur la base de deux personnes ; des guides chinois, parlant français ou anglais, se succèdent aux étapes.

● **SÉJOUR.** Hormis une étape ou deux dans le Sichuan, les conditions de logement oscillent entre bonnes et très bonnes, et sont inoubliables à Shanghai, à l'Hôtel de la Paix. La nourri-

ture, partout très « cuite » (donc a priori saine), est variée et en général savoureuse. Deux grandes cuisines de la Chine sont proposées durant ce voyage : celle, parfois un peu trop pimentée pour un palais occidental, du Sichuan ; et celle de Shanghai qui, entre autres, pratique avec art le mélange du sucré et du salé. On trouve désormais partout, outre le thé, non seulement une très bonne bière, mais souvent du Coca-Cola.

● **LECTURES.** Le Guide bleu Chine (Hachette). La Vie en Chine, un ouvrage passionnant de Pierre Gentelle et Paola Juvenal (Solar). Un très beau livre de photos : Huang Shan, de Marc Riboud (Arthaud), dont un cliché illustre la une de *Terres d'Asie*. Les ouvrages de Victor Segalen, René Leys et Lucien Bodard, qui oscillent entre l'intéressant et le remarquable. Une curiosité : les enquêtes du juge Ti, des « polars » dont l'action se situe sous la dynastie des Tang. Spécialiste de la Chine : la librairie Le Phénix, 72, bd Sébastopol, à Paris.

● **RENSEIGNEMENTS.** Office du tourisme de la République populaire de Chine, 116, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris, tél. : 44-21-82-82.

Carnet d'adresses

● **FORFAIT AVION-HÔTEL.** D'octobre à avril, des séjours pékinois à prix très doux incluent l'avion (de Paris), les transferts, la réservation d'une chambre avec petit déjeuner, visites et excursions guidées. Notamment chez Asika (tél. : (1) 42-80-41-11) 5 980 F pour 9 jours, avec vols Air France et établissement 3 étoiles très central (Hôtel des Minorités, ou 7 900 F à l'Hôtel Jingjun-Toronto, 4 étoiles) ; départs garantis chaque semaine en partant à deux, à partir du 1^{er} décembre. Orients (tél. : (1) 46-34-29-00) annonce un à deux départs chaque mois du 17 novembre au 5 avril, avec vols Air China, et des prix qui oscillent entre 5 980 F et 6 300 F selon la catégorie d'hôtel. La Maison de la Chine (tél. : (1) 40-26-21-95) propose d'octobre à avril plusieurs départs chaque mois, pour un voyage de 8 jours à 5 950 F, avec vol Air France et hébergement à l'Hôtel de la Paix (4 étoiles), ou 9 jours à 6 200 F. Notez également les propositions des agences Sélectour : 8 jours de 5 400 F à 6 090 F, selon les dates.

● **NUITS.** Bar à oxygène, (48, Fuxing Road). Nightman Disco (DG Ba He, Nan Li 2, Chaoyang district). Passion Disco. (Great Wall Sheraton Hotel).

Nasa Club (Bei Tai Ping Zhuang, Hai Dian district).

● **RESTAURANTS.** Parmi les bonnes tables servant du canard laqué : Canard laqué (Qianmen, Wangfujing, tél. : 5253310), Hepingmen (Qianmen Xi Street, tél. : 3018833) et Bianyifang (Kaoya Dian 2, Changgwomen Waidajie, tél. : 750505). Cuisine végétarienne : Gongdelin (158 Qianmen Nandajie, tél. : 750867). Et aussi... Hard Rock Café (Landmark Towers, 8 North Oongsanhuang Road, Chaoyang district, tél. : 5011995).

● **SPECTACLES TRADITIONNELS.** Maison de thé de Lao She (3, Qianmen Xidajie, 3^e étage) : conteurs, musiciens, etc.

● **ACHATS.** Marché Hongquiao (nord-est du temple du Ciel) : bijoux, antiquités ; Magasin de la soie Yuanlong (Tiantan Road, 55) : lingerie, chemisiers brodés. Le Magasin de l'amitié (Jianguomen, près de l'Hôtel International) : tous les produits chinois. Dans le vieux quartier Qianmen : médicaments traditionnels (à la pharmacie Tongrentang), porcelaines, costumes de l'Opéra de Pékin. Et aussi : Liulichang, la rue des antiquaires.

مكتبة الأمل

Le dragon ne prendra plus le thé à 5 heures

Deux ans avant son retour dans le giron chinois, la future ex-colonie britannique célèbre un moment d'histoire bientôt légendaire



Quand les kilt paradent

HONGKONG
de notre envoyé spécial
N ce début d'année 1841, Lord Palmerston, ministre des affaires étrangères de Sa Gracieuse Majesté Victoria, est fort mécontent du capitaine Elliot responsable d'avoir fait de l'île de Hongkong un enjeu de négociation avec la Chine dans le règlement de la guerre de l'opium. Le ministre qualifie ce territoire où flotte désormais l'Union Jack de *« fleuve de pestes inévitables »* et n'apparaît pas enchanté d'en prendre possession « in perpetuity » selon l'article 3 du traité de Nankin.

Aujourd'hui, à Hongkong même, aucun oom de lieu, de rue, de centre commercial ou d'hôtel ne rappelle le fondateur de la colonie qui avait, pourtant, eu le jugement sûr de repérer la position stratégique du site, de surcroît mouillage exceptionnel protégé des typhons. Un lieu d'autant plus viable que la puissance coloniale lui adjoignit en 1865 la péninsule de Kowloon et que furent fondés à l'été 1898 les « Nouveaux Territoires ». Ce sont ces derniers (représentant 90% des modestes 1 045 kilomètres carrés de la colonie) qui font l'objet de la restitution prévue, à minuit, le 30 juin 1997, entraînant celles de Kowloon, de Hongkong et des deux cent trente autres îles, îlots et rochers, ultimes vestiges de la colonisation occidentale et de la politique de la canonnière en terre de Chine. Ne restera plus alors que l'enclave portugaise de Macao pour attendre 1999, date du retour dans le giron chinois.

A six cents jours de cette échéance, le dragon semble toujours solidement agrippé au « rocher stérile » et à ses dépendances où vivent six millions d'habitants. Hongkong reste l'un des plus grands ports du monde (sept mille navires dans l'année), l'une des capitales mondiales de l'industrie de la confection, et l'une des places financières dégageant les plus forts profits (même si la Bourse enregistre ces temps derniers quelques sursauts, perturbations) justifiant ce qu'écrivait, en 1917, Alfred Hicks, éditeur de *The Hong Kong Telegraph* : « La Chine, lorsqu'elle cède Hongkong à la Grande-Bretagne, perd un rocher désolé mais, en échange, elle reçoit une montagne d'or ».

Il reste aussi d'usage d'avoir chez soi un petit oiseau propitiatoire (acquis au marché de Hong Lok Street) que l'on promène en cage dans la rue, comme ailleurs on le fait de son chien. Les fêtes liées au calendrier lunaire sont célébrées avec éclat, le mahjong reste le symbole de la folie du jeu si omniprésente dans la civilisation chinoise et c'est avec beaucoup de soin et dans le souci de préserver un héritage séculaire que sont entretenus les anciens temples, monastères ou villages fortifiés.

L'écroulement, voire la re-véodication, d'une culture liée à la Chine se retrouve aussi dans plusieurs musées dont l'étonnant Musée du thé de Flagstaff House ou le Tsi Museum of Art, institution privée où sont rassemblées, dans une scénographie parfaite, des pièces inestimables. La volonté de préserver une histoire plus contemporaine est à découvrir au China Club, lieu d'après la mode où le décor, ce plein quartier d'affaires de Central District, joue à la fois du souvenir du temps des concessions, tendance *Lotus bleu*, et de l'écologie moderne.

Tous ces rapports à l'histoire chinoise ne sauraient être complets sans les activités des triades, redoutables sociétés secrètes de vieille origine liées à la contrebande, au jeu, au racket, à la prostitution et aux trafics illicites. La piraterie elle-même a fait un retour remarqué le 13 juin 1995 lorsque des hors-la-loi ont pris le contrôle d'un des nombreux aéroglisseurs effectuant la liaison avec Macao. Vingt-cinq minutes après le départ de l'enclave portugaise, trois hommes armés s'emparèrent du bateau, de sa centaine de passagers et de l'argent qui se trouvait à bord.

Is embarquèrent ensuite dans un hors-bord qui s'éloigna à grande vitesse vers le portage d'un butin estimé à 10 millions de dollars Hk (environ 6,4 millions de francs). De quoi mettre en émoi l'Organised Crime and Triad Bureau (OCTB), très sollicité depuis l'éruption d'une nouvelle criminalité souvent originaire de Chine continentale et parfois liée à des seigneurs de la guerre sortis d'antiques récits. Ces actes d'un autre temps apparaissent extravagants lorsque l'on côtoie ces symboles de puissance que sont les grands gratte-ciel de Central District. Trois d'entre eux racontent l'actualité de la ville et certains de ses enjeux. Le plus ancien (1980 !), celui de la Hongkong Bank (fondée en 1865), est dû à Sir John Foster. Il dépeint une structure lumineuse de 180 mètres de haut autour de quatre colonnes d'aluminium et d'acier avec cinq groupes d'étages aux baies transparentes. Ce chef-d'œuvre *high tech* semble ignorer toute fondation avec un rez-de-chaussée en passage public et donne du capitalisme l'image sereine d'un espace ouvert.

Les habits neufs de la vieille dame

JAMES CLAVELL, l'auteur de *Shogun* et autres best-sellers, fréquentant les lieux faits pour stimuler l'imaginaire eut l'occasion de déclarer que tout visiteur de Hongkong devait résider au moins une fois au Peninsula. Ce palace voulu par Ellis Kadoorie, jeune immigré de la communauté juive de Bagdad dans les années 20, est toujours possession de la famille et vient de réussir la subtile alliance d'un passé magique avec une ébouriffante modernisation. A l'origine fut édifié, sur l'extrémité de la péninsule de Kowloon (d'où son nom) et au terminus de vingt-quatre jours de train depuis Londres, un vaste et massif bâtiment doté d'un corps central encadré de deux ailes. Ses premiers occupants furent des soldats britanniques chargés du maintien de l'ordre en 1927. Puis vint le temps des clients fascinés par le raffinement et l'opulence des lieux, dont l'immense lobby, aujourd'hui rénové comme un lieu de mémoire, donne idée par ses plafonds à caissons, ses pilastres orientaux, ses bols, ses ors, ses escaliers monumentaux et ses tables

pour le thé à 5 heures. La vie feutrée d'un palace mythique trouva alors sa vitesse de croisière avant d'être à nouveau rattrapée par l'histoire en devenant le quartier général des occupants japonais de 1941 à 1945. Aujourd'hui, comme pour affirmer un optimisme flamboyant face aux échéances à venir, l'extension de l'hôtel a fait naître une tour de 30 étages pour 300 chambres et suites supplémentaires avec vues imprenables sur Victoria Harbour et Kowloon. En offrant de quoi satisfaire le client exigeant dans une débâche de décors et d'ambiances, depuis la piscine en fausse-vieille ruine gallo-romaine jusqu'au restaurant Felix, conçu du sol au plafond par Philippe Stark, sans oublier les vestes, les petites cuillères et les salières. Parée de ses trois restaurants, de ses dizaines de boutiques, de son toit à deux pistes pour hélicoptères et de sa flotte de Rolls-Royce, la vieille dame très digne de Hongkong ne manque ni d'élégance ni d'avenir.

Les traditions d'une population chinoise à 98 % restent fortes, d'autant qu'elles n'ont pas eu à subir les assauts désordonnés et brutaux d'une révolution culturelle. Les devins ont toujours leur clientèle au temple de Woong Tai Sin et nulle construction, création ou projet ne se fait sans consulter un géomancie chargé d'établir le bon *fung shui* (littéralement : « vent eau ») permettant d'éloigner les forces maléfiques et de bénéficier d'augures favorables. Pour avoir oublié de faire appel à l'un d'entre eux, le Royal Hongkong Jockey Club eut à déplorer, entre 1960 et 1965, des accidents, quasiment au même endroit du champ de courses, entraînant la mort de trois jockeys avant qu'une cérémonie de géomancie ne mit fin à la tragique série.

Il reste aussi d'usage d'avoir chez soi un petit oiseau propitiatoire (acquis au marché de Hong Lok Street) que l'on promène en cage dans la rue, comme ailleurs on le fait de son chien. Les fêtes liées au calendrier lunaire sont célébrées avec éclat, le mahjong reste le symbole de la folie du jeu si omniprésente dans la civilisation chinoise et c'est avec beaucoup de soin et dans le souci de préserver un héritage séculaire que sont entretenus les anciens temples, monastères ou villages fortifiés.

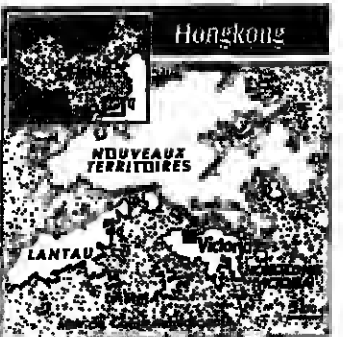
L'écroulement, voire la re-véodication, d'une culture liée à la Chine se retrouve aussi dans plusieurs musées dont l'étonnant Musée du thé de Flagstaff House ou le Tsi Museum of Art, institution privée où sont rassemblées, dans une scénographie parfaite, des pièces inestimables. La volonté de préserver une histoire plus contemporaine est à découvrir au China Club, lieu d'après la mode où le décor, ce plein quartier d'affaires de Central District, joue à la fois du souvenir du temps des concessions, tendance *Lotus bleu*, et de l'écologie moderne.

Tous ces rapports à l'histoire chinoise ne sauraient être complets sans les activités des triades, redoutables sociétés secrètes de vieille origine liées à la contrebande, au jeu, au racket, à la prostitution et aux trafics illicites. La piraterie elle-même a fait un retour remarqué le 13 juin 1995 lorsque des hors-la-loi ont pris le contrôle d'un des nombreux aéroglisseurs effectuant la liaison avec Macao. Vingt-cinq minutes après le départ de l'enclave portugaise, trois hommes armés s'emparèrent du bateau, de sa centaine de passagers et de l'argent qui se trouvait à bord.

Is embarquèrent ensuite dans un hors-bord qui s'éloigna à grande vitesse vers le portage d'un butin estimé à 10 millions de dollars Hk (environ 6,4 millions de francs). De quoi mettre en émoi l'Organised Crime and Triad Bureau (OCTB), très sollicité depuis l'éruption d'une nouvelle criminalité souvent originaire de Chine continentale et parfois liée à des seigneurs de la guerre sortis d'antiques récits. Ces actes d'un autre temps apparaissent extravagants lorsque l'on côtoie ces symboles de puissance que sont les grands gratte-ciel de Central District. Trois d'entre eux racontent l'actualité de la ville et certains de ses enjeux. Le plus ancien (1980 !), celui de la Hongkong Bank (fondée en 1865), est dû à Sir John Foster. Il dépeint une structure lumineuse de 180 mètres de haut autour de quatre colonnes d'aluminium et d'acier avec cinq groupes d'étages aux baies transparentes. Ce chef-d'œuvre *high tech* semble ignorer toute fondation avec un rez-de-chaussée en passage public et donne du capitalisme l'image sereine d'un espace ouvert.

Carnet de route

● **REPÈRES.** En général, Hongkong apparaît comme la première étape d'un voyage vers la Chine ou sa conclusion, en apothéose de néons. Il est vrai que sa superficie (5 à 7 fois moindre que celle d'un département français) peut paraître dérisoire face au continent. Pourtant, son originalité mérite bien un ultime séjour avant la grande mutation. Afin d'apercevoir du pic Victoria l'un des plus beaux paysages urbains du monde, de mieux saisir le « port des parfums » — l'une des étymologies de Hongkong en cantonais — ou de contempler, dans les Nouveaux Territoires, la nature jardinée de l'immense Kadoorie Experimental and Extension Farm and Botanic Garden, rêve de milliardaire décoré de champs d'hortensias bleus. En cherchant bien, il est toujours possible d'éprouver quelques émotions fortes dans les bars de Wanchai, de céder à la fièvre des échans, le jour à Nathan Road, la nuit à Temple Street, de préférer le marché de jade (Kamsu



Street) aux bonnes affaires de Stanley Market (non loin de Repulse Bay, dans l'île de Hongkong). Et l'on n'en finit pas d'égrener ainsi les hypothèses et les choix selon les impulsions du corps, la frénésie de biens de consommation ou le simple abandon au plaisir d'une plage de l'île de Lantau ou d'un plat de fruits de mer dans le village de Lei Yue Mun, à Kowloon.

● **VOYAGE.** En ces derniers mois de pavillon colonial, de nombreuses compagnies aériennes s'envolent vers Hongkong. Originaire de la colonie, Cathay Pacific (tél. : (1)40-68-61-61) reste fidèle à ses traditions d'accueil et de courtoisie. Liaisons quotidiennes, directes, à partir de 7 800 F. Autres possibilités : Air France (tél. : (1)44-08-24-24), à partir de 5 800 F (tarif Le Kiosque) et Nouvelles Frontières (tél. : (1)41-41-58-58), à partir de 3 800 F A/R.

● **SÉJOUR.** Les forfaits associant vol et séjour peuvent être plus économiques. Ainsi, la Maison de la Chine (tél. : (1)40-26-21-95) donne le choix entre plusieurs options : la formule « standard » de 8 jours pour 6 950 F avec vols Cathay Pacific, 5 nuits et petits déjeuners dans un trois étoiles ; la formule « grand luxe » au Peninsula, le palace mythique d'Hongkong affichant cinq étoiles et récemment restauré à grands frais (ajouter 4 400 F au forfait précédent pour la même durée) ; enfin la formule sé-

jour-excursion de 8 jours à Hongkong, avec une journée respectivement à Macao et Canton (à partir de 2 700 F, vol, hébergement, train ou bateau reliant les trois villes, transferts).

● **LIVRES ET FILMS.** Les romans de James Clavell, écrits dans la suite qu'il occupait au Peninsula, notamment *Tai Pan*, dont l'action se déroule à Hongkong. *Le Grand Guide de Hongkong* (bibliothèque du voyageur, Gallimard). Ciné film : *Les Anges gardiens*, de Jean-Marie Poiré, *Les Tribulations d'un Chinois en Chine*, de Philippe de Broca, et *The World of Suzie Wong*, de Ray Stark, avec William Holden et Nancy Kwan.

● **RENSSEIGNEMENTS.** L'Office du tourisme de Hongkong (53, rue François-Ier, 75008 Paris, tél. : (1) 47-20-39-54) traite toutes les demandes par téléphone, Minitel (3615 Hongkong) ou courrier et envoie gratuitement des brochures touristiques en français, parfaitement documentées et à jour.

Chantier permanent

La ville est un chantier permanent où poussent huit villes nouvelles et de multiples quartiers alors que la ligne des gratte-ciel de Central District s'arrête pas de se modifier et que des polders gagnés sur la mer rapprochent l'île du continent. Chantier également, celui du nouvel aéroport de Chek Lap Kok financé en partie par la Chine populaire, qui devrait être achevé en 1997, remplaçant l'ancien, saturé par ses neuf millions et demi de passagers annuels et célèbre pour sa piste inscrite entre deux rangées d'immobles. Elle restera dans la mémoire des visiteurs comme leur première image de la découverte d'une des densités urbaines les plus fortes de la planète, atteignant 18 000 habitants au km2 et donnant au choc des immeubles de Shamshuipo, à Kowloon, le record mondial de concentration humaine.

La fierté de bâtir les plus beaux gratte-ciel d'Asie et de se voir le Manhattan de l'Extrême-Orient met quelque peu à mal les images exotiques longtemps ressassées par le cinéma, le roman d'aventures ou la bande dessinée (Corto Maltese ne retrouverait plus sa maison et Suzie Wong devrait se reconstruire dans un bar à karaoke). Aberdeen perd peu à peu ses villages flottants et la dernière jonque à voile vogue sous pavillon touristique.

Non loin de là, la China Bank (banque de la Chine populaire) a confié à Leoh Ming Pei (dont le père fut l'un des administrateurs de cette même banque d'Etat à la fin des années 20) le soin de relever le défi de faisant plus beau, plus haut et différent. Inaugurée en 1990, sa tour atteint 315 mètres (368 au sommet des antennes) et décline le triangle dans tous ses états en un prisme dissymétrique avançant en hauteur par trois ruptures successives menant vers toujours plus de finesse. Symbole, selon son auteur, d'une poussée de bambou dans sa croissance alors que les solides assises de granit du bâtiment environné d'eau et de roc naturel ancrent l'édifice dans la tradition.

La helle création de Pei n'a pas gardé longtemps la prééminence de la hauteur. Désormais, les soixante-dix-huit étages du Central Plaza l'emportent de quelques mètres mais ne l'égalent pas en finesse, l'ovation et beauté, se contentant d'être un curieux pastiche néomoderniste de l'Empire State Building, aux teintes bleu et or, saturé de marbre dans sa monumentalité épurée où s'épanouit un énorme pilier lotoforme parachevant un ensemble relevant quelque peu de l'art tumulofunéraire.

L'orgueil de cette construction est-elle le symbole de la domination ?

assinter voyages

“La Culture par le Voyage”

ASIE - AMERIQUES - AFRIQUE

PROCHE et MOYEN ORIENT

Circuits culturels élaborés pour petit groupes avec accompagnateurs spécialisés

Voyages sur mesure

Vois à prix spéciaux

Brochures sur simple demande 38, rue Madame 75006 PARIS - Tél : 45.44.45.87 - Fax : 45.44.18.09 et dans votre agence de voyages

SANCTUAIRES Au Japon, sur l'île de Honshu, le complexe religieux de Koyasan attire, en été, des milliers de pèlerins. Perché à 1 000 mètres d'altitude et rescapé des in-

cendies qui, au fil des années, ont ravagé le site, 120 temples de l'école shingon jouxtent une immense nécropole où les tombes sont éparpillées dans une forêt aux allures de

cathédrale. Partager la vie monastique dans un temple-auberge, assister à la prière de l'aube, permet de côtoyer et de mieux comprendre ce Japon traditionnel et monta-

gnard. En Thaïlande, après quinze ans de travaux, Sukhothai, l'ancienne capitale du royaume du Siam, a retrouvé le lustre d'antan. Des centaines de monuments ont

été restaurés, dont le Bouddha du Vat Si Chum et les 185 stupas du Vat Mahathat. A l'écart des villes, des temples jalonnent les rives des îles ancrées dans le golfe du Siam.

Le chef-d'œuvre d'un prêtre calligraphe

Sur le mont Koya, un site bouddhique impressionnant où, parmi 300 000 tombeaux, repose un magicien vénéré

KOYASAN
de notre envoyée spéciale

MILLE huit cents temples coexistaient autrefois sur la montagne sacrée. Il reste cent vingt sanctuaires rescapés des incendies qui, au fil des années, ont ravagé cette ville d'altitude. A deux heures de train d'Osaka, Koyasan, sur le mont Koya, est, depuis l'an 816, l'un des sites bouddhiques les plus impressionnants du pays.

Le Kongobu-ji - le premier de ces temples - a été bâti par Kōbō Daishi (774-835), le fondateur de l'école bouddhiste shingon. « C'était le plus merveilleux des calligraphes et le sorcier le plus habile parmi les magiciens », précise l'écrivain Lafcadio Hearn, passionné par ce Japon dans lequel il devait se fondre, corps et âme, il y a une centaine d'années. Fascinant Kōbō Daishi, surnommé per l'empereur de Chine « Le Prêtre-qui-écrit-avec-Cinq-Doigts-en-même-temps ». A Koya, rares sont ceux qui ne vénèrent pas son souvenir. Une dévotion redoublée notamment par le nombre des hagiographies qui lui sont consacrées. Le saint homme repose à l'extrémité d'une nécro-

qui demeurera interdite aux femmes jusqu'en 1873.

L'image d'une cité monacale retirée sur les hauteurs ne correspond guère à l'apparence contemporaine. Il est vrai que le bouddhisme shingon, qui ne distingue pas la religion du quotidien, n'interdit plus, aujourd'hui, l'accès à aucun lieu. En fait, Koya accepte qui vient vers elle. Comme elle le fit autrefois en accueillant des samouraïs en exil. C'est d'ailleurs à leur intention que furent ouverts ces *shukubos*, temples-auberges où pèlerins et touristes sont, à présent, logés.

Six cents prêtres et trois mille habitants séculiers - en majorité des marchands liés aux temples - résident aujourd'hui à Koya, ville dense mais étendue. A pied, il faut, depuis la gare locale, deux bonnes heures pour se rendre jusqu'au temple de Kōbō Daishi. La rue principale est bordée de pâtisseries, de marbreries, de boutiques d'artisans, d'échoppes de souvenirs, de restaurants et de fleuristes qui vendent les branches de pin et les oranges destinées aux offrandes. Une dizaine de bars à saké, des fabricants de *tofu* (fromage de soja), une boucherie et une boulangerie s'y sont installés plus discrète-

ment que les autres.

Quelques novices tonsurés, vêtus d'amples robes jaunes, paraissent flotter sur les dalles de la nécropole. Lorsqu'ils croisent les visiteurs, ils détournent le regard vers le sol. « Demain, je ferai comme eux », murmure doucement Yasunari, qui n'arrive pas à croire que, cette nuit, ses cheveux seront rasés. Pendant un an, ce jeune homme de vingt-quatre ans, cultivé et sérieux, suivra une initiation aux rites sévères. Il parle anglais, n'est pas végétarien, et a étudié pendant trois ans à l'université de Tokyo. Ici, il apprendra à récher des mantras, formules sacrées en sanskrit. Confiné dans une résidence sans chauffage, il lui faudra se piler à des règles ascétiques (notamment un bain sous une cascade glacée) pour pouvoir réaliser son rêve : vivre à Koyasan tel un prince dans ce royaume très particulier. A son statut spirituel s'ajoutera un travail, convenablement rémunéré, an temple Kongobu-ji. Mysticisme et illumination viendront de surcroît. Peut-être.

C'est durant l'ère Meiji (1868-1912) que la charge de prêtre devint héréditaire, les religieux étant alors autorisés à transmettre leur temple à l'ainé de leurs descendants et, donc, à se marier. Hélas ! Yasunari n'est que le second fils d'un prêtre. Aujourd'hui, il consacre ses derniers instants de liberté à guider une étrangère à travers sa ville, « autrefois très pure et très sainte ».

Des mousses recouvrent de velours les lanternes de pierre à angles retournés qui, les soirs de fête, éclairent de leurs bougies l'avenue centrale. Depuis l'époque Kamakura (1185-1333), trois cents mille tombeaux de bouddhistes et de non-bouddhistes célèbrent la mémoire des grandes familles nippones. Les pèlerins viennent y prier pour le repos de leurs parents, pour expier leurs fautes, mais aussi pour récher un *sutra*, texte rapportant les paroles de Bouddha.

Au printemps, les jardiniers brûlent aiguilles de pin et feuilles sèches. Appuyés sur des rateaux, des hommes en bottes de caoutchouc surveillent les foyers. Une lumière bleue glisse sur les cèdres et les gigantesques cryptomères, adoucissant la rudesse des monuments en granit, modèles de réalisme socialiste, qui décorent certaines stèles : fusée de quatre mètres de haut, ouvriers grandeur



A l'ombre de la forêt, un sous-bois de tombes

nature, horloge en état de marche, tasse à café géante, etc. Ici, toutes les fantaisies sont permises.

Dans un univers où l'arbre n'est plus arbre mais signe, où le rocher devient lion, où le buis ciselé se fait boule, le bambou tressé falaise et le gravier vagues, le promeneur en vient à s'interroger sur sa propre identité. Un sentiment de délicate confusion mêlée de mystère. Une atmosphère de roman médiéval (*Le dit du Genji*, par exemple), ou de film *ninja*. La cloison alacour masquant le sous-sol d'un édifice sur pilotis s'entrouvre. Un amoureux transi ? Non, juste un plombier venu de bleu qui vérifie la tuyauterie.

Hier soir, à l'entrée du temple, des dizaines de paires de sandales

attendaient les visiteurs japonais qui, avant le dîner, souhaitaient se rendre à l'o-furo, ce bain collectif où hommes et femmes sont cependant séparés. Des visiteurs en proie à une hâte toute citadine. Vite ! vite ! repérer les lieux, éliminer la fatigue du voyage, se détendre, enfin. Après, ça se calme. A moins qu'un groupe de touristes ne décide de banqueter sous un *mandala* (peinture ésotérique et cosmique) représentant des Bouddhas. A la fin du repas, tous les convives entonneront en chœur des chansons nostalgiques.

A l'aube, la voix puissante d'une cloche, frappée avec solennité, annonce le début du service. Jeu des perles de verre dans la pénombre. Reflets des bougies sur les lutrins,

l'autel laqué, les clochettes ciselées et les lotus d'or. Vapeurs d'encens. Étoiles immaculées, sacs en soie mauve, robes chatoyantes. Entouré de prêtres et de novices, le desservant invite la divinité à donner à chacun ce dont il a besoin. Vêtus de vestes blanches, les pèlerins paraissent étonnés, le dos bien droit en signe de respect. « Om, om... Sei, sei, sei... ». Litanies et chants venus de loin, arborés les yeux clos. Claquements de mains. Tintements. Dernière pincée d'encens. La voix profonde se fait douce. Le supérieur remet ses lunettes, referme le livre avant de faire à nouveau criser les perles de son rosaire. Personne ne bouge.

Nicole-Lise Bernheim

Le temple-auberge

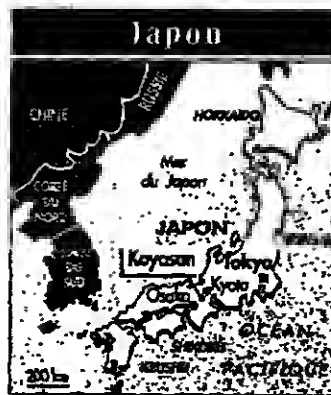
L'aménagement du temple et son éventuelle modernisation dépendent avant tout du goût du maître de maison. De nos jours, l'épouse prend souvent, dans le sanctuaire, la responsabilité de la partie « accueil », dont la luxueuse cuisinière *kaiseki*, strictement *shojin* (végétarienne), n'a généralement rien à envier à celle d'un grand restaurant. Pratiquant le devoir d'hospitalité, beaucoup redoutent de ne pas savoir s'occuper d'hôtes venus d'ailleurs et vivent dans la hantise qu'ils ne repartent la faim au ventre. Profusion et diversité caractérisent donc le repas du soir, servi, telle une fête énigmatique, dans la chambre. Sur les plateaux laqués de noir déposés sur les tatamis (nattes) se côtoient deux sortes de bonillon, des légumes préparés en fondue *sukiyaki*, à la vapeur ou fardés, des carottes et du radis blanc râpé vinaigré, une *tempura* (belgnet), un flan salé, une gelée pomme et cerise, un cube marbré de tofu au sésame, aromatisé d'une pointe de raifort. Une savante composition, aussi délectable que nourrissante.

Dans la chambre, qui ne possède pas de clé, des *tatamis*, des radiateurs électriques et une télévision. Quant aux *shoji*, ces écrans à glissières en papier opaque servant de fenêtres et qu'on croirait symboliques, ils isolent effectivement les occupants du monde extérieur et de la nature environnante. Mais il suffit de les pousser, d'un geste nonchalant, pour qu'ils glissent silencieusement, laissant ainsi apparaître le décor d'un jardin centenaire posé à flanc de forêt, avec son étang, son pont de pierre, ses pruniers en fleurs, ses pins et ses buissons taillés.

pole devenue, au fil des siècles, immense. Son énergie et ses pouvoirs légendaires étonnent toujours, et nombreux sont ceux et celles qui, après leur mort, souhaitent voir ensevelis à ses côtés leurs cendres ou leurs ossements.

En choisissant ce lieu situé à 1 000 mètres d'altitude, cet artiste-théoricien a fait preuve d'un instinct exceptionnel : l'eau, en effet, n'y fait jamais défaut et les tremblements de terre (comme celui de janvier dernier à Kobe) n'y sont guère ressentis. Protégée par de riches seigneurs, Koya vécut des jours prospères, et au XV^e siècle, époque de son âge d'or, plus de 90 000 moines-soldats avaient élu domicile sur cette « montagne »,

ment. Le site a finalement conservé son prestige et sa beauté. Mais il a aussi su développer, à son profit, l'organisation des petits arrangements avec les morts. Dans un pays aussi riche que le Japon, il n'est pas facile pour un grand prêtre, qui reçoit des millions de yens de familles influentes, de conserver une vie simple, conforme aux préceptes du bouddhisme. Ainsi le voyageur s'aperçoit peu à peu que Koya n'est pas toujours si résister aux multiples tentations qui l'assaillent. La loi bouddhique, ni monastique comme dans la secte zen, ni communautaire comme au Tibet, se résume ici à la relation maître-disciple. Et la ferveur des pèlerins coexiste avec la somptuosité du



VOYAGES

sur les routes de la soie

D'Istanbul à Pékin en passant par Palmyre et Persepolis, Samarkand et Kashgar, Pagan et Angkor, Orient vous emmène sur les routes de la soie, de l'or, des parfums, des épices... et vous propose des voyages culturels accompagnés par des spécialistes.

● OUBÉKISTAN / TURKMÉNISTAN 14 jours : 13 950 F

● YEMEN - 18 jours : 15 450 F

● BIRMANIE - 19 jours : 19 900 F

● CHINE / Pakistan - 18 jours : 20 500 F

● PEKIN - 1 semaine avion compris : 5 980 F

Orients
sur les Routes de la Soie
29, rue des Boutiques - 75003 Paris
Tél. (1) 46 34 29 00 et (1) 46 34 54 20

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code Postal _____ Ville _____

souhaite recevoir gratuitement la brochure Orients.

Carnet de route

● Y ALLER. Notamment avec All Nippon Airways, qui relie Paris à Tokyo tous les jours sauf le lundi, à partir de 8 450 F (réservations ANA, tél. : 44-31-44-31 ; numéro vert : 05-05-37-35 ; ou ANA - Hello Tours, tél. : 43-12-86-86). Liaison aérienne également assurée par Air France (vols quotidiens Paris-Tokyo ou Paris-Osaka, tarif « Le Kiosque » : 8 650 F) et Japan Airlines. Notez que Voyagers au Japon (30, rue Sainte-Anne, 75001 Paris ; tél. : 42-61-60-83) propose de bons tarifs aériens (vols sécs Paris-Tokyo A/R à partir de 4 990 F), des réservations d'hôtels à prix réduits ainsi que des circuits accompagnés de 13 à 20 jours en petits groupes. Par exemple, « La route du Tokaido », 15 jours de Tokyo à Osaka, en passant par Nikko, le mont Fuji, Kyoto, Nara, Ise et le mont Koya (nuit dans un monastère), à partir de 25 900 F. Le prix peut être moins élevé : 9 jours Paris-Paris, avion, nuit à Osaka, train Osaka-Kyoto, 6 nuits en *minshukus* (chambres d'hôtes) à Kyoto, transferts, à partir de 10 000 F (repas et excursions non compris). Également itinéraire « à la carte » défini sur les conseils d'une équipe franco-japonaise.

● CIRCULER. Le Japan Rail Pass, obligatoirement acheté en France avant le départ, permet le libre circulation sur

le réseau ferroviaire national. Succès : Tokyo-Osaka par le Shinkansen (environ 2 heures 30) ; Osaka-Kolurakubashi par le Nankai Electric Railway (1 heure 40) ; un petit train à crémaillère monte en cinq minutes à la station de Koya, d'où l'on gagne son auberge en taxi ou en bus.

● SE LOGER. Passer au moins une nuit sur place, dans l'un des 53 *shukubos* (temples-auberges) de Koyasan, afin d'admirer les trésors du temple et d'assister à la prière du matin. Réserver par téléphone et payer les nuitées d'avance : de 9 000 à 15 000 yens (450 F à 750 F) par personne et par nuit, un prix comprenant deux substantiels repas végétariens (dîner et petit déjeuner). On parle anglais dans une dizaine de temples. Réservations : Koyasan Kanko Tourist Association (tél. : 735-56-26-10) ou Voyagers au Japon.

● SE Baigner. Petite onsen (source alcaline à 47 °C), à Nōsegawa-osenkō, un village de cent âmes, à une trentaine de kilomètres de Koyasan. La route de montagne parcourt le parc naturel régional de Koya Ryūin. Descendez au Nōsegawa Hotel (tél. : 747-38-00-11). Bus biquotidien depuis Koyasan.

● LIRE. Le Japon, de Lafcadio Hearn (Mercure de France) ; Le Temple des dieux sauvages, de Tsutomu Mizukami (Picquier Poche) ; Le Dit du Genji, de Murasaki Shikibu (POF) ; Pour comprendre le bouddhisme, de Samuel Bercholz et Shirob Chōdōin (Kohn Pocket) ; Chroniques japonaises, de Nicolas Bouvier (Payot) ; Le Japon depuis la France, un rêve à l'ancêtre, de Michel Butor (Hachette) ; Japon, de Philippe Pons (Petite Pléiade, Seuil). Guides : le Guide Bleu (Hachette), et le tout récent Japon, d'Hélène Comevin (Arthaud).

● SAVOIR VIVRE. Pour assister avec le respect requis à la cérémonie du matin, il convient d'être vêtu et coiffé. Ne pas porter les vêtements de nuit prêts par le temple, comme le font souvent les barbares venus d'Occident. Le pourboire n'est pas nécessaire. Un cadeau entraîne parfois un cadeau en retour, d'une valeur supérieure, ce qui est embarrassant (exemple : don d'un livre pour celui d'un paquet de Gauloises). Être patient. Ne pas hésiter à sourire en guise de remerciements : la communication passe au-delà des échanges verbaux.

● SE RENSEIGNER. Office national du tourisme japonais, 8, rue Sainte-Anne, 75001 Paris ; tél. : 42-96-20-29.

سكنا من الامل

Sukhothai, la rescapée magnifique

L'ancienne capitale du Siam, qui a subi de multiples outrages, est aujourd'hui ressuscitée

SUKHOTHAI
de notre correspondant
PROTÉGÉ par son mon-
dop, muraille qui l'en-
cadre sur trois côtés et
dont le quatrième n'est
ouvert que l'espace d'une fente, le
fameux Bouddha du Vat Sijum, as-
sis en position du lotus et néan-
moins haut de 15 mètres, est d'une
saisissante beauté. Comme de
nombreux autres monuments du
Parc historique de Sukhothai, dont
les pièces d'eau, les allées et les jar-

(chedis, disent les Thaïlandais) sont
dominés par un dôme élané en
forme de fleur de lotus. Datant du
treizième siècle, deux bouddhas de-
bout, d'une hauteur exceptionnelle
et également nichés dans leurs
mandap, encadrent l'ensemble avec
majesté. Plusieurs centaines de mo-
numents ont ainsi été restaurés et,
parfois, reconstitués après avoir été
arrachés à une végétation agressive
et sauvés des mains des gangs opé-
rant pour le compte de trafiquants
d'antiquités.

spirituel ou temporel, n'a qu'à l'ac-
tionner. Le roi Rama Khamhaeng en-
tend l'appel de celui qui le sollicite,
l'interroge alors et lui prête une
oreille juste et attentive.
Rama Khamhaeng, dont le règne
a marqué l'apogée de Sukhothai,
introduisit le *theravada*, boudd-
hisme du Petit Véhicule, de nos
jours la religion de référence de
l'immense majorité des Thaïlan-
dais. De même l'écriture - celle de la
stèle, amalgame de plusieurs gra-
phies - est à l'origine de la langue

haïse tout autant que sa propre et
unique contribution. Toutefois, le
fait que « le style Sukhothai des sta-
tues et des images du Bouddha » soit
considéré comme le plus fin de l'art
boudhique thaï - justifie l'énorme
effort entrepris pour restaurer l'en-
semble, à l'initiative d'un opérateur
et courageux archéologue, Nikom
Musigakama. Avec l'aide de l'Unesco
et sous la protection de la mo-
narchie, ce dernier dressa un maître
plan dont l'application a permis, de
1980 à 1987, d'indemniser les pay-
sans, de leur trouver des emplois et
de restaurer le site.

Sukhothai, en effet, a subi plu-
sieurs outrages. En 1350, elle tomba
entre les mains des Birmanes et la ca-
pitale du Siam fut transférée plus au
sud, à Ayuthya, rasée à son tour par
les Birmanes en 1767, d'où un nou-
veau transfert à Thonburi, puis
Bangkok. Sukhothai a, en outre, été
construite à l'aide de matériaux qui
n'ont pas résisté à l'usage du temps :
briques couvertes de stuc, bois pré-
cieux des toitures et de leurs char-
pentes. Enfin, les trésors du lieu ont
été, trop longtemps, victimes des
trafiquants : statues du Bouddha
étêtées, bas-reliefs arrachés.

En dépit de l'opposition de quel-
ques puristes, Sukhothai a été res-
taurée afin que le Parc historique
offre aux Thaïlandais - quatre vis-
teurs sur cinq - à la fois un lieu de
promenade, l'occasion de retrouver
leurs racines et un centre de pèleri-
nage. Comme les Thaïlandais ne se
recueillent pas devant des Boudd-
has décapités, de nombreuses sta-
tues ont été reconstituées. A Sittha-
nalai, une vice-royauté située à

Un nouveau visage

En Thaïlande, le tourisme, secteur en pleine expansion (7,2 mil-
lions de visiteurs étrangers attendus en 1996, soit 7,5 % de plus que
cette année), commence à changer de visage. Soucieux d'offrir autre
chose que ses plages, des promenades en montagne ou le commerce
du sexe, le royaume a redécouvert, au fil des années, un riche patri-
moine culturel désormais accessible à ceux qui souhaitent sortir des
sentiers battus.

Dans le cas de Sukhothai, de strictes règles ont été imposées à la
ville nouvelle, située à une vingtaine de kilomètres du parc : pas de
bâtiments de plus de trois étages et interdiction des lieux de plaisir,
massages-parloirs, dancings et boîtes de nuit.

est le Vat Chang Lom au stupa dé-
coré de trente-neuf têtes d'élé-
phants.

cas, plus à l'est, de Phanom Rung,
élevé aux X^e et XIII^e siècles et l'un
des plus vastes temples khmers de
Thaïlande.

Malheureusement, les ruines de
Preah Vihara, sur les monts Dang-
rek, du côté cambodgien de la
frontière avec la Thaïlande, ne sont
plus accessibles depuis plus d'un
an, les Khmers rouges ayant réoc-
cupé le site.

Jean-Claude Pomonti

Les îles du salut

Loin du béton et de la disco, une bouffée d'oxygène

A l'opposé de Bangkok la
tourbillonnante, les îles qui
bordent les côtes thaïlandaises
peuvent encore prétendre à l'ap-
pellation de havres. Ceux qui dé-
couvrent le royaume de Siam, il y
a vingtaine d'années, avant que
les hordes de touristes ne
s'abattent sur lui, ont encore en
mémoire ces petites îles aux ri-
vages sablonneux, bérissées de
palmeiers et jalouses de leurs par-
ticularismes locaux.

Si les plus belles pièces de Sukho-
thai, notamment la stèle de Rama
Khamhaeng, ont été placées, depuis
longtemps, à l'abri au Musée na-
tional de Bangkok, le musée élevé sur
place, dans l'enceinte du Parc histo-
rique, offre aujourd'hui de fidèles
répliques ainsi que le début d'une
collection d'œuvres d'art. La triple
ceinture qui protégeait autrefois la

rien est en effet interdit, la ma-
jorité des terrains appartenant à l'ar-
mée de l'air thaïlandaise. Koh
Samui doit une grande partie de
son harmonie au fait que les
constructions dépassant le haut
des palmiers - soit environ trois
étages - sont interdites tandis que
sont restées en l'état d'anciennes
maisons de bois lattes, au toit par-
fois comiquement coiffé de para-
boles pouvant capter les télévisi-
ons asiatiques, et notamment la
populaire Star TV.

Les habitants sont d'abord d'ici,
avant d'être de Thaïlande, et la lé-
gendaire activité thaï se mue en
nonchalance lorsqu'il s'agit de sur-
veiller les singes qui grimpent dans
les palmiers pour y décrocher les
noix de coco. L'île exporte chaque
mois deux millions de noix, prises
pour leur lait et utilisées par l'in-
dustrie cosmétique. Les primates
sont donc de véritables ouvriers,
capables de cueillir jusqu'à 600
noix par jour ! Ils connaissent l'in-
juste règle du jeu : pas assez de
noix, pas de nourriture.

Au large de l'île, un chapelet
d'îlots (58 au total) attire toujours
les mordus de mer et de solitude.
Situé au nord-ouest, un très bel
« hôtel de la plage », baptisé Baan
Taling Ngam, fait face à Koh Si-
Kob ha littéralement « les quatre
ou cinq îles », cailloux posés dans
le golfe de Thaïlande. Les habi-
tants disposent de l'eau courante
et de l'électricité depuis seulement
cinq ans. Il y a peu, le bateau qui y
accostait une fois par mois était
leur seul lien avec le monde mo-
deme.

Yves-Marie Labé



Le Bouddha du Vat Sijum photographié en 1900 par Lucien Fournereau.

dius occupent 70 kilomètres carrés,
cette statue a été presque entière-
ment reconstituée. Les dessins réa-
lisés à partir des clichés pris à la fin
du siècle dernier par Lucien Fournereau
témoignent du délabrement
dans lequel se trouvait alors les
monuments de cette ancienne capi-
tale du Siam, dont l'apogée re-
monte à la fin du treizième siècle.
L'explorateur français avait trouvé
une « ville morte », qui le resta,
d'ailleurs, jusqu'à la fin des an-
nées 70, quand la restauration en
fut entreprise.

Aujourd'hui, après quinze ans de
travaux, le Parc historique a fort
belle allure. Bordés d'arbres et de
parterres fleuris, ses étangs re-
constitués sont séparés par de
vastes pelouses. Au centre du parc,
le Vat Mahathat et ses 185 stupas

Sous le roi Rama Khamhaeng, dit
« Rama le Téméraire » (1275-1317),
Sukhothai aurait abrité au moins
180 temples et peut-être, par déduc-
tion, jusqu'à 300 000 habitants. Ce
monarque fit graver, sur une stèle
érigée en 1283 et découverte en
1833, que Sukhothai, qui veut dire
« l'oubli du bonheur », était, à
l'époque de sa splendeur, une « cité
bienheureuse ». « Libre à tous de
faire le commerce des éléphants.
Libre à tous de faire le commerce des
cheveux. Libre à tous de faire le
commerce de l'or et de l'argent »,
poursuit le texte. Dans cette ins-
cription à sa propre gloire, Rama
Khamhaeng n'oublie pas, au pas-
sage, de flatter son image de sage :
« A la porte de son palais, une cloche
est suspendue. Quiconque ayant une
requête à présenter au roi, d'ordre

écrite moderne thaïlandaise. Dans
une région longtemps sous forte in-
fluence khmère, Sukhothai est donc
considérée comme le véritable ber-
ceau de la civilisation thaïlandaise.
Non que la cité, au faite de sa
gloire, n'ait pas été la résultante
d'un faisceau d'influences : le dé-
partement thaïlandais des beaux-
arts rappelle, dans l'inventaire éba-
ché avant la restauration, que l'en-
semble était entouré d'une triple
ceinture de murs de latérite et de
terre, de réservoirs, d'étangs et de ca-
naux creusés par les hommes, ty-
piques des installations khmères qui
ont dominé la région avant l'émer-
gence de Sukhothai en tant que
royaume ». Ce rapport note égale-
ment que le « style architectural des
structures religieuses de Sukhothai
reflète des influences khmères et cin-

Carnet de route

● **S'Y RENDRE.** Notamment avec Air
France (tél. : 44-08-24-24), qui relie
quotidiennement Paris à Bangkok à
partir de 4 650 F en tarif « Le Kiosque ».
Même fréquence pour la Thaï (tél. : 44-
20-70-80), à partir de 5 200 F. 4 vols
chaque semaine, dès novembre, sur Air
Liberté, à partir de 4 650 F (tél. : 49-79-
09-09), ou à partir de 3 550 F en tarifs
Nouvelle Liberté (tél. : 40-41-91-91).
Egalement vols charters : Corsair (chez
Nouvelles Frontières, tél. : 41-41-58-58),
environ 4 000 F.
Puis, de Bangkok à Sukhothai, de pré-
férence au train peu confortable qui
s'arrête à Pitsanulok (à 90 km de Suk-
hothai-Ville), prendre l'autobus climati-
sé qui part de la Northern Bus Station
de Chatuchak, à Bangkok, trois fois par
jour (10 h 40, 22 h 20, 22 h 40). L'aller
coûte 191 bahts/personne (environ 40 F)
pour 7 heures de trajet.

● **S'Y LOGER.** Près du parc, l'hôtel Pai-
lyn Sukhothai, moderne et sans grand
cachet, avec piscine. Compter, en négo-
dant, 200 F la nuit en chambre double.
A l'entrée du parc, le Thai Village
House, une auberge rustique à prix mo-
dérés. En ville, une gamme assez
complète d'hôtels, d'auberges et de
chambres d'hôtes (de 30 F à 150 F la
nuit).



● **SE RESTAURER.** Nombreux
établissements en ville, notam-
ment autour du marché.

● **SE PROMENER.** Le vélo est
un agréable moyen de se dé-
placer dans le parc (location à
Thai Village House). Le Sam-
lor (tricycle à moteur avec
chauffeur) est le plus utilisé.
Le parc est ouvert de 6 h à 18 h,
le musée de 9 h à 16 h (ferme-
ture lundi et mardi). Les droits
d'entrée sont de 20 bahts
(4 F) pour le musée et les cinq
sections du parc. On peut se
restaurer à l'intérieur du parc.

● **URE.** Le guide Cheng Mai
(Diziane), pour sa présenta-
tion détaillée de Sukhothai.
Egalement Thaïlande, publié
respectivement par Olizane et
Lonely Planet, le Guide du
routard Thaïlande, Hong-
kong, Macao (Hachette).

● **SE RENSEIGNER.** Office na-
tional du tourisme de Thai-
lande, 90, avenue des
Champs-Élysées, 75008 Paris;
tél. : 45-62-86-85.

PARIS - BANGKOK A/R 4 215 F

PARIS - TOKYO A/R 5 500 F

PARIS - HO CHI MINH A/R 5 265 F

PARIS - BALI A/R 5 735 F

PARIS - HONG-KONG A/R 3 980 F

PARIS - SINGAPOUR A/R 4 565 F

ACCESS

voyages

Et dire que certains croient encore
que nous n'allons qu'aux USA !!!

ACCESS est le spécialiste des vols réguliers à prix réduits
sur 500 destinations

6, RUE PIERRE LESCOT, 75001 PARIS. TEL. (1) 40.13.02.02 et (1) 42.21.46.94
LYON : TOUR CREDIT LYONNAIS. LA PART DIEU. TEL. 78.63.67.77
et 55, PLACE DE LA REPUBLIQUE. TEL. 72.56.15.95
MINITEL 3615 ACCESS VOYAGES.

JOUEZ et GAGNEZ
des billets d'avion au
36.66.97.10. (2.23 F/mn)

Lia. 07590 0229

LES LIVRES Approche inédite au cœur de l'Inde du Nord. A Delhi vivent quelques-uns, et non des moindres, de ceux qui les écrivent, les publient ou recherchent les titres

rares. A Lucknow, fief de la tradition musulmane toujours hanté par le souvenir des nababs, entrée sans effraction dans une salle forte, celle des manuscrits de l'université isla-

mique. A Calcutta, visite de la plus ancienne société savante d'Asie et vagabondage à travers les stands d'une manifestation très populaire. Rupture à Bénarès, ville perturba-

trice où bat le cœur de l'Inde. Enveloppés de toile pourpre, les manuscrits de la prestigieuse université sanscrite nourrissent l'expérience spirituelle de pieux érudits. De col-

lection en bibliothèque, la « route du livre » traverse, d'ouest en est, le sous-continent. Machine à remonter le temps, elle témoigne des liens qui unirent l'Inde à l'Orient.

Sanctuaires de papier

Dans la fourmilière du sous-continent, des flots où la culture est religieusement préservée

C'EST l'heure de l'époussetage quotidien, des coups de plumeau sur les chaussures, de balayette sur les pièces de tissus, de chiffon sur chaque fruit, artistiquement posé sur un plateau. Les écheveaux de laine brillante se balancent dans la brise ou se gonflent en boules melleuses sur les présentoirs. Dans le frais matin de janvier, Delhi frissonne. Les hommes enroulent leur écharpe autour du cou, resserrent leur châle autour de leurs épaules et enfouissent leur bonnet de laine jusqu'aux oreilles. Accroupis sous les rameaux du pâl-poussièreux de Chitli Qabar, plombiers, charpentiers et serruriers attendent que l'un vienne les quêrir.

Gurgaon est à une trentaine de kilomètres. Une vieille maison délabrée, deux petites salles, un ventilateur au plafond et des milliers de livres. Quand on en prend un, on fait tomber la poudre du temps avant de le feuilleter. Ici, un père et ses deux fils stockent ouvrages anciens, estampes et antiquités provenant de collections et d'héritages qu'ils ont rachetés. Un monopole de fait. Ils les trouvent en Inde et ailleurs, au Royaume-Uni notamment, puisque « c'est de là que vinrent nos dirigeants ». Le fils aîné publie en tirage limité les récits de voyage qui sont très demandés. Le second s'est fait une spécialité des albums. Quant au père, Vijay Kumar Jain, il est à l'affût des livres épuisés, ce qui arrive vite car les conditions climatiques (humidité, vers, mites) sont telles que toute matière imprimée meurt très rapidement.

« J'éprouve une fascination particulière pour les rapports rédigés pour le gouvernement », dit-il encore. Un exemplaire de 1883-1884 de la Gazette du district de Gurgaon illustre son propos. « Les Britanniques ont fait faire des enquêtes approfondies sur tous les aspects de la vie en Inde. La Compagnie des Indes a recensé les populations, les revenus des terres et rédigé ces études très complètes, très fouillées, les meilleures qui soient au monde. » Ainsi furent posées les bases d'un système qui permit à quelque deux cents personnes de dominer des centaines de millions d'individus durant près de deux siècles.

Au dire des intéressés, l'édition prospère à Delhi depuis vingt-cinq ans. Selon Ramesh Jain, directeur de Manohar (une trentaine de titres savants par an, tirés entre 750 et 1000 exemplaires), « l'édition indienne peut aujourd'hui rivaliser avec celle de

n'importe quel pays ». Même satisfaction chez Bhargava, qui publie en hindi la plupart des grands écrivains nationaux : une quarantaine de titres par an et un tirage plus élevé (2 000 à 5 000 exemplaires). « Nous sommes une maison littéraire. Nous ne pouvons pas être comparés à Manohar et Motilal, qui éditent des livres savants et font un excellent travail », explique M^{me} Sheila Sandhu, la présidente. Plus connus en Occident, Oxford University Press se flatte d'avoir publié Gandhi, Nehru et Tagore, tandis que, chez Penguin, on évoque les succès de la maison : Taslima Nasreen et, aujourd'hui, Vikram Seth.

« Il se passe des choses ici. Nous avons une intelligentsia. »

Mêmes dispositions chez les écrivains rencontrés. Auteur de *Train pour le Pakistan*, un roman sur la partition traduit et publié par Gallimard en 1957 (aujourd'hui épuisé) et d'une Histoire des sikhs en deux volumes, rédacteur en chef du *Hindustan Times*, Khushwant Singh, né en 1915, le turban croisé sur le front, se repose de ses multiples contributions au service des lettres, assis sur une chaise longue, un plaid sur les jambes. Dans la cheminée, un feu se consume lentement. Il dit, et ce pourrait être le début d'un conte : « J'ai une maison sur la colline, à Kasauli, sur la route de Simla, où, à l'abri de la poussière, je garde de vieux livres et d'antiques peintures. Le climat leur convient, ils sont en bon état. »

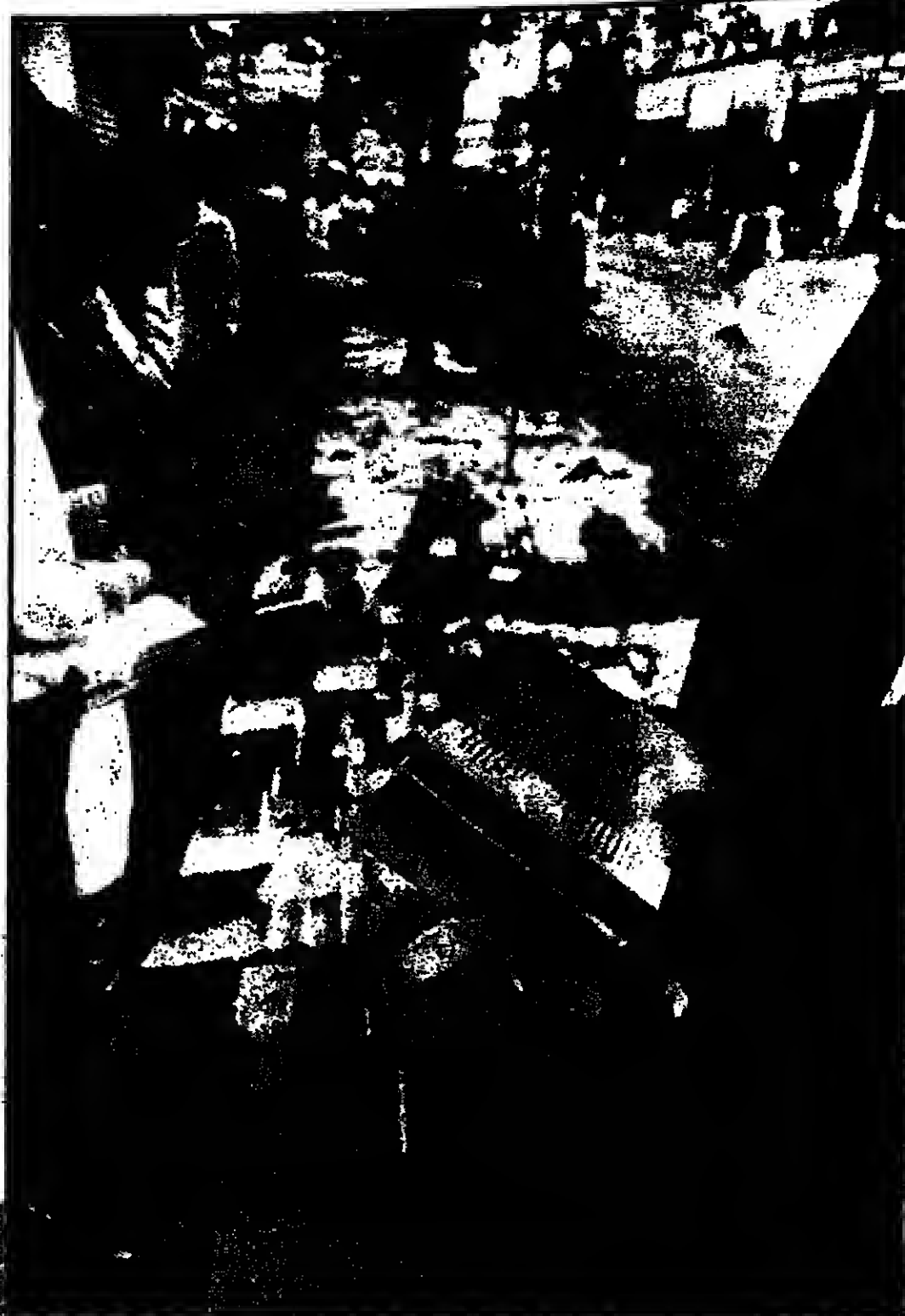
Ravi Dayal, son gendre, habite l'appartement en face du sien. Mêmes grandes pièces carrées, bibliothèque, cheminée, fauteuils confortables et ventilateur au plafond. « J'ai passé toute ma vie dans l'édition (dont vingt ans à Oxford University Press). Maintenant, je travaille seul. Je publie les auteurs que j'aime. » En 1988, *The Shadow Lines*, d'Amitav Ghosh, réédité pour la huitième fois en 1994. Fatigué des livres de poche qui se dégingent, il édite des « hard covers » au prix des « poche » (100 roupies, 20 F environ, un bouquin comme on les aime, c'est-à-dire à l'anglo-saxonne : cartonné, avec un dos gravé en lettres dorées). Ses livres ne sont pas chers : il n'a pas d'intermédiaires, et ils se vendent bien. Autre motif de satisfaction : « Il se passe des choses

ici. Nous avons une intelligentsia. »

Lucknow n'a pas d'éditeurs. Elle est des nababs qui firent d'elle la capitale du Nord. Ainsi apporte-t-elle sa note raffinée à l'édifice littéraire du sous-continent. Ici les nababs écoutaient de la musique et dégustaient des dancings en fumant la *hukka*, sorte de narguilé apporté de Perse. Ils régnèrent de 1724 à 1856. Les Anglais exilèrent le dernier, un peu trop voluptueux à leur goût, dans un palais de Calcutta. Une mesure qui ne fut pas étrangère à la révolte des Cipayes survenue l'année suivante et dont le résultat fut l'Indian Act et le transfert des pouvoirs de l'East Indian Company à la Couronne britannique.

Le paradoxe, en ces lieux, réside dans le contraste entre la banalité des bâtiments qui abritent des œuvres de prix et la grâce des *imambaras* où l'islam chérif dispensait ses enseignements. Ils déplaient une architecture délicate où les arcs, les clochetons, les bulbes en touffe, les colonnettes fines à se briser, s'élevaient dans le ciel. En brique habillée de plâtre blanc et poudrée du rose le plus exquis. A côté de ces monuments magnifiques, les murs droits de la Darul Uloom Nadwatul Ulama, la faculté de théologie musulmane de Lucknow, paraissent bien austères. Elle fut fondée en 1890, à une époque où deux tendances — déjà — déchiraient la communauté musulmane. Sa bibliothèque fut construite peu après. Les volumes, conservés à l'origine dans un édifice anglo-moghol, ont été transportés dans un bâtiment récent. Les collections comportent 125 000 ouvrages imprimés, des livres rares et quelque cinq cents manuscrits : Coran, paroles du Prophète, histoire de l'islam principalement. Ils reposent dans les armoires en fer d'une salle grillagée et cadenassée. Ces précieux manuscrits à lettres d'or, à motif floral bien vert ou safran — le plus ancien date du XII^e siècle et provient de Bagdad — sont, ô surprise, rafistolés au Scotch.

Dans une atmosphère plus populaire, la bibliothèque publique Amir-ud-Daulam possède des documents d'égale valeur. Ce fut la bibliothèque personnelle d'un rajah qui la commença en 1869 et l'ouvrit par la suite au public. A l'entrée, des hommes lisent, debout, l'un ou l'autre des dix-huit quotidiens locaux imprimés en trois langues différentes. Autour des grandes tables du hall de lecture avec galerie à colonnes sur deux étages, des hommes modestes sont absorbés. Des sacs de jute masquent les fenêtres. Sollicitée, la bibliothécaire montre vo-



Bouquinistes à Calcutta

lontiers ses juyaux. Parmi eux un *Traité du nirvana* en birman, un autre, en sanscrit, sur l'astrologie, un troisième, datant de 1752, sur le jainisme et dix-huit volumes, imprimés à Londres en 1877, et dont les pages présentent de nombreux échantillons, en sole et en coton, des motifs textiles de l'époque.

L'Inde, dit-on, a quatre capitales. Delhi, le chef-lieu administratif ; Lucknow, l'étoile du Nord ; Bénarès, le phare spirituel, et Calcutta, le foyer intellectuel. Cette dernière entretient une pollution que nul ne lui envie et possède, en

matière de livres et d'érudition, un quartier de bouquinistes — College Street —, un café littéraire à l'atmosphère un peu moribonde — la Coffee House —, des collections riches en manuscrits — celles de la Bibliothèque nationale et du Musée indien, l'un des plus anciens d'Asie, pour ne citer que les principales. La plus prestigieuse des sociétés savantes de l'Inde, l'Asiatic Society, y a son siège. De ses fenêtres, cette dernière regarde la Foire du livre de Calcutta qui, chaque fin janvier, rassemble pendant une douzaine de jours les ouvrages, leurs lecteurs et tout ce

que l'Inde compte comme éditeurs. Une manifestation très populaire à en juger par la densité de la foule qui déambule, s'informe et achète en avalant de la poussière. La France y a un stand depuis 1989, et l'on peut voir *Le Petit Prince*, *Asérix* et *Lucky Luke* traduits en bengali. Non loin de là, les livres circulent dans la rue, alignés et ficelés sur les charrettes tandis qu'un jeune vendeur, pauvre et affamé de culture, lit, assis au bord du trottoir, à côté d'un petit tas d'oranges.

Danielle Tramard

INDOCHINE



EXTRAITS DU CATALOGUE
Des sites majeurs en Birmanie

Découverte individuelle
17 jours - 10 700 F
Vols internationaux et vols intérieurs
Hôtels réservés à chaque étape



Tonkin Annam Cochinchine
21 jours - 15 500 F

Circuit en pension complète
accompagnateur spécialiste du Vietnam
Conférences tous les mercredis, en soirée
36, RUE DES BOURDONNAIS
75001 PARIS - TEL (1) 40 28 43 60

NOM	PRÉNOM	JE DESIRE RECEVOIR GRATUITEMENT
ADRESSE		<input type="checkbox"/> LE CATALOGUE VOYAGES DE LA MAISON DE L'INDOCHINE
CODE POSTAL	VILLE	<input type="checkbox"/> LE PROGRAMME DES CONFÉRENCES

Société savante

L'ASIATIC Society, la plus ancienne et la plus prestigieuse des sociétés savantes d'Asie, fut fondée en 1784 à Calcutta par un orientaliste anglais, Sir William Jones, et servit de modèle aux académies qui furent créées dans son sillage. Déclarée officiellement « d'importance nationale », la Société asiatic est partenaire du programme « Mémoire du monde » de l'Unesco, car elle protège ses manuscrits et entend les publier sur CD-ROM afin que la communauté internationale puisse y avoir accès. An nombre de ses publications, l'*Encyclopedia Asiatica*.

Le bâtiment, construit en 1805, abrite une chambre de fumigation pour détruire les vers et le laboratoire de restauration, où l'on utilise un procédé dit « de lamination » qui conserve les ouvrages pendant plus de cent ans. A la place d'honneur, dans la salle de conférence historique, le portrait du pandit Iswar Chandra Sharma, que l'on surnomme *Vichyasagar*, « Océan de savoir », et que les Anglais refusèrent néanmoins d'accepter dans l'auguste

assemblée car il portait des réformes sociales.

Le petit bureau d'Alexandre Csoma de Kőrös est considéré comme un « endroit sacré ». Ce savant hongrois, bibliothécaire de la noble institution de 1831 à 1838, mit ici la dernière main à ce qui devait être le premier dictionnaire tibétain-anglais ainsi qu'à une *Grammaire de la langue tibétaine*, rédigée, quand les dernières mises au point de ce travail plannier lui en laissaient le temps, des articles pour le *Journal of the Asiatic Society of Bengal*.

Le bureau du secrétaire général est au dernier étage du nouveau bâtiment, inauguré en 1965. Accrochés aux murs, des tableaux de Reynolds et le portrait de Raja Rajendra Lala Mitra, le premier président indien de l'Asiatic Society. Cette dernière accepta en son sein, dès 1829, les érudits locaux. La bibliothèque réunit les traits communs à ses consœurs : hautes armoires en fer, larges chaises canapées, énormes ventilateurs, fenêtres poétiquement voilées, ici d'une mousseline à

fleurs, ailleurs de papier journal ou de toile de jute.

La bibliothèque connut des débuts informels ; en l'absence de locaux appropriés, elle fut d'abord installée, dans les demeures des pères fondateurs. Elle contient aujourd'hui plus de deux *thaks*, soit plus de 200 000 volumes, sur toutes les disciplines de l'indianité, et 80 000 manuscrits (le catalogue complet est en préparation) en sanscrit, pali, tibétain (le *Tanjour* et le *Kanjaur*), arabe (copies anciennes du Coran), persan ou birman, le plus ancien remontant au VII^e siècle.

Quant au musée, il possède, outre un bas-relief d'Asoka datant de 250 avant notre ère, des incunables sans prix : un manuscrit du XIV^e en persan, sur l'histoire du règne de Chah-Jahan, annoté de la main même de cet empereur, et l'un des deux seuls exemplaires connus du *Jameat Tavarrikh Rashi Duddin*, l'histoire de Gengis Khan.

D. T.

سکسنا من الامم

Le royaume de la connaissance

A Bénarès, ville sainte, retour aux sources de la tradition sanscrite

« **L**e soleil se lève à Bénarès et se couche à Lucknow. » Ce dicton populaire reflète une vé-



Bénarès : les manuscrits de la bibliothèque Sarasvati



Calcutta : les livres circulent, ficelés sur des charrettes

rité géographique et historique. S'il faut chercher la tradition musulmane du livre à Lucknow, la tradition sanscrite est à Bénarès, cette ville d'ascètes en baillonnés où bat le cœur de l'Inde. Cité initiatrice s'il en est, ou, à tout le moins, perturbatrice. Sur les ghats descendant par degrés jusqu'au Gange, hommes et femmes font des offrandes au soleil, avant de s'immerger à plusieurs reprises. Sans des ombrelles en lambeaux méditent les *sadhous* impassibles. Au bord de l'eau miroitante, les filles de pélerins se perdent dans un corps à corps pacifique, un grouillement, une noyade de couleurs, une rumeur dominée par le tintement clair de la cloche du réveil spirituel.

Sur une plate-forme, un homme s'endort le corps d'huile de moutarde. Des dévots presque nus se frottent frileusement les bras. Le soleil de janvier, pâli par la brume, ne donne pas encore toute sa cha-

leur. Une femme pousse sur l'onde son offrande de bougies et de fleurs, frêle embarcation sur l'eau chatoyante, et joint les mains. Celle-là, enveloppée

d'une mousseline sèche et brillante, s'accroupit et rince celle de ses ablutions. Elle étire et rassemble la longue pièce, la plonge dans l'eau et la tord. Des sâris sèchent sur les balustrades ou glissent en tapis royaux le long des gradins. Les marches ont disparu sous un tissu coloré, mouvant. Quand soudain, une princesse se dresse au-dessus de la masse, repousse ses cheveux noirs luisants et se drape dans une étoffe d'un vert éclatant.

Choi des blanchisseurs, un homme chantonne et dessine des moulinets avec le linge qu'il bat. Le Gange purifie les esprits, les corps, mais aussi l'étoffe qui les ceint. Sur les degrés du ghat de crémation, la fumée monte d'un bûcher. Un corps de femme attend, étendu sur un bancard posé à même les marches. Bénarès, ou la mort légère.

Son nom sacré est *Kashi*, « la cité de la lumière ». Non sans

raison. Elle compte plus d'une centaine de collèges sanscrits. La principale université, héritière du Collège sanscrit fondé en 1791, est la Sampurnanand Sanskrit Vishvavidyalaya, l'université sanscrite Sampurnanand (du nom d'un ministre de l'Uttar Pradesh) qui s'installe en 1958 dans de nouveaux bâtiments au cœur de Bénarès. On vient de toute part étudier les livres sacrés à Vishvavidyalaya, « l'endroit où l'on enseigne tous les sujets de ce monde ». Sarasvati Bhawan, la bibliothèque, est dédiée, en toute logique, à Sarasvati, déesse de la connaissance.

Ces deux institutions sont bien dans le droit fil des pandits érudits en sciences sanscrites traditionnelles. On distinguait alors - on distingue toujours - les *acharyas*, sages dont l'enseignement était libre et non rémunéré, si ce n'est par les présents de leurs disciples. Les princes venaient s'asseoir à leurs pieds, car « maîtres de tous, ils n'étaient asservis à aucun ». Les *upadhyayas*, docteurs nommés et rétribués, n'avaient pas l'aura des premiers. Chaque érudit possédait ses propres collections et sa maison était son collège-gurukul, l'école du guru. Le maître enseignait par la voie dualiste, on *apara*, la voie non dualiste, ainsi que quatorze sciences parmi lesquelles les tantras, le yoga, l'astrologie, l'astronomie, la médecine, l'art de débattre et les *Veda*. La bibliothèque possède des manuscrits traitant de toutes ces sciences. Elle abrite trois *lakhs*, environ 300 000 ouvrages, dont 100 000 livres imprimés en diverses langues et quelque 170 000 manuscrits. Ces derniers sont conservés dans d'immenses armoires vitrées, chacun enveloppé de toile rouge.

Le docteur Vagish Shastri, directeur de l'Institut de recherche de l'université, est le dépositaire de ces savoirs. Veda, philosophie, tantra, yoga, grammaire comparée, science du langage, poésie, drame, philosophie tantrique, shivaïsme, jainisme, mathématiques indiennes et astronomie sont quelques-unes des disciplines dans lesquelles il se promène avec diction. En 1980, il a créé cet institut où il enseigne le yoga et les tantras parallèlement aux tantras tibétains. « Le sanscrit, affirme-t-il, est une langue vivante. Elle a ses journaux : un quotidien dans le *Sad*, vingt hebdomadaires et six mensuels. » Lui-même a publié dans cet idiome un nombre impres-

sionnant d'articles et d'ouvrages. Ce qui lui valut de figurer dans le *Who's Who* international des intellectuels.

De nombreux étrangers viennent étudier auprès de lui. « Je leur apprend, dit-il, à canaliser l'énergie, à se promener dans l'espace unifié du corps, à vivre pleinement leurs actes. Par la respiration, par la posture du corps et par le mantra qui est l'énergie du son, la force de vie monte. Elle parvient au troisième œil grâce auquel nous pouvons pénétrer la philosophie subtile. Si le disciple n'arrive pas à faire jaillir cette vitalité je lui communique la mienne. En deux jours, en une semaine, on peut la sentir s'éveiller et la faire surgir en soi. »

L'enseignement de cet érudit vise à la réalisation de l'être. Nous sommes en Inde, un pays où la connaissance se situe au-delà de nos références habituelles, où le maître donne les moyens d'accéder à la vie spirituelle. Les livres sacrés participent à cette expérience. Alors qu'en Occident le texte est avant tout objet de savoir intellectuel ou de divertissement, en Inde, le livre parle de transcendance.

Entre le yoga qui est, en fait, « une philosophie assortie d'une pratique visant à libérer l'esprit de tout attachement », le docteur Shastri explicite le sens caché des *Vedas*, ces textes très anciens qu'il qualifie d'« océan de connaissance » et travaille à un dictionnaire fondé sur les racines verbales. « Comme le banyan s'étend à partir d'une toute petite souche, ainsi, d'une seule racine verbale sanscrite, ai-je tiré 64 000 mots. » Mais le plus étonnant est sa vie même.

Il naît le 24 juillet 1934 au sein d'une famille de brahmanes. « Ils enseignaient, accomplissaient des rituels, faisaient des horoscopes. » Mais l'essentiel, pour lui, est ailleurs. « Je suis inspiré depuis mon enfance. Je désirais obtenir un pouvoir spirituel. De dix-huit à vingt-quatre ans, je vécus dans des endroits solitaires et effrayants, des lieux où demeurent les esprits. Un jour, j'essayai de susciter mes pouvoirs dans une forêt quand je vis une lumière et perdis connaissance. Cette même année, je trouvai un maître spirituel et repus l'éveil. A partir de là, je compris tant de choses. Je pris alors ma plume et me mis à écrire. C'était en septembre-octobre 1956. Depuis cette époque, ma plume ne s'est jamais reposée. »

D.T.

Heureux comme un éditeur

DANS le quartier des universités, à Delhi, trois hommes conversent au rez-de-chaussée d'une vieille maison. Enfoncés dans des fauteuils, sûrs d'eux et souriants. C'est ici le fief de Motilal Banarsidas, éditeur indianiste, distributeur et libraire. Une réussite exemplaire. En Inde, leur nom « est dans l'air », connu de ceux même qui ne mettent jamais les pieds dans une librairie. « C'est que ces gens ont de la profondeur », affirme M. K. N. Thuy, ami et conseiller de la famille. Ils pensent à leur nom, pas à l'argent. Ils sont aussi très religieux, « une disposition héritée de leurs ancêtres ».

La maison est presque centenaire. Fondée à Lahore en 1903 par feu Motilal et son fils, elle publie

d'abord des études en sanscrit, puis des textes anciens classiques. Le partage du Punjab, en 1947, interrompit brutalement son essor. « Laissons derrière nous nos biens matériels et nos stocks, nous avons dû quitter Lahore et, les mains vides, nous réfugiés à Bénarès. »

La plus ancienne maison d'édition indienne reste une affaire de famille, aujourd'hui dirigée par la quatrième génération. Deux cents employés, un siège à Delhi, des antennes à Bénarès, Madras, Bangalore, Patna et Calcutta, une centaine de titres par an, tirés à 1 000 exemplaires chacun, 60 % en anglais, 40 % en sanscrit, 60 % envoyés en Occident, le reste vendu en Inde. Indianiste par vocation, elle publie des ouvrages sur la religion, la

spiritualité - leur catalogue est très abondant -, l'art et la littérature, qu'il s'agisse d'ouvrages de référence épuisés et constamment redemandés ou de livres sur le bouddhisme, leurs best-sellers.

On leur doit encore la traduction en anglais et la publication des *Mahapuranas*, textes traditionnels sanscrits, avec introductions et notes critiques. Trente-sept volumes sont déjà parus. Leur lettre mensuelle, un modèle du genre, est distribuée à 20 000 exemplaires et le directeur de la maison a reçu le Padmaashree Award, une haute distinction civile pour la diffusion de la culture. En somme, des éditeurs « heureux ».

D.T.

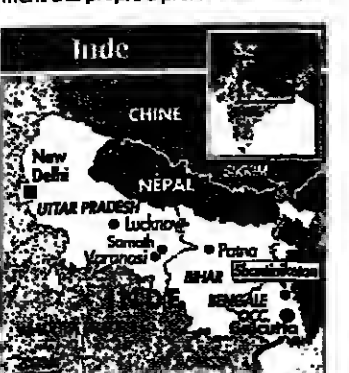
Carnet de route

● **THÈME.** Le livre : fécond prétexte à voyage au cœur de l'Inde. Le mérite de ce choix revient à la Route des Indes (tél. : (1) 42-60-60-80 à Paris et 78-42-53-53, à Lyon) qui a tracé un itinéraire sur lequel chacun peut musarder. Tel quel, avec, en sus, la visite, à Patna, de la Khudabakhsh Oriental Library et, à Shantiniketan, celle de l'université de Tagore, ainsi que des étapes dans les hôtels de la princière chaîne Taj (papier à lettres de lettre), prévoir 14 850 F pour 14 jours, vols indus. En petit groupe ou individuellement toute l'année, et particulièrement fin janvier pour participer à la Foire du livre de Calcutta.

● **VOYAGE.** Air India (tél. : 42-68-40-10) assure la liaison Paris-Delhi : 4 vols hebdomadaires, tarifs préférentiels en agences (4 160 F A/R à la Route des Indes). Également 4 vols hebdomadaires Air France (tél. : (1) 44-08-24-24) à partir de 4 600 F A/R.

● **DELHI.** S'approvisionner à la librairie The Book Shop (14, Khan Market) en romans qui font l'unanimité : A Suitable

Boy, de Vikram Seth ; *Midnight Children*, de Salman Rushdie ; *English, August* et *The Last Burden*, d'Upamanyu Chatterjee. Recherche des titres rares auprès de Prabhu Book Service, à Gurgaon (rendez-vous au 320588) ou à New Delhi (30, Hauz Khas Village). Déjeuner chez Karim, un petit établissement très propre à proximité de la Jama



Masjid. Son tandoori est excellent.

● **LUCKNOW.** Lire *Lucknow : The Last Phase of an Oriental Culture*, de Abdul Halim Svarar (Oxford University Press, 1994) et s'offrir un hôtel de nabab : le Taj. Sa coupole, son architecture et ses jardins en font un monument parmi les monuments de la ville. Son chef, musulman comme les meilleurs en Inde, incarne une tradition rare. Visiter le hall de lecture de l'université musulmane (tous les jours, sauf le vendredi, de 8 h à 13 h) et la bibliothèque Amir-ud-Daulam (tous les jours, sauf le dimanche, de 12 h à 18 h) ; la bibliothèque montre elle-même, sur demande, les manuscrits.

● **BÉNARÈS.** Lire *Bénarès, les Rives du sacré* (Olivaz). Voir la bibliothèque de l'université sanscrite, avec l'autorisation du vice-chancelier, et étudier la yoga auprès du Dr Vagish Shastri (Vaghyoga Consciousness Institute, 8/3131 A, Shivala, Varanasi 221 001, tél. : 221001).

● **CALCUTTA.** Lire *Calcutta : The Living*

City, une somme en deux volumes (Oxford University Press) et *Dans Calcutta, le médoc des oubliés*, de Benoît Lange et Valérie Eyre (Olivaz). Arpenter la Foire du livre, fin janvier et goûter la cuisine bengalaise de Zaran, un restaurant près du Musée indien.

● **LECTURES.** Associer le Guide bleu Inde du Nord (Hachette, 1993) au guide Inde (Lonely Planet, 1994). Ouvrage de référence : *L'Inde classique, manuel des études indiennes*, de Louis Renou et Jean Filliozat (réédité par Maisonneuve). Le *Dictionnaire de la civilisation indienne*, de Louis Frédéric (coll. « Bouquins », Robert Laffont). Les œuvres de Tagore (Gallimard et Payot). À paraître le 1^{er} décembre prochain chez Olivaz, *La Médecine traditionnelle de l'Inde*, du docteur Robert Sigaléa (1 250 F). Aller voir « Lumières éternelles », des photos de Benoît Lange exposées jusqu'au 23 novembre à la Route des Indes, à Paris.

● **RESEIGNEMENTS.** Office national indien du tourisme, 61 de la Madeleine, 75009 Paris, tél. : (1) 42-45-83-86.

PARTIR...

■ **SUR LE TOIT DU MONDE.** Chaque page de ce livre est une méditation. La beauté, la paix, qui s'en dégagent sont si éclatantes, que l'on tourne les feuillets en silence. Images profondes comme le Tibet, élevées comme les cimes du pays des neiges. Ce sont des photos, reflets, donc, du réel. Même si, et c'est ce qui leur donne un supplément d'âme, la sensibilité du photographe y transparaît. Celui-ci a des ondes, des affinités, pour rejoindre le mystère, s'y accorder et nous le rendre perceptible. Car les habitants du pays des neiges, la terre même - du moins ce qui n'a pas été défiguré par la main chinoise -, dégagent une forme d'intériorité, sensible ici. On ne s'étonne pas que le Dalai-lama ait préfacé cet *Hommage au Tibet* que lui offre, à lui et à son peuple opprimé, Olivier Föllmi. Il nourrit la fierté des habitants du Toit du monde, la nostalgie de ceux qui y sont allés et le désir de ceux qui rêvent de le découvrir.

Le Tibet des brigands gentils hommes. Sur les traces d'Alexandra David-Neel, de Tiziana et Gianni Baldizzone, parait, au même moment, aux éditions du Chêne, précédé de *pen par Tibet*, sur les pas d'Alexandra David-Neel, de Pierre-Yves Ginet (les créations du Pélican). Deux albums qui souffrent de cette parution concomitante. Ils ne se situent pas au même niveau et l'impact de leurs photos n'est pas le même. Nul doute qu'ils séduiront des lecteurs avides de quotidien et de pittoresque. L'un et l'autre se placent sous le patronage d'Alexandra David-Neel célèbre pour son obstination et son courage.

■ **UN PÉRIPE DE CENT DIX JOURS.** Cabines presque toutes extérieures, salles de bains avec baignoire, décoration sobre et restauration en un seul service. Confortable petit paquebot de la compagnie Costa, le *Daphné*, malgré ses 406 passagers, se donne des allures de grand yacht. Avec, en prime, de vastes ponts pour profiter du soleil et voir s'approcher les nombreuses escales qui ponctuent les 110 jours de son périple asiatique. Un itinéraire que l'on peut scinder en cinq circuits, dont trois au cœur de l'Asie. Du 6 janvier au 12 février (37 jours), de Bombay à Hongkong avec escales en Thaïlande, en Indonésie et au Vietnam. Du 8 février au 3 mars (24 jours) de

Hongkong à Bangkok avec une découverte de la Chine et du Vietnam. Enfin, du 28 février au 23 mars, un Bangkok-Muscat (24 jours) avec escales à Singapour, en Malaisie, en Indonésie, au Sri Lanka et aux Maldives. De 28 000 F à 41 700 F pour une cabine double intérieure à deux lits bas, avec vol A/R de Paris et taxes portuaires. Chez Costa-Paquet (tél. : (1) 49-24-41-79) et dans les agences de voyages.

■ **SINGAPOUR-MOMBASSA OU LE TOUR DU MONDE.** C'est de janvier à mars que se déroulent les croisières autour du monde. Voyage d'une vie que s'offre un troisième âge dynamique disposant de temps et surtout d'argent. Le plus traditionnel : celui proposé par la Cunard, de New York à New York (95 nuits), à bord du mythique *Queen-Elizabeth-II*. Superbement rénovée (elle en avait besoin), cette ville flottante de 1 815 passagers suspend, pendant quelques mois, ses traversées de l'Atlantique nord, pour s'en aller découvrir des rives plus exotiques. On peut le rejoindre en Asie, pour embarquer le temps d'une croisière plus courte. Du 3 au 18 février : de Hongkong à Sydney. Du 1^{er} au 15 mars : de Singapour à Mombassa. Compter de 20 100 à 24 870 F (suivant l'itinéraire) par personne, en cabine intérieure double équipée d'une douche, avec vol A/R de Paris et taxes. A noter, toujours chez Cunard, d'autres « tours du monde », à bord des *Sagaford* et *Royal-Viking-Sun* ; tél. : (1) 44-77-30-90, et dans les agences de voyages.

■ **LAOS : ESCALES SUR LE MÉKONG.** A l'attention des grands voyageurs, Ikhar (tél. : (1) 43-06-73-13) a concocté de séduisants circuits-croisières accompagnés par des conférenciers chevronnés. Citons « Le Laos des montagnes et de l'eau » qui permet de découvrir la capitale royale de Luang Prabang et les régions les plus préservées du Laos. Depuis Pakse, le charmant Vat Phou (10 cabines), spécialement affrété pour l'occasion, vogue quatre jours au fil du Mékong et permet d'accéder aux grandioses ruines des temples pré-angkorien et de parcourir une nature intacte. Six départs dans l'année dont ceux des 1^{er} novembre 1995 et 7 février 1996 : 17 jours Paris/Paris, 24 900 F tout compris.

RTS

Hiver-printemps 95-96

& VIE

Première association culturelle française de voyages à l'étranger ouverte à tous

Nouvelle brochure Hiver-Printemps gratuite pour vous

Ante et Vie, 39, rue des Favorites, 75738 Paris Cédex 15. Tél. 16 (1) 40.43.20.21.

M. _____ N° _____

Rue _____

Ville _____ Code postal _____

L'Asie dans les catalogues

Outre les spécialistes de la destination mentionnés dans ce supplément, la plupart des généralistes accordent, dans leurs brochures, une place plus ou moins importante à l'Asie. À l'intention des adeptes de l'évasion organisée, un éventail de propositions commercialisées, pour la plupart, dans les agences de voyages.

ASIE À LA CARTE

Pour mieux structurer son offre, jet Tours inaugure une nouvelle génération de catalogues. Les onze brochures précédentes ont été regroupées en quatre « duos », avec guide rassemblant les informations techniques, et « magazine » dévoilant culture et histoire. C'est un peu déroutant, mais le contenu du magazine séduira les candidats au voyage rebuts par des brochures trop souvent réduites à l'aspect pratique. L'Asie, qui figure dans le catalogue « long-courriers », est déclinée généralement : Birmanie, Cambodge, Chine, Hongkong, Inde, Indonésie et Sri Lanka. Généreuse également, la brochure spéciale que Forum Voyages (tél. : [1] 42-61-20-20) consacre à l'Asie en insistant d'une part sur le facteur prix (« le luxe moins cher »), d'autre part sur les approches inédites de certaines destinations

comme la Chine (« Sur les traces du panda géant »), le Tibet, la Birmanie, les Philippines (en barque traditionnelle) et les cités mogholes du Madhya Pradesh, en Inde. Également fascicule spécial de Rev'Asie. Pour le voyage culturel, on consultera avec profit ceux de Clio (tél. : [1] 53-68-82-82) sur les nombreux pays qu'il programme en Asie.

Signalons l'initiative de Planète qui, en combinant un départ sur la Thaï et un retour sur Cathay Pacific, permet de ne pas revenir à son point de départ et de sauter de Bangkok à Hanoi et de Ho-Chi-Minh-Ville à Hongkong. Sans oublier Asia, dont le voyage individuel sur mesure est la spécialité dans plus de vingt pays d'Asie, et qui, à travers une nouvelle collection baptisée « Testations », annonce des circuits à bas prix (exemple, 9 jours au Sri Lanka à partir de 5 990 F, ou 12 jours aux Philippines à partir de 8 350 F). De même, Nouvelles Frontières (tél. : [1] 41-41-58-58), qui propose systé-

matiquement, pour chacune des destinations programmées dans son gros catalogue annuel, des circuits guidés, mais aussi tous les éléments permettant de composer son voyage à la carte, à des prix très compétitifs.

BIRMANIE

La somptueuse et secrète Birmanie (rebaptisée Myanmar) ouvre timidement ses portes aux étrangers. Les plus courageux pourront, en compagnie d'Esprit d'aventure (tél. : [1] 43-29-94-50), la découvrir au cours des 17 jours d'un voyage en bus, en calèche, à pied et en bateau à vapeur (descente du fleuve Irrawaddy : à partir de 18 200 F). Les plus sages préféreront le circuit de 13 jours de Rev'Asie (à partir de 14 750 F) ou, dans la brochure « Les Cinq Continents » de Kuoni, le circuit « Trésors de Birmanie » (11 jours) via Singapour, Rangoon, Pagan, Mandalay, Heho, Pindaya et Taunggyi :

à partir de 16 990 F en pension complète avec possibilité de prolonger son séjour à Singapour. Entre les deux, le circuit de 17 jours d'Explorator (tél. : [1] 42-66-66-24) environ 2 500 kilomètres en minibus ou bus, train de Mandalay à Rangoon : 17 100 F.

CHINE

Du nord au sud, via Pékin, Xian, Shanghai, Guilin et Canton, un voyage individuel de 13 jours, avec vols intérieurs et voiture privée, à partir de 16 360 F chez Planète. Les amateurs de Chine peuvent également trouver des prix très alléchants en s'adressant aux agences Selectour. Celles-ci proposent, en effet, des formules à partir de 5 400 F (avion + train), le Paris-Shanghai suivi d'un circuit de 8 jours/6 nuits, avec deux jours à Pékin, le temps de découvrir la Grande Muraille, la Cité interdite et d'assister à un spectacle à l'Opéra.



Le temple d'or à Bangkok, le mémorial de la paix à Nagasaki...

INDE

Udaipur, Ranakpur, Jaipur, le désert de Thar, la forteresse de Jodhpur, Jaipur et les principales étapes de l'ancienne route des caravanes. Des lieux à découvrir lors d'un circuit (16 jours) proposé, au départ de Delhi, par la Française des circuits et par Planète, à travers le Rajasthan : à partir de 11 040 F par personne avec les vols intérieurs, le train et les transports routiers. Découvrir propose, de son côté, un itinéraire à composer soi-même, en extension d'un séjour à Delhi : 14 jours/13 nuits en voiture avec chauffeur et en train, à partir de 7 140 F. Explorator privilégie des étapes courtes et les rencontres insolites : 15 jours en minibus et en train, à partir de 15 700 F, départ le 11 novembre. Fram choisit l'autocar pour, depuis Delhi, visiter en 13 jours Agra, Jaipur, Mandawa, Khimsar, Jaipur, Jodhpur et Udaipur : à partir de 9 880 F. Les Voyages « Diffusion Kuoni » proposent une découverte du Rajasthan de 12 jours avec la région du Shekavati, Bikaner, le temple jain de Khimsar-Osian et deux nuits à Jaipur : 8 890 F en pension complète. Avec un guide parlant français. Quant à l'Association Arts et Vie (tél. : [1] 40-43-20-21), elle propose un Rajasthan méconnu avec hébergement dans d'anciennes demeures princières : 22 jours, 14 900 F en pension complète avec vols intérieurs et trajets en car climatisé.

INDONÉSIE

Parmi l'abondante production asiatique de Toumoude, relevons le circuit dans l'archipel indonésien qui, en 19 jours, explore Sumatra, Bornéo, les Célèbes, Bali et Java. A noter la découverte de Bornéo et du pays dayak dans le cadre d'une croisière de 2 jours sur la Mahakam River à bord d'un bateau : 23 500 F en pension complète.

A Java, admirer les terrasses du majestueux temple de Borobudur, dans le cadre du circuit de 15 jours, « Balade au pays des dieux », de Singapour aux Célèbes (deux jours chez les Torajés), programmé par Fram : à partir de 15 350 F, en pension complète. Un site également en vedette dans le circuit Singapour-Java-Bali (15 jours), proposé, à partir de 12 490 F par les Voyages « Diffusion Kuoni ». Quant au vrai visage de Bali (rizières, volcans, temples hindouistes), il se découvre à pied, dans le cadre d'un périple de 16 jours (dont 9 de marche et 2 de plage à Kuta) programmé par Allibert (tél. : [1] 48-06-16-61), les 6 et 20 avril, à partir de 12 750 F.

MACAO

L'enfer du jeu ? Pourquoi ne pas profiter d'un séjour à Hongkong pour aller vérifier soi-même et découvrir, avec Planète, ce « Las Vegas tropical » où les machines à sous sont réelles : 2 jours/1 nuit, traversée par le jetfoil (une heure), à partir de 1 180 F en chambre double avec petit déjeuner à l'Hotel Mandarin oriental.

NÉPAL ET BHOUTAN

Esprit d'aventure (tél. : 43-29-94-50) propose une spectaculaire balade, du Népal au Bhoutan, au pied des plus hautes montagnes

du monde. Une randonnée aux sons des cloches, des prières et des cris des singes. On visite Paro, Punakha, Tongsa et Wangdiphodrang. Quinze jours de dépaysement total (20 600 F par personne) avec, en prime, une promenade à dos d'éléphant et deux demi-journées de marche. Allibert, de son côté, a choisi la période des Tsechus, fêtes religieuses du Bhoutan, époque où les dzongs (monastères-fortresses) accueillent festivals et troupes de danse : 18 jours dont trois de marche, 24 450 F. Départ le 18 novembre.

PÉNINSULE INDOCHINOISE

Parmi les dix voyages « prêt à partir » choisis par le réseau des agences Selectour (liste des points de vente sur Minitel 3615 Selectour ou par téléphone au [1] 45-26-95-15) en fonction de leur rapport qualité-prix, un circuit de 12 jours/9 nuits permet, via Kuala Lumpur, d'explorer, pour 9 600 F par personne en chambre double (4 départs de décembre à mars, 10 800 F à d'autres dates), la « mosaïque vietnamienne » grâce à des étapes à Ho-Chi-Minh-Ville, Hué, Danang, Halong et Hanoi. Chez Dédicé Cybèle, un circuit Vietnam de 12 jours/10 nuits, de Saigon à Hanoi, avec croisière d'une journée et guide francophone, à partir de 12 550 F.

Sirocco inclut dans un circuit de 17 jours/14 nuits, via Bangkok, une extension au Laos (Vientiane, Luang Prabang) depuis Hanoi : à partir de 18 100 F. Quant à Fram, son circuit Vietnam-Cambodge de 17 jours (à partir de 17 950 F), de Hanoi à Saigon, se termine à Singapour. Tous les prix indiqués s'entendent au départ de Paris et en pension complète. Enfin, signalons le circuit vietnamien d'Explorator qui, en 15 jours (environ 1 000 kilomètres sur routes et pistes), part à la rencontre des ethnies du Nord, avec, en prime, deux jours dans la baie d'Halong à bord d'un sampan motorisé : 17 900 F. Dans le cadre d'un circuit de 15 jours/12 nuits (à partir de 19 190 F en pension complète, au départ de Paris) via Hanoi, Halong, Hué, Danang, Saigon et Phnom Penh, Sirocco a bien sûr prévu une étape pour découvrir, cachés au milieu de la forêt tropicale, les majestueux temples d'Angkor. De son côté, l'Association Arts et Vie programme un combiné Laos-Cambodge de 18 jours, dont plus de deux jours à Angkor : 19 100 F en pension complète.

ÎLES DE LA SONDE

A l'est de Bali, l'île volcanique de Lombok ne restera peut-être plus très longtemps aussi paisible : des projets immobiliers sont en effet programmés sur la plage de Senggigi. Raison de plus pour y goûter quelques jours de détente au terme d'un circuit en Indonésie. Avec Sirocco, qui, de Bali, programme un séjour de 4 jours/3 nuits, à partir de 1 780 F, en chambre double et petit déjeuner. Option plus courte (2 jours/1 nuit, à partir de 755 F) de Planète, programmant également l'île en extension d'un voyage à Singapour et Bali : 1 200 F pour les vols Singapour-Bali-Lombok-Singapour, plus les nuits d'hôtel. De Paris, circuit de 15 jours de Rev'Asie, à partir de 15 990 F.

M. F. K.

CIRCUIT AU VIETNAM
"Paysages d'Indochine"
14500 F
Départ de Paris
15 jours découverte en pension complète

Fram est encore plus près de vous quand vous êtes loin de tout.

Partir loin avec FRAM, c'est être sûr de partir bien accompagné. Car, même au bout du monde, avec FRAM, tout est simple. Ce qui vous permet de profiter au mieux de votre séjour, l'esprit tranquille avec l'envie de tout découvrir. Comme au Vietnam, pays extraordinaire ouvert depuis peu au tourisme et où FRAM vous entraîne à la rencontre d'un peuple accueillant et de sites inoubliables. Avec cette année, une extension possible au

Cambodge où vous ne manquez pas de visiter le célèbre temple d'Angkor. Avec FRAM, l'Asie c'est aussi le Népal, l'Inde, Ceylan, la Thaïlande, la Chine, et l'Indonésie.

FRAM vous propose également de nombreux voyages lointains et prestigieux vers les Amériques et l'Océan Indien. Avec toujours à vos côtés votre pilote vacances accompagnateur FRAM qui sait être près de vous quand vous êtes loin de tout.

Pour recevoir gratuitement le catalogue FRAM « Automne-Hiver 95/96 » adressez-vous à votre agent de voyages ou retournez ce coupon-réponse aux : Voyages FRAM - BP 487 - 31008 Toulouse Cedex

Je désire recevoir gratuitement le catalogue FRAM « Automne-Hiver 95/96 ».

Nom

Prénom



Adresse

Code Postal

Ville

Le 10 de 4 janvier 1978 relative à l'information et aux loisirs vous garantit un droit d'accès et de modification des données vous concernant.

سكنات الامم



... Les touristes vus par Martin Parr (album Ed. Marval)

L'Asie au Club

DANS la nouvelle présentation du catalogue hiver du « Trident », l'Asie est signalée par des coins de pages roses. L'Asie en rose, quoi de plus normal pour un continent qui regroupe certains des plus beaux villages du monde ? Cherating en Malaisie (à partir de 13 100 F, 9 jours avec l'avion de Paris), Phuket en Thaïlande (à partir de 10 750 F, une semaine avec l'avion), Faru aux Maldives (à partir de 10 960 F, une semaine avec l'avion), Lindeman Island en Australie (à partir de 5 180 F, une semaine sans l'avion), Bora Bora et Moorea (à partir de 13 130 F, une semaine avec l'avion) en Polynésie.

Un niveau de qualité illustré par l'attribution de « 4 tridents » à six des neuf villages de cette région du monde, distinction signalant un site exceptionnel ou un village très confortable.

Côté circuits, une activité du Club méconnue car masquée derrière les villages, la brochure « Découverte » conjugue « Port d'association confort, dépaysement et tout-compris » à travers une trentaine de circuits autonomes (de 5 à 17 jours) ainsi que 18 circuits de 2, 3 ou 4 jours (notamment à Hongkong-Chine-Macao, à Borobudur en Indonésie, à Singapour et à Bangkok, en Thaïlande) au départ des villages.

En ce qui concerne les premiers, possibilité de les prolonger par une semaine de détente

dans plus de cent villages. Parmi les nouveautés, une « route javanaise » (Borobudur, Java et Bali en 13 jours, à partir de 13 940 F de Paris), une approche de la Chine (Xian, Pékin et les tombeaux Ming, 11 jours, à partir de 16 550 F avec l'avion) et l'exploration, en 15 jours (à partir de 32 970 F de Paris), d'une île continent nommée Australie.

Côté mer, le Club Med 2 croise, jusqu'au 2 décembre, en Polynésie (3, 4 ou 7 jours, à partir de 16 500 F en cabine double la croisière d'une semaine avec l'avion) avant de rejoindre ses quartiers d'hiver en Nouvelle-Calédonie où il effectuera jusqu'en avril des périples de 3, 4 à 7 jours (à partir de 17 200 F la semaine avec l'avion) autour de Nouméa. Ceux qui rêvent de naviguer sur l'un des plus grands paquebots à voile du monde auront la tentation de s'embarquer pour la trans-Pacifique Paquebot-Nouméa, qui se déroulera du 2 au 15 décembre : à partir de 17 550 F de Paris.

Côté air, enfin, à noter davantage de vols au départ des villes de province, notamment à destination des villages de Thaïlande. Renseignements dans les boutiques Club Med Voyages, les agences Havas Voyages, Forum Voyages et American Express, ainsi que par téléphone (à Paris au (1) 42-96-10-00, à Marseille au 91-77-20-00) et par Minitel 3615 Club Med.

P. F.

L'Asie en rayon

LE libraire de voyage, tel le médecin devant un diagnostic à établir, doit, pour conseiller judicieusement le candidat au dépaysement, tenir compte de plusieurs paramètres : la personnalité du voyageur, le type, le thème et la durée du voyage. Et l'Asie, plus qu'aucun autre continent, justifie le recours à de bons « pros ».

Paris compte six librairies spécialisées. L'Astrolabe (46, rue de Provence, 9^e, tél. : (1) 42-85-42-95, et 14, rue Serpente, 5^e), dirigée depuis dix ans par Patrick et Rémi Arfi. En rayon : livres récents, ouvrages de référence et titres épuisés. Point fort : la cartographie. La première librairie donne des conseils plus poussés, la seconde offre un espace d'exposition aux voyageurs. Ulysse (26, rue Saint-Louis-en-l'Île, 4^e, (1) 43-25-17-35) où, depuis 1971, Catherine Domain consacre à l'Asie, où elle a séjourné, un tiers de son fonds. En rayon : ouvrages de référence, nouveautés, livres épuisés. Points forts : livres introuvables, cartes. Sur demande, commandes à l'étranger. Ces deux libraires font des recherches et expédient en province. Itinéraires (60, rue Saint-Honoré, 1^{er}, (1) 42-36-12-63) a en rayon des nouveautés, peu de livres rares mais des CD et cassettes. Point fort : banque de données alimentant un service Minitel (3615 Itinéraires, listes disponibles). Samuelian (51, rue Monsieur-le-Prince, 6^e, (1) 43-26-88-65) est nettement érudite, surtout en orientalisme, qu'il s'agisse d'ouvrages classiques ou

épuisés. L'Harmattan (16, rue des Ecoles, 5^e, (1) 43-26-04-52) très diversifiée (éditions originales). La Troisième Veuille (40, rue Milton, 9^e, (1) 40-16-13-87), enfin, a une passion : les ex-colonies et la littérature exotique.

Il existe des spécialistes encore plus pointus. Fenêtre sur l'Asie (49, rue Gay-Lussac, 5^e, (1) 43-29-44-74) est dédiée à l'Inde et à l'Himalaya (Tibet). En rayon : livres de toute provenance, 70 % en français, le reste en anglais. Point fort : livres épuisés (un quart du fonds). Le Phénix (72, bd de Sébastopol, 3^e, (1) 42-72-70-31) se consacre à 80 % à la Chine, mais aussi aux Cambodge, Laos, Vietnam, Japon et à la Corée. Point fort : la possibilité de s'abonner à des revues (3 000 titres en langue chinoise). Même spécialité chez You Feng (45, rue Monsieur-le-Prince, 6^e, (1) 43-25-89-98), y compris calligraphie et médecine.

En ce qui concerne les éditeurs spécialisés, l'Asiatheque (6, rue Christine, 6^e, (1) 43-23-34-57) est réputée pour ses publications sur le Tibet, les Routes de la soie, le Japon ; Maisonneuve (11, rue Saint-Sulpice, 6^e, (1) 43-26-86-35) est très appréciée pour ses ouvrages savants, lisibles par tous, notamment sur le bouddhisme, la Chine, le Tibet et le Japon ; Kailash (69, rue Saint-Jacques, 5^e, (1) 43-29-52-52), qui a des attaches indiennes, publie des ouvrages sur le sous-continent, l'Himalaya et l'Asie du Sud-Est et importe quelque 1200 titres anglais.

D. T.

L'Asie, mode d'emploi

Choisir son vol, ses étapes et le rythme du voyage. Garder la forme. Changer de l'argent

■ L'ASIE D'UN COUP D'AILE

La guerre des prix, déclarée par une trentaine de compagnies aériennes a ramené le niveau des tarifs à une fourchette de prix comprise entre 4 000 F (voile moins pour Bangkok) et 7 000 F (maximum pour Tokyo), en classe économique et en billets commercialisés chez les spécialistes. A titre d'exemple, les prix entre la France et l'Inde atteignent en novembre des planches jamais vues : Le Paris-Delhi se vend 3 600 F (sur British Airways) et 3 850 F (sur Air France) à la Compagnie des voyages (tél. : (1) 45-08-44-88, ou répondre annonçant les promotions 24 heures sur 24 : (1) 45-08-00-60).

Il n'y a pas de meilleur tarif saisonnier sur une destination donnée, mais il existe une dizaine de prix pour la classe économique où les tarifs les plus bas correspondent à des quotas de sièges ajustés au coup par coup par les compagnies aériennes. Bref, si vous êtes décidés à partir, interrogez les spécialistes, comparez les prix, les conditions du voyage et réservez sans tergiverser.

Hormis le prix et la durée de validité du billet, restent les ques-

tions essentielles à poser pour faire le bon choix : nom de la compagnie aérienne, fréquence des vols, frais de changement de dates (rarement au-delà de 500 F, mais parfois ce changement est impossible), horaires (éviter les arrivées de nuit), longueur du voyage, nombre d'escales et éventuel changement d'avion. Enfin, l'existence de départs de province (de plus en plus fréquents sur les compagnies européennes). Fréquence vols, un guide judicieux, gratuit, publié chaque année par la Compagnie des voyages (voir ci-dessus) répond à toutes ces questions en examinant à la loupe quelque 36 compagnies aériennes, et en dévoilant les pièges à éviter pour bien choisir son vol. Parmi les spécialistes de l'aérien, citons notamment : Access (tél. : (1) 40-13-02-02, ou Minitel 3615 Access Voyages), Any Way (tél. : (1) 40-28-00-74, Minitel 3615 Any Way), Air Asia (tél. : (1) 44-41-50-10), Air Havas (tél. : (1) 41-06-41-23 et Minitel 3615 Havas Voyages), Dégriaffaires (Minitel 3615 Dégriaffaires), Forum Voyages (tél. : (1) 46-43-71-72), Jumbo (agences et Minitel 3615 Jumbo), Go Voyages et Look Voyages (agences), Nouvelles Frontières (tél. : (1) 41-41-58-58, ou Minitel 3625 NF).

■ L'ASIE EN BONNE SANTÉ

Il y a des règles d'hygiène quotidienne que l'on se doit de respecter en Orient si l'on veut rester en bonne forme, celles que soient les conditions du voyage. Ne jamais boire d'eau courante, consommer de l'eau minérale en bouteille capsulée ou de l'eau purifiée avec des micro-pluies désinfectantes (disponibles en pharmacie) ainsi que du thé. Attention aux glaçons, ils sont aussi nocifs que l'eau courante. Recourir aux fruits frais déjà épluchés et aux crudités, pour préférer légumes cuits, soupes et l'omniprésent riz avec ses compléments que l'on sert dans toutes les gargotes d'Asie. Une petite trousse de médicaments de première urgence est à glisser dans son bagage, avec un traitement pour les dérangements intestinaux et contre le paludisme, si vous voyagez dans les zones infestées.

Assistance publique voyages, tél. : (1) 45-85-90-21.

■ L'ASIE EN DEVISES

Les cartes de crédit (notamment Visa et American Express)

s'utilisent partout en Asie dans les hôtels de classe internationale. Elles permettent d'obtenir de la monnaie locale auprès de certaines banques (le chèque est parfois nécessaire) et ce pour une somme hebdomadaire limitée : il est prudent de demander les conditions et les adresses locales à votre agence bancaire avant le départ.

Se munir d'argent liquide, moyen de paiement le plus courant. Les dollars américains (petites coupures indisposables pour faciliter le change au coup par coup) sont souvent préférés au franc, surtout dans les régions reculées. Les distributeurs automatiques sont quasi inexistantes.

Notez, enfin, que le spécialiste des services financiers liés au voyage, Thomas Cook propose désormais la « garantie cash » assurant le rachat des devises à leur prix d'achat. A condition que la transaction initiale soit supérieure à 3 000 F, que le montant des devises présentées ne dépasse pas 30 % de la transaction initiale et que l'opération se déroule dans les 30 jours suivant l'achat, sur présentation du reçu original.

F. E.

Air France

a compris qu'un enfant
qui s'ennuie en avion
peut vite ennuyer
tout un avion.

NOUVELLE CABINE TEMPO

Une nouvelle approche du voyage en famille

Voyager sur Air France devient un jeu d'enfant. En effet, en Cabine Tempo, Air France met à la disposition des plus jeunes des albums à colorier, des jeux vidéo ainsi que des réhausseurs de siège. De même, et sur simple demande lors de la réservation, vous obtiendrez un plateau-repas spécial enfant, ou même un berceau et une table à langer pour les plus petits. De quoi aspirer à une certaine tranquillité. Mise en service progressive. Premières lignes concernées : Asie/Pacifique et Amériques.

AIR FRANCE

LES DROITS DU PASSAGER.

MONDE MALAIS Bali résiste-t-elle longtemps au boom immobilier aujourd'hui cantonné dans le sud de l'île, où s'agglutinent les touristes ? Le poids et la permanence des pra-

tiques religieuses et culturelles incitent à l'optimisme. Mais le danger rôde. Portraits de Kuta, la balnéaire sacrifiée, et d'Ubud, l'artiste préservée. ● Bornéo, où la forêt primaire de Sa-

bah, la plus riche du globe en essences végétales avec deux cents espèces d'arbres à l'hectare et dix mille plantes à fleurs différentes, est menacée par la déforestation. ● Sumatra, île

principale de l'Indonésie, où, chez les Minang perdure la plus grande société matrilineaire de la planète. Son secret : un équilibre subtil entre l'islam et l'ancestrale coutume qui veut que

la femme hérite, possède et lègue, alors que l'homme gère et administre. Récemment publiée, une encyclopédie révèle les multiples facettes de cette singulière communauté.

L'île des dieux à pile ou face

Bali a sacrifié 20 kilomètres de côtes au tourisme de masse. Sans renier pour autant, dans le reste de l'île, ses traditions religieuses et culturelles



Scènes de plage : avant la cérémonie, les femmes portent les offrandes au temple...



... Un « surfer » tue le temps, dans l'attente des rouleaux

L'HARMONIE balinaise. Le faste des innombrables cérémonies familiales, villageoises ou religieuses. L'odeur lourde des fleurs de frangipanier. Le son lancinant des gamelans. Pendant longtemps, la fascination de Bali s'est résumée à Kuta, un petit village de la côte sud où aimaient se retrouver les voyageurs des années 70. Depuis, Kuta a bien changé. Des centaines de boutiques y proposent vêtements et autres produits « typiques », tandis qu'une myriade de vendeurs de rues harcèlent le touriste pour lui vendre des copies de montres ou de parfums français. Difficile d'échapper à la meute. Un vrai parcours du combattant, où vous frôlez dangereusement cyclomoteurs, mo-

tos, voitures, bemos (les minibus locaux), autocars et camions. A la belle époque, Kuta était une des étapes privilégiées des voyageurs au long cours, à l'instar de Katmandou et de Karachi. Le dernier des « 3 K ». Une escale appréciée autant pour ses couchers de soleil que pour ses « champignons magiques ». Lassés de sillonner le monde, de nombreux « routards » y échouèrent et, séduits par la douceur et la tolérance des Balinais, s'y établirent. En collaboration avec les artisans locaux, ils développèrent une importante activité textile.

Devenue aujourd'hui « la » station reine du tourisme de masse, Kuta n'a jamais fait l'objet du moindre plan d'aménagement. Elle a grandi seule, puis a « explo-

sé » avec l'essor des transports aériens et le « boom » immobilier, qui a vu les grands hôtels internationaux investir le froot de mer. Asphyxiée par sa circulation routière, Bali croule sous le poids des véhicules qui, à longueur de journée, contournent les volcans. Victime de son succès, Bali a vu affluer vers elle un peu plus de 4 millions de touristes en 1993, dont 1,5 million d'étrangers. Si le sud de l'île a souffert, Bali, dans son ensemble, résiste plutôt bien. Privilégiant l'harmonie entre l'homme, son environnement naturel et sa religion, la société balinaise s'est attachée à modeler une île digne de ses dieux et de ses ancêtres. Rizières en terrasses, temples ou cérémonies religieuses, tout doit y être beau.

Les premiers visiteurs, issus, en majorité, de l'élite intellectuelle européenne du début du siècle, n'y ont pas résisté. Et c'est à leurs œuvres (le romantique *Sang et Volupté* de Bali, écrit en 1937 par Vicki Baum, *Island of Bali*, de Michel Covarrubias, ou *A House in Bali*, du musicien Colin McPhee) que Bali doit sa réputation d'île des dieux. Une réputation entretenue par les autorités, qui, pour réduire au maximum l'impact du tourisme sur la population, n'ont pas hésité à préconiser, dès 1969, une véritable séparation entre autochtones et touristes, ces derniers étant cantonnés dans le Sud et le long de la côte. Une répartition facilitée, il est vrai, par la réputation traditionnelle des Balinais à l'égard d'un littoral fréquenté par les démons.

Loin de cette région « sacrifiée », Ubud, situé à environ 25 kilomètres au nord de Denpasar, apparaît comme une petite station paisible, perchée au milieu des rizières qui

dévalent en escalier jusqu'au torrent. Depuis la fin des années 20, elle revendique le titre, flatteur, de berceau culturel de Bali. Ici, point de discothèque et d'excitation tapageuse. L'atmosphère est studieuse, voire un brin intello. Il est vrai que la station regorge de musées, galeries, ateliers de peinture et de sculpture. Le village doit en effet sa réputation et son rayonnement aux artistes, et plus particulièrement aux peintres, tels Walter Spies et Rudolf Bonnet, qui s'y installèrent entre 1927 et 1929. Achetant et distribuant les œuvres d'artistes locaux, ils contribuèrent également au renouveau de la peinture locale. Fascinés par les scènes de la vie quotidienne, ils y puiseront les thèmes dominants de leurs œuvres, élargissant ainsi des sources d'inspiration cantonnées jusque-là aux seuls sujets religieux. A la fin de la seconde guerre mondiale et, surtout, après l'indépendance de l'Indonésie, une

deuxième vague d'artistes viendra s'installer à Ubud. Parmi eux, Antonio Blanco, Hans Soel et Arie Smit, trois peintres que les amateurs d'art peuvent aujourd'hui encore rencontrer sur place.

Une fois la filière artistique épuisée, il ne restera plus qu'à enfoncer son vélo pour partir à la découverte des villages environnants. L'un des meilleurs moyens pour explorer une île qui se dégage lentement est de suivre à pied les talus serpentant entre les rizières. En prenant le temps de boire une tasse de thé dans un *warung* (restaurant-épicerie) et de répondre aux trois sempiternelles questions : « *Dari mana ?* », « *Mau ke mana ?* », « *Tinggal di mana ?* » (Autrement dit : « D'où viens-tu ? », « Où vas-tu ? », « Où résides-tu ? »). Ne pas se priver, non plus, de suivre, discrètement et respectueusement, ces cérémonies où la beauté des offrandes (pyramides de fruits, boulettes de riz colorées) rivalise avec celle des tenues de fête. Quand les oies quitteront les rizières pour regagner le village, il sera temps de rejoindre son hôtel. Sonnera alors l'heure des danses (Kecak, Barong, Legong, Ramayana), à l'affiche, presque chaque soir, dans les villages environnants. A moins de choisir le palais d'Ubud et d'y tomber sous le charme des danseuses fluettes qui, aux sons du gamelan et de la flûte, évoluent dans une atmosphère où se mêlent les parfums de l'encens et du frangipanier.

Christine Cabasset

Premiers pas en Inde : 10 j, 6950 F
Indonésie essentielle : 11 j, 9650 F
Vietnam essentiel : 12 j, 10900 F

Escapade pékinoise : 8 j, 5100 F
Chine du Levant : 10 j, 8550 F

Terres de Chine : 16 j, 12300 F

Depuis Marco Polo, les routes de l'Orient n'ont jamais été aussi abordables.

A la Cité des voyages, les conseillers de Voyagers du monde vous proposent de nombreux circuits vers les routes de l'Orient : 8 jours à Pékin avec Air China à partir de 5100 F, circuits en Chine avec un accompagnateur sinologue à partir de 8850 F, ou encore des voyages « essentiels » d'une dizaine de jours dans la péninsule indochinoise, en Indonésie et en Inde.

Et pour en savoir plus avant de partir, la Cité des voyages organise les jeudis, vendredis et samedis après-midi des réunions d'information animées par ses spécialistes et vous ouvre 7 jours sur 7 les portes de sa librairie (plus de 3000 ouvrages disponibles).

Demande d'information.
☐ Je souhaite recevoir vos brochures 1996 (envoyez par 2 timbres) :
 - la Chine
 - l'Asie du Sud-Est
 - l'Indonésie
☐ Je souhaite être informé sur la Cité des voyages.
 Nom : _____
 Prénom : _____
 Adresse : _____
 Code postal : _____
 Ville : _____

à la Cité des voyages
55 rue Sainte-Anne
75002 Paris
tél. : 42 86 15 40 / 90

Voyagers du monde

Kuta, cité de tous les commerces

Conséquence de son activité textile florissante, Kuta est à présent, dans l'île aux vingt mille temples, la cité aux mille commerces. Une cité où se côtoient vendeurs de rue, échoppes sommaires, étalages en tout genre, boutiques dans le vent. Une cité qui s'étend sur 7 kilomètres, de l'aéroport Ngurah Rai, situé à Tuban (au sud), à la plage de Seminyak. Le tourisme a, malheureusement, amené dans ses bagages des enseignes qui n'ont rien de balinaises (McDonald, Kentucky Fried Chicken, etc.), mais aussi la drogue et la prostitution. Deux activités qui, apparemment, séduisent la nouvelle bourgeoisie asiatique et une clientèle australienne, pour qui Bali est la plus proche et la plus économe des colonies de vacances.

Carnet de route

● **REPÈRES.** Prévoir au moins dix jours sur place, compte tenu du décalage horaire et de la longueur du voyage. Choisir une formule souple, en réservant les deux ou trois premières nuits, afin de pouvoir sillonner l'île le reste du temps.

● **FORFAITS.** La plupart des voyageurs cités dans ce supplément programment des forfaits avion-hôtels à Bali. Exemple chez Nouvelles Frontières : avion, 5 500 F de Paris, et 200 F environ par personne pour un établissement standard. Évitez les hôtels situés à Kuta. Préférez Sanur, plus tranquille, bien que la plage, artificielle, soit moins belle. Ou mieux, celle de Jimbaran, plus sauvage avec une étape de charme, le Pansea Puri Bali (voir brochure Asia), qui rouvrira après rénovation début 1996.

● **TOITS.** On trouve facilement à louer une chambre-bungalow dans les fermes ou auberges traditionnelles qui joliment plages et rivières (notamment à Candi Dasa, au sud-est). Comme dans la montagne autour d'Ubud, il y a aussi des établissements très chics et très chers, côté mer et côté volcan.

● **NUITS BRANCHÉES.** Dîners à Kuta au Made Warung, ou au Gado Gado. Boîte de nuit : Double Six, sur la plage.

● **GUIDES.** Le plus complet est en anglais : Editions Moon. Le plus illustré est à la Bibliothèque du Voyageur (Gallimard). Également, Indonésie, (Le Routard, Hachette).

Vue du Pont

● **EMBARQUEMENT SINGAPOUR.** Grâce à leur « Viking Lounge », ce bar panoramique disposé autour de la cheminée, on reconnaît de loin les navires de la Royal Caribbean Cruise Line. Une flotte réputée pour son confort, sa table haut de gamme et son organisation impeccable, caractéristiques qui ont valu à la plupart des dix unités qui la composent le titre enviable de « meilleur navire de l'année ». Si les passagers sont, en majorité, américains, six de ces navires géants ont été construits à Saint-Nazaire. Un parfum d'Hexagone que l'on retrouve à bord, avec, sur presque toutes les unités, permanence en français au bureau du commissaire de bord et personnel parlant notre langue. Positionné à l'année en Asie du Sud-Est, le *Sun Viking* (714 passagers, décoration scandinave, atmosphère chaleureuse) propose, les 17 décembre 1995, 28 janvier, 11 et 25 février 1996, des croisières en boucle, au départ de Singapour, avec escales en Indonésie (Semarang et visite de Borobudur, Surabaya, Bali), Malaisie (Kuala Lumpur, Penang) et Thaïlande (Phuket). Également programmé, un second circuit, au départ de Singapour ou de Hongkong, avec escales en Thaïlande (Ko Samui, Leam Chabang-Bangkok), au

Viet-Nam (Vung Tao-Ho Chi Minh, Da Nang), en Chine (Canton). À partir de 18 690 et 18 820 F par personne, en cabine double intérieure, avec vol A-R de Paris, transferts et taxes portuaires. Chez Kuoni (tél. : (1) 42-85-37-00) et dans les agences de voyages.

● **NOËL EN INDONÉSIE.** Symbole de l'art de vivre français, le *Mermoz* assume son charme un peu déshé et cultive son amour de la tradition et de la haute gastronomie. De l'océan Indien à l'extrême-Orient, deux périodes de fin d'année sont programmées à des conditions intéressantes : 40 % de réduction pour la deuxième personne partageant la même cabine ou 20 % de réduction sur le tarif single. Du 9 au 23 décembre, cap, au départ de Colombo, vers la Birmanie, la Thaïlande, la Malaisie et Singapour : à partir de 17 950 F par personne. À noter enfin que la croisière est gratuite pour les moins de dix-huit ans partageant la cabine des parents ou grands-parents. Fêtes de fin d'année en Indonésie, entre Singapour et Bali : du 21 décembre au 6 janvier, à partir de 23 530 F par personne, Paris-Paris, en cabine intérieure double (trois lits), vol A-R inclus. Participation aérienne par enfant : 8 260 F. Chez Costa-Paque (tél. : (1) 49-24-94-20) et dans les agences de voyages.

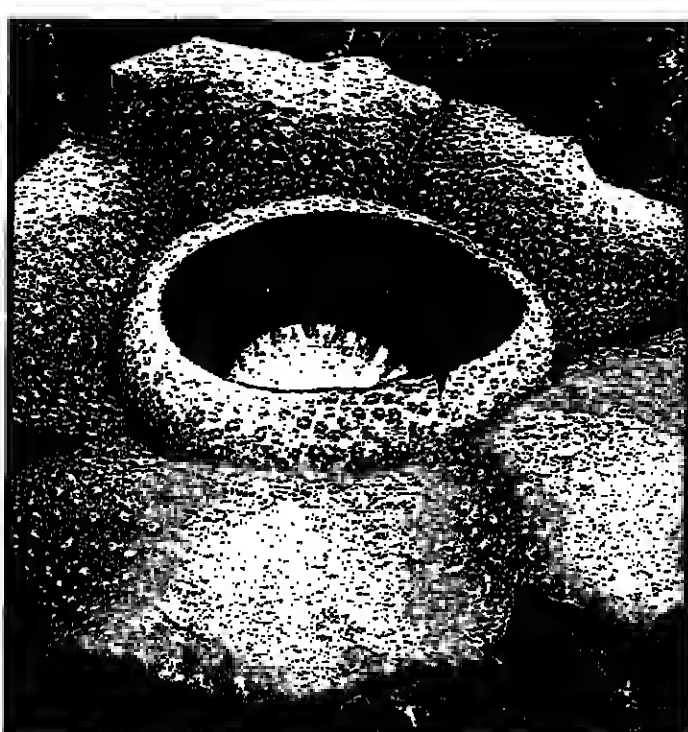
صوتنا من الامم

La forêt où poussent les superlatifs

Richesse de la faune, exubérance de la flore, cette canopée primaire, vieille de cent trente millions d'années, est la doyenne de la planète



La rivière Segama et la forêt de Sabah



La rafflesia arnoldii



Jeune orang-outang, Sepitok Sabah

BORNÉO
de notre envoyé spécial

Nous ne ferons pas fermer la terre ferme et le vertige. Le poot de liane qui enjambe la canopée de cette forêt tropicale n'en finit pas. Chaque pas provoque une oscillation désordonnée et imprévisible. Il faut marcher avec la liberté aérienne des danseuses khmères. Un coup d'œil vers le bas - nouveau balancement des cordes tendues - et le regard s'évanouit dans un gouffre végétal. Soixante mètres, quatre-vingts mètres plus bas, des plantes vivaces - rhododendrons, pandanus, fougères et bambous - cherchent la lumière dans un joyeux fouillis. Au faite des arbres peuplés d'orchidées, le soleil pète comme une étoile. Ce monde de forêt s'étend au pied du mont Kinabalu, dans la province du Sabah qui, avec le Sarawak, constitue la partie malaisienne de Bornéo. Un parc dont la superficie importante (754 km²) lui permet d'être à la fois un laboratoire et un sanctuaire.

Les fonctionnaires en charge de la protection de la faune jouissent fièrement avec les superlatifs. Les arbres de la forêt primaire de Bornéo sont les plus hauts du monde

(avaient ceux d'Amazonie ou d'Afrique), à l'exception des conifères géants des parcs nord-américains. Cette région du globe est aussi la plus riche en essences végétales. Ainsi, dans la Danum Valley, au sud du Sabah, on dénombre environ deux cents espèces d'arbres à l'hectare et dix mille plantes à fleurs, toutes différentes. Sur trois mammifères présents ici on en trouve un ailleurs. Enfin, cette forêt primaire, vieille de cent trente millions d'années, est la doyenne de la planète.

Tout irait bien si ce merveilleux héritage de la préhistoire n'avait été sérieusement entamé par trois décades de déforestation brutale. Avec, pour conséquences, la destruction en chaîne de l'équilibre naturel, le bouleversement des lignes de partage des eaux, la disparition de certains animaux et la multiplication des incendies. Au Sabah, et dans la partie orientale du Kalimantan, les plus grands feux de forêt de l'histoire humaine ont, en 1983, détruit près de 30 000 kilomètres carrés, soit l'équivalent des Pays-Bas. Cette année-là, les flammes ont dévoré la jungle pendant plusieurs mois.

Le Fokker 27 des Malaysian Airlines qui relie Kota Kinabalu, capi-

tale du Sabah, à Tawau survole la province dans toute sa largeur. Vu du ciel, le déboisement est spectaculaire : succession de reliefs dénudés à perte de vue, signes d'érosion inquiétants. Au nord des routes d'immenses plantations d'hévéas et de palmiers à huile ont pris la place des grands arbres. « Mais, rassurent les responsables du parc, nous replançons systématiquement. »

Au centre de réhabilitation des rangers-outangs, une réserve de 4500 hectares de forêt équatoriale, à vingt minutes de route de Sandakan, sur la côte est, Sylvia Alister, fonctionnaire du Jabatan Hidupan Liar (des Eaux et Forêts locales), pénètre sur la pointe des pieds dans la nursery. Une boule de poils roux dort dans un berceau. C'est un bébé orang-outang de quelques mois. « Voici notre dernier pensionnaire, un orphelin apporté il y a quelques jours par des forestiers. Nous l'élevons comme un petit humain. » L'orang-outang (un mot d'origine signifiant « homme des bois ») est l'une des espèces les plus menacées au Sabah. Aujourdhui, il ne reste que quelques milliers d'individus. Les raisons ? La chasse traditionnelle trop longtemps pratiquée, la déforestation et le braconnage pour les zoos, une activité aujourd'hui punie de cinq ans de prison et d'une forte amende.

Le Simio Sutorus est le plus grand animal vivant dans les arbres. Sa ressemblance avec les humains avait impressionné l'explorateur Daniel Beccari. Il se déplace de branche en branche à l'aide de ses bras et de ses jambes, et se nourrit essentiellement de fruits et de pousses amères. Un adulte mâle peut mesurer jusqu'à 1,5 m et peser 100 kilos. On ne le trouve qu'au nord de Sumatra et à Bornéo. À la différence de ses cousins africains, les gorilles et les

chimpanzés, c'est un solitaire. Ainsi, lorsqu'une maman gorille est tuée, le petit est aussitôt adopté par une autre mère. Dans les mêmes circonstances, le petit orang-outang sera abandonné. « Nous intervenons pour capturer et déplacer les orang-outangs avant les défrichages, explique Sylvia, mais nous recueillons surtout les petits. Il faut faire vite : un bébé est totalement dépendant de sa mère jusqu'à l'âge de quatre ou cinq ans. Nous les nourissons au biberon et leur apprenons à grimper aux arbres ! Puis nous les relâchons. Un adulte a besoin de 400 hectares pour vivre. » Depuis trente ans - date de la création du centre - une centaine de singes ont ainsi été rendus à leur milieu naturel.

Il n'y a jamais eu de tigres à Bornéo, contrairement à une légende tenace. En revanche, les éléphants y ont été introduits au XIX^e siècle par le sultan du Sabah, et ils sont retournés à la vie sauvage, dans le nord-est du pays. Quant aux fameux rhinocéros bicorne de Bornéo, il a pratiquement disparu, traqué par les Dayaks pour le plus grand plaisir des Chinois, qui prêtent à ses crocs, réduites en poudre, des vertus aphrodisiaques au demeurant surfaîtes. Un couple veau de Sumatra est élevé dans un enclos de Seplink. Avec l'espoir qu'il fasse souche, ce qui risque de prendre un certain temps.

Au parc de Kinabalu. La montagne s'est évanouie dans les nuages, la canopée disparaît dans la brume, les grandes fougères arborescentes sont perdées de gouttelettes, la mousse des sous-bois se gonfle d'eau. C'est l'heure où les randonneurs reviennent du sommet, muillés jusqu'à la nuque. Cette masse granitique s'est élevée en brisant la couche terrestre il y a un million et demi d'années. Les successions d'éro-

sions et de glaciations ont sculpté la montagne : strates, stratifications et coulées de débris rocheux. À partir de 1800 m (le pic de Low culmine à 4036 m), la végétation se métamorphose à vue d'œil. D'abord des rhododendrons et des pins haigants dans un brouillard permanent, puis des mousses épaisses, une futaie de bambous - les bambous grimpants de miss Gibbs, du nom de la première femme qui entreprit cette ascension, en 1910. L'altitude essouffit la végétation, peu à peu réduite, au terme du grand plateau incliné qui mène au sommet, à des milliers de petites fleurs blanches, à des arbustes rabougrés et oneux et à des bonzaïs fixés dans le granit. Dans ce sauna exubérant s'épanouit un fabuleux jardin botanique, né d'une alchimie subtile et imprévisible.

On prétend que la moitié des plantes qui poussent au-dessus de 800 mètres sont uniques au monde. Plus d'un millier d'espèces d'orchidées, des rhododendrons éblouissants, des renoncules. Et ces belles saracénias, espèces carnivores programmées pour tuer : elles attirent sur leurs lèvres glissantes des insectes qui se noient au fond de leur corolle dans un acide paralysant. La rafflesia, et

ses imposants pétales rouge foncé, ponctués de taches blanches, est la fleur emblématique du Sabah. Sans doute parce qu'il faut - pour l'atteindre - se livrer à une véritable chasse au trésor.

On sauvegarde la forêt mais également les fonds marins. Dans la mer de Sulu, au large de Sandakan, un petit archipel, autour de l'île de Selangan, est devenu le sanctuaire des tortues vertes et des tortues Hawksbill. De juillet à octobre, elles sortent de l'eau, à la tombée de la nuit, pour aller pondre dans le sable des plages. La chasse est interdite et les œufs protégés. Plus au sud, dans la mer des Célèbes, l'île de Sipadan, (re) découverte il y a quelque temps par le commandant Cousteau, est, pour les plongeurs, un véritable paradis.

Chaque année, en mai, sur la grand-place de Kota Kinabalu, les tribus empanachées du Sabah fêtent les moissons. Sur une large estrade en teck, face à un parterre d'officiels, les fastes de la forêt revivent pour une nuit, amplifiés par les éclairages psychédéliques et la sono assourdissante. La ville n'a pas encore éteint les dernières émotins de la jungle.

Bruno Barbier

La fleur de Sir Thomas

La *Rafflesia arnoldii*, qu'on peut trouver les jours de chance au pied du mont Kinabalu, est la plus grande fleur du monde : un chou pourpre sombre tacheté de blanc, de 4 à 7 kilos, 45 centimètres à 1 mètre de diamètre. C'est une espèce parasite qui forme une seule fleur et ne possède ni pied, ni racines, ni feuilles. Lors de sa floraison, elle dégage une odeur nauséabonde qui attire les mnaches pollinisatrices. Elle fut découverte en 1818 par Thomas Stamford Raffles (le fondateur de Singapour) au cours d'une expédition dans la jungle de Sumatra et ne pousse que dans les sous-bois de cette île et à Bornéo. Quatre mois pour s'épanouir, quelques jours pour se faner. La *Rafflesia* est devenue plus rare après une cueillette trop intensive des Orang Asli (les aborigènes du Sabah), qui prêtent à son bourgeon des vertus médicinales.

Carnet de route

● **REPÈRES.** De son nom exact, Sabah Negeri di Bawah Bayu (littéralement : « Pays sous le vent »), ce territoire de 76 117 km² a rejoint la Fédération de la Malaisie en septembre 1963, après avoir été pendant deux siècles une concession de la Compagnie anglaise du Nord-Bornéo, puis de la Couronne britannique. L'île de Bornéo est ainsi constituée de deux provinces rattachées à la Malaisie (Sabah et Sarawak), d'un territoire indonésien, le Kalimantan, et du fief du sultanat de Brunei, minuscules encoches coincées dans le Sarawak et installées sur une phénoménale réserve de pétrole avec la bénédiction de la Grande-Bretagne. La population du Sabah est très composite. Les Kadazan, propriétaires des longues maisons, représentent l'ethnie majoritaire (25 %). Ils vivent surtout à l'Ouest. On compte aussi une colonie importante de Chinois (16 %), une mosaïque d'une trentaine d'ethnies vivantes et colonisées (les Bajas, les Murut, les Sulu, les Orang Sungai, etc.) et un grand nombre d'immigrants en provenance d'Indonésie et des Philippines.

● **VOYAGE.** Avec la compagnie nationale, Malaysian Airlines (tel. : 44 51-64-20), deux vols réguliers Paris - Kuala Lumpur par semaine (mardi et vendredi). Également avec British Airways, via Londres. Plusieurs vols à tarifs réduits pour Kuala Lumpur ou Kota Kinabalu, notamment chez Asia, Nouvelles Mondiales, Nouvelles Frontières, etc. (entre 4 500 F et 6 000 F environ de Paris). Liaisons quotidiennes de Malaysian Airlines entre Kuala Lumpur et Kota Kinabalu (prendre

de préférence un vol direct). Environ 300 francs A/R.

● **DÉPLACEMENTS.** En avion avec Malaysian Airlines qui relie chaque jour la plupart des grandes villes du Sabah. En voiture : excellent réseau routier, conduite à gauche, vitesse limitée ; principaux loueurs représentés (Hertz, Avis, Budget) ; essence très bon marché.

● **CIRCUITS.** Grand choix de voyages au Sabah (mont Kinabalu, île aux tortues de Se-



lingan, les rapides de la Padas, la faune sauvage de Sukau), organisés sur place par Philip Yong, directeur de Borneo Adventure (représentation en France : 134, rue de Charenton, 75012 Paris ; tél. : 43-42-38-81). Un long périple de 25 jours au Sarawak et au Sabah, avec ascension du mont Kinabalu, est programmé durant l'été par Nouvelles Frontières (tel. : 41-41-58-58, ou Minitel 3615 NF). Trois itinéraires sont proposés à longueur d'année par Asia (agences de voyages) au départ de Kinabalu, incluant voiture particulière avec chauffeur, hébergement à l'hôtel, dans des lodges, ou en dortoir sur le mont Kinabalu : « Fougères de Sabah », 5 jours, départ quotidien (à partir de 4 115 F par personne, en partant à deux) ; « Les dunes du Kinabalu », un trekking de 3 jours pour grimper à l'assaut du fameux sommet (1 365 F avec guide-accompagnateur en groupe de 5 personnes au maximum) ; « La vallée préservée », une randonnée de 3 jours, à travers plantations et forêt, jusqu'au lodge qui borde la rivière Danum (2 980 F). Consultez également les propositions d'Alibert (tel. : 48-06-16-61), spécialiste de la randonnée.

● **HÔTELS.** La capacité hôtelière de la Malaisie a doublé en cinq ans. C'est dire que les chambres ne manquent pas. Établissements souvent luxueux (prix moyen d'une chambre : 200 ringgits ou RM, environ 450 F ; RM = 23 F). Kota Kinabalu compte quelques hôtels « 5 étoiles », dont le très raffiné Shangri-La Resort sur la plage de Tanjung Aru. Beaucoup moins cher et sympathique, le Nabal Lodge sur Jalan Gaya, au centre de la ville (tel. : 6088/26-22-61).

Noter aussi le Sadanbar Bay Resort, à Tuaran, et les lodges de la Danum Valley et du Kinabalu Park.

● **LECTURES.** Trois guides excellents (et nouveaux) consacrent plusieurs pages au Sabah : *Malaisie, Singapour et Brunei* (Le Nelly Planet) ; *Malaisie et Singapour* (Gallimard) ; *Malaisie, pays de contrastes en Asie du Sud-Est* (Olivier). Citons également le Petit Futé, le Guide du routard (Hachette) et Le Grand Guide de la Malaisie (Gallimard). A lire aussi *Bornéo, des chasseurs de têtes aux écologistes* (Autrement), *Bornéo à Bornéo* (Arthaud), *Wanderings in the Great Forest of Borneo*, d'Osborne Beccari (Singapour, Oxford University Press, 1991), récit d'une expédition à la fin du XIX^e siècle. Enfin, *Au cœur de Bornéo*, de Redmond O'Hanlon (Le Voyageur), Payot. Quotidiens en anglais : le Borneo Mail et le Daily Express.

● **CLIMAT.** Tropical, chaud et humide toute l'année : plus de 30 °C dans la journée. Au Sabah, saison humide de novembre à février. Traitement contre la paludisme recommandé, surtout en cas de séjour dans la jungle.

● **INFORMATIONS.** Office du tourisme de Malaisie, 23, rue des Pyramides, 75001 Paris ; tél. : 47-47-41-71. Consulat, 2 bis, rue de Bénévoile, 75016 Paris ; tél. : 45-53-11-85. Pas de visa pour un séjour inférieur à un mois. Sur place, il est possible de réserver son hébergement pour le mont Kinabalu, ou pour les autres réserves, au bureau des parcs du Sabah, tel. : 6088-21135.

Le « repos des ancêtres »

Le mont Kinabalu - 4 036 mètres au pic de Low, le plus haut sommet du Sud-Est asiatique - était la sépulture sacrée des Kadazan, les anciens Dusun, qui l'auraient baptisé Ald Nabal, « lieu de repos des ancêtres ». Une autre légende prétend qu'un empereur de Chine aurait promis à ses trois fils de remettre son trône à celui qui rapporterait la perle fabuleuse gardée par un dragon au sommet de la montagne. Tous trois échouèrent. L'épouse du dernier monta au sommet et y perdit la vie. *Kina* signifie « Chine » et *balu* « venue ». Interdit aux vivants et inviolé durant des siècles, le sommet ne fut atteint qu'en 1851 par Sir Hugh Low, un officier britannique en poste dans l'île de Labuan. Il déclara que c'était la marche la plus épuisante de sa vie : piste éprouvante taillée dans la jungle, porteurs éfrayés, maladies. Aujourd'hui, un chemin balisé permet aux randonneurs en bonne forme d'effectuer l'ascension en deux jours.

LE CHOIX DES GRANDS VOYAGEURS

**SYRIE - OMAN - YÉMEN - NUBIE - LIBYE - IRAK - TRAN
ASIE CENTRALE - INDE - BRUTAN - CHINE - LAOS
BIRMANIE - INDOCHINE - JAPON - VÉNÉZUELA
AMÉRIQUE DU SUD - AFRIQUE AUSTRALE - MADAGASCAR...**

32 RUE DU LAOS - 75015 PARIS - TEL. : 43 06 73 13

La femme règne, l'homme s'en va, le buffle combat

Au pays des « grandes maisons », chez les Minang, les hommes se font tout petits

■ QUAND L'ASIE S'EXPOSE. Délimitée par le Tibet, le Pamir, la Dzoongarie et la province chinoise du Gansu, traversée par les caravanes pacifiques des Routes de la soie, au nord et au sud du désert de Taklamakan, la Séinde, sans être une entité géographique ou politique, est une importante stratégie considérable en Asie centrale. Le bouddhisme, né en Inde au VI^e siècle avant notre ère, se répandit en Chine et jusqu'au Japon à partir du I^{er} siècle en suivant ces voies commerciales jalonnées d'oasis. L'exposition « Serinde, terre de Bouddha », qui évoque cette progression de la doctrine bouddhique sur une période d'environ un millénaire, présente des œuvres d'art exceptionnelles trouvées sur une vingtaine de sites bordant ces routes, dont les grottes des « Mille Bouddhas », à Dunhuang. Peintures sur soie et sur toile, objets de culte en bois et manuscrits éparpillés dans les plus grands musées du monde sont exposés jusqu'au 19 février au Grand Palais, à Paris, tous les jours sauf le mardi, de 10 heures à 20 heures (entrée 50 F, 35 F le mardi). Au Musée Cernuschi, la Chine du Sud et les populations du Xinjiang sont évoquées sur les toiles de Huang Zhou, célèbre peintre chinois contemporain, à côté d'œuvres anciennes illustrant le bouddhisme et le taoïsme (jusqu'au 17 décembre, tous les jours sauf le lundi, de 10 heures à 17 h 40), tandis que, sous le titre « Merveilles du Siam », Voyageurs du monde (55, rue Sainte-Anne, 75002 Paris, tél. : 42-86-16-00) expose, jusqu'au 15 janvier, les photographies des peintures murales des temples de Thaïlande réalisées par Gilles Mermet (du lundi au samedi, de 10 heures à 19 heures, le dimanche de 13 heures à 18 heures).

■ LE TOUR DU MONDE DE « L'INFO ». Depuis le 12 septembre, Radio France Internationale a ouvert un service Minitel (3615 RFT) à l'intention des voyageurs en partance. Celui-ci révoque toutes les fréquences RFI dans le monde, la grille des programmes heure par heure, le contenu des émissions et les grands rendez-vous de l'antenne.

■ PHUKET POUR PORT D'ATTACHE. Découvrir la baie de Phang Nga, à bord d'une jonque confortable (5 cabines doubles), c'est ce que propose Forum Voyages (tél. : 01 46-43-71-25) dans le cadre d'une navigation sereine signée « Suwan Macha ». Les escaliers, à la carte, permettent de profiter des sites touristiques « Tîle de James Bond ou la grotte aux nids d'hirondelle », des magnifiques plages désertes ou des merveilles du monde sous-marin. Un complément idéal à un séjour balnéaire ou culturel. Croisière de 4 jours et 3 nuits à partir de 2 155 F par personne, en cabine double, au départ de Phuket. Également programmée par Pacific Holidays (tél. : 01 45-40-99-20) et Asia (tél. : 01 44-41-50-00) qui propose aussi une croisière de 4 jours et 3 nuits, avec hébergement à l'hôtel, incluant Phi Phi, Koh Lanta et Krabi. A partir de 4 155 F par personne au départ de Phuket.

■ L'ASIE À LA BONNE SAISON. De l'automne au printemps, on voyage dans la plupart des pays d'Asie hors saison des pluies. À quelques exceptions près, notamment l'Indonésie, arrosée de novembre à mars. Toutefois les périodes de mousson, qui varient d'une zone à l'autre, lavent le ciel et font éclater les couleurs. La pluie en Asie est synonyme de purification et de renaissance. Elle apporte l'eau aux rizières et donc la vie. L'une des fêtes les plus attendues est, au Laos, celle du Plouf : on s'arrose à grands seaux d'eau pour annoncer la fin des fortes chaleurs et l'arrivée bienfaisante de la mousson. Reportez-vous au remarquable ouvrage *Saisons et climats*, de Jean-Noël Darde (Balland), qui donne les températures, analyse la couleur du ciel de 190 pays et termine ce tour du monde par des conseils de santé.

SULT AIR
de notre envoyé spécial

UEILLIE dans la rue d'un village, une seule image reflète parfois, au plus juste, l'âme d'un peuple. Sur un mur de Sult Air, au cœur du pays minangkabau - l'une des quatre grandes cités de Sumatra - un artiste a peint deux cartes aux couleurs vives. La première représente sa région ; la seconde, l'Indonésie tout entière, qu'accompagne l'Amérique et l'Australie. D'une carte à l'autre, des

Pivot de la famille, élément stable et sédentaire du monde minang, la femme hérite, possède et lègue. Les enfants appartiennent à son clan, le suku, dont leur père est exclu. L'autorité et le prestige, échappant aux pères, reviennent aux oncles maternels, les *manak*, responsables de leurs neveux et nièces, qui forment le *ka-manakan*. En tant que mari et père, l'homme est marginalisé. « Le coq, constate un proverbe local, ne pond pas d'œufs. » À l'âge de sept ou huit ans, le garçon

grandes décisions familiales. La partie noble de la maison maternelle, cette veranda où il reçoit, bavarde ou joue aux dominos, reste son domaine. C'est surtout lui qui tient les rôles publics et les fonctions d'autorité, dans les domaines coutumiers, religieux et politiques. En dehors du foyer, le pouvoir est son affaire.

Il n'empêche : dès l'adolescence, le Minang songe au *merantau*, le départ vers d'autres lieux. « Quand on aime son village, on le quitte », prescrit un proverbe. Pour s'instruire ou faire for-

les eaux se retirèrent, l'équipage et son chef s'installèrent dans les trois vallées du futur pays minang. Quant à l'islam, il est, en quelque sorte, venu deux fois du large, à quatre siècles d'intervalle.

À l'aube du XII^e siècle, en effet, un groupe de pèlerins, enflammés à La Mecque par la doctrine wahabite, tentant, à leur retour, d'imposer par les armes un islam fanatique et puritain aux tenants de la tradition. Cette longue guerre des Padri (1803-1837) soula le glas de la dynastie Minang et

« buffle » (*herbau*) « victorieux » (*minang*) qui aurait donné son nom à ce peuple. Soucieux d'éviter une défaite sanglante, une petite armée minang offrit jadis à son puissant ennemi javanais de régler leur conflit par un combat de buffles. Face à l'énorme bête présentée par l'adversaire, les Minang lancèrent un petit veau, débilement affaibli, au museau muni d'un poignard, et qui, l'heure du combat venu, s'efforça de têter le buffle en l'éventrant.

Chaque samedi, dans un champ



Avant constaté que « le coq ne pond pas d'œufs »...

filis relie le village aux lointaines terres d'exil.

Dans cette auto-célébration géographique, dans cette manière de se situer fièrement face au monde, figure l'essentiel de ce qui fait des Minang l'une des communautés les plus attractives de l'immense archipel : bésou et goût de l'aventure, forte conscience de sa « différence », haute idée de son destin, attachement au pays natal. La « différence » chère aux Minang ? Elle tient dans cette belle formule qu'on prête à Mahomet : « Le paradis est sous les pieds des mères » - et qui leur sied à merveille. Islamisé au XV^e siècle par les puissants rois d'Ach, ce peuple reste en effet la

quinte le toit maternel pour vivre dans le *sarak*, maison collective réservée aux hommes, docteur des jeunes et des vieillards, qui sert souvent, aussi, d'école religieuse. Adulte, il ne dit jamais « ma maison », mais « la maison de ma femme ». Il vient dormir avant la prière du soir et il la quitte après celle de l'aube. Le mad trop pressé - ou trop empressé -, celui qui rejoint trop tôt son épouse, s'attire le ridicule. Ainsi l'homme est toujours « en visite » chez sa femme, vivant entre la maison maternelle et le foyer conjugal.

En fait, l'initiative revient à la femme, dès avant les noces. Sur les routes du pays minang, lorsque, à

l'âge de sept ou huit ans, le garçon tout incite le jeune à prendre le large. S'il reste, que peut-il espérer ? Travailler sur la terre du clan maternel, sous la surveillance des *manak* ? Attendre qu'on vienne le demander en mariage ? Adulte, il est démissionné, tenu en laisse, dispensé de nombreuses obligations paternelles. Il vit souvent plutôt mal d'être ainsi partagé entre son amour de père et son devoir d'oncle. Ce que résume un autre dicton : « On porte son enfant sur ses genoux et son neveu, on le tient par la main. »

Alors, il s'en va. Pour quelques mois, puis pour quelques années, de plus en plus souvent, et un jour, enfin, pour toujours. C'est sa seule chance d'acquiescer des biens propres, qu'il conservera. Désertés par les hommes - pères et fils - les villages abritent une majorité de femmes, vivant entre enfants et vieillards. Cela dure depuis longtemps. Dès le XV^e siècle, des Minang s'installèrent dans l'actuelle province de Neger Sembilan, au sud de la péninsule malaise. Les photos de leurs descendants malaisiens sont exposées aujourd'hui avec fierté sur un mur du Balai Janggo, le palais royal, superbement restauré, à Padang Serimnyak.

Chez les Minang, le divorce et la polygamie - officiellement interdite en 1974 - qui vont de pair avec le *merantau*, sont plus fréquents qu'ailleurs. Le mari, dit-on, est « comme la cendre » qu'on éloigne en soufflant dessus. Ici comme partout, quand l'homme part en diaspora ne donne aucune nouvelle, la femme peut à bon droit divorcer.

Depuis quelques décennies, l'urbanisation et la modernité ont mis à mal l'*adat*. Les mariages arrangés sont plus rares ou moins bien acceptés. Etudes obligent, on convole plus tardivement. Les femmes supportent de plus en plus mal les courtois nés de leurs deux loyautés, conjugale et clanique. L'homme émerge souvent avec épouse et enfants. En ville, courtoises et rituels tombent en désuétude. La famille nucléaire impose d'autant plus son modèle patriarcal que l'islam ambiant favorise cette évolution.

« L'*adat* est venue des collines, la religion est montée des rivages de l'océan », rappelle un proverbe. Selon la légende, les Minang descendirent d'un fils d'Alexandre le Grand, dont le navire se serait échoué au sommet du volcan Marapi, qui seul, en ces temps lointains, émergeait des flots. Lorsque

consolida l'emprise du « pacificateur » hollandais. Depuis ce drame fratricide, le peuple a fait cohabiter tradition et religion. Pourtant, a priori, tout les oppose : l'islam, par exemple, prône le patriarcat et la ségrégation entre sexes, honore l'individu et la raison. Même la polygamie musulmane, symbole de la supériorité masculine, diffère de celle de l'*adat*, liée à l'existence instable du mari.

Ce matin-là, Sult Air célèbre Hari Raya Haji, la fête du pèlerinage. Une vache, tout juste égoragée, gît dans son sang, près de la rivière. À l'appel du tambour qui, dans cet univers végétal, porte mieux que le muezzin, on va prier en plein air, devant la mosquée

boueux proche de Bukittinggi, des buffles s'affrontent, cornes emmêlées, sous l'œil captivé des pèlerins. La lutte prend fin lorsque l'un des deux animaux s'enfuit. Il arrive que les bêtes, ignorant les exhortations intéressées de leurs maîtres, se prennent en sympathie et refusent obstinément le combat, épilogue pacifique que la foule des joueurs accepte sans trop barguigner.

Les cornes de buffle sont l'emblème omniprésent du peuple minangkabau, le symbole de son identité. Elles donnent surtout leurs formes aux fleurons qui ornent les pignons des toits des célèbres *rumah gadang*, ces « grandes maisons » traditionnelles

« L'*adat* est venue des collines, la religion est montée des rivages de l'océan », rappelle un proverbe

trop petite. Les femmes sont vêtues de l'habit blanc musulman, ici comme ailleurs - et même si les voiles féminins ne sont de moins en moins rares en ville - l'islam se pratique dans une atmosphère de tolérance propre à l'Indonésie. Les soirées villageoises et les bals populaires ont un côté bon enfant où la tombola offre comme unique lot... des bouteilles de bière.

Avec son cortège de sorciers-guérisseurs, de magiciens et de charlatans, avec ses rites agraires et son culte des saints, l'éternelle religion du terroir a survécu au zèle purificateur des réformistes de l'islam. Dans ce monde animiste, on trouve l'esprit *aru-aru*, qui, la nuit quand il pleut, enlève les imprudents ; le génie femelle *kuntikan*, qui interpelle les hommes en dormant ; les fantômes *lapan* et *kicang* qui hantent les cimetières et l'homme-tigre *cindaka* reconnaissable à son bec-de-l'éléphant.

En pays minang, on attrape des annulettes au poignet des enfants pour les protéger des vampires. Et comme remède-miracle universel mieux vaut toujours garder chez soi un peu d'huile de serpent, achetée au marché de Bukittinggi. La plus célèbre légende raconte l'histoire du

qui marquent le centre du territoire d'un clan, et ont tant contribué à la renommée du patrimoine architectural de Sumatra. Tout concourt à l'élégance sans parure de ces superbes demeures qui ignorent les clous et sont animées à d'innombrables poteaux : la croupe des falaises ensablées, les sculptures peintes qui décorent les façades de volutes, de fleurs ou d'arabesques aux tons pastel, et, bien sûr, ces glorieux toits de palmiers noircis qui semblent prendre leur envol.

D'un village à l'autre, on trouve des « grandes maisons » désertées dont certaines tombent en ruine ; d'autres, restaurées, subissent l'affront d'un toit de tôle ondulée. Sult Air, qui a précédemment plus d'un titre de gloire, abrite la plus longue du pays (soixante-quatre mètres !) où, dans vingt-deux appartements, vécut une centaine de personnes. L'argent des émigrés permet de la maintenir en bon état. Et chaque jeune homme qui rentre de diaspora, pour se marier au village, doit vivre dans ce *rumah gadang*. Manière de renouer avec la tradition dont elle est ici le plus beau vestige.

Jean-Pierre Langelier

صكرا من الراحيل

Florilège de la langue

Plus qu'un dictionnaire, une véritable anthologie

« **I**L EST comme une oigrette au cul des buffles », dit-on chez les Minang de celui qui se ralle toujours à l'avis des autres. Et de celui qui se donne du trac pour pas grand-chose : « Il fait naufrage sur la terre ferme. » Quant à celui qui exprime son jugement trop tardivement, on dit qu'« il fait entendre le mortou quand la maison est finie. »

Ces expressions imagées de la langue minangkabau - et quelques

milliers d'autres - figurent dans un superbe livre à savourer au gré de son humeur et de son intérêt. Cet ouvrage en deux tomes, de quelque 1 300 pages, s'intitule « dictionnaire », avec l'humilité propre à son auteur, le Père Gérard Moussay, de la Société des missions étrangères de Paris. Mais quel dictionnaire ! Car cette encyclopédie, où le vocabulaire des Minang est traduit en indonésien et en français, a la richesse d'un trésor ethnologique. C'est, tout ensemble,

une anthologie de la littérature et un répertoire de la tradition orale, un inventaire de botanique et un bestiaire, un précis des techniques, un manuel de sociologie et un recueil de fables, contes, proverbes, pèmes et autres quatrains qui ornent le discours rituel et la parole quotidienne des Minang.

Ce livre passionnant, où l'on rit souvent, est le fruit de dix-sept années d'un travail patient et minutieux en pays Minang, dans la grande tradition des savants mis-

L'Asie en vitrine

■ **SUR LES ONDES.** Au programme de « L'échappée belle », le magazine voyage de France-Culture, animé par Marie-Hélène Fraisset (chaque vendredi de 15 h 30 à 17 heures), trois rendez-vous asiatiques. Le 3 novembre, Samarang, ville-amphibie de l'Asie centrale : le repêchage de Florence Evin (voir page 15) se prolonge, micro en main, au fil des quartiers, anciens et modernes, que dominent les coupes blanches de l'Indonésie. Parcourez sonore à travers 2 500 ans d'histoire, au carrefour des routes et des empires. Le 10 novembre, *En Solo et Les Dames du Fleuve Rouge*. Le Vietnam du Nord et la tradition hat chao, opéra rural mêlant chants, danses et percussions. Enfin, les 24 novembre et 1^{er} décembre, *Les Routes de la soie en Europe*, l'art et l'industrie de la soie : une enquête menée à travers l'Espagne, le Portugal, l'Italie, jusqu'aux Cévennes et à Lyon.

■ **EN CARGO.** Conrad, Cendrars, Montfrem, autant de passionnés de la mer grâce auxquels le voyage en cargo symbolise à jamais le summum de l'évasion et de l'aventure. Une image aussi romantique que révolue, la majorité des cargos offrant aujourd'hui un confort digne d'un hôtel moderne dans des cabines analogues à celles des officiers. On a accès à la salle vidéo, on mange avec le capitaine et on peut profiter de la piscine du bord par beau temps. Ni classes ni catégories, ce qui facilite la convivialité. Avec aussi quelques contraintes, inhérentes à la formule : des horaires et des itinéraires fluctuants et un nombre de passagers (de 1 à 12 en général) limité. Quant aux escales, difficile d'en prévoir la durée, cette dernière étant susceptible de changer à la dernière minute. Depuis l'Europe du Nord, une dizaine de lignes permettent, souvent via Le Havre et Marseille, de rallier l'Asie. Compter environ 25 jours de voyage pour aller d'Anvers à Bombay et environ 700 F par jour et par personne en pension complète. Renseignements auprès de « Cargos », chez Ecrit/Mer et Voyages, tél. : (1) 44-51-01-68.

■ **BALCONS NÉPALAIS.** L'automne et l'hiver aiment le Népal. Les randonneurs le savent qui y accourent. Les plus hautes montagnes du monde se découvrent alors dans le ciel clair, dégagé des nuages de la mousson. Sans voler leur sommet, on peut, selon que l'on est alpiniste ou néophyte, essayer de s'en rapprocher ou le contempler de leur base. Le Népal, c'est un peu une affaire de famille pour Alibert tél. (1) 48-06-16-61, à Paris et à Grenoble, tél. : 76-45-22-26 : ces montagnards se sentent ici à la bonne altitude. Leur catalogue présente une dizaine de découvertes (la vallée de Katmandou, 14 jours, 10 450 F) et d'ascensions, prestigieuses (au pied de l'Everest, 24 jours dont 16 de marche, 16 950 F) ou plus accessibles (le balcon des Annapurnas, 15 jours dont 7 de marche, 9 750 F), toujours éblouissantes, à faire d'octobre à mai. Pour sa part, le lyonnais Atalante tél. : 78-64-16-16) inaugure cette année un parcours à Pokhara et dans la vallée du Langtang (15 jours, 13 900 F), à moyenne altitude, plus varié et moins fréquenté, avec vol de retour à Katmandou en hélicoptère. Voir également les propositions de Textes d'Aventure (tél. : 53-73-77-77), un vétéran de la destination.

■ **UN FORUM SUR L'ASIE.** Créée en 1955, administrée par les grandes organisations du monde enseignant, l'Association Arts et Vie ne se contente pas de proposer, dans sa brochure, des voyages offrant l'un des meilleurs rapports qualité-prix du marché. Elle privilégie également un tourisme ouvert à la culture, à l'art et aux réalités contemporaines autant qu'au bonheur du dépaysement. D'où l'organisation, à intervalles réguliers, de grands Forums-civilisation à l'image de

celui consacré à l'Asie du Sud-Est et qui se tiendra du 21 au 28 avril 1996 (soit au moment des vacances scolaires de printemps dans les zones A et C), dans la résidence Arts et Vie de Maubuisson, sur la côte aquitaine. Une semaine culturelle de haut niveau à laquelle participeront les meilleurs spécialistes (universitaires et chercheurs) de cette aire géographique complexe, terre de transit, carrefour commercial et concentration exceptionnelle de chefs-d'œuvre de l'art monumental avec, entre autres, Le Fon-Nan, Shrivijaya, Pagan, Angkor, Sukhothai, Ayutthya, le plateau de Dieng, les temples de Bali, Hué, Louang-Prabang, Borobudur, etc. Sans oublier, derrière les pagodes, l'émergence, sur la scène économique mondiale, de ces nouveaux « tigres » et « dragons ». Antant de thèmes qui seront abordés dans le cadre de cette rencontre studieuse où se succéderont conférences magistrales, exposés à la carte, diaporama, soirées-débats, spectacles de danses, films et, pour la détente, des après-midis libres. Deux formules au choix : avec transport de Paris à Paris (3 250 F par personne, adulte et enfant de plus de 10 ans, en pension complète) ou en séjour seul : 2 600 F. Renseignements au 251, rue de Valenciennes, 75015 Paris, tél. : (1) 40-43-20-21.

■ **LA CULTURE POUR DEVISE.** « La culture par le voyage ». Avec une pareille devise on ne s'étonnera guère de la place (plus des deux tiers de sa production) accordée par Assitour à l'Asie au sens large, Moyen-Orient inclus. Parmi les nouveautés programmées pour 1996, un circuit birman de 20 jours (27 000 F en chambre double et pension complète) avec, pour le départ du 15 février, la fête de la pagode Shwedagon ; un triptyque himalayen Sikkim/Bhoutan/Népal qui, en 22 jours (33 900 F), visite les hauts lieux du bouddhisme avec des départs correspondant aux grandes fêtes locales dont celle de Paro, le 24 mars ; un duo estival Bhoutan/Ladakh de 19 jours (32 900 F) ; une découverte, en 21 jours (21 900 F), des vallées perdues de l'Inde (Kinnaur/Spiti/Lahaul) et une Inde du Sud, des temples sacrés et comptoirs des épices qui, en 20 jours (21 700 F), associe Pondichéry, Tanjore, la réserve de Periyar et les superbes et méconnus temples de Belur et Halebidu. Aux confins de l'Asie, l'Australie, abandonnée pendant trois ans, fait un retour remarqué avec un circuit de 25 jours (46 500 F) : « Sur les pas des aborigènes ». Ces prix, donnés sur la base d'un groupe de 10 personnes, sont inférieurs d'environ 2 000 F à partir de 15 personnes. Aux nouveautés citées s'ajoutent les classiques du voyageur : Pakistan, Inde centrale, Laos/Cambodge, Chine du Sud/Vietnam, Indonésie et Corée. A noter la parution, fin novembre, d'une brochure spéciale consacrée à la Chine avec 17 itinéraires originaux dans l'Empire du Milieu. Renseignements au 38, rue Madame, 75006 Paris, tél. : (1) 45-44-45-87.

■ **L'ASIE EN QUATRE.** « Entrez dans le cercle des grands voyageurs ». Une invitation lancée par le voyageur ikhar. Un cercle restreint, les voyages programmés, toujours accompagnés par des conférenciers chevronnés, étant limités à 16 participants. Au fil des années, ikhar a étoffé une production qui se décline désormais par thèmes : grands circuits culturels, fêtes et festivals, croisières culturelles et circuits nature grand spectacle. Parmi les premiers, deux inédits indiens dont un circuit de 20 jours (25 900 F) pour découvrir les dix plus beaux joyaux de l'Inde centrale. L'Inde également en vedette dans la catégorie « fêtes et festivals » avec, dans le cadre d'un circuit de 16 jours (18 900 F), une visite du Temple d'or des sikhs, à Amritsar, et les célébrations religieuses des

monastères du Ladakh. Egalement programmés les festivals religieux du Bhoutan avec deux voyages spéciaux de 18 jours (33 600 F). Côté croisière, une exploration de 16 jours (environ 34 000 F) des petites îles de la Sonde à bord d'un yacht confortable. Enfin, pour les amoureux de Kipling, un séduisant circuit de 18 jours (24 900 F) à travers quatre des plus belles réserves indiennes. Tous ces prix s'entendent tout compris, en chambre double et pension complète. Renseignements au 32, rue du Laos, 75015 Paris, tél. : (1) 43-06-73-13.

■ **TRIPTYQUE INDOCHINOIS.** Étroitement liée au Musée Guimet, l'Association française des Amis de l'Orient (19, avenue d'Éna, 75116 Paris, tél. : (1) 47-23-64-85) a tracé, pour cette fin d'année, trois itinéraires asiatiques, dans trois pays marqués par une philosophie identique et une même disposition à la contemplation. Le premier se déroule en Birmanie, « pays d'or et de lumière », préservé par l'isolatisme de ses dirigeants. Le bouddhisme y donne une douceur particulière aux êtres et au choses. Rangoun, la capitale, l'Arakan, Pagan, Mandalay et le lac Inle en sont les étapes privilégiées (départ le 11 novembre, 17 jours, 24 770 F). À la même date, l'autre terme de l'alternance : une longue exploration d'Angkor, site phare du Cambodge. Six jours sur place, c'est nécessaire, rare et méritoire donc d'être souligné (16 jours, 22 900 F). La découverte Laos-Cambodge, intitulée « Hommes et dieux du Mékong », ne sera pas moins féconde : palais royaux, musées, grottes, temples et monastères bouddhiques, navigation sur le Mékong, au fil d'un errance savamment ordonnée passant par Vientiane, Luang Prabang, Champassak, au Laos, et au Cambodge, par la visite de Phnom Penh et de 4 jours à Angkor (départ le 20 décembre, 16 jours, 24 750 F).

■ **LA CHINE D'ASIE.** Asika n'est pas de ces voyageurs qui se contentent de vendre du vol sec. En revanche, tous ses circuits en Chine sont réalisables « à la carte » : choix de la catégorie d'hôtels, demi-pension ou petits déjeuners, transports intérieurs et transferts, avec l'assurance de bénéficier des meilleurs tarifs aériens. Vous hésitez ? Qu'à cela ne tienne, on vous fera un devis individuel, sur mesure. Bravo ! De plus, ce voyageur tient également à garantir les départs à partir de 2 inscrits. Encore bravo ! Alors cap sur Pékin ou sur Shanghai pour de séduisants séjours d'une semaine (autour de 7 000 F en chambre double avec petits déjeuners, de Paris) à moins d'opter pour un des quatre circuits programmés, de 9 à 16 jours et de 9 000 à 13 000 F en chambre double et pension complète. Si vous décidez de partir seul, privilégiez, sur les conseils de Michel Magloff, l'un des pionniers du tourisme en Chine, les campagnes, le train et la route, autrement dit la Chine profonde. Quant aux pays injustement négligés, citons, toujours sur ses conseils, l'Indonésie, pays musulman aux cultures très différentes, de l'Indonésie balinaise à l'animisme des Célèbes, en passant par les tribus primitives de l'Irian Jaya. A découvrir, donc, dans le cadre d'un grand tour de 22 jours (environ 24 000 F en pension complète), l'un des plus complets et des plus diversifiés pour visiter les cinq plus grandes îles de l'Arc de la Sonde. A noter, enfin, la position de Michel Magloff sur l'opportunité de se rendre en Birmanie (il y programme plusieurs circuits dont un, à 30 km/h, dans un wagon privé plein de charme mais d'un confort rustique) ou au Tibet : « Aller au Tibet, c'est le meilleur moyen pour témoigner de ce que l'on y voit et, en Birmanie, de favoriser les changements de demain. » Un jugement digne de ce voyageur passionné. Renseignements au 26, rue Milton, 75009 Paris, tél. : (1) 42-80-41-11.



... les Minang ont fait de leurs femmes les reines du foyer

Un peuple de beaux parleurs

L'adat et l'islam ont en commun l'importance accordée à l'éloquence. Kato, la parole, est l'un des mots-clés du vocabulaire minang. Ce peuple beau parleur, fier de sa littérature orale, brille dans l'art du conte et du discours religieux. Lors des cérémonies traditionnelles - mariage, circoncision, installation d'un chef de clan -, les orateurs rivalisent d'échanges interminables, où s'expriment politesse et gratitude, et qui sont autant de joutes verbales. On y recourt aux narrations, aux proverbes et maximes, et au pantun, enchaînement sentencieux de quatrains à rimes alternées.

La langue des Minang est très proche du malais traditionnel, lingua franca de l'archipel, depuis le VIII^e siècle, avant d'être adoptée comme principale source du bahasa Indonesia, devenue langue nationale en 1928, et langue officielle en 1945. Cette chance historique devait renforcer l'avantage intellectuel acquis par les Minang au siècle dernier, lorsque les enfants de la bourgeoisie locale profitaient, plus que d'autres, de l'éducation occidentale sur les bancs des rares écoles coloniales ouvertes aux autochtones. Ce peuple devait être ainsi le vivier de l'élite nationale, donnant à l'archipel sa première génération d'écrivains modernes. Ainsi, lorsque l'Indonésie devient indépendante, en 1950, trois des principaux personnages de l'État sont minang : le vice-président, Mohamad Hatta ; le premier ministre, Soetan Sjahrir ; et le futur ministre des affaires étrangères, Adam Malik.

tionnaires. Une discipline à laquelle l'auteur s'était déjà attelé pendant vingt ans au Vietnam, en rédigeant un dictionnaire cambodgien-français.

A Sumatra, à l'aide d'un réseau d'informateurs et de nombreux contacts villageois dans la société où il s'était immergé, grâce aussi à un dépouillement systématique de la presse locale, le Père Moussay a reconstitué avec bonheur l'univers linguistique d'un peuple, qui, à travers lui, nous livre un peu de son âme. Sans tout révéler de ses sentiments, ce qui ne serait pas convenable. Car, comme dit un proverbe minang, « les mots du cœur, on les enterre ».

★ **Dictionnaire minangkabau-indonésien-français**, par Gérard Moussay, (L'Harmattan).

J.P.L.

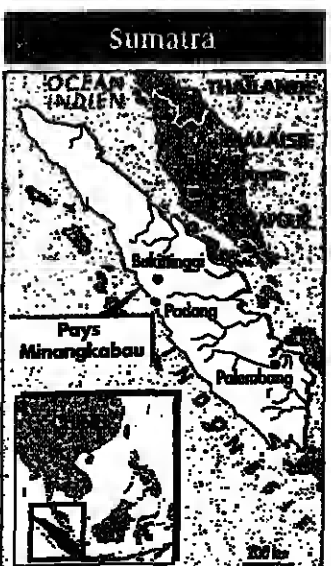
Carnet de route

■ **ACCÈS.** Parmi les compagnies aériennes desservant Djakarta, dont Air France, KLM assure un vol quotidien via Amsterdam, avec une escale à Singapour. Asia (voir ci-dessous) propose un forfait avion-hôtel à 7 165 F incluant les transferts, à l'arrivée et au départ, ainsi qu'une nuit au Mandarin Oriental, établissement de grand luxe. Ajouter les vols Djakarta-Padang (1 065 F) et Bengkulu-Djakarta (690 F).

■ **ITINÉRAIRE.** La visite du Musée national de Djakarta offre une bonne introduction à la culture des peuples de l'archipel. La découverte des Minang exige de sillonner pendant quatre à cinq jours la région de Bukit-tingi. Il faut visiter les fabriques de songket, les brocarts traditionnels (à Pandai Sikek), le centre d'information culturel et sa bibliothèque à Padang Panjang, où l'on peut déjeuner et assister à des cérémonies ou à des spectacles, admirer les toits et les façades en bois sculptés des centaines de « grandes maisons », et applaudir à un combat de buffles. (Rien à voir avec la corrida, on arrête le spectacle dès que l'une des deux bêtes est trop fatiguée...)

Avec ses volcans, ses lacs de cratère, et sa végétation équatoriale, la région est magnifique. Asia, voyageur spécialiste du pays (1, rue Dante, 75005 Paris, tél. : (1) 44-41-50-10 et agences de voyage), propose deux itinéraires inédits en voiture particulière, avec

chauffeur et guide, dans le cadre desquels ce reportage a été réalisé et qui s'associent entre eux : « Les rois de



Minangkabau », 5 jours au départ de Padang, 3 320 F en partant à deux ; « Le lodge de la jungle », 6 jours au départ de Bengkulu, 3 390 F en partant à deux.

■ **SAISON.** Climat équatorial, chaud et humide. La saison des pluies commence fin novembre et s'arrête en avril. La région de Bukit-tingi et le parc national sont situés entre 1 000 et 1 400 mètres d'altitude. Les nuits peuvent donc être fraîches.

■ **FORMALITÉS.** Pas besoin de visa pour tout séjour de moins de deux mois. Passeport valide pour six mois après la date d'entrée en Indonésie. Aucun vaccin obligatoire.

■ **LECTURES.** On trouvera plusieurs études spécialisées dans les collections de la revue française *L'Archipel*, qui se consacre au monde indonésien. Sur Sumatra, il faut se munir de l'excellent guide publié sous la direction d'Eric M. Oey (collection Ango, Seag-France, 15, rue de Prény, 92600 Asnières). Le guide le plus complet, remis à jour chaque année, est en anglais : *Indonesian Handbook* (Moon). Pour une initiation à la langue et à la culture de l'archipel, *Bonjour en indonésien* par Cécile Bigeon (Éditions Groupe de l'Asie-Maritime), le déjà ancien mais classique *Petite Planète au Sud*, Indonésie, par Vincent Montell (1972) ; *Histoires courtes d'Indonésie*, par Oernys Lombard (Maisonneuve) ; et l'étude de référence, *Les États hindouïstes d'Indonésie*, par Georges Coedès (De Boccard, 1964).

INVITATION AU VOYAGE

Direct
Pour choisir chez vous vos vacances L. 1572

GRAND TOUR DE THAILANDE

LES SPLENDEURS DU SIAM 15 JOURS/12 NUITS

BANGKOK, son palais et ses magnifiques temples, le marché flottant de DAMNOEN SADUAK, RUTHAIYA l'ancienne capitale thaïe, LOPELURI et son célèbre temple blanc, le site archéologique de SUKOTHA, les îles primitives Andes et Yac, les villages Miao et Karen, les fermes grilles de la ferme Pailung, le fameux temple Dai Suthap et la ferme d'orchidées à CHIANG MAI, et pour terminer le voyage en beauté, PHUKET avec ses magnifiques plages, sa ferme des crocodiles et les merveilleuses fondations sous-marines de l'île de coral.

8995F

Départ de Paris du 14 au 28/11/95 du 14 au 25/01/96 du 04 au 18/02/96 du 10 au 25/03/96

Départs de Lyon - Nice Toulouse : + 520 F

3615 VADIR

L'Asie avec Clio

En compagnie de nos conférenciers spécialistes, nous vous convions à de fabuleux voyages pour découvrir l'univers varié du monde indien, les pays de l'Asie du Sud-Est et la Chine.

LES TRÉSORS DE L'INDE DU NORD
14 et 20 jours - de 13 675 F à 17 000 F

LE CAMBODGE ET LE LAOS
15 et 17 jours - de 19 600 F à 20 600 F

LES TRÉSORS DE L'INDE DU SUD
15 et 22 jours - de 13 700 F à 17 000 F

GRAND CIRCUIT AU VIETNAM
14 et 21 jours - de 15 350 F à 21 000 F

LE RAJASTHAN
15 jours - 11 700 F

LA BIRMANIE
15 jours - 19 775 F

LE PAKISTAN
15 jours - 16 990 F

LA CHINE CLASSIQUE
19 jours - de 17 750 F à 19 600 F

Lic. A 775 203

Demandez nos brochures détaillées

34, rue du Hameau - 75015 PARIS
Tél : (1) 53 68 82 82 - Fax : (1) 53 68 82 60
128 rue Bousquet - 69006 Lyon - Tél : 78 52 61 42
45 rue de la Paix - 13001 Marseille - Tél : 91 54 02 13

Vous voyagez ? ...votre banque voyage avec vous !

3617

AFB1

Toutes les implantations des banques françaises dans le monde, plus de 1000 adresses dans 120 pays...

Rubrique 4
«Banques françaises dans le monde»

AFB diffusion
18, rue La Fayette 75009 Paris

AVENTURE... de l'Irlande à la Mongolie

100 voyages de rêve, à pied et 4x4 dans les îles, les montagnes et les déserts du monde...

NOMADE
Boutique gratuite
01 56 53 74 74
NOMADE 3615

DÉGRIFTOUR

LE VOYAGE À PIED LE PLUS LONG, LE PLUS SÉRIeux, LE PLUS LONGTEMPS

Tunisie - Zarzis
7 nuits en Hôtel 3* en 1/2 pension
Départ Paris
3.000F
1.950F

Remise en forme Les Sables d'Olonne
3 nuits en Hôtel 3* avec petits-déjeuners + Espace forme
837F
560F

Singapour
Vols réguliers A/R
Départ Paris 4.300
3 710 F

Retrouvez ces offres sur **3615 DT** 1,29 Fr le min

Lic. 195017

LE COMPTOIR BLEU

VOLS RÉGULIERS A/R départ Paris

Tokyo 5600 F
Delhi 3900 F
Bangkok 3900 F

SEJOURS & WEEK-ENDS

Circuit Vietnam
Vols A/R + Hôtel 13/10N + pension complète
5190 F

Phuket
Vols A/R + Hôtel 4/3/7N + petit-déjeuner
5190 F

Circuit Inde
Vols A/R + Hôtel 9/7N + pension complète
6390 F

Bali
Vols A/R + Hôtel 4/10/7N + 1/2 pension + location
7350 F

Tout à partir de **40,44, 72, 73**

AGENCE DE VOYAGES

CASH AND GO

L'Art de voyager...
Départ Paris Province

TASCHKENT A/R... 6040Frs
YANGON A/R... 5600Frs
BALI A/R... 5450Frs
OSAKA A/R... 5220Frs
DELHI A/R... 3 550Frs
COLOMBO A/R... 3 890Frs

Classe Affaires : nous consulter

54, rue Taibout - 75009 Paris
Tél : 44.53.49.49
Fax : 42.82.94.24
3615 CASHGO - CB

Directours

DEPENSEZ MOINS, VOYAGEZ PLUS
ACHETEZ EN DIRECT AU VOYAGISTE SPÉCIALISTE
PRIX, QUALITÉ, CONSEILS SANS INTERMÉDIAIRE

Exemples de prix :

Thaïlande Circuit individuel 10J base 2 vols + hôtels... 6850F
Phuket 10J vols + hôtels... 5490F
Phuket 10J + hôtel Royal Park 6150 F
Vietnam Vols Paris/Ho Chi Minh 4990F
Circuit individuel 13J base 2 vols + hôtels + toutes excursions 11 300F
Dubai/Oman : 8J circuit individuel + vols + hôtels... 6800F
Dubai : 8J vols + séjour hôtel... 4870F
New York : Week end 4N vol + hôtel... 2440 F
New York : Semaine 8J/6N vol + hôtel... 2205 F

Californie : Autour 9J 3850F
Floride Autour 9J 3260F
Vols + loc. voiture ass. ind. + 7 nuits hôtels 8520F
Ile Maurice séjour 10J 8520F
Vols + hôtel Luxe 1/2 pension : tous sports, ski nautique, golf inclus, jour sup 325F
Marroccoch 8J/7N vols + hôtel Seminars (seu-Marrakech) 1/2 pension 2490F
Marroccoch 8J/7N vols + hôtel... 1 770F
Tunisie : 8J/7N Cote de Carthage vols + hôtel... 1450F
Tunisie : 1 mois (28 jours) vols + hôtel... 2750F
Martinique : 9J/7N vols + hôtel... 3300F

Conseils et brochures sur demande

DIRECTOURS : 102, av. des Champs-Élysées 45 62 62 62
3615 DIRECTOURS 1 277mm Audiotel 36 68 43 62 1 299mm

HAUTES-ALPES

SAINT-VERAN (Parc rég. du Geyser) 2040 m, site classé du XVIII^e siècle. Été-hiver, plus haute commune d'Europe. 2 hôtels - Logis de France. Piscine, tennis, billard, salle repos. Meublé, chambres studios, chambres. 1/2 pens., pens. complète, séj. libres.

HÔTEL LE VILLARD ***
Tél : 92 45 82 08 - Fax : 92 45 86 22

HÔTEL LE BEAUREGARD **
Tél : 92 45 82 62 - Fax : 92 45 80 10

SPECIAL NOUVEL AN

AU DÉPART DE LA RÉGION SUD-OUEST (départ le 29/12 retour le 01/01/96)

VENISE 2.905 Frs (Hôtel 2* à partir de...)

ROME 2.560 Frs (Hôtel 3* à partir de...)

Prix par personne : transport vol rég. au départ de Montpellier A/R, log 3 nuits en double petit déjeuner

Supplément départ de Biarritz, Bordeaux, Pau et Toulouse : 120 Frs

Tél : 44 51 39 22
Minitel 3615 : CR Evasion (Licence 18)

ACCESS

Le spécialiste des vols réguliers à prix réduits

Prix au départ de Paris A/R.

NEW YORK : 1590F
MIAMI : 2695F
MAURICE : 4445F
RIO : 4330F
MEXICO : 3490F
PRAGUE : 1755F
LONDRES : 550F
HO CHI MINH : 5265F
BOMBAY : 4095F

Ces prix s'entendent à partir de : Taxes en sus. Jouez et gagnez des billets d'avion avec ACCESS au 36.68.07.10 (2,23F/min)

Tél. (à Paris) : 40.13.02.02
Tél. (à Lyon) : 72.66.15.95
Minitel 3615 ACCESS VOYAGES (1,29F/min)

Republique

Ses prix magiques !

POINTE À PITRE ou FORT DE FRANCE

de Paris 2050 F

Né par personne à certaines dates. Tel. et aller retour

3615 REPUBLIC - Tél. (1) 43 35 39 34 ou votre Agence de Voyages

Pour bien préparer son voyage en CHINE

Info visas, lectures, circuits, avions, sites, climat (réponse personnalisée à toutes vos questions)

3615 CHINE INFO

Histoire - géographie - économie - culture - langue

2,23 F. la minute

UN AVANT-GOÛT D'ASIE

GASTRONOMIE

CHEZ GANDHI

41, rue Dauphine 66
TANDOORI CURRY
43.29.01.29 - 44.07.08.06
Fermé Dimanche midi

KAMBODGIA

15, rue de Bassano - 75016 Paris
Tél. 47.23.31.80, F/asm. midi et dim.
Livraison à domicile : 43.87.20.27

CHINAGORA

Luxueux restaurant de cette ambassade culinaire chinoise. Menus de 55 à 460 francs pour le repas traditionnel.

1, Place du Confluent France-Chine 94140 Alfortville - Tél. 45.18.33.09
Ouvert tous les jours...

Pathya

白天餐館
222, rue Championnet - 18^e
42.28.98.68
SPÉCIALITÉS CHINOISES ET THAILANDAISES tous les jours sauf mardi
M^{re} Guy-Moquet

FOC LY

RESTAURANT CHINOIS ET THAILANDAIS
Salons particuliers
recommandé par les plus grands guides

Neuilly
79, av. Charles de Gaulle, 48.24.43.36 et 71, av. de Suffren (76), 47.83.27.12

CHOCOLATIN

Au cœur d'un festival, d'une fête ou d'une célébration, «Le goût dans tous les sens» sur le thème de la manifestation inventée et préparée avec les auteurs.

Association des femmes cuisinières - Tél : 49.30.25.37

EVEREST

Haute gastronomie indienne
Midi menu rapide 49 F - soir 99 / 120 F
58, bd Montparnasse - Paris 14^e
45.44.26.77 - 71 - Park, assuré le soir

Auberge aux 7 Trésors

RESTAURANT CHINOIS
Fondue chinoise, din sam vapeur, cernard Pékinois

26, place Dantier-Rochereau (14^e)
43.21.35.55

CULTURE

ESPACE TURQUE

CENTRE CULTUREL FRANCO-JAPONAIS

Cours de civilisation japonaise
Santé (peinture japonaise à l'encre de chine)
musée 18h30 - 20h30
Calligraphie japonaise
mardi 14h - 15h30 / 17h30 - 19h30
Néhana (art floral japonais)
jeudi 18h45 - 20h15
Langue japonaise
dimanche 10h - 12h / 18h30 - 20h
moyen : jeudi 16h - 18h
Karaté-do Shotokai
jeudi 19h - 20h30
Initiation à la cérémonie du thé
Renseignements : 43.48.33.64
8 passage Turquet - 75011 Paris

PASSEPORT POUR LA CHINE

2, rue du Pont de Lodi
75006 Paris
Tél. 43.29.61.98

Cours de chinois
(janvier ou mars 96)
Stage intensif de chinois
(mars ou juillet 96)

Calligraphie, peinture, taiji, conférence, médiathèque...

Vincent VAN GOGH

L'ALBUM JAPONAIS
Dessins inédits avec portraits et autoportraits
Ouvert du 16 septembre au 4 novembre 1995
RENSEIGNEMENTS AU 44 07 15 51 - ESPACE DE NESTLÉ - PARIS 6^e

LE JARDIN MOGHOL

Exposition de textiles et costumes anciens d'Asie, trouvés par Dominique Stromboli lors de ses voyages du 7 au 29 novembre.

En permanence : la collection d'imprimés à la planche de Brigitte Singh (motifs du XVI^e et XVII^e siècle). Les tissages de laine et soie de Neeru Kumar (décoration prêt-à-porter). Une sélection d'objets pour la maison. Jusqu'au 15 novembre, 10% sur les textiles de S. Singh et N. Kumar, sur présentation de ce journal.

53, rue Vieille du Temple - 75004 Paris
Tél. : 48.87.41.32.

LIBRAIRIE

LIBRAIRIE LE PHENIX

CHINE
JAPON
VIETNAM

72, boulevard Sébastopol
75003 Paris - France
Tél. : 42.72.70.31
Fax : 42.72.65.69

ITINÉRAIRES

Librairie spécialisée dans la connaissance des pays étrangers et les voyages

+ de 10 000 ouvrages réunis par pays et par thèmes.

Consultation et vente par correspondance.

3615 ITINÉRAIRES
(2,23F/min)

60, rue Saint-Honoré - 75001 Paris
Tél. (1) 43 36 12 63 - Fax : (1) 43 35 92 60

LIBRAIRIE ORIENTALE H. SAMUELIAN

Livres anciens et modernes sur l'Asie, le Proche et l'Extrême-Orient.

51, rue Monsieur-Le-Prince
75006 Paris - Tél. : (1) 43.26.88.65

LIBRAIRIE MICHELE DHENNEQUIN

Spécialiste de livres anciens ou épuisés sur l'Indochine

ACHAT - VENTE
Catalogue périodique sur demande

76, rue du Cherche-Midi - 75006 Paris
Tél. (1) 42.22.18.53 - Fax (1) 45.44.08.79

Notre prochain rendez-vous Tourisme

«Terres d'hiver»
le 24 et 25 novembre 1995
Pour tous renseignements
Tél. : 44.43.77.36

سكنا من الامم

ARCHÉOLOGIE Depuis six ans, à Samarcande, une équipe d'archéologues franco-ouzbèke interroge la terre pour retrouver les traces des civilisations accumulées

● Successivement perse, grecque, turque, arabe, mongole, russe puis ouzbèke, après l'indépendance proclamée voilà quatre ans, celle qui fut la ville-carrefour des

Routes de la soie n'a rien renié de son histoire. ● Une fresque du VII^e siècle y raconte son âge d'or, sous le règne du roi Varkhuman, dont la cour bruisait des cultures

entremêlées. ● Située au Sud des steppes scytho-sibériennes, jadis passage obligé entre la Chine et l'Inde, à mi-chemin entre le Pamir et la mer Caspienne, elle demeure,

aujourd'hui encore, un singulier carrefour multi-ethnique. ● Soixante-quinze nationalités cohabitent à l'ombre de ses lourdes treilles de raisin.

La mémoire enfouie de Samarcande

L'ancienne capitale persane d'Asie centrale, ville-lumière des Routes de la soie, cache sous les sables deux mille ans d'histoire

OUBÉKISTAN
de notre envoyée spéciale
HOUDA-KOUL
IBRAGIMOV est un homme heureux. Son nom, qu'il traduit avec fierté, résume l'histoire de son pays, l'Ouzbékistan, Etat indépendant depuis quatre ans. Professeur de français à l'université des langues du monde de Tachkent, il a l'honneur de la langue du Midi et parle sans détour. « *Khouda*, dit-il, signifie Dieu en persan; *Koul*, esclave en turc; et *Ibragimov*, Ibrahim, c'est-à-dire Abraham, en arabe. Le suffixe « *ov* » date des années 20. Il fallait, alors, adopter la manière russe » - en 1920 les bolcheviks s'étaient emparés des khans de Khiva et de Boukhara. En

jours le persan (le tadjik en est très proche), le russe, colonialisme oblige, et le turc, qui, sous sa forme ouzbèke, est la langue nationale. Moustache retroussée, yeux noirs rieurs, Khouda-Koul a haussé le ton pour se faire entendre et ouvrir le dernier tube à la mode « *Ouzbékistan*, *Ouzbékistan* », chanté par le groupe Yalla, qui résonne sous la monumentale coupole bleue du bazar de Tachkent, évoquant les céramiques azurées des mosquées d'Orient. La foule demeure compacte, alors que le soleil rougit l'horizon. La fumée des braseros pique les yeux. C'est l'heure où l'on grille les brochettes de mouton, les « *chachlik* » (textuellement six morceaux, en persan), qui se mangent

sur le pouce avec une galette sans levain: le fameux « *non* » indien - encore un mot persan, véhiculé le long des Routes de la soie, au-delà de l'Indus. Assises sur des caisses en bois, des matrones et leurs antiques brochettes dans lesquelles elles ont empilé les pains ronds forment un rempart de vie mis au jour, remparts, rues pavées, citadelle, quartier d'habitation, temple sous la grande mosquée, et dévoile les modes de vie ancestraux dont on découvre aujourd'hui la permanence.



Chah-i Zinda, une allée funéraire en dentelle de céramique bleue

en croire les descriptions admiratives des géographes arabes, c'est une ville lumineuse aux 3 000 fontaines et bassins parsemés de jardins dont les cyprès sont taillés en forme d'arbustes. En 1498, Vasco de Gama attendit Cochon et la côte de Malabar. Il donna alors le coup de grâce à ces routes d'échanges entre l'Orient et l'Occident. Désormais la voie maritime sera préférée.

Avec l'indépendance, le bazar de Samarcande renaît. Chaque jour, quelque 2 200 marchands installent leurs étals autour d'une maison de thé qui a l'allure d'un temple grec. Le cumin, l'épice nationale, embaume. En cet automne, le grand marché croule sous des montagnes de melons, pastèques et toutes sortes de fruits frais ou secs: pêches, abricots, amandes, raisins noirs et blancs, dont les lourdes treilles ombragent la cité-oasis. On trouve ici la même sole bariolée qu'à Tiflis, l'oasis du Turkménistan chinois située de l'autre côté du Pamir. Mais aussi les velours brodés de Syrie et de Doubaï, les tapis synthétiques importés de Belgique, les jeans et les chemises turcs, et toute la bimbeloterie « *made in China* ».

A deux pas du bazar, un seul lieu évoque aujourd'hui les deux Samarcandes. Il s'agit du complexe funéraire Chah-i Zinda, rassemblant autour de la tombe de Qusam ibn Abbas, le « *roi vivant*, cousin du prophète Mahomet », tombé sous Samarcande en 667, lors du premier raid arabe, les tombeaux des principaux dignitaires et ceux de l'entourage familial proche de Tamerlan. Cette allée de tombeaux en brique couverte de sable grimpe sur le flanc d'Afrasiab. De chaque côté de ce long chemin funéraire, la dentelle de céramique bleue, de tous les tons d'azur, du plus pâle au plus sombre (ajouré d'or à la ma-

Un creuset de civilisations

Soixante-quinze nationalités cohabitent aux côtés des Ouzbeks (80 % des habitants de l'ensemble du pays), principalement les Tadjiks (descendants des premiers sédentaires de la région, de langue persane) et les Russes, mais aussi toutes sortes de populations. Les peuples frontaliers, Turkmènes, Kirghizes, Afghans, mais aussi les populations indésirables en URSS qui furent déportées par Staline dans les années 30: Kazakhs, Tatars de Crimée et de Kazan, Coréens et Allemands.

1925, Samarcande devenait la première capitale (remplacée en 1930 par Tachkent, distante de 350 kilomètres) de la jeune République soviétique d'Ouzbékistan. « *Récemment, ajoute-t-il, je voulais supprimer ce « *ov* » de mon passeport pour retrouver mon vrai nom. On m'a demandé toutes sortes de papiers et des certificats de l'endroit où je suis né. C'était très compliqué, j'ai abandonné l'idée* ».

Situé à la jonction Orient-Occident, l'Ouzbékistan occupe le cœur même de l'Asie centrale, ancienne zone tampon entre les grandes steppes scytho-sibériennes du Nord, royaume des nomades-cavaliers, et les empires sédentaires du Proche-Orient. Dans ce creuset géopolitique se sont mélangés, bousillés et cotoyés, depuis deux millénaires, des peuples venus des quatre points cardinaux s'appropriant cet espace privilégié, formidablement irrigué par trois grands fleuves, l'Amou Daria, le Syr Daria et le Zeravchan, et qui deviendra une plaque tournante sur les Routes de la soie.

Successivement perse, grec, turc, arabe, mongol, puis russe, l'Ouzbékistan demeure, après soixante-dix ans de colonisation soviétique, un carrefour multi-ethnique. Il n'a rien gommé de sa mémoire. Mieux, il s'est enrichi des cultures qui ont marqué son histoire au fil des siècles. Aujourd'hui, il est trilingue. Il parle tou-



En 1901, le plateau « saharien » d'Afrasiab

odorant au milieu du capharnaüm. Elles ont pénétré des kilos de pâte, puis cuit les galettes dans le *tandoor* familial - mot persan qui signifie à la fois four d'argile et une technique de cuisson courante en Inde. Les boulangères d'occasion perpétuent une tradition ancestrale et assurent ainsi un petit complément financier à un revenu mensuel misérable, qui évolue entre 350 soums (soit l'équivalent

de vie mis au jour, remparts, rues pavées, citadelle, quartier d'habitation, temple sous la grande mosquée, et dévoile les modes de vie ancestraux dont on découvre aujourd'hui la permanence.

En fouillant la terre nue, on marche sur des débris de poteries. La mémoire vivante de la cité enfouie affleure le sol. Après le sac perpétré par Gengis Khan en 1220, la ville ne fut pas rebâtie au même endroit. Elle ressembla au pied du plateau et connut un autre âge d'or à la fin du XIV^e siècle, sous Tamerlan, dont les coupoles bleues éclairaient aujourd'hui le ciel de la ville coloniale. Depuis six ans, sous la responsabilité de Frantz Grenet, directeur de recherche au CNRS, une équipe d'archéologues franco-ouzbèke interroge la terre pour reconstituer l'histoire. Elle décrypte les morceaux

La Venise d'Asie centrale

« *La soie, le jade et les parfums venaient de Chine; les fourrures et l'ambre arrivaient du Nord; le poivre et le camphre étaient importés d'Inde* », précise l'archéologue Frantz Grenet, spécialiste de la grande période sogdienne, époque qui dure du V^e siècle après J.-C. jusqu'à la conquête arabe de 712, et qui, avec les débuts de la période musulmane, est considérée à juste titre comme l'âge d'or de Samarcande.

A l'époque, la ville-lumière exporte « *vers la Chine du verre, des tapis de Boukhara et la vaisselle de métal* ». Samarcande est alors aux routes terrestres ce que deviendra Venise aux routes maritimes avant les grandes expéditions portugaises.

rang. » Et Paul Bernard de raconter, planté à l'intérieur de la citadelle, « *le donjon de l'époque, Vincennes* », le funeste épisode du meurtre de Cléopâtre, le fidèle compagnon d'Alexandre, frère de sa nourrice, que le roi trucidait en 328, au terme d'un festin. « *Les deux amis, ivres, se querellaient dans la salle de banquet, ici même, poursuit l'historien: ils en viennent aux mains; on fait sortir Cléopâtre: c'est Ptolémée, le premier roi d'Égypte, qui s'en charge! Mais Alexandre n'en a pas le temps d'arriver: une lance à un garde, avec laquelle il transperce son ami* ».

« *Dès le premier siècle avant notre ère, précise l'archéologue Frantz Grenet, les Routes de la soie commencent à fonctionner et la Chine entre en contact avec le monde iranien* ». L'une des voies les plus fréquentées soit, au-delà du Pamir, les fertiles vallées d'Asie centrale ponctuées d'oasis, étapes béniées pour les caravanes reliant l'Empire du Milieu à l'Inde, via la Perse. Les marchands lourdement chargés contournaient ainsi les cols de l'Himalaya perchés à plus de 4 000 ou 5 000 mètres. Trouvant à se ravitailler en cours de route, ils traversaient de part en part la Sogdiane, partie la plus riche de l'actuel Ouzbékistan, dont Samarcande fait figure de capitale et de centre vital. A

nière persane), court sur les murs, dessinant en arabesque et au point de croix le nom d'Allah. C'est le plus émouvant et le plus beau des monuments timourides.

Une légende mythique révèle l'existence sous le saint tombeau d'une source d'immortalité vers laquelle le dieu juvénile reviendrait à la fin des temps, et celle d'un jardin où séjournait le tribunal des âmes des Justes. Ici encore est affirmée la trilogie ouzbèke trano-turco-arabe. Au fond d'un puits imaginaire la croyance islamique de l'au-delà rejoint le mythe iranien des zoroastriens. Le juge principal serait Mithra, le dieu-soleil. Le soleil comme symbole astral se retrouve sur l'emblème de Samarcande autour du « *lion* », qui en fait est représenté par un tigre (il n'y a pas de lion dans la région). Ce blason figure à la place d'honneur sur le Registan, fleuron des grands travaux des successeurs de Tamerlan.

Au milieu des tombes, un puits très profond montre une ouverture béante: des reliques ont creusé ici, en 1992, au mépris des fissures apparaissant sur le tombeau sacré. Ils avaient l'espoir de retrouver l'entrée du Paradis.

Florence Evain

Au septième siècle, à la cour du roi Varkhuman

A pied, à cheval et à dos de chameau, avançant en file indienne, comme lors d'une parade militaire, les ambassadeurs de lointaines contrées, portant armes et décorations, se présentent devant Varkhuman, roi de Samarcande, afin de lui remettre cadeaux et tributs en gage de bonnes relations commerciales. La délégation du Turkménistan, collée de calots noirs, précède des personnages portant les capotes de peau et les chaussettes des montagnards. Les Coréens sont affublés de coiffures à plumes et la garde personnelle du roi, des mercenaires turcs, exhibe une longue natte dans le dos.

Le bleu lumineux est du pur lapis-lazuli, les mines, unique source d'approvisionnement de l'Antiquité, étaient à 1 500 km d'ici, dans l'actuel Afghanistan. Le blanc éclatant, le jaune et le rouge primaires, utilisés par l'artiste anonyme qui a peint cette fresque au septième siècle, rappellent par leur éclat et leur fraîcheur les couleurs enterrées des tombeaux de la Vallée des Morts, en Égypte. Et la maîtrise du dessin sans repentir est celle des enluminures tracées sur les manus-

crits au Moyen Âge. Un ensemble digne des plus belles réalisations de la Renaissance italienne.

Cette scène, qui se déroulerait vers 665, période d'âge d'or par excellence du royaume sogdien, occupe le panneau central d'une fresque monumentale couvrant, sur 11 mètres de long, les trois murs de la salle carrée du musée d'Afrasiab, à Samarcande. Elle provient d'une riche demeure, peut-être le palais privé du souverain. Les deux panneaux latéraux représentent sous une forme allégorique les « *mondes* » chinois et indiens, c'est-à-dire les deux principaux marchés et fournisseurs de l'époque pour les Sogdiens. Sur la droite, en Orient, on découvre les douceurs de la vie en Chine. Les concubines de l'empereur sont en barque sur un étang, elles jouent du luth: ce sont les « *geishas* » de la Chine des Tang. Les marais grouillent de perches et de héros stylisés à la manière des rouleaux peints. Une scène de chasse à la panthère représente l'empereur de Chine sur un animal géant et des cavaliers lancés au galop à la poursuite du félin prêt à bondir.

Sur la gauche, la scène « *indienne* » symboliserait, selon l'interprétation de l'archéologue russe Boris Marshak et du Français Frantz Grenet, une procession religieuse. Le roi, monté sur un grand cheval et précédé de ses concubines en amazone, se rend au temple funéraire de ses ancêtres. Les gardes à pied portent le masque, à la manière des zoroastriens, afin de ne pas polluer le feu sacré. Le cheval conduit en laisse serait ainsi sacrifié au dieu Mithra. L'éléphant blanc, « *véhicule* » d'Inde, le dieu suprême chez les hindous, que les Sogdiens assimilaient à Ahura Mazda, maître de leur panthéon, conduit la procession. Il est suivi par quatre oies immaculées, qui pourraient représenter le dieu Brahma aux quatre visages, première divinité de la trinité de l'hindouisme, le « *Directeur du Ciel*, Maître des Horizons et des quatre Vedas; mais également Zurvan, le dieu du destin, qui a, lui aussi, quatre aspects. Cette scène cultuelle dévoile les liens très étroits noués à l'époque entre l'Inde et les Sogdiens.

Fl. E.

Carnet de route

● **AVION.** Les vols les plus directs Paris-Tachkent sont assurés par Lufthansa (tél.: (1) 42-65-37-35): une seule escale avec changement d'avion à Francfort, et de bons tarifs chez Orient (tél.: (1) 46-34-29-00, à partir de 7 650 F), qui propose également des billets sur Turkish Airlines (à partir de 4 600 F) avec changement d'avion à Istanbul et plusieurs escales.

● **ITINÉRAIRE.** Le plus complet commence à Tachkent, s'arrête à Samarcande, continue vers Boukhara (dit de brique ocre qui a gardé quasi intact son ancien centre, protégé par l'Unesco: on se plaît à imaginer ainsi la Samarcande d'avant la colonisation

russe), Khiva et Charh-Sabz, ville natale de Tamerlan. Oriens, spécialiste des « *routes de la soie* », programme des itinéraires ouzbèkes dans le cadre desquels ce voyage a été organisé. Sont inclus dans les forfaits: billets d'avion internationaux et nationaux, voiture privée avec chauffeur, guide francophone et hébergement en pension complète (en groupes de 15 personnes: 11 800 F de Paris, pour onze jours; en individuel: environ 12 000 F si on part à deux). Des départs presque chaque mois dès la fin décembre. On peut aussi choisir un duo Tachkent-Samarcande d'une semaine: 8 400 F hébergement avec petits déjeuners seulement. Notez que

les hôtels ouzbèkes sont de confort médiocre. Circuits guidés similaires, notamment chez Artou (tél.: 19-41-22-8180220), Clio (tél.: (1) 53-68-82-82), Ikhar (tél.: (1) 43-06-73-13) et Asister (tél.: (1) 45-44-45-87), qui allongent le périple (vingt-deux jours) au Pakistan, en Chine et en Kirghizie.

● **LECTURES:** La Route de Samarcande, de Ruy Gonzalez de Clavijo, ambassadeur du roi de Castille, qui décrit ce qu'il a vu en 1406 (imprimée presque chaque mois dès la fin décembre). On peut aussi choisir un duo Tachkent-Samarcande de l'VIII^e au XII^e siècle, catalogue de l'exposition de l'Institut du monde arabe de 1992, présentant les plus belles pièces mises

au jour par les archéologues. Samarcande 1400-1500, la cité-oasis de Tamerlan racontée par les spécialistes, et Asie centrale (Autrement). Dans la revue L'Histoire, « *Samarcande et la Route de la Soie* », de Frantz Grenet (numéro 77, 1985), et « *La Prise de Samarcande* », de Frantz Grenet et M. Ismailidze (numéro 149, 1991). Peuples d'Asie centrale, de Charif et Roustam Choukour (Syros). Le Voyage en Asie centrale et au Tibet, remarquable anthologie des voyageurs occidentaux du Moyen Âge au vingtième siècle (« *Bouquins* », Laffont). Enfin, côté guide: Central Asia (Cadogan), en anglais.



سَمَرْقَنْدُ الْاَهْلِ

Au « pays bleu », les ethnologues voient la vie en rose

D'une colline à l'autre, le long de la frontière chinoise, une véritable mosaïque humaine



Fêtes ou quotidien, l'habit est le même. De gauche à droite Hmong, Yao et Tay photographiés par Xavier Zimbaro

SA PA
de notre envoyé spécial
C'est la « pluie-pous-
sière », ce crachin d'hiver
qui note choses et hommes
dans un silence ouaté. C'est
samedi soir à Sa Pa, bourgade hu-
mide et haut perchée sur les flancs
du Phan Si Pan, le point culminant
du Vietnam. La Chine est proche,
trop proche, comme l'atteste la car-
casse de l'église éventrée pendant la
guerre-éclair de février 1979 et qui
semble prendre le ciel à témoin, dans
la brume muette.

À l'époque coloniale, les Français
aimaient venir se requinquer dans ce
lieu d'altitude, qu'on appelait alors
« la petite Dalat du Tonkin ». Sans
doute évitaient-ils cette période
massive de l'année... La nuit est
maintenant tombée, et le brouillard
avec elle. On se hâte jentement vers
les gargotes où attendent les soupes,
les bols de riz et les précieux brase-
ros.

Plus tard, bien plus tard, des
ombres juvéniles hantent encore les
ruelles. C'est l'heure des audaces
adolescentes. Chaque fin de se-
maine, Sa Pa accueille les rendez-
vous amoureux. À la veille du mar-
ché qui, comme partout en Asie,
s'anime bien avant l'aube.

C'est un petit marché, au charme

presque intime, où l'on peut flâner
longuement entre les étals, observer
de près l'art du négoce, admirer vi-
sages et costumes, en ayant l'illusion
de s'être fait oublier.

Les hottes des femmes se rem-
plissent au gré des achats : légumes,
cane à sucre, tissu au mètre, plantes
médicinales, pièges à rat et outils di-
vers. On s'offre des sachets de
poudres mystérieuses, pour empoi-
sonner la vermine ou chasser les
maux de tête. On essaie des chaus-
sures en plastique ou une paire de
bottes, que l'on garde au pied. On
sait ce que l'on veut, mais on prend
son temps.

Les sourires sont beaux, jamais
mercantiles. Mais dans cette région
fermée peodant quarante ans aux
Occidentaux, la modernité et
l'argent font - modestement - il est
vrai - leur apparition : deux ou trois
écrans de télévision qui rompent la
solitude, une escouade de motos
Honda qui jouent les taxis, quelques
poignées de dollars laissées par des
groupes de routards, éternelle avant-
garde d'un tourisme plus ravageur.

Sur une crête, à deux heures de
marche de Thensin, sommeille un
village hmoog. Dans les masures,
construites à même le sol, il n'est rien
de superflu. Le riz cuit attend dans
une marmite. L'eau potable dans un

tronc de bambou. La chambre fami-
liale ne contient qu'un seul lit en latta-
nier. Tous les vêtements de rechange
pendent sur un fil. Il y a aussi quel-
ques calesasses, une longue louche,
une pipe à tabac et, pour tout
meuble, un coffre en bois soigneuse-
ment cadencé. Immuable simplicité
d'un intérieur paysan.

Autour du village, on cultive, en
terrasses, thé, maïs et manioc. On
élève des buffles et quelques che-
vaux. Près d'une bassine pleine d'in-
digo, des tissus sèchent au soleil. Une
fois teints et brodés, on ira les
vendre, dans la vallée, avec quelques
poules, pour s'y procurer l'indispen-
sable : du sel, une jarre, un peu de pé-
trole, de la toile brute et des fils de
coton.

Les quelque cinq cent mille
Hmoog forment l'une des cio-
quante-quatre ethnies officiellement
répertoriées au Vietnam et regroupées
en trois familles linguistiques. À
elle seule, la Haute-Région, ce « pays
bleu » qu'on oppose au « pays
brun » du delta, est une formidable
mosaïque humaine, un trésor pour
ethnologues et linguistes. Au fil des
millénaires, les peuples venus de
Chine s'y sont éparpillés, entrecroisés
et superposés, en des mouve-
ments lents et silencieux. Passer
d'une montagne à l'autre, en traver-

sant la vallée du voisin, obligeait aux
échanges et aux solidarités.

Dans ces confins farouches, à la
splendeur sauvage, où les crêtes
échancrées semblent sorties d'un
rouleau de peinture chinoise, les
courbes de niveau ont délimité, pour
l'essentiel, les zones de peuplement.
Fuyant l'empire du Milieu, quand
leurs défaites tourmentaient aux mas-
sacres, jusqu'à la fatale révolte des
Tay Ping, en 1868, les Hmoog ne trou-
vèrent vides, au Tonkin, que les
fortes pentes et les sommets.

Depuis, ils vivent entre 900 et
2 000 mètres d'altitude et leurs am-
bitions territoriales sont restées pu-
rement verticales. Faute d'une écriture
alphabétique qui eût aidé à la fixer,
leur langue fluctue au gré d'idolomes
particuliers. Du moins
ont-ils réussi à imposer désormais
leur véritable ethnonyme - Hmoog -
à la place d'un autre nom - Mèo -
qu'ils jugeaient méprisant. En fait,
Mèo est la prononciation locale du
mot chinois « Miao » qui désigne,
sous le sobriquet de « chat », l'en-
semble ethnolinguistique auquel ap-
partiennent les Hmoog.

Même chose pour leurs cousins du
dessous, à peu près aussi nombreux,
les Yao (Dao en vietnamien) qui, an-
nés avant eux, vivent à une altitude
moyenne, entre 300 et 900 mètres.
Eux aussi ont fait oublier l'appella-
tion péjorative « Man » (« barbare
du sud » en chinois) dont le pouvoir
colonial les avait gratifiés. Ils disent
avoir comme ancêtre P'An Hou, un
chien-dragon fabuleux au poil de
cinq couleurs, transformé en
homme après avoir vaincu l'ennemi
d'un empereur de Chine, lequel lui
donna en récompense sa fille et la
moitié de son royaume, partagé,
avec ruse, « dans le sens de la hau-
teur ».

Voilà pourquoi, dit la légende, les
Yao habitent les montagnes et ne
mangent jamais de chien. Ce peuple
etroté, depuis de nombreux
siècles, le souvenir de son mythe
fondateur, dans un document - la
Charte des Man - légitimé par plu-
sieurs souverains et qui rappelle le
service rendu jadis et les privilèges
qui en découlaient.

Parfois, au bord d'un sentier, les
arbres flambent. Car les Hmoog et
les Yao pratiquent le « ray », la
culture sur brûlis. Depuis toujours,
ils dévastent leur milieu. « Labourez
avec le couteau, sème avec le feu », re-
commande la Charte des Man aux
« Fils de la Montagne », qui
plantent, entre les trous abattus, les
graines de riz et de maïs sur le sol
enrichi des cendres de l'incendie.

Après trois ou quatre saisons, ils
abandonnent les champs épuisés et

les pentes deviennent chauves pour
jeter leur dévolu sur une nouvelle zone
d'essartage. Depuis toujours, le
« ray » pousse au nomadisme. C'est
un mode de vie que résume bien la
formule, chère aux Hmoog, un
peuple des hauts plateaux du Viet-
nam central, et qui inspira à Georges
Coodominas le titre de son grand
classique de l'ethnologie indo-

porte l'écho lointain d'un tambour.

Uo enterrement, sans doute.
Les peuples du Haut-Pays s'in-
fluencent l'un l'autre, de bas en haut,
de vallée en colline, et de colline en
crête. Les chapeaux coniques se ré-
pandent en pays tay, et les coiffes
multicolores dans la moutagne. L'habit
traditionnel disparaît peu à
peu sous l'empire de la mode ur-

L'indigo et l'écrue

À Sa Pa dominent le noir et le bien indigo des vêtements Hmoog :
turbans, tabliers, jupettes, ceintures et jambières, chez les femmes ;
larges pantalons et courtes vestes au col brodé des hommes. Une
sobre harmonie qu'éclaire l'argent, brat ou ciselé, des bijoux :
chaînes, colliers et grands anneaux d'oreilles.

Ailleurs, d'autres sous-groupes de l'ethnie hmoog préfèrent des
vêtements clairs on chatoyants, auxquels ils doivent leurs noms : tu-
nique écrue des Hmoog blancs, jupe rouge ornée de motifs en spi-
rales des Hmoog barolés. Les femmes rehaussent leur chignon de
superbes postiches, parfois hérités de leurs aïeules. L'éclat des pa-
rares contraste avec la pauvreté de ces peuples, qu'il semble vouloir
conjurer.

chinoise : Nous avons mangé la forêt.

Les vallées de la Haute-Région
sont le domaine du peuple tay (ou
thai), le premier venu, établi sur les
rives du fleuve Rouge et de ses af-
fluents au moment où les Viet, de
leur côté, prenaient possession du
delta. C'est la plus nombreuse mi-
norité du Vietnam. Sédentaires, culti-
vant les rizières irriguées, les Tay se
livrent, comme les Viet, à un im-
mense et minutieux jardinage, aux
gestes toujours recommencés. Tant
d'efforts ingénieux pour maîtriser
l'infini réseau des gradins et di-
guettes, des barrages et rigoles, pour
produire le riz gluant, qu'on cultive à
l'étouffé et l'alcool, qu'on sert géné-
reusement.

Les Tay vivent sur pilotis, hommes
à l'étagère, bêtes sous le plancher, dans
des maisons souvent spacieuses, ain-
si protégées des fauves et des ser-
pents. Ici, les tentes sont plus vives
qu'en montagne : vert tendre du re-
piquage dans le damier des rizières,
couleurs gales des tuniques, écossais
éclatant des turbans.

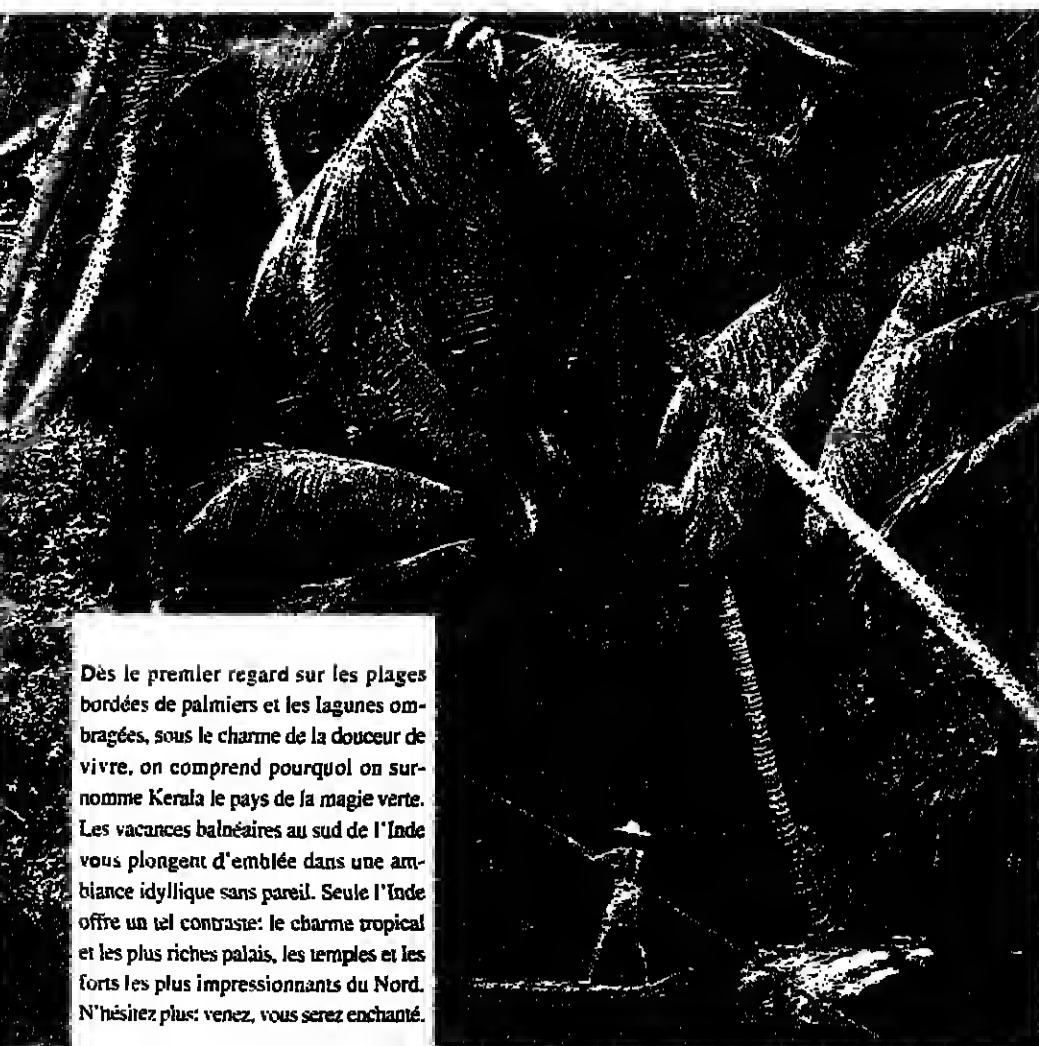
Les bruits des vallées mêlent le
proche et le lointain, le banal et
l'inattendu. Le frapement sourd
d'un pilon à grain que manœuvre un
petit moulin, au bord de l'eau vive.
Le moteur d'une machine à décor-
quer le riz sous un hangar. La cloche
en bois d'un buffle que pousse un
paysan, le bêt sur l'épau. La corne
où souffle un colporteur qui vend
des glaces à l'eau. L'appel d'un en-
fant oiselleur, sa cage à la main. Le
glissement d'une quenouille qu'une
jeune fille manie sur le bord du che-
min. Il arrive même que la brise ap-

balne : chemise et pantalon légers.
L'adoption déjà ancienne des tech-
niques et des modes de vie liés à la ci-
vilisation du riz et du bambou, la
multiplication des contacts entre
ethnies, la diffusion jusqu'au
moindre village de la langue natio-
nale, enseignée par les instituteurs et
propagée par les fonctionnaires, au-
tant d'éléments qui y renforcent
l'empreinte de la culture vietna-
mienne moderne.

La religion, elle-même, rapproche
ces peuples. Inégalement imprégnés
des grandes croyances d'Asie -
taoïsme, bouddhisme, confucian-
isme - ils ont emprunté aux Viet le
culte des ancêtres. Chaque maison
abrite l'autel, souvent modeste, où
l'on apaise les âmes des morts, à
coups d'offrandes, d'offrandes et
de prières.

Ce culte s'ajoute aux rites de l'ani-
misme traditionnel. À l'entrée des
villages, en un lieu choisi avec soin,
brûlent les bâtons d'encens offerts
au génie tutélaire et à tous les autres,
ceux du sol et des eaux, du foyer et
du ciel. Il convient de se protéger, par
la magie s'il le faut, contre les esprits
errants, les âmes à l'abandon. Quitte
à redoubler de précaution, en mêlant
tous les rites, comme dans cette mai-
son hmoog, où trois plumes de coq
ornent l'autel des ancêtres. Un peu
plus tard, au détour d'une crête, re-
posent près d'une tombe solitaire
quelques objets ayant appartenu au
défunt : des sandales, un bol, une
pipe à eau. Les Hmoog ne badinent
pas avec l'an-déjà.

Jean-Pierre Langellier



Dès le premier regard sur les plages
bordées de palmiers et les lagunes om-
bragées, sous le charme de la douceur de
vivre, on comprend pourquoi on sur-
nomme Kerala le pays de la magie verte.
Les vacances balnéaires au sud de l'Inde
vous plongent d'emblée dans une am-
biance idyllique sans pareil. Seule l'Inde
offre un tel contraste: le charme tropical
et les plus riches palais, les temples et les
forts les plus impressionnants du Nord.
N'hésitez plus: venez, vous serez enchanté.

Charme tropical ou splendeur royale: en Inde, vous avez le choix

Des idées nouvelles, bien plus d'attractions,
des littéraires encore plus colorés: n'hésitez
plus pour commander votre voyage!

Nom: _____
Adresse: _____

India

Office National Indien de Tourisme
8, bd de la Madeleine, 75009 Paris
Tél. 01 42 63 53 86. Fax 01 42 65 01 16
Minitel 3615 INDE



Carnet de route

● **MÉTÉO.** Les randonnées à pied (à
8 heures de marche chaque jour) dans
le nord du Vietnam ne peuvent avoir
lieu que pendant la saison sèche,
entre octobre et avril. C'est
l'époque où la mousson du nord-
est s'installe sur le delta du fleuve
Rouge, sous forme de crachin. En
moyenne montagne, le temps est
plus frais et plus sec, et le ciel
souvent ensoleillé.

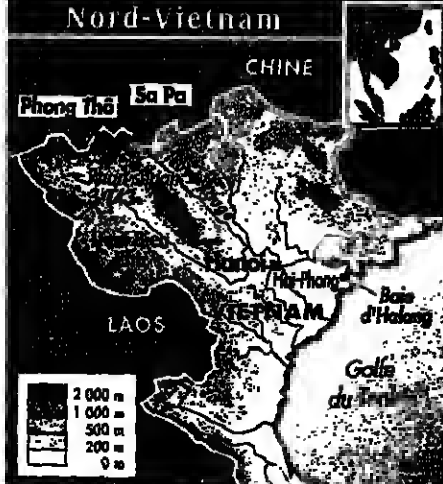
● **ACCÈS.** La ligne Paris-Hanoi est
notamment desservie par Air
France avec 2 vols hebdoma-
daires, les mercredi et vendredi
(tarif Le Kiosque, 6 200 F) et par
Vietnam Airlines, 3 vols hebdo-
madaires (Chinisco, tél.: (1) 45-
33-34, à partir de 5 500 F).

● **ITINÉRAIRE.** Au départ de Dien
Bien Phu, une journée en minibus
permet de rejoindre la région de
Phong Tho, où se déroule la ran-
donnée pendant une bonne se-
maine. Après deux jours à Sa Pa
et dans les environs, on quitte la
Haute-Région. Redescendant vers Hanoi,
Haï Phong, et la baie d'Halong, où l'on
passe deux nuits et une journée de na-
vigation à travers ce fabuleux laby-
rinthe maritime. Retour vers Hanoi où

s'achève le séjour par une visite de la
plus belle ville d'Asie. Cette randonnée
a été réalisée dans le cadre d'un itiné-

raire signé Terres d'aventure (6, rue
Saint-Victor, 75005 Paris, tél.: (1) 43-
29-94-50) et intitulé « Montagnes et
ethnies du Nord-Vietnam ». Au total,
17 jours de voyage, 17 650 F, de Paris,

par personne, pour un groupe de 9 à
15 personnes.
Circuit comparable chez Peuples du
monde (tél.: (1) 42-72-50-36).



● **LECTURES.** Montagnards des
pays d'Indochine, par Christine
Hemmet (Villa de Boulogne-Bil-
lancourt/Éditions Sapia): un
voyage commenté par les meil-
leurs experts et richement illus-
tré (Musée de l'Homme). Viet-
nam, au pays des routes
contraires, par Gérard Rouillé et
Xavier Zimbaro (Domaine Asie
du Sud-Est, Peuples du
monde): l'alliance intelligente
d'un ethnologue et d'un pho-
tographe en balade dans la
Haute-Région, dont les clichés
illustrent ce reportage. Pour un
point de vue officiel sur le su-
jet, Les Ethnies minoritaires du
Vietnam, par Dang Nghiem
Van, Chu Thai Son et Luu Hung
(Éditions The Gioi, Hanoi). Le
Vietnam, histoire et civilisation,
par Le Thanh Khol (Éditions de
Minuit, 1955): le livre de référence.
Côté guides: Au Vietnam (Visa, Ha-
chette), établi par Hervé Beaumont. Et
la très complète Vietnam (Lonely Plan-
net), récemment traduit en français.

سكان الامل

ENTREPRISES

LE MONDE / SAMEDI 28 OCTOBRE 1995

RESTRUCTURATION

Le constructeur aéronautique Aérospatiale a annoncé le 26 octobre, lors d'un comité d'entreprise, l'existence d'un sureffectif d'environ 4 000 personnes,

notamment dans ses branches avions, espace-défense, missiles et hélicoptères. La direction n'envisagerait pas de licenciements secs. ● LES DIFFICULTÉS du groupe français ne sont pas

isolées. Le néerlandais Fokker, l'allemand DASA ou Lockheed Martin et la NASA aux États-Unis ont aussi prévu de supprimer des postes. ● LA MENACE sur l'emploi dans le secteur de la

défense en France est d'autant plus grave que le budget militaire ne permet plus de mener de front tous les projets prévus par la loi de programmation. ● RENÉ GALLY-DEJEAN (RPR,

Paris), un des rapporteurs de la commission de la défense de l'Assemblée nationale, estime à 50 000 le nombre d'emplois menacés au cours des deux prochaines années.

50 000 emplois seraient menacés en 1996-1997 dans l'industrie de défense

Le rapport du député René Gally-Dejean tire des conclusions alarmantes des coupes envisagées dans les programmes militaires. Dans le même temps, le constructeur aéronautique Aérospatiale a annoncé un sureffectif proche de 4 000 personnes

LE GROUPE Aérospatiale a annoncé, jeudi 26 octobre, à l'occasion d'un comité d'entreprise destiné à l'information des syndicats, qu'il existait « un sureffectif » de 3 100 personnes, notamment dans ses branches « avions », « espace-défense » et « missiles ». Soit 10 % des effectifs globaux du groupe. Selon les syndicats, Aérospatiale a aussi décelé un sureffectif, de l'ordre de 800 personnes, dans sa branche « hélicoptères », qui travaille pour le groupe franco-allemand Eurocopter.

Ces difficultés rencontrées par l'un des plus importants constructeurs aéronautiques français se retrouvent en Europe et outre-Atlantique. En témoignent, par exemple, la décision du groupe néerlandais Fokker de supprimer, en 1995, quelque 1 150 emplois, l'annonce par la NASA de réduire ses effectifs de 3 500 personnes, et l'initiative du groupe Lockheed Martin de faire partir 17 000 salariés dans les prochaines cinq années. De même, le principal par-

tenaire de l'entreprise française, le groupe allemand Daimler Benz Aerospace (DASA), a prévu, entre 1996 et 1998, de supprimer 8 500 emplois à l'occasion d'un plan, dit Dolores, qui instaure, de surcroît, des délocalisations, des ventes et des fermetures de sites industriels. Ce qui n'est pas envisagé, à l'heure actuelle, par les responsables du groupe Aérospatiale.

Le budget militaire ne permet plus de mener de front tous les projets que la loi de programmation laissait entrevoir

Un prochain comité d'entreprise examinera « l'accompagnement social » de ces suppressions

d'emplois, qui pourraient intervenir en 1996 et en 1997. Aérospatiale, la direction considère que ces sureffectifs peuvent être résorbés par des mesures de formation et de mobilité, par des préretraites progressives et par le Fonds national de l'emploi (FNE). A l'issue du comité d'entreprise, les organisations syndicales FO, CGT, CFDT, CGC et CFTC ont fait savoir que leurs élus « s'étaient insurgés » contre l'annonce de la direction, parce qu'elle leur semblait impliquer des « licenciements secs », qui viendraient s'ajouter aux mesures dites « d'adaptation des effectifs » en cours d'application en 1995.

En France, la menace sur l'emploi dans le secteur industriel (toutes catégories confondues) de la défense est d'autant plus grave et imminente que le budget militaire ne permet plus de mener de front tous les projets que la loi de programmation — adoptée en 1994 par le Parlement et remise en chantier pour déboucher en 1996 sur une nouvelle version — laissait entrevoir pour les six ans à venir. L'un des rapporteurs de la commission de la défense de l'Assemblée nationale, René Gally-Dejean (RPR, Paris), s'en est ému en rendant publiques, jeudi 26 octobre, les grandes lignes de ses réflexions sur le sujet.

Rappelant que l'industrie de défense emploie, directement ou indirectement, quelque 305 000 personnes pour un chiffre d'affaires de 97 milliards de francs selon les statistiques du Conseil des industries de défense françaises (CIDF), René Gally-Dejean, ancien ministre de l'Armement, souligne que 18 000 emplois ont disparu en

1993, 16 000 autres en 1994, et que, au rythme où vont les choses, 50 000 autres pourraient être perdus au cours des deux prochaines années.

L'exemple le plus spectaculaire en la matière est, sans doute, celui des industries de l'armement terrestre, dont les effectifs, à hauteur de 45 100 en 1990, passeront, pour la première fois, sous la barre des 30 000 personnes en 1995. GIAT-Industries, l'entreprise fleuron du secteur, connaît des difficultés graves qui expliquent que — faute de commandes de chars Leclerc et

de munitions en volume suffisant par l'armée française et à l'exportation — elle devrait perdre 1,9 milliard de francs en 1995 (autant que l'an dernier), chercher à obtenir une recapitalisation de l'Etat à hauteur de 5 milliards de francs, étudier la fermeture de deux sites sur la dizaine qu'elle entretient, et mettre en chantier un plan de redressement portant sur de nouveaux départs (un millier de postes en 1996) après 1 650 suppressions en 1994 et 1995.

Le sort du groupe Aérospatiale, dans cet environnement-là, n'est pas davantage assuré, en dépit de ses fabrications civiles comme l'Airbus, qui est parvenu à prendre un tiers du marché mondial face au numéro un Boeing et à McDonnell Douglas. En effet, le constructeur d'avions, de missiles, de satellites et d'hélicoptères voit son avenir assombri par une série de non-décisions. C'est le cas des reports intervenus pour le développement du missile stratégique mer-sol M5 de nouvelle génération, pour le lancement du programme d'hélicoptère logistique européen NH-90, pour l'industrialisation de l'hélicoptère d'attaque franco-allemand Tigre ou pour l'étude en Europe d'un nouvel avion de transport militaire, l'ATF.

C'est encore le cas pour la décision — différée vraisemblablement à décembre prochain pour des raisons budgétaires — de l'Allemagne de se joindre à la France, à l'Italie et à l'Espagne pour la construction de deux nouveaux modèles de satellites espions, Helios-2 et Horus.

Ce n'est pas avant le printemps 1996, au plus tôt, que le gouvernement aura définitivement mis au clair ses intentions en matière

d'équipement militaire à long terme. D'ici là, un comité stratégique, présidé par le ministre de la défense, y travaille. Les dossiers d'armement nucléaire et classique qu'il aura constitués, ainsi que le montant des engagements financiers pluriannuels que les nouveaux matériels requièrent, seront ensuite soumis à une série de conseils de défense, présidés par Jacques Chirac, qui tranchera dans le cadre d'une nouvelle loi de programmation.

Jacques Isnard

Comme la sidérurgie des années 80

Les syndicats, publiquement, et certains chefs d'entreprise, en privé, font actuellement pression sur le gouvernement pour que le secteur de l'armement bénéficie à l'avenir de mesures d'âge exceptionnelles, comme la sidérurgie à la fin des années 70 et durant les années 80. Durant cette période, l'Etat a pris à sa charge les départs anticipés à la retraite des sidérurgistes dès l'âge de cinquante ans.

Jacques Chérèque, chargé de ce dossier par Laurent Fabius en 1984, résumait ainsi la situation : « La sidérurgie, c'est, en dix ans, 100 milliards pour cent mille suppressions d'emplois ». En 1990, un départ en préretraite à cinquante ans était estimé à 1 million de francs pour la collectivité. Les transitaires en donne et les dockers bénéficient, depuis le début des années 90, de mesures équivalentes.

La nouvelle agressivité commerciale américaine

La promotion des exportations américaines, surtout pour l'armement et l'aéronautique, constitue la priorité, voire la seule constante, de la diplomatie américaine. Résistant pas à se transformer en « super-représentant ». M. Clinton a personnellement plaidé la cause de Boeing et McDonnell après du roi Fahd lors de la rencontre entre les deux hommes, il y a presque un an, en Arabie Saoudite.

Judi 26 octobre, le ministre de la Défense saoudien et les deux plus grands constructeurs aéronautiques américains sont venus célébrer à la Maison Blanche la signature d'un contrat de 4 milliards de dollars (36 milliards de francs), qui portera la livraison de 41 appareils C-130 pour Boeing et 33 pour McDonnell. Pour bien souligner le rôle joué par Bill Clinton au cours de la négociation, ils lui ont remis une copie du contrat, signé mercredi entre les deux constructeurs et la compagnie aérienne Saudia Airlines. (AFP)

La modification des statuts de Renault a été votée

POUR LA SECONDE FOIS, jeudi 26 octobre, Renault réunissait ses actionnaires en assemblée générale, avec, à l'ordre du jour, la modification des statuts en vue de la privatisation. Les petits porteurs ont d'abord assisté, médusés et scandalisés pour certains, à un drôle de simulacre. Celui d'une assemblée générale des actionnaires salariés : les différents délégués CGT et CFDT, venus avec leurs quelque 300 militants de tous les établissements de Renault, ont tour à tour exprimé leurs revendications. A l'ordre du jour de cette « assemblée générale révolutionnaire », selon les termes de Daniel Sanchez, délégué central CGT, l'augmentation des salaires de 1 500 francs, la renationalisation de l'entreprise, la semaine de 35 heures à salaire équivalent, la retraite à cinquante-cinq ans. Autant de propositions qui ont été votées à l'unanimité sous les cris de joie des salariés militants, qui scandaient : « Renault n'est pas à vendre, il est à la nation », ou encore : « Schweitzer, démission ».

ONZE RÉOLUTIONS

L'agitation est soudain retombée : à la demande de Daniel Sanchez, les Renault ont quitté, en rangs d'oignons, la salle de réunion du CNIT à la Défense. « Les syndicats et la direction se sont entendus pour que tout se déroule de cette manière, afin d'éviter ce qui s'est passé en avril pour la première AG de Renault : durant toute la séance, Louis Schweitzer, qui venait d'être mis en examen dans l'affaire du sang contaminé, s'était fait huer et insulter », raconte un observateur.

Le PDG de Renault a enfin pris la parole, avec plus d'une heure de retard. « Certains ont beaucoup à apprendre de la réalité économique », a-t-il jugé. « Ils ne

font pas preuve de beaucoup d'intelligence dans leur approche des problèmes ». Plus de 97 % des actionnaires présents ont ensuite adopté onze résolutions, concernant la mise en conformité des statuts du constructeur avec la loi sur les sociétés commerciales — notamment le changement de dénomination de Régie nationale des usines Renault en Renault — l'évolution de la structure du capital de l'entreprise et, enfin, les conditions d'accès au marché financier. Toutes ces résolutions ont été adoptées sous condition suspensive « de transfert au secteur privé de la participation majoritaire de l'Etat ».

Certaines résolutions précisent la manière dont le capital de Renault pourrait évoluer, une fois la participation de l'Etat inférieure à 50 %. Le constructeur sera notamment en droit de procéder à des augmentations de capital en supprimant le droit préférentiel de souscription, et donc de les réserver à des investisseurs préalablement choisis. Une augmentation de capital pourra également être réservée aux salariés de l'entreprise, à un prix égal à 90 % de la moyenne des cours cotés de l'action lors des vingt séances de Bourse précédant la décision du conseil d'administration. Il faut que Renault bascule dans le privé pour que cette batterie de mesures puisse être prise. L'Etat étudie actuellement la possibilité d'une privatisation en douceur, qui consisterait à vendre à quelques entreprises suffisamment d'actions Renault pour que sa part devienne inférieure à 50 % (Le Monde du 27 octobre). « Une privatisation honnête », estime Gérard Mureau, administrateur salarié de Renault. EDF, qui recompte avoir été contacté dans cette optique, affirme ne pas être intéressé.

Virginie Maingre

Plastic Omnium est dans une passe difficile

ALORS QUE Plastic Omnium enregistre, vendredi 27 octobre, le succès de son OPA sur Reydel, l'équipementier automobile annonce une performance médiocre. « La pire depuis plusieurs années », a déclaré, jeudi 26 octobre, Jean Burelle, son PDG. Le groupe a vu son résultat net tomber à 10 millions de francs au premier semestre 1995 (contre 48 millions au premier semestre 1994), en dépit d'une progression de 7,8 % du chiffre d'affaires à 2,57 milliards de francs. Cette baisse est imputable à deux événements exceptionnels : les importants frais de démarrage de son usine implantée en Caroline du Sud — destinée à approvisionner BMW et General Mo-

tors — et les mauvais résultats de sa filiale américaine Zam. La dégradation des comptes devrait se poursuivre au second semestre. « Nous envisageons un résultat nul pour 1995 », explique Jean Burelle, malgré l'effet positif lié à l'intégration dans les comptes consolidés de Reydel, qui a dégagé un résultat net de 31,3 millions au premier semestre pour un chiffre d'affaires de 982 millions, en hausse de 15,1 %. Mais ce rachat se traduit aussi par une augmentation vertigineuse de l'endettement, qui devrait atteindre 150 millions en 1995, contre seulement 62 millions en 1994. Plastic Omnium s'est fixé une

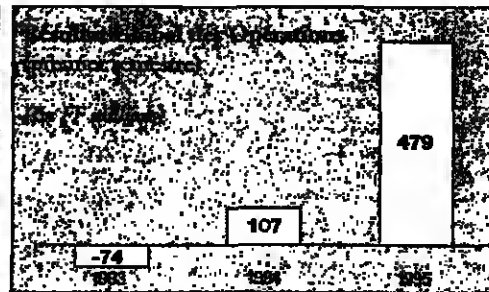
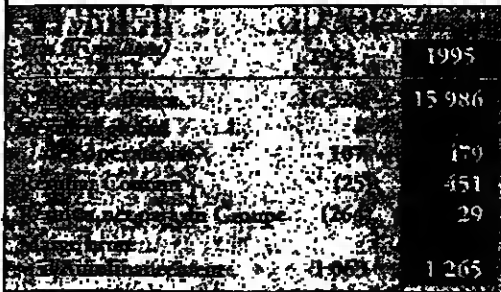
double priorité pour les trois prochaines années : « atteindre un résultat net de 3 % du chiffre d'affaires et un endettement moyen de 200 millions par an, pour repasser sous la barre des 100 % ». Dans ce but, l'entreprise a décidé de se séparer d'actifs non stratégiques, hors de ses métiers de base. Elle a vendu les 50 % que Reydel détenait dans Harman au groupe Magneti-Marelli début octobre, et négocie actuellement la cession de l'activité des pots pour pépiniéristes de Zam. Le groupe prévoit aussi de gagner 50 millions sur 1995-96 en exploitant les synergies existant entre Plastic Omnium et Reydel, mais sans fermer aucune usine.



Résultats semestriels 1995 en très nette amélioration

Sous la présidence de Messieurs Paul DUBRULE et Gérard PELISSON, le Conseil d'Administration de Accor a examiné les résultats consolidés du premier semestre 1995. Le résultat net part du Groupe a progressé de FF 293 millions par rapport au 30 juin 1994 pour s'établir à FF 29 millions. Cette amélioration est essentiellement due à la progression très importante du résultat global des opérations, qui passe de FF 107 millions à FF 479 millions. Ces chiffres reflètent l'amélioration significative amorcée en 1994 des taux d'occupation et des prix dans l'hôtellerie (en particulier aux États-Unis pour Motel 6) et la croissance soutenue des Services aux Entreprises.

En raison de la cession des activités de la Restauration Publique cocréditée et des impacts de change, le chiffre d'affaires diminue de 2,1 %. Hors ces effets de périmètre et de variations monétaires, la progression de l'activité est de 8,3 %.



Perspectives 1995

Compte tenu du caractère saisonnier des activités du Groupe, il est rappelé que les résultats des opérations de Accor sont, au deuxième semestre, nettement supérieurs à ceux du premier semestre. L'amélioration du Résultat Global des Opérations permet d'attendre une croissance significative du Bénéfice Net par Action.

Le Groupe poursuit son développement : le parc hôtelier de l'ensemble des marques Accor s'est accru de 102 établissements sur les neuf premiers mois de l'année, principalement en gérance et en franchise. L'activité des Services aux Entreprises poursuit sa progression à un rythme annuel de plus de 10 %.

Accor confirme la diminution de son endettement net avec l'objectif de FF 17 milliards à fin 1996.

Une information détaillée concernant ces résultats est disponible sur demande adressée à la Direction de la Communication Financière : 33, avenue du Maine 75755 Paris cedex 15. Tél.: (1) 45 38 86 26 - Fax: (1) 45 38 85 95

Le gouvernement annonce la privatisation de la Société marseillaise de crédit

L'établissement bancaire reçoit 1 milliard de francs de l'Etat mais perd son président, Jean Matouk

La Société marseillaise de crédit a obtenu de son unique actionnaire, l'Etat, une augmentation de capital de 1,06 milliard de francs qui lui

permet de poursuivre son activité. Maintenu juste à flot et doté d'un nouveau président, la banque va devoir trouver un actionnaire fort sur qui s'appuyer. La cession devrait être réalisée de gré à gré.

ser de ce président, avec lequel les relations s'étaient singulièrement tendues depuis le printemps, était l'annonce de la privatisation de la banque. L'Etat « prend acte du profond travail d'assainissement et de recentrage des activités de la banque, réalisé avec une grande efficacité sous la présidence de Jean Matouk », pour mieux annoncer son départ. De fait, la banque a renoué avec l'équilibre au premier semestre, son résultat consolidé s'établissant à 3 millions de francs, contre une perte de 246 millions au 30 juin 1994.

Le MINISTÈRE des finances a annoncé, jeudi 26 octobre, le versement à la Société marseillaise de crédit (SMC), sa filiale à 100 %, d'une avance d'actionnaire de 1,06 milliard de francs « dont le principe avait été annoncé lors de l'arrêt des comptes, le 24 mars dernier ». Depuis lors, Jean Matouk, nommé à la présidence de la banque en 1992, attendait. Tout comme attendaient les commissaires aux comptes, qui n'avaient approuvé leur rapport à l'arrêt des comptes 1994 - qui s'était traduit par une perte de 1,25 milliard de francs - que sous la condition de ce versement.

Les défaillances successives des banques françaises, du Crédit lyonnais à la Banque Pallas-Stern en passant par celle de la Banque commerciale privée, qui n'ont cessé d'alimenter les débats tout au long de l'année sur la nécessité de maintenir ou non en vie les établissements bancaires en difficulté, n'ont pas été étrangères aux atermoiements des pouvoirs publics. Fallait-il sauver la Société marseillaise, qui a successivement dû affronter le déséquilibre de son régime de retraite, des engagements douteux dans l'immobilier et auprès des PME et la difficulté de trouver son positionnement dans la région marseillaise ? Cet ensemble d'éléments l'a maintenue dans le rouge depuis 1991 et a

déjà coûté 2,2 milliards de francs à l'Etat au cours des quatre dernières années.

SAUVETAGE

La situation difficile de la région marseillaise a conduit le gouvernement à décider de sauver la banque, qui emploie encore 2 050 personnes. Mais elle ne pourra durablement rebondir sans faire en-

Hervet attend son tour

Inscrite sur le premier décret de privatisation de l'automne 1993 en compagnie de la BNP, Rhône-Poulenc et Elf Aquitaine, la petite banque Hervet attend toujours sa privatisation. Il y a quelques semaines, le ministre de l'économie, Jean Arthuis, a officiellement indiqué qu'il comptait vendre de gré à gré en 1996 l'établissement qui se remet tout juste de la crise immobilière. La banque présidée par Patrick Careil a réduit de 28 % le volume total de ses crédits aux professionnels de l'immobilier en trois ans, l'objectif étant de ramener l'encours total à moins de 2,5 milliards à la fin de 1996 et l'encours net de provisions, à environ 1 milliard. La banque a annoncé un résultat positif de 29 millions au premier semestre 1995.

core des sacrifices, malgré un plan de réduction de personnel de 650 personnes réalisé par Jean Matouk.

Le versement de capital tant attendu et l'annonce d'une prochaine privatisation ne préjugent pourtant pas du sort de la banque. Il s'agit d'abord d'une mesure technique. Sans lui, la Société marseillaise n'aurait plus capable de respecter le ratio européen de solvabilité (qui s'inscrivait à 8,05 % au 30 juin comme au 31 décembre 1994, l'avance de l'Etat ayant été anticipée). Le versement, indique le communiqué du ministère de l'économie, « joint à celui effectué en 1994, va se traduire par une augmentation de capital de 1,336 milliards de francs. La SMC dispose donc d'un bilan assaini. » Les comptes sont ainsi remis à zéro.

L'annonce de la cession de la Société marseillaise permet en outre à l'Etat de se séparer de Jean Matouk, qui n'a jamais caché sa sympathie pour la gauche et dont la formation d'universitaire a toujours jeté le doute sur ses capacités à gérer une banque. Jean Matouk, nommé en 1992 par le gouvernement socialiste, était parvenu à sauver sa tête lors du renouvellement des présidents de groupes nationalisés en juin 1994, grâce à une intervention de l'Elysée.

Le seul moyen de se « débarrasser » de ce président, avec lequel les relations s'étaient singulièrement tendues depuis le printemps, était l'annonce de la privatisation de la banque. L'Etat « prend acte du profond travail d'assainissement et de recentrage des activités de la banque, réalisé avec une grande efficacité sous la présidence de Jean Matouk », pour mieux annoncer son départ. De fait, la banque a renoué avec l'équilibre au premier semestre, son résultat consolidé s'établissant à 3 millions de francs, contre une perte de 246 millions au 30 juin 1994.

APPEL D'OFFRES

Maintenue juste à flot et dotée d'un nouveau président, la banque va devoir trouver un actionnaire fort à qui s'adosser. Un appel d'offres devrait être rapidement lancé pour choisir une banque conseil qui déterminera « les moyens les plus appropriés » pour y parvenir.

De nombreuses banques pourraient être intéressées... si le prix est raisonnable. La cession de la Société marseillaise, qui devrait être réalisée de gré à gré, enlèvera sans épine du pied de l'Etat. Il est douteux qu'elle contribue de façon significative aux recettes de privatisation prévues par le budget 1996.

Babette Stern

Les Français s'intéressent peu à la Banque directe

« PAS BESOIN de se voir pour s'entendre », « Bien sûr, cela change toute la conception de la banque », explique, prouvée à l'appui, la Banque directe dans de récentes campagnes publicitaires. La première banque française sans agences, lancée il y a juste un an par la Compagnie bancaire, filiale de Paribas, a séduit 16 000 clients (20 000 prévus pour la fin de l'année). Elle s'est inspirée ouvertement des expériences anglaise, allemande, espagnole et portugaise. On est cependant encore loin des 500 000 clients de la First Direct, filiale de la banque anglaise Midland, à qui revient l'invention de ce concept original en 1989. La Banque directe parviendra-t-elle à séduire un public aussi nombreux, ou les différences de comportement des clients français et anglais sont-elles trop fondamentales pour que la formule se développe en France ?

Prenant le contre-pied de la Banque directe, pour qui « 16 000 clients sur 300 000 prospects est un score assez remarquable », certains analystes considèrent que, comparativement à d'autres pays européens, ce « succès est très relatif ». Ils expliquent cet écart par les attitudes face à l'argent très différentes dans les pays latins et les pays anglo-

saxons. « Les Anglais ont une image très négative de leur banquier, et les ruptures de contrat sont fréquentes », inversement, « pour le client français, la banque relève d'une mission de service public », ce qui implique une attitude passive et fidèle. Compte tenu en plus de la surbanalisation française, conquérir un nouveau client est une opération onéreuse, même si, selon Bernard Aubergier, le président de la Banque directe, il est bien moins élevé pour son établissement que pour une banque traditionnelle (2 000 contre 5 000 à 6 000 francs).

ADOPTER LE PROGRES

Une autre « spécificité française », jugée pénalisante pour les banques sans guichet, est le taux élevé de fréquentation des agences bancaires : 44 % des Français se rendent « souvent » dans leur agence, indique une récente étude de l'Association française des banques (AFB). Même si une tendance à la baisse est enregistrée depuis quelques années, ce chiffre reste énorme au regard de l'Angleterre où des Etats-Unis, où 40 % des transactions bancaires se font par téléphone. Il s'explique par la densité du réseau français d'agences et par « un besoin de représentation physique de l'institu-

tion », lié à une « méfiance » typiquement française. Les choses sont pourtant en train de changer. Selon M. Aubergier, « le marché français a toujours été moins rapide que le marché anglais à adopter le progrès. Mais cette formule adaptée à la vie moderne s'imposera. Il faut que le client prenne conscience de l'existence d'une telle offre ».

Aujourd'hui, la Banque directe a une offre restreinte de clients, actifs, citadins et bien équipés, mais elle compte sur un marché de 500 000 personnes pour l'an 2000. Dans le même temps, First Direct en aura, selon les prévisions, 1,5 million. Cette accélération devrait, selon M. Aubergier, résulter, d'une part, d'une « mutation » des banques à réseau, qui pour survivre devront d'ici à 2015 réduire de 50 % leurs effectifs, d'autre part, d'une évolution des comportements de consommation. Dans dix ans, la moitié des opérations bancaires ne seront plus faites dans les agences, estime-t-il.

Les banques traditionnelles tentent de s'adapter en créant des plates-formes téléphoniques : accueil Bancofil du Crédit commercial de France ou Fil Ecourel de la Caisse d'épargne d'Ile-de-France. Ces nouveaux services sont destinés à compléter le réseau d'agences et non à s'y substituer. De nom-

breux banquiers considèrent que la vente à distance est adaptée à des opérations simples, mais que le face-à-face reste indispensable pour les crédits et les placements complexes.

Ce n'est pas l'avis de M. Aubergier : de nouvelles opérations pourront être réalisées à distance, grâce à l'utilisation de supports comme le catalogue, permettant au client de s'informer sur les produits proposés avant de contacter son banquier. Il considère que les services téléphoniques classiques n'ont rien à voir avec ceux de la Banque directe, plus aboutis, qui « créent une véritable personnalisation de la relation téléphonique ».

En Allemagne, l'expérience d'une banque sans agences a été lancée par l'entreprise de vente par correspondance Quelle. Elle a été suivie par les banques commerciales, à commencer par la Deutsche Bank. En France, une telle évolution semble peu probable. Les banques commerciales hésitent à créer une concurrence supplémentaire à leurs propres réseaux. Si Paribas a pris les devants, c'est qu'elle est un outsider, à qui ce concept permet d'attaquer un nouveau marché. Mais les premiers temps sont difficiles.

H. R.

Une quatrième banque tchèque est menacée de faillite

PRAGUE de notre correspondant « On ne s'improvise pas banquier », dit la maxime. Des milliers d'épargnants tchèques en font l'expérience, depuis quelques jours, à leurs dépens. La Ceska Banka, une petite banque pragoise aux grandes ambitions, a fermé les portes de ses succursales et gelé les avoirs de ses clients à la veille du week-end. Plus personne ne peut disposer de ses économies placées dans cet établissement qui proposait des rendements plus intéressants que les autres banques. Pourtant, chaque jour, des épargnants qui ne veulent pas perdre l'espoir de revoir leur argent soigneusement économisé durant des années s'attroupent devant la dizaine d'agences à l'enseigne CB à travers le pays. Mais, chaque heure qui passe éloigne peu à peu les chances d'une issue heureuse.

Les ennemis de Ceska Banka, qui était parvenue à se hisser dans les premières places parmi les petites banques commerciales, n'ont pas commencé seulement ces derniers

jours. La crise a été provoquée par la décision, mercredi dernier, de la Banque nationale tchèque (CNB) de lancer la procédure de retrait de sa licence bancaire. Devant la panique provoquée parmi sa clientèle qui se précipita pour retirer son argent, la banque tchèque a aussitôt cessé les paiements et gelé les 15 000 comptes ouverts chez elle. La CNB, qui a aussi un rôle de contrôle sur le système bancaire, avait demandé, depuis plusieurs mois, à la CB de trouver quelque 4 milliards de couronnes (800 millions de francs), afin de couvrir les risques qu'elle avait pris. N'étant pas parvenue à les trouver, ni dans le pays ni à l'étranger, la CNB a décidé d'interrompre les activités de Ceska Banka.

LES FAIBLESSES DU SYSTEME

Comme un fait exprès, le gouverneur de la banque centrale, M. Josef Tosovsky, avait déclaré, la même semaine, aux députés tchèques que le secteur bancaire était globalement bien assuré contre les risques, sauf certains établissements. Les

actes ont suivi les paroles. D'autres, d'ailleurs, pourraient suivre, entend-on dans le milieu bancaire où circule les noms d'au moins trois autres petites banques menacées.

Quatrième banque tchèque à se retrouver en difficulté depuis deux ans, la Ceska Banka est un exemple typique des faiblesses du système bancaire tchèque. Face à quatre très grosses banques, partiellement d'Etat et héritières directes des institutions bancaires communistes, près d'une vingtaine de petites banques se sont livrées entre elles et contre les « dinosaures » à une bataille sur les taux des placements à court terme. Ces taux dépassaient même, dans certains cas, les taux pratiqués sur le marché interbancaire, ce qui est difficilement tenable très longtemps surtout si de nombreux emprunteurs n'honorent pas leurs calendriers de remboursement.

Aussi, à la Banque nationale, où l'on souhaite éviter de résoudre tous les cas brûlants par la liquidation ou le transfert de leur clientèle vers les grosses banques, comme

cela s'est passé dans le cas de la banque Bohemia et AB Banka, on incite au regroupement. Il est vrai que cinquante-neuf banques pour dix millions d'habitants et une épargne relativement restreinte, cela fait beaucoup. Mais une trop grande concentration entre quelques banques et une participation massive d'établissements étrangers ne sont pas non plus souhaitées. Après avoir laissé jouer la loi du marché, la CNB souhaite utiliser tous les moyens en sa possession pour assainir rapidement le système, afin d'éviter un ébranlement général. Les craintes qui se sont emparées des Tchèques - y compris des entreprises - après ce nouvel épisode pourraient accélérer la fragilisation des banques menacées et, par là-même, de l'édifice entier. Les participations croisées et les prêts interbancaires sont monnaie courante et des pertes de plusieurs milliards de couronnes, même pour une des grosses banques, ne passeraient pas inaperçues.

Martin Plichta

Le Comptoir des entrepreneurs prévoit une lourde perte en 1995

POUR L'EXERCICE 1995, le Comptoir des entrepreneurs devrait enregistrer une perte nette comprise entre 500 et 600 millions de francs, a indiqué, jeudi, son nouveau président, Jacques Lebhar. Ce chiffre a été calculé à « conjoncture immobilière constante » et en tenant compte de la réalisation de la deuxième opération de défaisance, pour 7 milliards de francs (avec la garantie de l'Etat à hauteur de 4,5 milliards de francs). Une provision de 300 millions de francs a été prévue « pour redéploiement stratégique ». Le nouveau président du CDE a expliqué que le retour aux bénéfices, en 1998, dépendra de la réussite du plan de redéploiement du Comptoir des entrepreneurs, baptisé « Rebâtir » et mis au point pendant l'été. Il prévoit une restructuration sur trois piliers : celui des particuliers (accédants à la propriété, petits investisseurs), celui des équipements publics et privés, enfin celui de la promotion immobilière, uniquement dans l'habitat et avec « une approche maîtrisée des risques de ce secteur ».

DÉPÊCHES

■ RHÔNE-POULENC RORER (RPR) : le laboratoire pharmaceutique prévoit d'être détenteur dans les prochains jours de 90 % des actions du britannique Fisons, passer à partir duquel il pourra contraindre les minoritaires à céder les 10 % restants, a annoncé Patrick Langlois, directeur financier du groupe, jeudi 26 octobre. Le groupe s'est donné quatre mois pour prendre les décisions stratégiques concernant l'intégration, qui a effectivement commencé avec les nominations de Robert Cawthorn comme président et de Tim Rodwell comme vice-président et directeur général.

■ INSTITUT FRANÇAIS DU PÉTROLE (IFP) : le conseil d'administration de cet établissement, réuni le 26 octobre, a prolongé de quelques semaines le mandat de président de Francis Gutmann, atteint par la limite d'âge, jusqu'à l'élection de son successeur. L'un des noms évoqués est celui de Gilles Ménage, actuel président d'EDF, qui aurait décliné la proposition. Si une solution interne prévalait, l'actuel directeur général de IFP Pierre Jacquard, aurait ses chances.

■ TOTAL : cinq cents salariés du groupe pétrolier se sont rassemblés, jeudi 26 septembre, pour protester contre le plan social qui doit être présenté mardi 31 octobre. Ce plan prévoit 187 suppressions d'emplois et 45 délocalisations, sur un effectif de 1 500 personnes, dans le cadre d'une restructuration du secteur pétrolier.

■ OLIVETTI : l'assemblée des actionnaires de la firme informatique italienne a approuvé, jeudi 26 octobre, une augmentation de capital de 2 257 milliards de lires (près de 7 milliards de francs). L'augmentation de capital devrait être lancée vers le 16 novembre ou avant le mois de décembre. Pour 1995, le groupe prévoit un résultat annuel encore négatif mais meilleur que celui obtenu en 1994, qui s'était traduit par une perte de 678,9 milliards de lires en 1994.

■ ADIDAS : le fabricant allemand d'articles de sport va mettre en Bourse, à la mi-novembre, 50,1 % de son capital. L'opération devrait rapporter entre 1,34 et 1,54 milliard de deutschemarks (entre 4,7 et 5,4 milliards de francs), a indiqué la compagnie, jeudi 26 octobre à Francfort. Le prix d'émission, qui devrait être compris entre 59 et 68 marks par action, sera fixé le 13 novembre. Adidas souhaite aussi être coté à la Bourse de Paris et à celle de Londres.

■ NATIONAL GRID : le réseau national britannique d'infrastructures électriques sera introduit à la Bourse de Londres à partir du 11 décembre par ses propriétaires, les douze compagnies régionales de distribution d'électricité d'Angleterre et du pays de Galles. Le réseau de câbles et pylônes ne deviendra pas totalement indépendant puisque l'Etat conservera des « actions réservées » qui empêcheront une offre publique d'achat sur le groupe. National Grid Holdings, qui deviendra National Grid Group (NGG), s'est engagé à payer quelque 175 millions de livres de dividende pour l'année financière terminée en mars 1996 et 190 millions l'année suivante, a précisé, le 25 octobre, la banque Kleinwort Benson, qui mène l'opération.

■ LA POSTE : La Poste va décentraliser à Nantes un centre destiné à assurer la gestion des comptes financiers d'une partie des clients d'Ile-de-France. Un second centre est prévu à Bordeaux. Les deux opérations entraîneront le transfert de 1 000 à 1 200 emplois. « Le choix de ces deux sites résulte de la volonté de La Poste de tenir compte en priorité des souhaits de mutation du personnel. En effet, l'Ouest et le Sud-Ouest sont les destinations les plus souvent demandées », indique La Poste, pour qui cette décision « s'inscrit dans le cadre d'une participation active à la politique nationale d'aménagement du territoire ». Grâce aux techniques de télétravail, cette décentralisation sera « totalement transparente » pour les clients concernés. (Corresp.)

■ SNCF : la direction et les syndicats, réunis jeudi 26 octobre pour entamer la concertation sur le contrat de plan, ont décidé de créer quatre groupes de travail, qui devront rendre leur avis avant la tenue d'une nouvelle table ronde mi-novembre. Les quatre thèmes retenus sont : le développement de l'activité, l'approche segmentée du réseau et investissement, les grands équilibres financiers, les ressources humaines et aspects sociaux. Tous les syndicats ont décidé d'y participer.

Un inventaire raisonné des instruments de gestion

LA LETTRE A, qui ouvre le Dictionnaire de gestion d'Elie Cohen, fait penser à Voltaire. Les bacheliers n'ignorent pas que le Dictionnaire philosophique contracte la première lettre de l'alphabet en seize termes : d'« abbé » à « athéisme », en passant par « Abraham » et « anti-trinitaire ».

Notre dictionnaire est loin d'être un esprit voltairien mais, non sans humour, le premier article est consacré à l'abus de biens sociaux. Le traitement dont fait l'objet ce sujet délicat traduit bien les qualités de l'ouvrage : intelligence, rigueur, honnêteté, simplicité d'utilisation.

Le livre n'est pas un lexique de termes ou un banal aide-mémoire. La formule évoque plutôt celle d'un dictionnaire encyclopédique. Outre des définitions précises, chacun des cent trente articles offre un inventaire raisonné des instruments de gestion. De plus, les entrées font le point sur les discussions théoriques et les conditions d'usage des outils.

Fort bien construit, ce dictionnaire permet plusieurs lectures. Les curieux découvriront sans difficulté

les bons emplois du terme « cash flow » ou de celui de « PER » (price earning ratio). Les entrepreneurs inquiets rafraîchiront leurs connaissances à la lecture des entrées « Défaillances des entreprises » et « Infractions des affaires ». Les étudiants découvriront avec plaisir les fondamentaux de la comptabilité et de la finance.

Le volume est bien nommé : Dictionnaire de gestion. L'auteur, rédacteur unique, le professeur Elie Cohen, président de l'université Paris-Dauphine, ne s'aventure guère dans les eaux troubles du management : l'éthique, la stratégie, la communication. Non sans bonnes raisons, le dictionnaire sélectionne des activités « dures » de la gestion des entreprises à propos desquelles nous disposons de connaissances solides et méthodiques : gestion financière, juridique et fiscale, comptabilité. Sans publicité, le Dictionnaire de gestion connaît déjà un grand succès. En vérité, le « Cohen » ne fait pas mentir la formule d'Anatole France. Le dictionnaire, disait-il, est le livre par excellence.

Jean-Gustave Padioleau

★ Dictionnaire de gestion, d'Elie Cohen. Paris, éditions La Découverte. 398 pages, 98 francs.

صكنا من الامل

● LE MONDE / SAMEDI 28 OCTOBRE 1995 / 17

■ L'OR a ouvert en baisse vendredi sur le marché international de Hong Kong. L'once s'échangeait à 382,50-382,80 dollars, contre 382,60-383,00 dollars la veille en clôture.

NEW YORK ↓ DOW JONES	LONDRES ↓ FT 100	MILAN → MIB 30	FRANCFORT ↓ DAX 30
----------------------------	------------------------	----------------------	--------------------------

Indice SBF-250 sur 3 mois

Indice second marché sur 3 mois

Month	Price (approx.)
Jan.	10.5
Feb.	11.5
Mar.	12.5
Apr.	13.0
May	13.5
Jun.	12.5
Jul.	11.5
Aug.	11.0
Sep.	10.5
Oct.	10.5

New York. Dow Jones sur 3 mois

Year	Percentage
1950	7.0
1955	7.5
1960	8.0
1965	8.5
1970	9.0
1975	9.5
1980	10.0
1985	10.5
1990	11.0

US/F ↗ 4,9125	US/DM ↘ 1,3920	US/Y ↗ 101,4100	DM/F ↗ 3,5165	£/F ↗ 7,7505
---------------------	----------------------	-----------------------	---------------------	--------------------

Le monnaie américaine, pour sa part, reculait à 4,8939 francs, 1,3932 deutschemark et 101,28 yens, contre respectivement 4,9240 francs, 1,4020 deutschemark et 101,33 yens dans les échanges interbancaires de jeudi soir. Quelques heures plus tôt, à Tokyo, le billet vert s'échangeait à 101,28 yens en fin de séance contre 101,40 yens jeudi soir à New York et 101,33 yens à la fin de la séance précédente.

PARITES DU DOLLAR	2710	2610	var. %
FRANCE/FR. USD/DM	1.3920	3.9920	-0.05
TOKYO : USD/YEN	101.4100	101.3000	+0.21

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES				
DEVISES comptant :	demande	offre	demande 1 mois	offre 1 mois
Dollar Etats-Unis	4.9950	4.9000	4.8863	4.8875
Deutschmark	1.8150	1.8425	1.8110	1.8115
Deutschschmark	3.5915	3.5005	3.5110	3.5115
Franc Suisse	4.8214	4.8267	4.8012	4.8069
Livre ital. (1000)	3.0909	3.0904	3.0190	3.0233
Livre sterling	7.7227	7.7391	7.7153	7.7218
Peseta (100)	4.026	4.080	4.092	4.0928
Franc Belge	17.097	17.124	17.057	17.076

TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES	
--------------------------------	--

Eurofranc	7,25	7,19	7
Eurodollar	5,75	5,75	5,61
Eurolivre	6,62	6,75	6,75
Eurodeutschmark	4,08	4,06	4

TIÈRES PREMIÈRES

	30/09	30/06		\$/once
METALLS (New-York)				
Argent à 999,9			5 78	5,66

	GRAINES, DENREES (Chicago)	\$/boisseau
	Blé (Chicago)	5,02 4,99
dollars/tonne	Maïs (Chicago)	3,37 3,34

7845	2'88	
7846	Grain, soya (Chicago)	5'71 8'70
7847	Tourti sole (Chicago)	208.50 309.20
16350-50	GRAINES, DENREES (Londres)	/s/tonne
1699	P. de time (Londres)	100 184
707	Oge (Londres)	107.50 110.20
686	SOFIS	/s/tonne
6295	Cacao (New-York)	25.49 1912
6340	Cacao (Londres)	13.45 2935
1004	Sole blanc (Paris)	
1026	DUREGNEUR, AGRUMES	cents/tonne
8900	Coton (New-York)	0.73 0.83
8940	Jus d'orange (New-Jersey)	1.01 1.16

RÈGLEMENT
MENSUEL

VENDREDI 27 OCTOBRE

Liquidation: 23 novembre
Taux de report: 7,38
Cours relevés à 12h30CAC 40
1739,60

-0,83 %

CAC 40

1739,60

Cours précéd.

Derniers cours

Variation

Nominal

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours précéd.

Derniers cours

Variation

Nominal

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours précéd.

Derniers cours

Variation

Nominal

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours précéd.

Derniers cours

Variation

Nominal

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

Cours

AUJOURD'HUI

SPORTS

MARCHÉS PUBLICS La Commission européenne a décidé, jeudi 26 octobre, d'ouvrir la phase préliminaire d'une procédure d'infraction contre la France. Elle concerne

l'attribution du contrat de construction et d'exploitation du Grand Stade de Saint-Denis au Consortium Grand Stade (Bouygues, Dumez et SGE). La Commission demande des explica-

tions aux autorités françaises sur l'attribution des marchés publics. ● PARIS, qui dispose de deux mois pour répondre, estime que cette concession était « parfaitement régulière ».

● LA POLÉMIQUE remonte à la signature, le 2 mai, par Edouard Balladur, alors premier ministre, de cette concession pour la construction d'un stade de 80 000 places, d'un coût de

2,67 milliards de francs. La mise à disposition d'une telle enceinte est la condition posée par la Fédération internationale de football à l'organisation de la Coupe du monde de 1998.

Bruxelles interpelle Paris sur la concession du Grand Stade

La Commission européenne donne deux mois aux autorités françaises pour s'expliquer sur l'attribution du contrat de construction et d'exploitation du site, qui doit être livré en novembre 1997

UN GROS CAILLOU est-il en train de se glisser dans le ciment tout frais des fondations du Grand Stade ? La Commission européenne a adressé, jeudi 26 octobre, une « lettre de mise en demeure » au gouvernement français. Celui-ci doit fournir à Bruxelles, avant deux mois, un certain nombre de documents sur le Grand Stade de Saint-Denis. La Commission souhaite ainsi obtenir des éclaircissements sur la signature du traité de concession pour la construction et l'exploitation de l'enceinte de 80 000 places nécessaire à l'organisation de la Coupe du monde de football en juin et juillet 1998.

Cette « mise en demeure » est le premier niveau de la procédure d'infraction sur l'attribution de marchés publics, prévue par l'article 169 du traité de Rome. Elle pourrait s'achever dans plusieurs mois à Luxembourg, devant la Cour européenne de justice. Une condamnation de la France remettrait en cause la légalité de la construction du Grand Stade. Mais le gigantesque édifice, qui doit être livré en novembre 1997, ne serait pas détruit pour autant. Les travaux ont un mois d'avance, et ce bâtiment, auquel on cherche toujours un nom, aura largement eu le temps de s'élever au-dessus du site du Cornillon, à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis).

La procédure actuelle a été déclenchée à la suite de plaintes déposées auprès de la Commission européenne : probablement par certains candidats malheureux du concours qui devait aboutir à la désignation du consortium Bouygues-Dumez-SGE pour réali-

ser le projet des architectes Macary-Zublena-Regemba et Costantini. Le traité de concession définitif avait été signé le 2 mai, entre les deux tours de l'élection présidentielle, par Edouard Balladur, le premier ministre candidat qui venait d'être défait par Jacques Chirac.

QUATRE PROBLÈMES

Après une série de contacts informels, qui ne lui ont pas permis d'obtenir ces dernières semaines de réponses satisfaisantes de Paris, Bruxelles semble estimer que les règles de transparence et que l'égalité de traitement entre les candidats n'ont pas été complètement

respectées. « Sur la base des informations à sa disposition, la Commission considère que la procédure suivie pour le stade pourrait violer les dispositions de la directive » sur l'attribution des marchés publics, indique un communiqué de l'institution. Les doutes de la Commission concernent essentiellement « l'absence de consultations par le pouvoir adjudicateur », ainsi que les « caractéristiques de la convention finale ».

Selon un porte-parole de Bruxelles, quatre problèmes ont été soulevés par les entreprises plaignantes et jugés suffisamment troublants pour justifier une en-

quête. Des « éléments techniques importants » de l'offre finalement retenue auraient été modifiés au cours de la procédure. Les critères d'attribution fixés par le gouvernement n'auraient pas été respectés par le consortium gagnant. Le gouvernement n'aurait pas assez « motivé » son choix. Des zones d'ombre figurent dans la convention sur les conditions d'exploitation de l'ouvrage. Celle-ci ne sera rentable que si une équipe de football, un club résident, vient y jouer. Or les dirigeants de l'équipe du Paris-Saint-Germain, c'est-à-dire Canal Plus, ont fait savoir qu'ils ne souhaitent pas quitter le Parc des

Princes, dont la concession d'exploitation leur a été confiée jusqu'en 1998.

La délégation interministérielle à la Coupe du monde de football va rapidement adresser à Bruxelles les documents demandés par la Commission. Le délai de deux mois sera également mis à profit par le gouvernement pour développer son argumentation.

FINANCEMENTS

Dans un communiqué publié jeudi, le ministère de la jeunesse et des sports remarque que l'action de la Commission européenne s'inscrit dans le cadre des régle-

ments communautaires sur l'attribution des marchés publics, « dans le cadre de la procédure retenue par le gouvernement en matière de concession ».

Paris assure se féliciter de voir ainsi rappeler que la formule choisie est destinée à alléger « la charge de financement par les pouvoirs publics ». Sur les 2,672 milliards de francs que doit coûter l'ouvrage, les subventions publiques sont de 47 % et le financement privé doit être de 1 405 millions de francs. Mais l'Etat s'est engagé à apporter 50 millions de francs par an au consortium en cas d'absence de club résident. Et si cette situation perdurait au-delà de deux ans, les pouvoirs publics rachèteraient alors leur part d'investissement aux entreprises privées.

Le gouvernement s'estime d'ores et déjà conforté dans sa démarche par les différentes décisions des instances judiciaires françaises. Elles avaient été saisies par l'architecte Jean Nouvel et par le consortium Eiffage-Spie Batignolles. A cinq reprises, les tribunaux ont reconnu la légalité des méthodes choisies par l'Etat pour désigner architectes et entreprises concessionnaires. Avec un appel d'offres publié en décembre 1993 au Journal officiel des Communautés, le gouvernement assure également avoir scrupuleusement respecté le code européen de passation des marchés. Mais on ne s'étonne pas à Paris de l'acharnement d'une Commission que l'on sait fonctionnant hostile au système de concession à la française.

Frédéric Edelmann

Christophe de Chenay

La jubilation de Jean Nouvel

JEAN NOUVEL jubile. Il ne fera pas de commentaires sur la décision de la Commission européenne, ce qu'il appelle la « mise en examen » des responsables français. Pas de commentaire sur la procédure d'infraction engagée. S'il y a eu infraction, ce que récuse bien sûr le gouvernement français, il serait trop tard pour revenir à un autre projet, celui de Jean Nouvel par exemple. Ou alors, ne peut s'empêcher de rêver ce dernier, il faudrait que la décision soit immédiatement prise, ce à quoi rien n'incite à croire. Resterait alors la possibilité d'une indemnité et la satisfaction d'avoir fait plancher la Commission sur un problème dont la dimension architecturale, donc culturelle et sociale, est présente aux côtés des soucis économiques ou juridiques.

Toutefois, comme il est difficile de plaider pour défendre des critères esthétiques ou la fonctionnalité théorique, c'est sur quelques glissements furtifs dans le déroulement du concours que s'est appuyé Michel Huet, l'avocat de Jean Nouvel. L'équipe Macary, Zublena,

Constantini, Regemba, associé aux groupes Bouygues et Dumez, aurait, en effet, apporté des modifications « substantielles » à leur projet entre deux phases du concours, indultant, toujours selon maître Huet, la « rupture de l'égalité » entre les concurrents. Entouré de techniciens de Dragage et Travaux publics (une filiale de Bouygues, qui se faisait ainsi concurrence avec délicate), Nouvel et son avocat semblent avoir convaincu la Commission qu'un certain nombre de manipulations ou d'obscuretés ont entaché le choix gouvernemental.

BAROUD D'HONNEUR

Ces interrogations, étudiées de près par la Commission européenne, n'ont pas été jusqu'à nouer ordre rendues publiques. On peut se réjouir, cependant, au document présenté par Jean Nouvel fin 1994. L'équipe de l'architecte soulignait, à tort ou à raison, que les comparaisons de prix avaient été faites sans tenir compte de différences importantes,

comme le nombre de places de parking. Elle mettait également en cause la réalité des chiffres avancés par l'équipe Zublena, Macary et Cie sur le nombre de places disposant d'une bonne visibilité. « Pourquoi, écrivaient-ils, relève-t-on dans le rapport préparatoire des chiffres fantaisistes sur la visibilité, sur les différences entre les projets, 10 à 12 mètres d'écart sur la tribune haute au lieu de 30 à 40 mètres ? »

Il s'agit là de querelles d'experts, difficiles à trancher. Reste que ces querelles rejoignent l'opinion générale des architectes de renom : le projet, selon eux, ne l'a pas été pour des motifs architecturaux objectifs. Cela seul valait le baroud d'honneur auquel se livre Jean Nouvel, et qui sert aussi le repos de l'âme des autres concurrents évincés. La menace de carton jaune brandie par la Commission européenne n'est que le reflet d'une consultation qui, sur trop de plans, a louché entre faux-semblant et ridicule.

Ligier s'interroge sur le bilan de son partenariat avec Mugen-Honda

IL AURAIT sans doute rêvé d'un meilleur cru. Il est déjà trop tard. Frank Dernie sait que 1995 restera une année, une saison d'entre-deux, faite de promesses, jamais vraiment tenues, et d'espoirs évanouis sur le bitume cruel des pistes. Ligier n'a pas brillé. L'écurie n'a pas vraiment déçu, se contentant de l'une de ses moyennes honnêtes par rapport à des possibilités financières limitées : seize points au championnat du monde des constructeurs, deux quatrièmes places pour Olivier Panis, le pilote numéro un.

Du coup, Frank Dernie songe à la saison prochaine. La direction technique de Ligier reporte ses espoirs sur le nouveau V10 que Mugen s'est engagé à lui livrer. Quand il évoque ce moteur de dix cylindres en devenir, dans son bureau de Magny-Cours, il semble presque entendre ses futurs rugissements, et goûter par avance les plaques de ses succès. Le présent n'a cependant pas encore perdu tous ses droits. Comme tous les membres de l'équipe, le di-

recteur technique aimerait finir une année décidément trop ténue par un exploit. Suzuka n'est pas un lieu ordinaire, le Grand Prix du Japon requiert des soins particuliers, parce que Mugen est japonais, et que, comme le dit Olivier Panis, « en figurant bien sur ce circuit, nous aurons l'occasion de les remercier de ce qu'ils ont fait pour nous ».

INTERMÈDE

Cette association Ligier-Mugen avait tout pour attiser l'ambition du pilote. Car derrière Mugen, il y a Honda, et un palmarès exceptionnel en formule 1, des titres mondiaux des constructeurs conquis à la force des chevaux-vapeur, aux côtés de Williams (1986, 1987) et de McLaren (1988, 1989, 1990, 1991). Les deux sociétés ont beau être indépendantes, et Mugen s'être installée en Angleterre à proximité des principaux acteurs de la formule 1, les moteurs viennent du Japon. Le président de la société est l'un des fils du patron d'Honda.

Ligier pouvait échauffer les plus beaux rêves sur ce simple fait. Et s'il s'agissait d'un premier pas ? Aucun signe n'est venu confirmer ces espoirs. Tout au long des quinze courses déjà disputées, Honda s'est tenu à distance respectueuse de Mugen, laissé libre de ses actes. En 1995, Olivier Panis et ses coéquipiers n'ont pu récupérer que les miettes de l'empire disparu : quelques techniciens, quelques ingénieurs, rescapés de l'aventure. Beaucoup, parmi les plus renommés, ont profité de l'intermède pour émigrer vers d'autres lieux, parce que le label était très recherché. Osamu Goto, qui travaillait avec Ferrari. Tenji Sakai est resté fidèle à la maison mère. Il avait participé à l'épisode McLaren, le plus satisfaisant sans doute pour Honda. Aujourd'hui, il détient la responsabilité de l'exploitation des moteurs dont bénéficie Ligier pendant les Grands Prix.

Cette saison, les efforts n'ont pas été suffisants. Chez Ligier, on évoque les circonstances. L'accord entre les deux parties a été trouvé sur le tard. La première version du

moteur 1995 n'est arrivée à Magny-Cours qu'à la Noël 1994, accompagnée d'un gâteau d'anniversaire. Il s'est tout de suite signalé par une grande fiabilité et par un défaut important de puissance qui l'a empêché de rivaliser avec Renault, mais aussi avec Ferrari et à un degré moindre Mercedes, Ford et Peugeot.

Frank Dernie se retranche derrière le délai de livraison pour expliquer le difficile début d'année. Il avoue aussi les maigres ressources de son équipe comparées à celles des écuries de pointe qui trident les résultats. « Il n'y a pas que l'argent pour faire la différence, admet le responsable de Ligier. Mais il est certain que grâce à l'importance de ses investissements depuis plusieurs années, Williams, par exemple, possède beaucoup d'informations techniques, notamment sur le moteur, que

nous ne pouvons avoir. »

Pour l'épreuve japonaise du championnat du monde, Mugen a fourni à Ligier une évolution du moteur, dont Olivier Panis attend plus de puissance et de souplesse. Les deux partenaires ont, par ailleurs, reconduit leur accord pour une durée de deux ans. Le pilote français en donne une interprétation optimiste. Il espère que cela correspond à une volonté japonaise de renforcer l'engagement aux côtés de son équipe. L'accord demeure, cependant, sur les mêmes bases, celles du partenariat plutôt que de l'association. Renault fournit gratuitement ses moteurs à Benetton et à Williams, comme Mercedes à McLaren ou Peugeot à Jordan. Ligier paie les V10 Mugen-Honda.

Pascal Ceaux

Grand Prix du Japon

Circuit de Suzuka

Vainqueur 1994 : Damon Hill (Grande Bragne/Williams-Renault)

Meilleur tour en course : Damon Hill (Grande Bragne/Williams-Renault) 1 min 56 s 597

Pole position 1994 : Michael Schumacher (Allemagne/Benetton-Ford) 1 min 37 s 209

Longueur du circuit : 5,804 km

Les impressions d'Olivier Panis (pilote Ligier-Mugen-Honda)

« Suzuka est un circuit très rapide et très compliqué de la fois. Je me souviens qu'en 1994, pour ma première année en formule 1, c'est celui qui m'a le plus de mal à appréhender. Il présente des caractéristiques de porcelaine rapides et lentes qui sont de réelles difficultés de pilotage. On ne se précipite pas vite. C'est à moi d'être le plus complet. »

« La saison avec Spa, où se déroule le Grand Prix de Belgique. En revanche, il n'y a aucune difficulté mécanique particulière. Il n'est pas spécialement exigeant pour le moteur, ni pour le châssis. »

Les Parisiens Raï et Guérin mettent fin à l'invincibilité de Metz

LE CLUB du Paris-Saint-Germain a brisé l'élan de Metz en s'imposant 3-0 en terre lorraine, lors du match avancé de la quinzième journée du championnat de France de football de première division, jeudi 26 octobre. Les Mes-sins, invincibles lors de leurs quatorze précédentes sorties, n'ont pu faire face au réalisme de l'équipe de Luis Fernandez, malgré le soutien bruyant des 25 800 spectateurs qui remplissaient le stade Saint-Symphorien. Les buts parisiens ont été inscrits par Vincent Guérin (11^e minute) et le Brésilien Raï (36^e et 90^e). Metz se console en conservant la tête du classement, mais le PSG est désormais en embuscade à la deuxième place, avec un point de retard, et Lens, qui doit recevoir Guingamp vendredi 27 octobre, a la possibilité de revenir à la hauteur des Lorrains en cas de victoire.

A aucun moment de la rencontre les joueurs parisiens n'ont semblé en difficulté. La défense commandée par le « nouveau » libero Paul Le Guen a résisté. Dès les premières minutes, marquées par une ruée offensive messine, elle a pris la mesure des jeunes attaquants lorrains. Le milieu de terrain a pris le dessus dans la maîtrise et la conservation du ballon. Raï a retrouvé tous ses moyens après un arrêt pour blessure. En inscrivant deux buts, le Brésilien a rejoint la tête du classement des buteurs et a donné raison à son entraîneur, qui avait insisté pour le conserver dans l'effectif à la fin de la saison, au détriment de Ricardo et Valdo, malgré une saison 1994 en demi-teinte et une Coupe du monde ratée.

L'ancien capitaine de l'équipe du Brésil démontre à chaque sortie son influence sur l'organisation du jeu parisien et l'étendue de sa technique, comme ce fut le cas sur le lob réussi à la dernière minute de la rencontre contre Metz. Autre satisfaction : le net retour en forme de Patrice Loko. L'ex-Nantais a été à l'origine du pre-

mier but du PSG, à la suite de l'une de ces longues percées solitaires dont il régale les stades, la saison dernière, et d'un centre parfait à destination de Vincent Guérin.

Après deux succès probants sur le Celtic Glasgow et Auxerre, les Parisiens ont confirmé qu'ils avaient retrouvé les automatismes qui ont fait d'eux l'une des meilleures formations européennes. « Nous avons joué avec réalisme, nous avons eu un peu de chance, soulignait le milieu de terrain parisien Daniel Bravo. Nous avons eu peu d'occasions, mais nous avons su les saisir. C'est un bon résultat. »

Joël Muller, l'entraîneur messin, analysait calmement les causes du premier revers de ses troupes : « Nous avons commis beaucoup de fautes techniques, notamment au milieu du terrain. Nous étions un peu perdus. » Robert Pires, l'attaquant lorrain à la dominance de son talent la première partie du championnat, expliquait lucidement la défaite : « La différence entre eux et nous, c'est le réalisme. »

P. C.

■ **TENNIS** : André Agassi a déclaré forfait, jeudi 26 octobre, pour le Tournoi de Bercy qui débute le 30 octobre et dont il est le tenant du titre. L'Américain, numéro un mondial, souffre d'une déchirure abdominale. Jeudi, il a été éliminé par son compatriote américain MaliVai Washington au troisième tour du Tournoi d'Essen. (4-6, 6-1, 6-1). - (AFP)

■ **BOXE** : Christophe Tiozzo s'est imposé facilement face à l'Américain Robert Straw (arrêt de l'arbitre à la troisième reprise) pour son retour sur le ring après trois ans d'absence, jeudi 26 octobre à Bron dans la banlieue lyonnaise. Son adversaire, très modeste, est allé quatre fois au tapis avant d'être renvoyé dans son coin. Christophe Tiozzo, ancien champion du monde WBA des super-moyens, compte trente et une victoires pour deux défaites.

RÉSULTATS

BASKET-BALL

CHAMPIONNAT D'EUROPE DES CLUBS
Poules demi-finales
Poule A
1^{re} journée aller : les résultats
Championne-Trenck 89-72
Bercy-Leuven-CSKA Moscou 65-55
Olympique-Lyon-Vallée d'Aoste 72-72
Atenas-Málaga 62-61
Classement : 1. Olympique, CSKA Moscou, 2. Bercy et Atenas, 3. PSG, 4. Málaga, 5. Salonique, 6. Bayer Leverkusen et Trenck, 7. Fribourg
Poule B
1. Macabé Tel-Aviv-Pau-Orthez 91-88 (a. p.)
Financière-Réal Madrid 54-52
Bourges-Lyon-Vallée d'Aoste 65-79
Bourges-FC Barcelone 60-73
Classement : 1. Olympique, CSKA Moscou, 2. Bercy et Atenas, 3. PSG, 4. Málaga, 5. Salonique, 6. Bayer Leverkusen et Trenck, 7. Fribourg

FOOTBALL

CHAMPIONNAT DE FRANCE
D1
1^{re} journée (match aller)
Metz-Paris SG 0-3

JEUX, GRILLES ET PROBLÈMES

MOTS CROISÉS

Problème n° 888

HORIZONTALEMENT

1. A démontré la grandeur de la déraison. - II. Introuvables dans les banques. Ascendants. - III. Fait constamment la Rte. Pas si nets. - IV. Convenance. Remplacer les aînés. - V. En Roumanie. Roi. Rien à signaler dans ce désordre. - VI. Au Japon. Qualité d'une note élevée. - VII. Résidence natale et mortuaire de Napoléon. Pris l'initiative. - VIII. Bascule démocratique. - IX. Dément. Première danse. Note. - X. Diplomate éminent, bien sûr. Prolonge et soutient la sonorité. - XI. Célèbre du saint est-elle plus efficace que celle du prince ?

VERTICALEMENT

1. A démontré l'égoïsme de la séduction. - 2. Un sens qu'on regrette parfois. Coqueluche royale des gamins d'aujourd'hui. - 3. Réclamation. - 4. Pronom. Myriapode. Montre du doigt. - 5. Aurochs. Divaguer. - 6. S'il s'en trouvait une

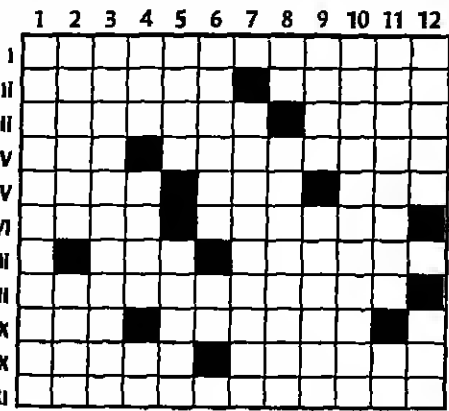
seule, cela éviterait bien des dépressions. Spectacle dans la tradition. - 7. On l'aime mieux brillante qu'en fragmentation. - 8. Se répète avec les rires. Éternellement repoussées en Grèce. - 9. Rivière. Il en faut peu pour remplir une église. - 10. Elle augmente quand la viande perd sa fraîcheur. Voyelles. - 11. Ont rencontré des gens assommants. Beaucoup y furent réfractaires. - 12. Médecin en fut victime malgré lui.

SOLUTION DU N° 887

Horizontalement
1. Déséquilibré. - II. Rupture. Brave. - III. Oloron. Animal. - IV. Gélèrent. Mise. - V. Uri. Atre. Eu. - VI. Almagro. Esc. - VII. Rata. Reihac. - VIII. Irénée. Babord. - IX. Educateur. Lie. - X. Surélévation.

Verticalement
1. Drogues. - 2. Euler. Ardu. - 3. Spoliateur. - 4. Etre. Lancé. - 5. Quorum. Eal. - 6. Urne. Arête. - 7. le. Nage. EV. - 8. Attribua. - 9. Ihu. Rohart. - 10. Brime. AB. - 11. Rami. Ecolo. - 12. Evasés. Rin. - 13. Séleucides.

François Dorlet

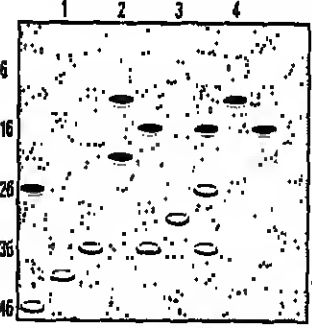


DAMES

Problème n° 517

LE COIN DU DÉBUTANT

Le coup du ricochet (schéma)
2^e exemple :



Les Blancs jouent et gagnent.

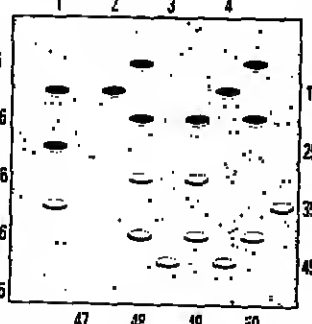
Combinaison très simple comportant une variante.

Solution : 29-23 (19x28, a) 37-31 (26x37), 41x23 (18x29), puis la seconde rafle par effet de ricochet (le rimbalzo) 33x15, B+1 et dans cette position.

a) (18x29) 33x13 (le meilleur), +.

L'UNIVERS MAGIQUE

Le gambit [gambetto] exécuté en 1931, avec les Blancs, par Paul Sonier. Un gambit de trois pions !



Les Blancs exécutèrent le gambit gagnant comme suit : 29-23 !! (18x29) 31-27 !! (21x23) 39-33 ! (deuxième phase du gambit : l'at-

taque décisive) et sur (19-24) ou (20-24) 35-30, B+.

SOLUTION DU PROBLÈME N° 516

C. ROMON (1995)

Blancs : pions à 17, 18, 19, 20, 27, 30, 36, 40, 47.
Noirs : pions à 7, 8, 9, 10, 16, 26, 38, 39, 42.

37-31 !! (26x37) 27-21 !! (16x27) 17-12 (8x17) 47-41 !! (37x46) 40-34 (46x25) 34-1 !! (25x12) 1x47 !! +.

PROBLÈME N° 517

N. RISO (1995)

37-31 !! (26x37) 27-21 !! (16x27) 17-12 (8x17) 47-41 !! (37x46) 40-34 (46x25) 34-1 !! (25x12) 1x47 !! +.

Solution dans la prochaine chronique.

● Pour s'initier et progresser rapidement dans le domaine tactique (les combinaisons) et sur le plan stratégique (le jeu de position) : la Revue didactique et d'information de la Fédération française du jeu de dames (FFJD), illustrée de schémas théoriques et d'une sélection d'exemples choisis « sur le vif » dans une démarche pédagogique.

Montant de l'abonnement annuel (dix numéros) :
- France, 170 francs ;
- Étranger, 250 francs.

Règlement à l'ordre de la Fédération française du jeu de dames, à M^{me} Bonnefoy, 9, chemin de la Fontaine-au-Cayen, 21000 Dijon. Tél. : 80-81-14-84.

Se recommander du Monde.

Jean Chaze

ANACROISÉS (R)

Problème n° 889

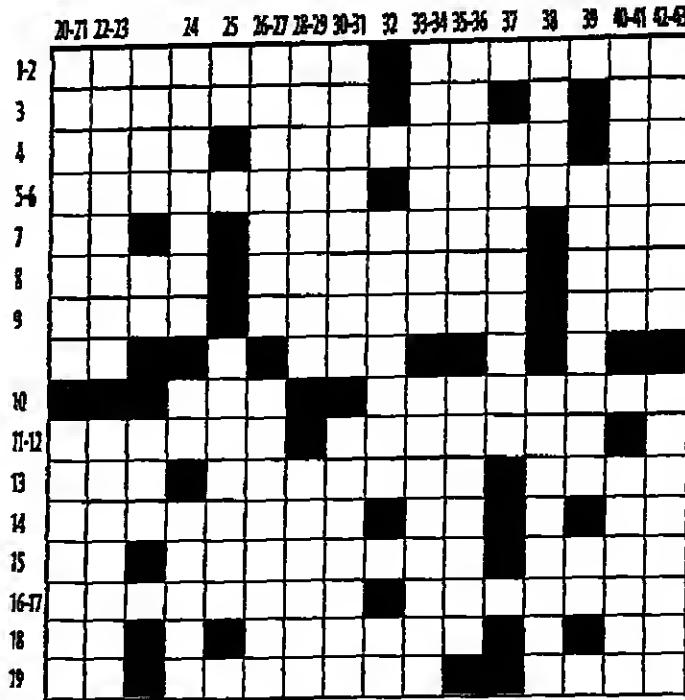
Les Anacroisés sont des mots croisés dont les définitions sont remplacées par les lettres de mots à trouver. Les chiffres qui suivent certains tirages correspondent au nombre d'anagrammes possibles, mais implacables sur la grille. Comme au Scrabble, on peut conjuguer. Tous les mots figurent dans l'Officiel du Scrabble (Larousse).

HORIZONTALEMENT

1. DEEEJNRU. - 2. AILNORP. - 3. AAABEGTT. - 4. EEEGOTTU. - 5. AERRSSUU. - 6. CEHRRS. - 7. EENRTU. - 8. AEILRTS (+5). - 9. EERSSTT. - 10. CEEFLUUX. - 11. AAEGLM. - 12. BBEINOR (+1). - 13. ADINORU. - 14. AEEENRRV. - 15. CENOSUU. - 16. ABEORRSS (+2). - 17. AEIORSS (+3). - 18. AEEELV. - 19. AEEENSSS (+1).

VERTICALEMENT

20. AADIKORS. - 21. AABELLV (+1). - 22. BEEILL. - 23. AEEPRSU (+4). - 24. EEEELS. - 25. ACEGNPU. - 26. AEGNRSU (+3). - 27. EELNORSU (+1). - 28. EEEGIORTU. - 29. EILNOS (+5). - 30. EEEGRRTT. - 31. ABEENRSS. - 32. AAEFRT. - 33. CEELOP (+2). - 34. BEEENRSU (+1). - 35. EELNRTU (+2). - 36. ADEESS. - 37. EERRSTU. - 38. EELNOORT. - 39. CEEHLNOO. - 40. EEEOST (+2). - 41. AANNUX. - 42. EEEERSS. - 43. DEILNXY.



SOLUTION DU N° 888

1. VANITEUX. - 2. TEXTE. - 3. ETUVANT. - 4. APOTROUS (POETISA). - 5. ROSETTE. - 6. NOCEUR (CORNU). - 7. SAURAGE. - 8. BINOCLE. - 9. GAINERIE (GAINIER). - 10. AXIALES. - 11. ALTUGLAS. - 12. PLAFOND. - 13. AMIENNOIS. - 14. REELISE (LISEREE REELISE). - 15. MENTEUSE. - 16. OSSELET. - 17. PRESSION. - 18. ENSEVELI (NOUVEAU). - 19. SEITOISE (SOITES TOISEES). - 20. WESLEYEN, partisan de Wesley, fondateur du méthodisme. - 21. VERANDA. - 22. AMPLIS. - 23. ATONAUX. - 24. MERULE (EMULER LE MURE MEULIER). - 25. INOPINEE. - 26.

GAILLETS (TILLAGES). - 27. ALFANES. - 28. ENTUBER. - 29. UTERINS (INTRUSE RUSTINE RUTINES SUINTER). - 30. POISSONNE. - 31. INSENSE (SIENNES). - 32. ANGORAS. - 33. POCTILE (POLICEE PICOLEE). - 34. ROUVRE (OUVRER VERROU). - 35. LETTONES. - 36. USINES. - 37. TELEVISE. - 38. TIRAILLE (ETRIILL TILLERAD). - 39. ATTISES (SAUTTES). - 40. ESTERASE (ESSARTEE). - 41. LETHEN, relatif au fleuve des Enters.

Michel Charlemagne
et Michel Dugue

ÉCHECS

Problème n° 1661

CHAMPIONNAT DU MONDE JUNIORS

(Halle, octobre 1995)

Blancs : R. Slobodjan.
Noirs : M. Kaminski.

Partie française.
Variante Tarrasch.

1. f4. 2. f4. 3. f4. 4. f4. 5. f4. 6. f4. 7. f4. 8. f4. 9. f4. 10. f4. 11. f4. 12. f4. 13. f4. 14. f4. 15. f4. 16. f4. 17. f4. 18. f4. 19. f4. 20. f4. 21. f4. 22. f4. 23. f4. 24. f4. 25. f4. 26. f4. 27. f4. 28. f4. 29. f4. 30. f4. 31. f4. 32. f4. 33. f4. 34. f4. 35. f4. 36. f4. 37. f4. 38. f4. 39. f4. 40. f4. 41. f4. 42. f4. 43. f4. 44. f4. 45. f4. 46. f4. 47. f4. 48. f4. 49. f4. 50. f4. 51. f4. 52. f4. 53. f4. 54. f4. 55. f4. 56. f4. 57. f4. 58. f4. 59. f4. 60. f4. 61. f4. 62. f4. 63. f4. 64. f4. 65. f4. 66. f4. 67. f4. 68. f4. 69. f4. 70. f4. 71. f4. 72. f4. 73. f4. 74. f4. 75. f4. 76. f4. 77. f4. 78. f4. 79. f4. 80. f4. 81. f4. 82. f4. 83. f4. 84. f4. 85. f4. 86. f4. 87. f4. 88. f4. 89. f4. 90. f4. 91. f4. 92. f4. 93. f4. 94. f4. 95. f4. 96. f4. 97. f4. 98. f4. 99. f4. 100. f4. 101. f4. 102. f4. 103. f4. 104. f4. 105. f4. 106. f4. 107. f4. 108. f4. 109. f4. 110. f4. 111. f4. 112. f4. 113. f4. 114. f4. 115. f4. 116. f4. 117. f4. 118. f4. 119. f4. 120. f4. 121. f4. 122. f4. 123. f4. 124. f4. 125. f4. 126. f4. 127. f4. 128. f4. 129. f4. 130. f4. 131. f4. 132. f4. 133. f4. 134. f4. 135. f4. 136. f4. 137. f4. 138. f4. 139. f4. 140. f4. 141. f4. 142. f4. 143. f4. 144. f4. 145. f4. 146. f4. 147. f4. 148. f4. 149. f4. 150. f4. 151. f4. 152. f4. 153. f4. 154. f4. 155. f4. 156. f4. 157. f4. 158. f4. 159. f4. 160. f4. 161. f4. 162. f4. 163. f4. 164. f4. 165. f4. 166. f4. 167. f4. 168. f4. 169. f4. 170. f4. 171. f4. 172. f4. 173. f4. 174. f4. 175. f4. 176. f4. 177. f4. 178. f4. 179. f4. 180. f4. 181. f4. 182. f4. 183. f4. 184. f4. 185. f4. 186. f4. 187. f4. 188. f4. 189. f4. 190. f4. 191. f4. 192. f4. 193. f4. 194. f4. 195. f4. 196. f4. 197. f4. 198. f4. 199. f4. 200. f4. 201. f4. 202. f4. 203. f4. 204. f4. 205. f4. 206. f4. 207. f4. 208. f4. 209. f4. 210. f4. 211. f4. 212. f4. 213. f4. 214. f4. 215. f4. 216. f4. 217. f4. 218. f4. 219. f4. 220. f4. 221. f4. 222. f4. 223. f4. 224. f4. 225. f4. 226. f4. 227. f4. 228. f4. 229. f4. 230. f4. 231. f4. 232. f4. 233. f4. 234. f4. 235. f4. 236. f4. 237. f4. 238. f4. 239. f4. 240. f4. 241. f4. 242. f4. 243. f4. 244. f4. 245. f4. 246. f4. 247. f4. 248. f4. 249. f4. 250. f4. 251. f4. 252. f4. 253. f4. 254. f4. 255. f4. 256. f4. 257. f4. 258. f4. 259. f4. 260. f4. 261. f4. 262. f4. 263. f4. 264. f4. 265. f4. 266. f4. 267. f4. 268. f4. 269. f4. 270. f4. 271. f4. 272. f4. 273. f4. 274. f4. 275. f4. 276. f4. 277. f4. 278. f4. 279. f4. 280. f4. 281. f4. 282. f4. 283. f4. 284. f4. 285. f4. 286. f4. 287. f4. 288. f4. 289. f4. 290. f4. 291. f4. 292. f4. 293. f4. 294. f4. 295. f4. 296. f4. 297. f4. 298. f4. 299. f4. 300. f4. 301. f4. 302. f4. 303. f4. 304. f4. 305. f4. 306. f4. 307. f4. 308. f4. 309. f4. 310. f4. 311. f4. 312. f4. 313. f4. 314. f4. 315. f4. 316. f4. 317. f4. 318. f4. 319. f4. 320. f4. 321. f4. 322. f4. 323. f4. 324. f4. 325. f4. 326. f4. 327. f4. 328. f4. 329. f4. 330. f4. 331. f4. 332. f4. 333. f4. 334. f4. 335. f4. 336. f4. 337. f4. 338. f4. 339. f4. 340. f4. 341. f4. 342. f4. 343. f4. 344. f4. 345. f4. 346. f4. 347. f4. 348. f4. 349. f4. 350. f4. 351. f4. 352. f4. 353. f4. 354. f4. 355. f4. 356. f4. 357. f4. 358. f4. 359. f4. 360. f4. 361. f4. 362. f4. 363. f4. 364. f4. 365. f4. 366. f4. 367. f4. 368. f4. 369. f4. 370. f4. 371. f4. 372. f4. 373. f4. 374. f4. 375. f4. 376. f4. 377. f4. 378. f4. 379. f4. 380. f4. 381. f4. 382. f4. 383. f4. 384. f4. 385. f4. 386. f4. 387. f4. 388. f4. 389. f4. 390. f4. 391. f4. 392. f4. 393. f4. 394. f4. 395. f4. 396. f4. 397. f4. 398. f4. 399. f4. 400. f4. 401. f4. 402. f4. 403. f4. 404. f4. 405. f4. 406. f4. 407. f4. 408. f4. 409. f4. 410. f4. 411. f4. 412. f4. 413. f4. 414. f4. 415. f4. 416. f4. 417. f4. 418. f4. 419. f4. 420. f4. 421. f4. 422. f4. 423. f4. 424. f4. 425. f4. 426. f4. 427. f4. 428. f4. 429. f4. 430. f4. 431. f4. 432. f4. 433. f4. 434. f4. 435. f4. 436. f4. 437. f4. 438. f4. 439. f4. 440. f4. 441. f4. 442. f4. 443. f4. 444. f4. 445. f4. 446. f4. 447. f4. 448. f4. 449. f4. 450. f4. 451. f4. 452. f4. 453. f4. 454. f4. 455. f4. 456. f4. 457. f4. 458. f4. 459. f4. 460. f4. 461. f4. 462. f4. 463. f4. 464. f4. 465. f4. 466. f4. 467. f4. 468. f4. 469. f4. 470. f4. 471. f4. 472. f4. 473. f4. 474. f4. 475. f4. 476. f4. 477. f4. 478. f4. 479. f4. 480. f4. 481. f4. 482. f4. 483. f4. 484. f4. 485. f4. 486. f4. 487. f4. 488. f4. 489. f4. 490. f4. 491. f4. 492. f4. 493. f4. 494. f4. 495. f4. 496. f4. 497. f4. 498. f4. 499. f4. 500. f4. 501. f4. 502. f4. 503. f4. 504. f4. 505. f4. 506. f4. 507. f4. 508. f4. 509. f4. 510. f4. 511. f4. 512. f4. 513. f4. 514. f4. 515. f4. 516. f4. 517. f4. 518. f4. 519. f4. 520. f4. 521. f4. 522. f4. 523. f4. 524. f4. 525. f4. 526. f4. 527. f4. 528. f4. 529. f4. 530. f4. 531. f4. 532. f4. 533. f4. 534. f4. 535. f4. 536. f4. 537. f4. 538. f4. 539. f4. 540. f4. 541. f4. 542. f4. 543. f4. 544. f4. 545. f4. 546. f4. 547. f4. 548. f4. 549. f4. 550. f4. 551. f4. 552. f4. 553. f4. 554. f4. 555. f4. 556. f4. 557. f4. 558. f4. 559. f4. 560. f4. 561. f4. 562. f4. 563. f4. 564. f4. 565. f4. 566. f4. 567. f4. 568. f4. 569. f4. 570. f4. 571. f4. 572. f4. 573. f4. 574. f4. 575. f4. 576. f4. 577. f4. 578. f4. 579. f4. 580. f4. 581. f4. 582. f4. 583. f4. 584. f4. 585. f4. 586. f4. 587. f4. 588. f4. 589. f4. 590. f4. 591. f4. 592. f4. 593. f4. 594. f4. 595. f4. 596. f4. 597. f4. 598. f4. 599. f4. 600. f4. 601. f4. 602. f4. 603. f4. 604. f4. 605. f4. 606. f4. 607. f4. 608. f4. 609. f4. 610. f4. 611. f4. 612. f4. 613. f4. 614. f4. 615. f4. 616. f4. 617. f4. 618. f4. 619. f4. 620. f4. 621. f4. 622. f4. 623. f4. 624. f4. 625. f4. 626. f4. 627. f4. 628. f4. 629. f4. 630. f4. 631. f4. 632. f4. 633. f4. 634. f4. 635. f4. 636. f4. 637. f4. 638. f4. 639. f4. 640. f4. 641. f4. 642. f4. 643. f4. 644. f4. 645. f4. 646. f4. 647. f4. 648. f4. 649. f4. 650. f4. 651. f4. 652. f4. 653. f4. 654. f4. 655. f4. 656. f4. 657. f4. 658. f4. 659. f4. 660. f4. 661. f4. 662. f4. 663. f4. 664. f4. 665. f4. 666. f4. 667. f4. 668. f4. 669. f4. 670. f4. 671. f4. 672. f4. 673. f4. 674. f4. 675. f4. 676. f4. 677. f4. 678. f4. 679. f4. 680. f4. 681. f4. 682. f4. 683. f4. 684. f4. 685. f4. 686. f4. 687. f4. 688. f4. 689. f4. 690. f4. 691. f4. 692. f4. 693. f4. 694. f4. 695. f4. 696. f4. 697. f4. 698. f4. 699. f4. 700. f4. 701. f4. 702. f4. 703. f4. 704. f4. 705. f4. 706. f4. 707. f4. 708. f4. 709. f4. 710. f4. 711. f4. 712. f4. 713. f4. 714. f4. 715. f4. 716. f4. 717. f4. 718. f4. 719. f4. 720. f4. 721. f4. 722. f4. 723. f4. 724. f4. 725. f4. 726. f4. 727. f4. 728. f4. 729. f4. 730. f4. 731. f4. 732. f4. 733. f4. 734. f4. 735. f4. 736. f4. 737. f4. 738. f4. 739. f4. 740. f4. 741. f4. 742. f4. 743. f4. 744. f4. 745. f4. 746. f4. 747. f4. 748. f4. 749. f4. 750. f4. 751. f4. 752. f4. 753. f4. 754. f4. 755. f4. 756. f4. 757. f4. 758. f4. 759. f4. 760. f4. 761. f4. 762. f4. 763. f4. 764. f4. 765. f4. 766. f4. 767. f4. 768. f4. 769. f4. 770. f4. 771. f4. 772. f4. 773. f4. 774. f4. 775. f4. 776. f4. 777. f4. 778. f4. 779. f4. 780. f4. 781. f4. 782. f4. 783. f4. 784. f4. 785. f4. 786. f4. 787. f4. 788. f4. 789. f4. 790. f4. 791. f4. 792. f4. 793. f4. 794. f4. 795. f4. 796. f4. 797. f4. 798. f4. 799. f4. 800. f4. 801. f4. 802. f4. 803. f4. 804. f4. 805. f4. 806. f4. 807. f4. 808. f4. 809. f4. 810. f4. 811. f4. 812. f4. 813. f4. 814. f4. 815. f4. 816. f4. 817. f4. 818. f4. 819. f4. 820. f4. 821. f4. 822. f4. 823. f4. 824. f4. 825. f4. 826. f4. 827. f4. 828. f4. 829. f4. 830. f4. 831. f4. 832. f4. 833. f4. 834. f4. 835. f4. 836. f4. 837. f4. 838. f4. 839. f4. 840. f4. 841. f4. 842. f4. 843. f4. 844. f4. 845. f4. 846. f4. 847. f4. 848. f4. 849. f4. 850. f4. 851. f4. 852. f4. 853. f4. 854. f4. 855. f4. 856. f4. 857. f4. 858. f4. 859. f4. 860. f4. 861. f4. 862. f4. 863. f4. 864. f4. 865. f4. 866. f4. 867. f4. 868. f4. 869. f4. 870. f4. 871. f4. 872. f4. 873. f4. 874. f4. 875. f4. 876. f4. 877. f4. 878. f4. 879. f4. 880. f4. 881. f4. 882. f4. 883. f4. 884. f4. 885. f4. 886. f4. 887. f4. 888. f4. 889. f4. 890. f4. 891. f4. 892. f4. 893. f4. 894. f4. 895. f4. 896. f4. 897. f4. 898. f4. 899. f4. 900. f4. 901. f4. 902. f4. 903. f4. 904. f4. 905. f4. 906. f4. 907. f4. 908. f4. 909. f4. 910. f4. 911. f4. 912. f4. 913. f4. 914. f4. 915. f4. 916. f4. 917. f4. 918. f4. 919. f4. 920. f4. 921. f4. 922. f4. 923. f4. 924. f4. 925. f4. 926. f4. 927. f4. 928. f4. 929. f4. 930. f4. 931. f4. 932. f4. 933. f4. 934. f4. 935. f4. 936. f4. 937. f4. 938. f4. 939. f4. 940. f4. 941. f4. 942. f4. 943. f4. 944. f4. 945. f4. 946. f4. 947. f4. 948. f4. 949. f4. 950. f4. 951. f4. 952. f4. 953. f4. 954. f4. 955. f4. 956. f4. 957. f4. 958. f4.

PARIS EN VISITE

Dimanche 29 octobre
L'HÔTEL DE LA PAIX (50 F + prix d'entrée), 10 heures, 25, avenue des Champs-Élysées (Connaissance de Paris).
LA COMÉDIE-FRANÇAISE et ses coulisses (70 F), 10 h 15, sortie du métro Palais-Royal côté place Colette (Christine Merle).
MARAIS : le quartier Saint-Paul (50 F), 11 heures et 15 h 30, place de l'Hôtel-de-Ville, face à la poste (Claude Mart).
LE TRÔNE ET LA NATION (60 F), 11 heures, sortie du métro Picpus (Vincent de Langlade).
HALLES : la cour des Miracles (37 F), 14 h 30, devant Saint-Eustache côté rue Rambuteau (Monuments historiques).
L'ÎLE SAINT-LOUIS et ses jardins (50 F), 14 h 30, sortie du métro Pont-Marie (Christine Merle).
LE QUARTIER CHINOIS (50 F), 14 h 30, sortie du métro Porte-d'Ivry (Art et Histoire).

LA SAINTE-CHAPELLE (37 F + prix d'entrée), 14 h 30, boulevard du Palais devant la grille d'honneur du palais de justice (Monuments historiques).
LE TOUR DU MARAIS (55 F), 14 h 30, sortie du métro Chemin-Vert (Europ expro).
L'ACADÉMIE FRANÇAISE (50 F + prix d'entrée), 15 heures, 23, quai de Conti (Connaissance de Paris).
LE CIMETIÈRE DU MONT-PARNASSE (35 F), 15 heures, devant l'entrée côté boulevard Edgar-Quinet (Ville de Paris).
LA CRYPTÉ ARCHÉOLOGIQUE sous le parvis de Notre-Dame (50 F + prix d'entrée), 15 heures, sur le parvis devant l'entrée de la crypte (Elisabeth Roman).
MONTMARTRE (50 F), 15 heures, en haut du funiculaire (Paris autrefois).
MONT-PARNASSE : cités d'artistes et jardins secrets (60 F), 15 heures, métro Vavin (Connaissance d'ici et d'ailleurs).
LE PARC DE BERCY (35 F), 15 heures, dans le parc devant le pavillon des Maquettes (Parcs et jardins de la Ville de Paris).

LES SALONS DE L'AMBAassade DE POLOGNE (carte d'identité, 55 F + prix d'entrée), 15 heures, 57, rue Saint-Dominique (Paris et son histoire).
LA CATHÉDRALE ORTHODOXE RUSSE et sa crypte (50 F + prix d'entrée), 15 h 30, 12, rue Daru (Tourisme culturel).
Lundi 30 octobre
L'ÉGLISE SAINT-PAUL-SAINTE-LOUIS (50 F), 10 h 30, 99, rue Saint-Antoine (Odyssey).
MUSÉE GUIMET : exposition Chine, des chevaux et des hommes, 10 h 30 (50 F + prix d'entrée), 6, place d'Iéna (Pierre-Yves Jaslet) : 15 heures (55 F + prix d'entrée), 6, place d'Iéna (Paris et son histoire).
MUSÉE DU LOUVRE (33 F + prix d'entrée) : l'art du portrait en France, 11 h 30 ; *Autoportrait de 1660*, de Rembrandt, 12 h 30 ; la peinture hollandaise du XVIII^e siècle, 19 h 30 (Musées nationaux).
LE QUARTIER DE LA FAISANDERIE avec le musée de la contrefaçon (50 F), 14 heures, sortie du métro Rue de la Pompe (Émilie de Langlade).
LE PARC MONCEAU et ses hôtels (50 F), 14 heures, sortie du métro Monceau (Odyssey).
LA CONCIERGERIE : visite pour les jeunes (27 F + prix d'entrée), 14 h 30, 1, quai de l'Horloge (Monuments historiques).
L'ÎLE DE LA CITÉ (55 F), 14 h 30, devant le portail central de Notre-Dame (Europ expro).
MONT-PARNASSE : cours et ateliers d'artistes (50 F), 14 h 30, sortie du métro Notre-Dame-des-Champs (M^{re} Cazes).
L'OPÉRA-GARNIER et l'exposition sur les costumes (50 F + prix d'entrée), 14 h 30, en haut des marches extérieures à gauche (Tourisme culturel).
PLAISANCE d'hier et d'aujourd'hui (60 F), 14 h 30, sortie du métro Plaisance côté escalier roulant (Vincent de Langlade).
LE QUARTIER CHINOIS (55 F), 14 h 30, sortie du métro Porte-de-Choisy devant la BNP (Christine Merle).
LES SALONS DE L'HÔTEL DE VILLE (carte d'identité, 50 F), 14 h 30, sortie du métro Hôtel-de-Ville côté rue Lobau (Découvrir Paris).
L'HISTOIRE DU LOUVRE (50 F + prix d'entrée), 15 heures, sous la pyramide devant l'accueil des groupes (Institut culturel de Paris).
PASSAGES COUVERTS DU SENTIER (50 F), 15 heures, 3, rue de Palestro (Paris autrefois).

ABONNEMENTS 3615 LE MONDE CODE ABO

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à : Le Monde Service Abonnements, 1, place Hubert-Beuve-Méry - 94852 Ivry-sur-Seine Cedex - Tél. : 16 (1) 49-40-32-90.

la durée	France	Suisse, Belgique, Luxembourg, Pays-Bas	Autres pays de l'Union européenne
3 mois	536 F	572 F	790 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F

• LE MONDE • (ISSN : 0000-0000) is published daily for \$ 802 per year • LE MONDE • 1, place Hubert-Beuve-Méry - 94852 Ivry-sur-Seine Cedex - Tél. : 16 (1) 49-40-32-90. For the subscription service call 16 (1) 49-40-32-90. POSTMASTER: Send address changes to LE MONDE, 1, place Hubert-Beuve-Méry - 94852 Ivry-sur-Seine Cedex. For the subscription service call 16 (1) 49-40-32-90. For the subscription service call 16 (1) 49-40-32-90. For the subscription service call 16 (1) 49-40-32-90.

Nom : _____ Prénom : _____
 Adresse : _____
 Code postal : _____ Ville : _____
 Pays : _____ 501 MQ 001
 Ci-joint mon règlement de : _____ FF par chèque bancaire ou postal ; par Carte bancaire _____
 Signature et date obligatoires
 Changement d'adresse : _____
 • par écrit 10 jours avant votre départ.
 • par téléphone 4 jours. (Merci d'indiquer votre numéro d'abonnement.)
 Renseignements : Portage à domicile • Suspension vacances.
 • Tarif autres pays étrangers • Paiement par prélèvements automatiques mensuels.
 33 (1) 49-40-32-90 de 8 h 30 à 17 heures du lundi au vendredi.
 • Par Minitel 3615 CODE LE MONDE, accès ABO.

LES SERVICES DU Monde

Le Monde 40-65-25-25
 Télématicque 3615 code LE MONDE 3517 LAMPLUS
 Documentation 3617 code UMDCC ou 36-25-04-56
 CD-ROM : (1) 43-37-65-11
 Index et microfilms : (1) 40-65-29-33
 Cours de la Bourse 3615 LE MONDE
 Films à Paris et en province 36-65-03-78 ou 3615 LE MONDE 3-23 Paris
 Le Monde 36-65-03-78 ou 3615 LE MONDE 3-23 Paris
 La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.
 Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437
 Imprimeur du Monde 13, rue St. Gumbourg, 94852 Ivry-cedex
 PRINTED IN FRANCE
 Président-directeur général Jean-Marie Colombani
 Directeur général Gérard Morizot
 Membres du conseil de direction Dominique Adag, Godel Pezou
 133, avenue des Champs-Élysées 75001 Paris Cedex 08
 Tél. : (1) 44-43-76-00 ; fax : (1) 44-43-77-30

MÉTÉOROLOGIE

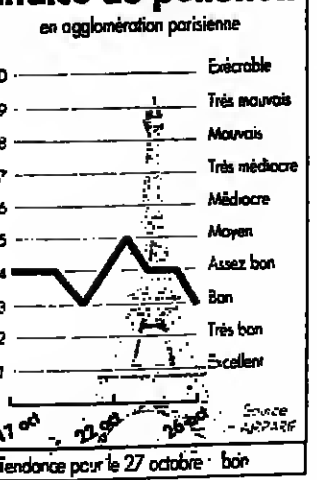
A la suite de mouvements sociaux à Météo-France, nous sommes dans l'impossibilité de publier les prévisions météorologiques habituelles. Nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous en excuser.

Pluie et douceur

UNE PERTURBATION viendra se localiser sur les régions des Pays-de-Loire, du Centre, de l'Île-de-France et de la Champagne-Ardenne. Samedi, le ciel restera très nuageux. Sur les côtes de la Manche, nuages et éclaircies alternent. La Corse, la Côte d'Azur et les Alpes du sud seront privilégiées avec du soleil. Sur une grande moitié sud, le ciel sera très nuageux avec des risques d'ondées orageuses, d'abord sur l'Aquitaine, et qui gagneront ensuite les autres régions, surtout le Massif central, la Franche-Comté et le nord des Alpes. De nouvelles pluies instables arriveront sur le sud de la Bretagne l'après-midi. Les températures seront très douces pour la saison. Le matin, il fera 8 à 16 degrés du nord au sud du pays. L'après-midi, le thermomètre indiquera 16 à 23 degrés du nord au sud.

(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)

Indice de pollution en agglomération parisienne



PHILATÉLIE

Les Nations unies au Salon d'automne

COMME plus d'une centaine de pays, de l'Algérie au Zimbabwe, en passant par Aruba et le Turkménistan, la France a inscrit le cinquantième anniversaire de l'ONU à son programme philatélique. Lundi 20 novembre, elle mettra en vente générale un timbre à 430 francs dessiné par Maurice Gouju, représentant un « casque bleu » et une colombe stylisés. Si l'Organisation des Nations unies, dont le siège est à New York, est née le 24 octobre 1945, elle ne dispose de ses propres timbres, en dollars, qu'à partir de 1951. Des offices annexes ouverts à Genève, en 1969, et à Vienne, en 1979, lui permettent d'émettre des timbres en francs suisses et en schillings autrichiens. Tous ces timbres ne peuvent affranchir que les objets de correspondance expédiés depuis les différents sièges de l'ONU.

La vente anticipée « premier jour » du timbre aura lieu lors du 49^e Salon philatélique d'automne, dont l'administration postale des Nations unies sera l'hôte d'honneur. Ce Salon accueille aussi les offices postaux de Saint-Marin, d'Andorre et des îles Féroé, une cinquantaine de stands de négociants, une exposition philatélique, la presse spécialisée - ainsi que les artistes du timbre pour les traditionnelles séances de dédicaces.

R.J.

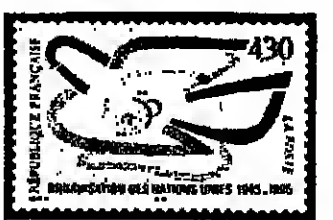
* Salon philatélique d'automne, du 16 au 19 novembre, Espace Champerret, Paris-17^e (métro : Porte-Champerret).

EN FILIGRANE

■ DISNEY EN GUYANA. La Guyana a émis le 22 juin un feuillet de huit timbres à 50 dollars de Guyana et un bloc à 300 dollars inspirés de la *Pocahontas*, le dessin animé des studios Disney.

■ ENTIERS POSTAUX. La Poste a lancé le 6 octobre deux modèles d'enveloppes timbrées à fenêtre, au type *Marianne* de Briat, sans valeur faciale (avec fond bleu de sécurité antiphotocopillage), destinées plus particulièrement aux professionnels et aux PME/PMI. Ces enveloppes sont commercialisées par lots de cent conditionnées sous film plastique au prix de 320 F (soit 3,20 F l'unité...) pour une enveloppe timbrée à 2,80 F.

■ LES ÉMISSIONS DE L'ANNÉE. Parution le 2 décembre de l'édition 1995 du *livre des timbres*, recueil des émissions de novembre 1994 à novembre 1995. Le volume de cinquante-six pages est livré avec 227,50 F de timbres neufs, cinquante-quatre pochettes transparentes précollées de rangement ainsi qu'un étui de protection. Chaque timbre est accompagné d'un texte



de présentation historique et technique. (350 F port inclus, en souscription jusqu'au 30 novembre au prix de 320 F, auprès du Service philatélique de La Poste, 18, rue François-Bonvin, 75758 Paris Cedex 15.)



de présentation historique et technique. (350 F port inclus, en souscription jusqu'au 30 novembre au prix de 320 F, auprès du Service philatélique de La Poste, 18, rue François-Bonvin, 75758 Paris Cedex 15.)

Jeux de mots
 36 15 LE MONDE
 2-23 LE MONDE

150 F), 14 heures, sortie du métro Rue de la Pompe (Émilie de Langlade).
LE PARC MONCEAU et ses hôtels (50 F), 14 heures, sortie du métro Monceau (Odyssey).
LA CONCIERGERIE : visite pour les jeunes (27 F + prix d'entrée), 14 h 30, 1, quai de l'Horloge (Monuments historiques).
L'ÎLE DE LA CITÉ (55 F), 14 h 30, devant le portail central de Notre-Dame (Europ expro).
MONT-PARNASSE : cours et ateliers d'artistes (50 F), 14 h 30, sortie du métro Notre-Dame-des-Champs (M^{re} Cazes).
L'OPÉRA-GARNIER et l'exposition sur les costumes (50 F + prix d'entrée), 14 h 30, en haut des marches extérieures à gauche (Tourisme culturel).
PLAISANCE d'hier et d'aujourd'hui (60 F), 14 h 30, sortie du métro Plaisance côté escalier roulant (Vincent de Langlade).
LE QUARTIER CHINOIS (55 F), 14 h 30, sortie du métro Porte-de-Choisy devant la BNP (Christine Merle).
LES SALONS DE L'HÔTEL DE VILLE (carte d'identité, 50 F), 14 h 30, sortie du métro Hôtel-de-Ville côté rue Lobau (Découvrir Paris).
L'HISTOIRE DU LOUVRE (50 F + prix d'entrée), 15 heures, sous la pyramide devant l'accueil des groupes (Institut culturel de Paris).
PASSAGES COUVERTS DU SENTIER (50 F), 15 heures, 3, rue de Palestro (Paris autrefois).

JEUX

LOTTO SPÉCIAL N° 27
RÉSULTATS OFFICIELS

Échelle	Montant
1	2 000 000 F
2	33 333 F
3	3 333 F
4	333 F
5	33 F
6	3 F

MATCHES DU JOUR :
 1. France - Belgique 1-0
 2. Pays-Bas - Espagne 1-0
 3. Italie - Allemagne 1-0
 4. Grèce - Turquie 1-0
 5. Roumanie - Pays-Bas 1-0
 6. Espagne - Italie 1-0
 7. Belgique - France 1-0
 8. Allemagne - Italie 1-0
 9. Turquie - Grèce 1-0
 10. Pays-Bas - Roumanie 1-0

AU CARNET DU MONDE

Naissances

Anette FERRIÈRE, Guy et Simone RIMASSON, ont le plaisir de faire part de la naissance de leur petite-fille.

Alice, le 15 octobre 1995.

chez Mathieu et Do CANAVAGGIO, 131, boulevard de Chamonix, 75011 Paris, du 16 au 18 novembre 1995, 77161 Provins.

Décès

M^{re} Pierre André, née Monique Baillet, Ses enfants et petits-enfants, Le docteur et M^{re} Jean Boyet.

ont la tristesse de faire part du décès de

Pierre ANDRÉ, capitaine de légende, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, Burma Cross 1945.

survenu à Toulouse, le 25 octobre 1995, dans sa soixante-dix-septième année.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église de Pompadour, le samedi 28 octobre 1995, à 10 heures, dans la chapelle de la famille au cimetière de Pompadour.

M^{re} et M^{re} Marcel-Castie, 83000 Toulon.

Serge et Anita Buccara, Nina Buccara Claude, Claudette Buccara.

Les familles Buccara, Tourchik, Gilsgrat, et Altman.

ont la tristesse de faire part du décès de leur très chère

Jeanne BOCCARA, née Tourchik, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

Les obsèques ont eu lieu le 25 octobre 1995, dans l'intimité familiale, selon sa volonté.

165, rue du Ranelagh, 75016 Paris, 21, avenue du Docteur-A. Netter, 75012 Paris, 27, rue Guy-Lussac, 75005 Paris.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

LE CARNET DU VOYAGEUR

■ SUISSE. L'hôtellerie suisse a accusé, en septembre, une baisse de 7,6 % par rapport au mois de septembre 1994. C'est son plus mauvais résultat depuis 1978. - (AFP)
 ■ VIETNAM. Le quotidien du Parti communiste vietnamien, *Nhân Dân*, vient de dénoncer les nombreuses constructions illégales d'habitations qui empiètent sur les couloirs de sécurité des chemins de fer et sont à l'origine de nombreux accidents mortels. Depuis le début de l'année 1990, 132 personnes ont été tuées par des trains et près de 3 000 autres blessées. - (AFP)
 ■ ANIMAUX. Au terme d'un accord de partenariat conclu entre la chaîne hôtelière Novotel et la société Royal Canin, lorsqu'un client se présente dans un établissement avec un chien on lui remet une mallette contenant une écuelle, des échantillons-repas, une laisse et un ouvrage intitulé *Bien voyager avec son chien*. Ce guide de quatre-vingts pages, traduit en six langues, donne des conseils pratiques pour mieux vivre avec son animal préféré à l'hôtel mais aussi en avion, en voiture et dans le train.
 ■ GRÈCE. La Grèce, qui a accueilli cet été quelque 40 000 vacanciers russes, espère fidéliser et accroître cette nouvelle clientèle. Pour ce faire, le prix des visas a été réduit de moitié, l'Office national du tourisme a ouvert un bureau à Moscou et va lancer une campagne publicitaire en Russie pour la saison 1996. - (AFP)
 ■ MAROC. Un consortium italien vient de remporter un contrat de 120 milliards de lires (environ 40 millions de francs) pour construire un tronçon de 50 kilomètres d'autoroute entre Rabat et Fès. - (AFP)
 ■ TAIWAN. Eva Air, première compagnie internationale privée de Taiwan et Ansett, compagnie australienne, ont décidé d'exploiter conjointement leurs lignes entre Taiwan et l'Australie.

IL Y A 50 ANS DANS Le Monde

La parole de Masaryk

LE LION ichèque rompaît ses barreaux. Le calice noir des Hussites montait librement vers l'azur. L'esprit de Jean Zizka, le vieux chef borgne qui fit trembler les Allemands, remplissait le ciel, 28 octobre 1918. Comment, pour cet anniversaire de la République tchèque, ne pas évoquer l'image du grand vieillard à barbe blanche, au grave regard sous le long nez, Masaryk ?
 D'autres l'ont montré à Paris, devant l'hôtel du 18, rue Bonaparte, berceau du nouvel État, en cette froide nuit d'hiver où il descendait de voiture, arrivant de Londres, serré dans un long manteau. Nous le verrons toujours comme il nous apparaît dans ses entretiens avec Karel Capek, au soir de sa vie, parmi les ébauches de sa campagne natale.
 Est-elle assez simple cette sagesse politique ? Premier article : « Il n'y a pas d'autre morale pour les nations que pour les individus. » Deuxième article : « La sincérité, c'est le secret du monde et de la vie. » Et sans doute cette sagesse confie encore autre chose, par exemple : « Mon socialisme, c'est l'homme du prochain. »
 Mais c'est toujours à la sincérité que revient « le Libérateur ». En politique comme dans la vie courante, mentir et bluffer, c'est la pire propagande. Est-il encore la peine de tendre nos tabliers à de telles évidences ? Hélas ! Il n'y a pas si longtemps, on lisait dans un journal qui croyait avoir vu l'ère à la ceinture de je ne sais quel parti l'arme maudite du mensonge : « Ils savent que nous l'avons pas. » Oui, « en politique comme dans la vie courante », elle est plus actuelle que jamais, la parole de Masaryk : « Pas de vérité sans amour, mais pas d'amour sans vérité. »
 Jean Le Meur
 (28-29 octobre 1945.)

Anniversaires de décès

La famille Denuelle, a la douleur de faire part du décès de

M. Dominique DERUELLE, né le 15 octobre 1945, dans sa quarante-neuvième année.

4, rue de la Gare, 14170 Saint-Pierre-sur-Dives.

Anniversaires de décès

28 octobre 1991.

Joelle Marie-Gabrielle CURAN.

Notre immense peine reste celle du premier jour.

Dominique-Antoine Mailly.

Montbéliard-Lyon-La Bourgeoise-Lac.

Il y a un an, le 28 octobre 1994,

disparaissait, victime d'un accident de la route,

Anne RAIMBAULT,

ancienne élève de l'École normale supérieure, agrégée de géographie.

Son fils Florent, sa famille, ses amis, sont tous très douloureusement atteints.

Il y a cinq ans, le 28 octobre 1990,

Placide RAMBAUD,

quittait les siens.

Tous ceux et celles qui l'ont connu sont invités à se soulever en sa mémoire.

28 octobre

Il y a deux ans,

Annie RAYNAUD

nous quittait.

Elle est dans le souvenir de ceux qui l'ont connue.

Communications diverses

Droits de l'homme : nous pourrions nous en passer.

Rome, et inscrip. : L'IM, route de Trévise, 31040 Bressana Bottarone, 31040 Bressana Bottarone.

Soutenances de thèse

Catherine Maurer soutiendra sa thèse de doctorat : « Le catholicisme catholique dans l'Allemagne du XX^e siècle : le Deutscher Caritasverband entre affirmation confessionnelle et exigence scientifique » le 28 octobre 1995 à 14 heures, à l'université Paris-IV la Sorbonne, salle des Actes.

MUSIQUE La Grande-Bretagne vibre à nouveau, comme dans les années 60, au bon vieux temps des Beatles et des Rolling Stones. La mode de la musique house ou tech-

no avait fait craindre la disparition des mélodies soignées et des textes impertinents qui avaient fait le succès de la musique pop britannique. ● BLUR ET OASIS, les deux groupes

qui se partagent les premières places du hit-parade anglais, vendent des millions de disques, déclenchent les passions et divisent l'opinion. Tony Blair, leader du Parti travailliste, s'af-

firme franchement un fan d'Oasis. ● CET AFFRONTEMENT très médiatique entre un groupe « middle class » et un autre s'affirmant franchement populaire est encouragé

par les musiciens et leurs maisons de disques, qui y voient un moyen de promotion. Mais il est aussi le signe de la vitalité de la musique populaire outre-Manche.

La nouvelle bataille de la pop passionne la Grande-Bretagne

La rivalité entre Blur et Oasis, les deux groupes vedettes de la scène britannique, marque la vitalité de la musique populaire outre-Manche. Et rappelle les grandes périodes de la concurrence entre les Beatles et les Rolling Stones

DAMON ALBARN s'esclaffe : « We've hijacked the mainstream », soit, « on a détourné le courant musical dominant », ou, plus clairement, « la variété n'a qu'à bien se tenir ». A vingt-trois ans, ce chanteur cockney aux faux airs de Jacques Dutronc a mené son groupe, Blur, au sommet des hit-parades britanniques et lancé un véritable phénomène. Depuis un an, en effet, les classements des meilleures ventes de disques sont occupés, outre-Manche, par une ribambelle de formations dont l'énergie et le goût des mélodies incisives renvoient aux grandes heures de la pop insulaire. Avec Blur, des groupes comme Oasis, Pulp, Supergrass, Elastica, Suede, Echobelly ou Menswear revendiquent cet héritage. Au point de se voir baptiser *britpop*.

La Grande-Bretagne ne s'est jamais tout à fait remise du temps - les années 60 - où les Beatles, les Rolling Stones, les Who et les Kinks dominaient le monde. Qu'une jeune génération adopte les canons - style, mélodie, concision - édictés par ces glorieux aînés et c'est tout le pays qui frémit à nouveau.

Comme aux plus beaux jours du *swing* à Londres, les personnalités de la mode et des arts, de l'audiovisuel et de la politique côtoient la scène rock. Tony Blair, le jeune chef du Parti travailliste, ne déclarait-il pas récemment qu'il écou-



taient dans sa voiture, tous les matins, le nouvel album d'Oasis.

Les choses pourtant n'allaient pas de soi. Depuis la fin des années 80, le Royaume-Uni semblait être tombé dans une marmitte d'écstasy. Poussées par des DJ particulièrement inventifs, les boucles hypnotiques de la house et de la techno avaient conquis un public en manque de transe. Certains prédisaient déjà la disparition des guitares et d'un format complet-refrain, prééminence éculée. Mais chassés le naturel.

En Grande-Bretagne, le *songwriting*, cet art de s'exprimer en chanson, ce désir de dire l'essentiel sur une mélodie de moins de trois minutes, est inscrit dans les gènes au même titre que le thé de 5 heures ou le cricket. Nourrie de cette culture, réfractaire à l'anonymat prodé par certains teosants des musiques synthétiques, une oeu-

uvre vague a déferlé. Tout mouvement a besoin de locomotives. Au côté de Blur, Oasis a été l'autre moteur de cette effervescence. Nostalgiques sans doute des duels homériques qui opposaient les Beatles aux Rolling Stones, les médias britanniques ont décidé de mettre les deux groupes en compétition. Conséquents peut-être des avantages commerciaux qu'ils pouvaient en tirer les artistes et leur maison de disques se sont prêtés à

un jeu souvent drôle, parfois pathétique, toujours futile. Les hostilités ont commencé il y a un peu plus d'un an. L'industrie du disque britannique remettait alors ses « Victoires de la musique » (Mercury Awards) et Blur coiffait Oasis au poteau. Mauvais perdant, Liam Gallagher, le chanteur d'Oasis, refusait de serrer la main de son rival, l'abreuvait d'insultes et tentait même de lui voler son trophée. Et le dandy de Blur d'arborer sans répondre, son sourire sarcastique comme un chiffon rouge devant un jeune taureau.

CODE-BARRES

Les vacheries depuis n'ont pas cessé sur fond de rivalité commerciale où haut des hit-parades - 1,2 million de copies vendues - Oasis et Blur se disputent pour *Parklife*, le disque de Blur, 1 million pour *Definitely Maybe*, d'Oasis.

Il y a deux mois, nouvelle poussée de fièvre. Comme se défilant au bras de fer, deux simples sortaient simultanément. *Roll With It*, le méchant boogie signé Oasis, et *Country House*, chansonnette cuivrée de Blur. L'affaire est devenue nationale. Pendant sept jours, les Anglais achèteront plus de singles que pendant aucune autre semaine depuis dix ans. Dimanche 20 août, le résultat du Top 50 donne Blur en tête devant Oasis, qui proteste : « Ils ont cassé les prix ! »

son disque 1 livre de moins). C'est un problème de code-barres.

Aujourd'hui, c'est par l'intermédiaire de leurs nouveaux albums qu'ils règlent leurs comptes. Il y a quelques semaines, *The Great Escape* de Blur est entré directement à la première place des ventes. Leur maison de disques (EMI) annonce que 600 000 exemplaires seraient déjà écoulés. Moins d'un mois après, *Morning Glory*, dégageait dès sa sortie son rival du sommet et talonnait le record de Michael Jackson pour le nombre de disques vendus en une semaine, 320 000 pour Oasis, contre 350 000 pour Michael. Inévitablement, la surenchère est allée jusqu'au dérapage le plus crétin. Noel, frère de Liam, guitariste et auteur-compositeur de toutes les chansons d'Oasis, souhaitait à Damon Albarn et Alex James (bassistes de Blur) d'« attraper le sida ». La plaisanterie ne fit plus rire personne. Damon tâche aujourd'hui de se montrer magnanime. « Je sais que Noel regrette ce qu'il a dit. Tout cela a pris des proportions ridicules. La compétition est telle que si on décidait de jouer sur la Lune, eux, ils joueraient sur Mars. J'ai décidé que ce petit jeu s'arrêterait là ».

Quoi qu'il en soit, ces éternels rivaux partagent d'innombrables points communs. Même besoin de style et de mélodies

concises, même vénération pour les déclinaisons vestimentaires et musicales des courants les plus anglocentristes du rock britannique (mods, punks), même dévotions pour des aînés (Paul McCartney, Pete Townshend, Ray Davies, Paul Weller), et pour une grande part le même public. L'admirateur le moins partisan pourra distinguer qu'Oasis compose et joue une musique plus brutale que celle de Blur, en un mot, plus rock. Une différence souvent transformée en lutte des classes. Originaires de Manchester, les frères Gallagher ont d'ailleurs traîné dans les rues et dans les tribunes des stades (ils supportent Manchester City, le club « pro » de la ville) que sur les bancs de l'école. La musique a écarté Liam et Noel des chemins de la petite délinquance. Leurs chansons comme leur style de vie résonnent souvent du vieux fantasme *sex, drugs and rock'n'roll*. Sur scène, le groupe ne se prête pas au jeu de la séduction, abuse des décibels en restant immobile. Arrogance en handouillère, Liam, la belle gueule du groupe, tend le cou vers son micro, les mains plongées dans les poches de son anorak, et fait traîner à plaisir son accent de hooligan. Il électrise ses fans.

ANGLOCENTRISME

Supporteur de Chelsea (le club chic de Londres), Damon Albarn, lui, a longtemps préféré les cours de littérature aux parties de foot. Blur incarne parfaitement le groupe formé par des étudiants londoniens à la sortie de leur art school. Le second degré est marié avec verve. Inspiré par la fantaisie baroque du music-hall anglais,

mais aussi par quelques références francophones (Damon aime Gainsbourg et a fait chanter un moineau, *To the End*, à Françoise Hardy), Blur perpétue la tradition des chroniques ironiques de la vie insulaire comme aimant à signer les Kinks, les Who ou Madness. Sur scène, le chanteur, perpétuel sourire aux lèvres, s'agitte comme un diabolotin. S'il refuse d'être catalogué comme représentant de la *middle-class*, Damon souligne à plaisir la différence d'origine des deux groupes. « Je n'ai pas honte de dire que je lis et que je vais au théâtre. Cela dit, c'est aussi la force d'Oasis de personneliser à ce point le rock'n'roll. Ils ont une façon assez belle de s'identifier aux clichés du genre ». Enième perfidie ou véritable hommage ?

L'anglocentrisme affiché de cette tendance du rock britannique ne risque-t-il pas de conduire à l'éloignement à force d'insularité ? La carrière d'Oasis semble décoller outre-Atlantique. Blur aura peut-être plus de mal à se défendre du carcan de sa touche british. Damon ne renie rien de sa passion pour le rock anglais : « Nous avons été nourris de cette culture. Elle fait partie de notre identité. Jouer du rock, c'est aussi jouer de ses références. Mais j'ai grandi dans l'East End, où les communautés indiennes et jamaïcaines sont très importantes. À l'avenir, je ne laisserai davantage aller à mon goût pour les musiques noires. J'ai déjà commencé à travailler avec des artistes influencés par la techno comme Goldie ou Tricky. Si Dieu me prête vie, je suis encore là pour un bout de temps ».

Stéphane Davet

L'excentrique Pulp

Le renouveau de la pop britannique ne bénéficie pas qu'aux jeunes pousses. Pulp a ainsi végété dix ans avant que les ventes de ses disques décollent véritablement. Surfant sur la nouvelle vague, le groupe de Jarvis Cocker, grand échelons au teint d'endive, la domine aussi par son âge (la trentaine en moyenne) et son originalité. Pour Jarvis, le mot « pop » ne se limite pas au sens noble du terme. A Sheffield, sa ville natale, il a assimilé avec autant de passion les musiques pour ascenseur et les classiques du rock. A l'image de sa garde-robe, ses chansons constamment en équilibre entre subtile et ridicule donnent une vision épique du quotidien.

Extrait de son nouvel album, *Different Class* (à paraître le 30 octobre), le titre *Common People* met en scène avec virtuosité les aspects les plus banals de la société anglaise : sorti en simple cet été, il a déclenché une véritable *pulpmania*. Kitsch, cruel, tendre et drôle, cet observateur attentif remet à l'honneur une autre tradition de la culture britannique : l'excentricité.

Un vibrant opéra, événement du cycle chinois au Festival d'automne

TAN DUN : *Elegy: Snow in June*. GUO WENJING : *She Huo et Le Village du loutre*. Nigel Robson (ténor), Shi Kelong (baryton), Ananda Goud (soprano), Kong Fang-Fang (soprano), John Tranter (basse), Taco Koolstra (violoncelle), Nieuw Ensemble d'Amsterdam, Ed Spanjaard (direction). Prochains concerts du cycle chinois à l'amphithéâtre de l'Opéra Bastille, le 30 octobre à 20 heures. Tél. : 44-73-13-00.



Dans le Grove's - l'encyclopédie musicale de référence - l'article « Chine » occupe une quarantaine de pages. Pourtant, aucun des jeunes compositeurs invités ces jours-ci par le Festival d'automne n'y est cité. C'est dire si la jeune musique chinoise demeure mal connue en Occident, c'est dire également si la série de concerts qui se déroule, jusqu'au 30 octobre, à l'amphithéâtre de l'Opéra-Bastille devrait faire date.

Tout se passe comme si la révolution culturelle avait déposé une chape de plomb sur la création musicale en Chine. Les vingt dernières années ont pourtant vu l'éclosion d'une nouvelle génération de compositeurs à Shanghai et à Pékin. Mais leur jeunesse, leur réclusion à l'intérieur du pays, leurs démêlés avec le régime les ont empêchés, jusqu'à une date récente, de se faire connaître à l'étranger. Ils s'appellent Guo Wenjing, Xu Shuya, Tan Dun, Ge Gan Ru et Qu Xiaosong et Mo Wuping. A l'exception du dernier, disparu précocement en 1993, ils ont entre trente-quatre et quarante-trois ans.

A eux six - et quelques autres, on suppose - ils ont inventé une modernité musicale qui tranche avec les habituels clichés associés à la musique chinoise : opéra de Pékin, gamme pentatonique et

flûtes en bambou. Leur langage concilie, à des degrés divers, les chants de la tradition séculaire et les audaces du présent. Leur style emprunte aux chants de marin, au Tao, aux fêtes rurales, aussi bien qu'à Cage, Boulez ou Bartók. C'est une fusion dont la fraîcheur et l'incandescence ne cessent de surprendre et, parfois, d'éblouir.

UN PRÉCÉDENT

Ils vivent aujourd'hui aux quatre coins du monde. C'est, en effet, ce s'installant en Occident qu'ils ont conquis un début de notoriété. Tan Dun, l'aîné et le chef de file du groupe, vit et travaille à New York, où son œuvre est régulièrement jouée (il est également chef associé du BBC Scottish Symphony Orchestra). Qu Xiaosong et Ge Gan Ru sont également new-yorkais. Xu Shuya est installé à Paris, où il

siège au comité de lecture de l'ensemble lituaire. Seul Guo Wenjing est resté à Pékin.

Le cycle que leur consacre le Festival d'automne a connu un précédent. En 1988, Joël Bons, directeur artistique du Nieuw Ensemble d'Amsterdam, découvrit la jeune musique chinoise lors d'un voyage en Extrême-Orient. Fasciné, il décida d'en faire la matière d'un festival. Sept compositeurs de Pékin et Shanghai sont ainsi réunis à Amsterdam en 1991 et 1992. L'accueil enthousiaste et le disque qui lui fait suite devait constituer une étape décisive dans leur reconnaissance.

Joué 19 octobre, le même Nieuw Ensemble était à Paris pour ouvrir la série du Festival d'automne. Dire qu'il a assimilé la musique chinoise serait un piètre euphémisme. Ses musiciens sont des

mutants, ils lisent le Guo Wenjing dans le texte, et le naturel avec lequel ils taquinent le gong, imitent le *qin* ou poussent de petits paillements laisse proprement pantois. Ils sont chez eux dans cette musique qui accorde la plus grande place au timbre et à la virtuosité des interprètes.

She Huo de Guo Wenjing (né en 1956) conquiert sur le champ : écriture instrumentale magistrale, jallissement des idées, font de cette évocation d'anciens rites un moment de grâce particulière. C'est pourtant *Le Village du loutre* (1994) du même auteur qui sera la grande révélation de la soirée. Basé sur un récit de Lu Xun, cet opéra de chambre décrit la foi d'un homme persuadé d'être entouré de loups et de cannibales. En une cinquantaine de minutes, il accomplit le tour de force de s'inscrire dans la tradition des grands ouvrages inspirés par la folie et d'égaliser les meilleures réussites en la matière. On pense à Wozzeck, bien sûr (les échanges du héros avec son médecin y renvoient inévitablement), on pense à Ligeti, aux *Huit chants pour un roi fou* de Maxwell Davies, on pense par dessus tout au *Nez de Chostakovitch* - dont *Le Village du loutre* partage l'espèce de noire tritulence et l'usage immodéré de la percussion.

C'est une grande musique épique et belle, dont la puissance dramatique rachète ce qu'elle peut avoir d'épigonale. L'œuvre vous agrippe et ne vous lâche plus. Guo Wenjing révèle une maîtrise de moyens stupéfiante - en particulier dans l'écriture instrumentale, à la fois différenciée (aucun instrument n'est doublé) et soumise aux combinaisons les plus variées.

Comment un opéra aussi court peut-il contenir autant de musique ? Il y a dans *Le Village du loutre* matière à quinze opéras. Guo Wenjing dispense sans compter des airs, des chœurs, des ensembles. L'essentiel restant sans doute qu'il a su trouver une écriture musicale à la mesure du sujet. Réglement des chanteurs, halètement des rythmes, sonorités oppressantes : *Le Village du loutre* est une musique en état de panique totale. Aux rappels, on voit s'avancer un petit homme effacé, qui salue timidement. On se souvient alors d'une déclaration faite récemment par Guo Wenjing : « Je viens d'une région où les gens sont très menés et très forts, capables de soulever des charges énormes : je veux exprimer la force intérieure du peuple dans ma musique », et l'on comprend.

Jacques-Emmanuel Fousnaquer

صلى الله عليه وسلم

La Fura dels Baus se déchaîne à Saint-Brieuc

La troupe catalane ouvre le festival Art Rock

SAINT-BRIEUC
de notre envoyé spécial
C'est la quatrième fois en treize ans d'existence qu'Art Rock invite à Saint-Brieuc les furibards Catalans de La Fura dels Baus. Les commences vont de soi entre ce festival où le rock croise la vidéo, le cinéma, les performances urbaines, et cette troupe qui doit autant au théâtre qu'à l'extrême punk. Jeudi 26 octobre, on entre salle de Brézillet - où pendant trois jours sera représenté *MTM* (pour *Magnus Theatrum Murmuri*), leur dernière création - comme dans un de ces hangars qui célèbrent les nouvelles messes « techno » : fumigènes, jeux d'éclairages, écran vidéo géant et musique synthétique. Deux murs de caisses de carton intriquent. On commence à peine à prendre ses aises qu'une équipe de gros bras suivie par un caméraman se précipite, apparemment au hasard, sur l'un des spectateurs et le déballe de force. Quatre garçons et trois filles seront ainsi déshabillés puis hissés violemment sur les cartons. La Fura dels Baus vient d'ouvrir le spectacle à sa manière. Depuis 1983, ces Barcelonais prônent une scénographie qui naît au milieu du public, le force à réagir, quitte à le piétiner et à le salir. A la recherche de sensations viscérales, ces rituels s'inspirent largement du *Théâtre et la cruauté* d'Antonin Artaud. Rapidement, les corps sculpturaux des « victimes » trahissent leur appartenance à la troupe. Ils seront les hé-

ros de trois jeux de rôle frénétiques, déclinaisons de thèmes déjà centraux dans de précédents spectacles : la lutte pour le pouvoir, l'aliénation et la manipulation des masses. L'utilisation des médias, le détournement des images renforcent cette fois-ci leur argumentaire.

Sous l'ordre de tyrans, des esclaves érigent des totems phalliques, des temples primitifs, des pyramides pour des Ckôpatre qui, dans leur harnachement sado-maso, ne sont que des pantins aux mains de Césars sanguinaires. Sur l'écran, on lit « force », « foi », « extase », « sceptre », « or », et le slogan des démagogues : « Il faut l'effort de tous pour bâtir un peuple ». On assiste surtout à la retransmission en direct de tous les événements. Du moins le croit-on. Car s'immiscant aussi des images truquées. La vidéo montre ainsi des hommes se repaître des entrailles d'un cadavre qu'on chercherait en vain dans la salle - allusion au faux charnier de Timisoara. Une espèce de mur de Berlin coupe la salle. Un caméraman filme chaque côté du mur, mais les images de l'« Ouest » diffusées à l'« Est » - et inversement - ne sont qu'illusions.

A la fin du spectacle, la musique qui rythmait ces conflits fait place à une mélodie romantique. Sur l'écran s'embrassent des hommes qui s'étrépaient il y a encore quelques minutes. S'inspirant d'une publicité pour une société de travail temporaire, un clip illustre à coups d'images éblouissantes les magnifiques constructions du génie humain. L'histoire a été réécrite. On a pu admirer les inventions visuelles, la virtuosité des déplacements de la troupe, de son jeu avec le public. Malheureusement, si la performance physique des comédiens est à couper le souffle, son impact s'émousse trop souvent sous le poids des symboles. A force de répétition, les défillements qui semblaient si fulgurants dans l'Espagne post-franquiste tendent aujourd'hui vers la caricature et la naïveté. L'hypertrophie de la violence a fini par nuire à ces affaîmes de bruit et de fureur.

Le programme

- Le 27 octobre : Royal de Luxe, *Peplum* (18 heures), La Fura dels Baus, *M. T. M.* (20 heures), Dodge, Ben Harper, Echobelly, *Silmarils* (21 h 30).
- Le 28 octobre : Royal de Luxe (16 heures), La Fura dels Baus (20 heures), Ras Dumsani, Femi Kuti, Toots and The Maytals (21 h 30), soirée house (23 heures).
- Le 29 octobre : Royal de Luxe (16 heures), Miossec, Komy Garret, Clarence Gatemouth Brown, Sinclair (19 heures).

Renseignements au 96-33-77-50.

Stéphane Davet

beau dommage revient... en concert au BATACLAN le lundi 30 Octobre à 20h30 50, boulevard Voltaire 75011 Paris Réservations 47 00 80 12 Locations points de vente habituels et Bataclan

ECOUTEZ VOIR

NOSTALGIE PRÉSENTE

GIORGIO CONTE

Giorgio CONTE... c'est un monde poétique, mélange d'amours très doux, de souvenirs d'enfance, de questions simples et en même temps complexes de la vie...

PASSANO LE NUVOLE
TARDI TARDI
MEDIATION
L'ERBA DI SAN PIETRO
HABITUDE
DE PROFONDIS
J. M.
UNA GIORNATA AL MARE
LA MONGOLFIERA
FUORI CI SONO I LUPI
L'ELETTRICISTA
NON SONO MADDALENA

Disponible en CD n°22381

NOSTALGIE

WMD

62 millions de francs supplémentaires en faveur de la politique du théâtre

Le ministre de la culture veut donner la priorité à l'action dans les quartiers d'exclusion

Le ministre de la culture, Philippe Douste-Blazy, a présenté jeudi 26 octobre le budget de la direction du théâtre et des spectacles, en augmen-

tation de 4,3 % par rapport à 1995. Le ministre a dévoilé son « plan d'action pour le théâtre », en particulier en direction des quartiers en diffi-

culté, annoncé la mise en chantier de nouveaux équipements et la nomination de responsables à la tête de plusieurs institutions de premier plan.

PHILIPPE DOUSTE-BLAZY, ministre de la culture, a présenté jeudi 26 octobre, lors d'une conférence de presse, son « plan d'action pour le théâtre ». Le budget de la direction du théâtre et des spectacles, d'un montant de 1484,05 millions de francs en 1996, est en augmentation de 62 millions, soit 4,3 %. 46 millions seront consacrés à des mesures nouvelles en faveur « de l'action théâtrale en direction des quartiers où se développe l'exclusion », a précisé le ministre. Cette action ne peut être laissée à la seule charge des compagnies indépendantes ou des artistes individuellement volontaires pour s'impliquer dans ce combat. Le réseau des scènes nationales, des théâtres municipaux missionnés et des centres dramatiques sera mobilisé, tandis que, « dans les vingt-six quartiers qui ont été retenus pour initier des jeunes en difficulté aux disciplines artistiques, il sera passé à dix metteurs en scène commodes d'une création qui pourra être jouée en extérieur ou dans un équipement de proximité ».

Une troisième salle de cent

trente places pour la Comédie-Française sera mise en chantier, au Carrousel du Louvre, qui accueillera des petites pièces en un acte, des lectures et la projection de films de théâtre (7 MF). La restructuration du Théâtre national de Strasbourg sera menée à son terme (60 MF). La construction du Nouveau Sorano de Toulouse sera poursuivie (40 MF). Des travaux de sécurité, la réfection des dessous de scène, du plateau et de la salle seront entrepris à l'Odéon, ainsi que le lancement d'études pour la construction d'une « vraie » seconde salle sous le parvis de la place de l'Odéon (25 MF).

OBJECTIF 2000

« Pour contribuer à l'éclat du cinquantenaire anniversaire du Festival d'Avignon », 2 millions supplémentaires seront confiés à Bernard Faivre d'Arzier pour « un hommage à la création contemporaine ». Un bureau des auteurs sera créé à la direction du théâtre, qui assurera le suivi de l'utilisation de 10 millions de crédits en faveur de l'écriture dramatique et favori-

sera « la constitution d'une mémoire audiovisuelle du théâtre ». Cinq nouveaux théâtres municipaux dans les régions rejoignent les treize théâtres déjà missionnés par le ministère : Blanquefort, Bourg-en-Bresse, Chalon-sur-Saône, Epemay et la Croix-Rousse à Lyon. Deux millions supplémentaires abonderont le fonds de soutien au théâtre privé, à charge pour lui de « prolonger la saison en été et de développer les tournées ». Enfin, Philippe Douste-Blazy s'est donné pour objectif que « tous les jeunes, d'ici à cinq ans, soient à moins d'une heure d'un lycée dispensant un véritable enseignement du théâtre » (filière A3, actuellement présente dans 103 établissements et, à terme, dans plus de 200).

Le ministre de la culture a procédé également à la nomination de nouvelles équipes à la tête de plusieurs institutions de premier plan. Le metteur en scène Georges Lavandant succédera, le 1^{er} avril 1996, au Catalan Luis Pasqual à la tête de l'Odéon-Théâtre de l'Europe. Le metteur en scène Alain

Françon prendra la succession de Jorge Lavelli au Théâtre national de la Colline. Roger Planchon est renouvelé pour trois ans à la direction du Théâtre national populaire de Villeurbanne. « D'ici à deux ans, un créateur lui sera associé qui prendra sa succession au terme de son mandat », a précisé le directeur du théâtre, Jacques Bailion. Le 12 novembre 1996, le metteur en scène André Engel prendra la succession d'Alain Françon à la tête du Centre dramatique de Savoie. A compter du 1^{er} octobre de cette année, Claudine Girones a pris la direction de la Ferme du Buisson à Marne-la-Vallée, succédant à Fabien Jannelle, nommé directeur de l'Office national de la diffusion artistique (ONDA) ; Daniel Rampont a été nommé directeur de la Scène nationale de La Roche-sur-Yon, et Gislaine Gouby directrice de celle de Mâcon. Enfin, Marcel Bozonnet est reconduit pour trois ans à la direction du Conservatoire national d'art dramatique.

Olivier Schmitt

Paul Claudel sacrifié sur l'autel de la télévision

Marcel Maréchal transforme « L'Otage » et « Le Pain dur » en une saga bourgeoise

LES COFFONTAINE : L'OTAGE et LE PAIN DUR, de Paul Claudel. Mise en scène : Marcel Maréchal. Avec Evelyn Bouix, Jean-Michel Dupuis, Marcel Maréchal, Hubert Gignoux, Pierre Tabard, Madeleine France, Cécile Pannil, Jean-Paul Bordes, Philippe Bianco et Michel Déniaute. THÉÂTRE DU ROND-POINT, 2 bis, avenue Franklin-D.-Roosevelt, 8^e. M^c Champs-Élysées-Clemenceau ou Franklin-D.-Roosevelt. Mardi, jeudi, vendredi et samedi à 20 heures. Mercredi à 19 h 30. Dimanche à 15 h 30. 150 F à 80 F. Jusqu'au 15 décembre. LE PÈRE HUMILIÉ - troisième volet des Coffontaine - sera donné à partir du 16 novembre.

Mercredi 25 octobre, à la générale des Coffontaine, un tiers des spectateurs ont déserté le Rond-Point à l'entracte, après la présentation de *L'Otage*. La malchance a voulu qu'Evelyn Bouix, qui tient dans la pièce le rôle-clé de Sygne, se soit cassé l'astragale il y a quelques jours. Elle joue avec un plâtre, une canne, et sûrement beaucoup d'appréhension. Cela grève *L'Otage*, qui s'en passerait bien. Cette première pièce de la trilogie des Coffontaine, écrite en 1909, est un drame.

L'Otage commence en 1812, alors que les armées napoléoniennes se noient dans l'immensité russe. L'action se situe dans une abbaye du Tardenois, entre Champagne et Picardie (la terre natale de Clau-

del). Une nuit de grand vent, Sygne de Coffontaine reçoit la visite de son cousin Georges, retour d'exil. Il a enlevé le pape Pie VII, prisonnier de Napoléon, et entend le convaincre de rejoindre le camp royaliste. Le pape est un vieillard, réduit à une fonction. Georges, un homme du passé, Sygne, une femme de devoir. Pendant l'œil de son cousin, elle a remis à flot l'abbaye de Coffontaine, berceau de leur famille. Uniques héritiers des Coffontaine, Sygne et Georges ont vu leurs parents décapités sur ordre de leur frère de lait Toussaint Turelure. Anden moine, fils de hucheron devenu haron d'Empire et préfet de la Marne, Turelure est une figure de l'opportunisme. Un Fouché.

Si *L'Otage* est un gouffre, c'est parce que Paul Claudel y fait s'affronter deux France - l'ancienne avec Coffontaine et la nouvelle avec Turelure - à travers une figure terrifiante de Dieu : le garant de l'ordre, à quoi tout doit être sacrifié. Sygne en est la victime. Quoiqu'elle haïsse Turelure, elle l'épouse pour sauver le pape. La scène où un prêtre l'amène à céder est vertigineuse. Dieu, dit le prêtre, n'est pas au-dessus de nous, mais au-dessous. Ultime argument, capable de justifier le pire : l'intégrisme.

UN PIÈTRE RÉALISME

Pour jouer *L'Otage*, il faut des comédiens hors pair, qui brûlent et maîtrisent le texte. Des martyrs et des parjures, écartelés par le désir d'être écoutés, mais pas toujours entendus. Hors de ce paradoxe, Paul Claudel n'a point de salut. Il passe pour un réactionnaire borné, ce qu'il n'était pas. Dans *L'Otage*, Paul Claudel ne juge pas vains les changements apportés par la Révolution française. Il les constate. S'il ne pense pas qu'ils constituent un progrès, c'est parce que pour lui

l'Eglise seule détient une vérité intemporelle. C'est un engagement qu'il défend avec beaucoup de hauteur, et une grandeur certaine. Est-ce par incompétence ? La mise en scène de Marcel Maréchal ôte toute dimension à Paul Claudel. Le texte a été beaucoup coupé, ce qui, déjà, pose un problème pour la compréhension de l'histoire. Mais il y a plus grave : l'indigence du point de vue. Marcel Maréchal monte *L'Otage* comme si c'était le premier épisode d'une saga télévisée, et Paul Claudel comme s'il était héritier d'Emile Augier - un petit auteur bourgeois.

Marcel Maréchal joue sur les effets d'un piètre réalisme qui n'a rien à voir avec Claudel. Il cadre l'action de *L'Otage* comme les réalisateurs des feuilletons télévisés qui demandent aux personnages de faire « schlurp » quand ils mangent

de la soupe. Son Turelure ne peut pas tenir la route. Il ressemble moins à Fouché qu'à Bernard Tapie, tel que le présentent les médias. Pourtant, Marcel Maréchal est un comédien virtuose et attachant. Mais il est piégé par Marcel Maréchal metteur en scène, réducteur, simpliste.

Le Pain dur confirme malheureusement cette impression. Cette deuxième pièce du cycle des Coffontaine se passe au temps de Louis-Philippe. Sygne et Georges sont morts. Restent Turelure et son fils, né de Sygne. La haine les unit, l'argent les déchire. Là encore, Marcel Maréchal plonge dans l'anecdote. Du sang, du rire, des larmes et des drames : c'est Dallas en Champagne. Mieux vaut abréger.

Brigitte Salino

THÉÂTRE FONTAINE

LA SI JOLIE VIE DE SYLVIE JOLY

A PARTIR DU 3 NOVEMBRE

Comédie génétique
de Jean et Thierry JOLY
mise en scène et décor
François BOURCIER

50 REPRÉSENTATIONS

NOMMÉ AUX MOLIÈRES 1994
MEILLEUR SPECTACLE COMIQUE

LOCATION 48 74 74 40

ECOUTEZ VOIR

CAVEAU DE LA REPUBLIQUE

Pierre PECHIN
Pierre DOUGLAS

Trop pollués pour être nets

Michel DEJENEFFE
et TATAYET
Edmond MEUNIER
Serge LLADO
Patrick FONT
(du 7 au 12 novembre)

102 F. Dimanche à 11 h 30. 103 F. et 107 F. à 14 h. Eclairage 35 ans 105 F. met la comédie 177.

Les nuits de Miles Davis et Art Pepper

Deux coffrets rendent l'intégrale de quelques soirées historiques du jazz enregistrées en club

ON EST dans des clubs de jazz, avec les bruits de fond que l'on attend des clubs, caisses enregistrees, choc des verres sur les tables, quelques rires, la sonnerie d'un téléphone... Miles Davis joue en quintette à Chicago, au Plugged Nickel, les 22 et 23 décembre 1965 ; Art Pepper, lui, est au Village Vanguard de New York, les 28, 29 et 30 juillet 1977, en quartette. En partie déjà disponibles en disques vinyle, puis en disques compacts, ces soirées sont aujourd'hui publiées dans deux coffrets. L'un et l'autre présentés comme des intégrales définitives. La nature de la musique du trompettiste diffère de celle du saxophoniste, leurs enjeux personnels aussi divergent, mais dans les deux cas percent le rapport à la durée et au lieu si particuliers au jeu en club.

En 1965, Miles Davis dirige un quintette qui va marquer le jazz comme dix ans plus tôt son autre quintette avec John Coltrane. La rythmique existe depuis 1963, Tony Williams est à la batterie, engagé à l'âge de dix-sept ans, Herbie Hancock au piano et Ron Carter à la contrebasse. Miles a attendu pour trouver son saxophoniste. Ce sera Wayne Shorter, qui rejoint la formation durant l'été 1964. Le répertoire est encore constitué d'une vingtaine de standards. Bientôt ils ne les joueront plus, il y a là

comme un rite de passage : *If I Were a Bell*, *My Funny Valentine*, *Round Midnight*, *Stella by Starlight*... chamboulés, méconnaissables parfois.

Miles Davis, qui a vu passer le free jazz, est en train de l'approcher à sa manière. Il laisse parler ses musiciens comme il l'a rarement fait, accepte la création collective. Peut-être de toutes manières réfréner Tony Williams et Wayne Shorter qui sont partis loin devant ?

MYTHES

Suspension permanente, relance, tension, Tony Williams est partout, on peut l'écouter que sa cymbale. Wayne Shorter s'émancipe de ses maîtres Coltrane et Rollins, il prend tout l'espace qu'il a devant lui, n'amène jamais rien de prévisible. Ce qui est saisi ici c'est une recherche qui va par endroits toucher au sublime dans un état de réceptivité mutuelle.

Lorsqu'il arrive, en 1977, au Village Vanguard, Art Pepper est en train de vivre un de ses derniers retours au monde, entamé deux ans plus tôt. Art Pepper, ou tous les mythes du jazz en un seul homme, comme chez Chet Baker : la prison, la toxicomanie, l'amour de la vie et la peur de vivre en même temps. Il y a de cela dans ses nuits du Village Vanguard. Il y a surtout

une musique, comme rarement le saxophoniste en a donnée, tranchante, claire, déchirante, débarrassée de cette mièvrerie qu'il a parfois cultivée.

Elvin Jones tient les baguettes, George Cables est au piano, précis, homme du juste moment, comme George Mraz à la contrebasse. Pour ses soirées du Village Vanguard, Art Pepper a écrit de nouveaux thèmes. Pour Lester Koenig (*Blues for Les*, *More for Les*), son producteur, pour Max Gordon (*Vanguard Max*), le patron du club... Entre chaque morceau, Art Pepper parle avant de rentrer, direct, pressé dans les mélodies. Même les ballades sont marquées par une urgence sous-jacente. Et ce n'est alors plus du roman, mais la plus forte expression d'un homme que ses compagnons sont en train de porter à l'un de ses sommets.

Sylvain Siclier

★ Miles Davis Quintet, *The Complete Live at the Plugged Nickel 1965*, 1 coffret de 8 CD Columbia Legacy CKK 66955, distribué par Sony Music.

★ Art Pepper Quartet, *The Complete Village Vanguard Sessions 1977*, 1 coffret de 9 CD Contemporary CCD 4417, distribué par WEA.

CLASSIQUE

ALESSANDRO STRIGGIO
La Coccia - Il Cicalamento delle donne al bucato

ADRIANO BANCHIERI
Festino nella sera del Giovedì Grasso avanti Cena Concerto Italiano, Rinaldo Alessandrini (direction)

VOICI UNE OCCASION idéale de redécouvrir la comédie madrigalesque du XVI^e siècle italien. Dans la lignée de *La Chasse*, de Clément Janquin, *La Coccia*, de Striggio, joue d'une polyphonie savante où les rythmes complexes, les imitations « bestiales » et les onomatopées expressives donnent à voir le spectacle cynégétique comme le finale à sept voix peint avec finesse un coucher de soleil d'une sobre noblesse : la veine populaire reprend pleinement ses droits avec *Le Jacassement des femmes au lavoir*, toute verbale et surenchère polyphonique - jusqu'à la satire - qui n'étudie rien de propos savoureux et triviaux.

Plus proche des partis pris d'Orazio Vecchi, la pièce d'Adriano Banchieri met en scène et en dialogue la fraîcheur du *Plaisir moderne* contre la sévérité de la *Rigueur antique* : c'est un florilège somptueux de madrigaux, villanelles, ballades et courtes histoires, jeux de mots et de sons qui s'enchaînent avec une malice qui brave tous les ridicules et préserve la saveur du goût populaire. L'ensemble de Rinaldo Alessandrini

s'impose par la souplesse des phrases, l'intelligibilité du texte et la composition proprement théâtrale, indispensable pour rendre l'humour de ces pages qui promettent mieux que l'authenticité : un moment de bonheur que seul procure le mariage de la science et de la simplicité. Ph.-J. C.

★ 1 CD Opus 111 OPS 30-137.

CLAUDIO MONTEVERDI
Madrigaux guerriers et amoureux (huitième livre)
La Capella Reial de Catalunya, Jordi Savall (direction)

COMMENÇONS par ce qui ne va pas : Montserrat Figueras chante - comme toujours - trop haut ; les dames ne vocalisent pas avec assez d'agilité ; on peut douter de la pertinence d'une basse de viole dans les *continuos* et regretter amèrement que Montserrat Figueras respire avant son *la* aigu à la fin de *Hor che'l ciel e la terra*, climax où s'épuise l'émotion sensuelle... Cela dit, on tient là l'un des plus beaux enregistrements de la discographie monteverdienne.

Savall possède une qualité assez indéfinissable : l'érotisme musical. Tout ce qu'il touche - lorsqu'il le prépare soigneusement - paraît nimbé d'une densité mystérieuse, d'une profondeur sensuelle incomparable. Les voix sont colorées, et leur disparité apparente (le fruit acidulé de Figueras « contre » le velours moiré de Gloria Banditelli) profite en fait à la lisibilité polyphonique de ces madrigaux dramatiques de Monteverdi. Montserrat Figueras signe le plus émouvant *Lamento della ninfa* du catalogue, auquel peut être comparé celui de la virgine Marie-Blanche de Polignac, accompagnée par Nadia Boulanger (EMI « Références »), statue grecque plutôt que femme souffrante. Mais Monteverdi, comme tout grand génie, supporte les lectures les plus divergentes. R. Ma.

★ 1 CD Astrée-Aurvidis E 8546.

ROCK

MICK HARVEY
Intoxicated Man

DANS le petit monde des groupes de rock underground anglo-saxon, il est du plus grand chic de citer Serge Gainsbourg. Mais le grand public non francophone, lui, continue d'ignorer la richesse de l'œuvre de l'auteur de *Je t'aime moi non plus* (son seul tube international). Mick Harvey s'est donc décidé à jouer les ambassadeurs du grand Serge, en traduisant, pour la première fois, seize de ses chansons. Cet Australien, compagnon de route, au sein des Bad Seeds, du ténébreux Nick Cave, a sans doute senti des correspondances entre son propre spleen et la désinvolture désespérée de Gainsbourg. Les similitudes vocales le laissent à penser. La pi-quant Anita Lane incarne de son côté une Bardot-Bikini crédible.

L'hommage est respectueux et habile. Thèmes, syntaxe et jeux de mots sont finement adaptés. Dans sa sélection, Mick Harvey a privilégié la période « anglaise » (69 *Année érotique*, *Ford Mustang*, *Sous le soleil exactement*) du répertoire gainsbourien, quand, dans la seconde moitié des années 60, ce dernier confiait ses envies d'arrangements baroques aux Britanniques Arthur Greenslade ou David Whitaker. Ironiquement, c'est un Français, Bertrand Burgalat, qui a joué cette fois de l'orchestre à cordes. Apparemment très familier de cet univers, il a contribué avec nuances à la réussite de ce projet. S. D.

★ 1 CD Mute 74321 317902. Distribué par BMG.

THE VELVET
Underground
Peel Slowly and See

L'INFLUENCE du Velvet Underground sur l'histoire du rock, le nombre d'exégèses qu'il a suscitées sont inversement proportionnels au succès commercial que connaît de son vivant le groupe de Lou Reed, John Cale, Maureen Tucker et Sterling Morrison. Le coffret *Peel Slowly and See*, publié aujourd'hui, est à la hauteur de la légende. En ouvrant la boîte blanche, on fracture presque un coffre-fort. Sous un livret de 80 pages luxueusement illustrées, cinq CD aux allures de boîtes de

bandes magnétiques rassemblent la quasi-intégralité de leurs enregistrements studio. Soit les titres de leurs quatre albums « officiels » plus ceux de *VU* et *Another View*, disques *post mortem*, suivis ou précédés d'inédits, brouillons (comme ce *Venus in Furs* chanté par John Cale ou cette version folk d'*Run Run*) ou incunables qui, telle une coupe géologique, disent tout de l'innocence perverse, de l'euphorie créative, de l'humour et des fatigues d'un groupe mythique. S. D.

★ 1 coffret de 5 CD 31452 7887-2. Distribué par Polygram.

MUSIQUE DU MONDE

BOUKMAN EKSPERYANS
Libète (Pran pou'li)

L'EMBARGO, utilisé pour faire pression sur un Etat bafouant la démocratie, est, on le sait, une arme à double tranchant. Le groupe haïtien Boukman Eksperyans en a fait la triste expérience. En juin 1994, faute de médicaments, son bassiste et percussionniste Michel-Melthon Lynch meurt d'une méningite. Deux semaines plus tard, le groupe, en tournée, se voit refoulé des États-Unis, interdits aux Haïtiens non résidents, par un décret du président Clinton. Boukman Eksperyans met le cap sur la Jamaïque, où il enregistre *Libète (Pran pou'li)*, invitant au passage quelques musiciens du cru, dont le saxophoniste Dean Frazer. Premier groupe haïtien à avoir signé pour une grosse compagnie de disques (Mango-Island, en 1991), Boukman Eksperyans est, depuis 1989, le groupe phare de la musique racine, même si d'autres depuis ont fait leur chemin, tel Boukman Ginen (*Déclic/Blue Silver*), des dissidents du groupe. Une musique ancrée dans la culture vaudou, foisonnante de tambours malins et de fissions électriques. Après *Vodou Adjac* (1991) et *Kalfou Danjere* (1992), Boukman Eksperyans signe ici un album d'une luxuriante véhémence, ébouriffé de chœurs fiévreux, mais qui souffre hélas du chant parfois approximatif de son leader, Théodore « Lolo » Beaubrun Jr. R. La.

★ 1 CD Mango CDM117/524 104-2. Distribué par Polygram.

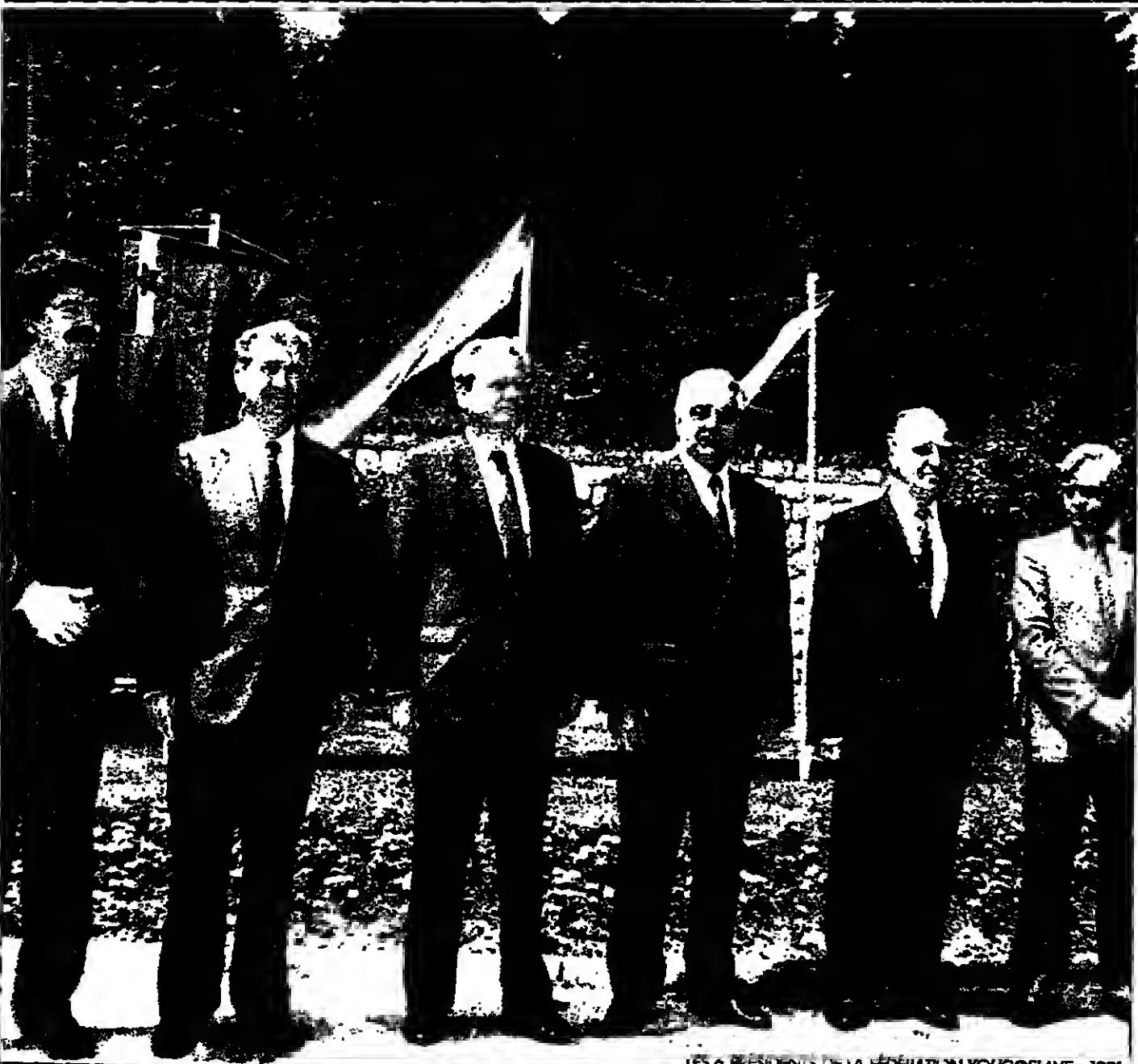
CHANSON

ART MENG0
La Mer n'existe pas

VOIX DE ROCAILLE, romantisme un brin hispanisant, Art Mengo poursuit un voyage intérieur qui nous avait donné le bel *Un quinze août en février*, puis un duo d'amour avec Ute Lemper. *La Mer n'existe pas* (la chanson qui donne son titre au disque) vaut à elle seule que l'on écoute le troisième album du Toulousain : lyrique, moderne, neuf, inventif en solitaire sur un synthétiseur capable de produire des violons harmonieux, des glissades étranges, des douceurs imprévues. Les paroles - courts poèmes où les influences de Léo Ferré (*La Bure*) et d'Etienne Daho (*Laisse-moi partir*) se croisent sans heurt - sont signées Patrice Guirao, les arrangements sont dus à Art Mengo, ici multi-instrumentiste, choriste, compositeur. Cet artisan heureux fait de cette « mer inventée » un bric-à-brac musical aussi charmant qu'un nez de travers, un œil coquet. Art Mengo est strictement l'un des auteurs-compositeurs interprètes les plus originaux, les plus attachants de la nouvelle génération. A côté du style, il y a encore des tics (une façon de pousser la voix vers l'éraillé un peu outré), mais le bonheur de la création, du mambo décalé, des effluves de rumba catalane, des brisures de rap et de l'intelligence. V. Mo.

★ 1 CD Columbia 481166-2.

Le chanteur Charles Trenet, âgé de quatre-vingt-deux ans, vient de publier chez WEA, *Fais ta vie*, son premier enregistrement depuis trois ans. Parmi les douze nouvelles chansons figurent notamment une parodie de jazz new-orleans *Rien à cirer* ou *Le Mur mir*, repris au comique troupier Gaston Ouvrand, ainsi que des compositions d'une veine plus romantique, comme *De tout mon cœur*.



LES 6 PRÉSIDENTS DE LA FÉDÉRATION YOUGOSLAVE - 1991

"JAMAIS ENCORE, TOUS LES INTERVENANTS MAJEURS D'UNE GUERRE EN COURS N'AVAIENT RACONTÉ SIMULTANÉMENT LEUR VERSION DU CONFLIT"

YUGOSLAVIE, SUICIDE D'UNE NATION EUROPÉENNE

LE 30 OCTOBRE, SUR CANAL+, À PARTIR DE 20 H 35.

DANS UN DOCUMENT INÉDIT ET EXCEPTIONNEL, BRIAN LAPPING NOUS LIVRE UNE VÉRITABLE AUTOPSIE DE CETTE GUERRE. UN LONG TRAVAIL D'ENQUÊTE RÉALISÉ PAR PLUSIEURS ÉQUIPES DE JOURNALISTES A PERMIS DE RASSEMBLER ET DE CONFRONTER, POUR LA PREMIÈRE FOIS, TÉMOIGNAGES "POLITIQUES" ET RÉALITÉ QUOTIDIENNE DES HOMMES SUR LE TERRAIN. UN ÉVÉNEMENT.

Pendant qu'on regarde CANAL+ au moins on n'est pas devant la télé.

صبراً من الامل

Après l'information, Europe 1 privilégie la programmation musicale

GRAND AXE du programme de redressement conçu par Denis Jeambar, directeur général de l'antenne, et par son équipe, l'information à Europe 1 a retrouvé ses lettres de noblesse. Depuis septembre, grâce en particulier au travail de Jean-Marie Pontault, qui était spécialiste de l'investigation au Point avant d'arriver en juillet à la station, Europe 1 se distingue, révèle des informations inédites ou donne la parole à des acteurs de la vie politique ou économique qui n'hésitent pas à mettre en cause des tabous établis.

L'information remise sur ses rails, les responsables de la station ont décidé de miser une large réflexion sur la programmation musicale. Un domaine sur lequel elle est restée leader durant vingt ans — personne n'a nubié, même ceux qui ne l'ont pas connu, son fameux « Salut les copains » — mais qui, aujourd'hui, cherche ses marques.

La question reste toutefois posée : de quelle façon la station de la rue François-1^{er} peut-elle aujourd'hui trouver une couleur musicale qui se différencie de celle des autres généralistes mais aussi des radios FM adresses ? En plus du « Top », qui donne chaque samedi le classement des meilleurs achats de la semaine en France, Europe 1 propose actuellement une série d'émissions thématiques musicales comme « La boîte de jazz », « De quoi j'ai le blues » (une balade au cœur du blues) « Le top live » (en direct, les artistes internationaux d'aujourd'hui), « Vinyl fraise » (le rock 'n' roll des années

50 à nos jours)... Des rendez-vous ciblés qui, selon Claude Brunet, directeur des programmes, méritent d'être maintenus. « En revanche, il ne faut pas se contenter de les juxtaposer mais les inscrire dans un flux. Il est indispensable d'utiliser ces émissions régulières comme une source d'information musicale permanente, sur l'ensemble de la grille. »

DIFFÉRENCES

Claude Brunet désire aussi nuancer l'antenne à d'autres musiques. « Europe 1 vise des adultes qui veulent entendre de la musique mais pas trop. Il est donc important, pour eux, que nous leur offrons des artistes qu'ils n'ont pas entendus depuis trente ans mais aussi des musiques qu'ils n'entendent pas ailleurs. Nous ne pourrions nous distinguer qu'en leur proposant autre chose. Je pense que nous pouvons nous permettre de conseiller nos auditeurs, de leur dire, par exemple : voilà ce qu'Europe 1 vous conseille d'écouter en ce moment. »

La station ne veut donc plus se contenter de diffuser, au long de ses journées et de ses nuits, tous les « gold » qui font le succès des autres radios. Elle veut faire découvrir d'autres genres, comme les musiques internationales, instrumentales, ethniques (françaises et mondiales) et les musiques de films. Des airs que les maisons de disques, donc les radios, négligent et dont Europe 1 veut se faire désormais l'écho.

V. Ca.

Le futur siège de France Télévision est de nouveau mis en cause

Critiqué par des députés RPR et UDF, ce site a pour objectif de matérialiser la fusion entre France 2 et France 3

DANS LE CADRE de la discussion budgétaire à l'Assemblée nationale, le futur siège de France Télévision, dans la ZAC Citroën située en bord de Seine, doit les travaux ont commencé en septembre sous l'égide de l'architecte Jean-Paul Viguier, est en butte à des attaques virulentes de la part des députés RPR et UDF.

Après Alain Gritterter (UDF-PR, Val-de-Marne) (le Monde du 27 octobre), cinq députés RPR et UDF, dont Bernard Carayon (RPR,

Tarn), ont dénoncé le principe de ce siège commun en jugeant qu'il « ou gaspillage financier s'ajoute le risque d'une poudrière sociale ».

M. Carayon, président de la ligue des contribuables, estime que « vouloir réunir sur un site unique les personnels de France 2 et de France 3, dont les rémunérations sont très inégales, revient à faire le lit de revendications permanentes dont le téléscripteur paie, à l'occasion des futurs conflits

social, une deuxième fois l'addition. Faut-il rappeler que France 3, avec près de huit cent cinquante journalistes, est le premier employeur de presse derrière l'AFP ? » Dans un communiqué commun du jeudi 26 octobre, Louis de Broissia (RPR, proche d'Edouard Balladur, Côte-d'Or) et Jean-Pierre Elkabbach, répondent à ces attaques en indiquant que le nouveau siège de France Télévision « traduit précisément une volonté de gestion rationnelle des fonds pu-

blics : entièrement financé sur les budgets de France Télévision, il ne nécessitera aucune participation supplémentaire de l'Etat ».

Estimé à 1,7 million de francs, le futur site comprend des studios d'enregistrement, dont l'un destiné à France 2 double sa surface par rapport à celui de l'ancien siège. La formule choisie par le gouvernement (crédit-bail) permet d'établir un financement sans surcoût par rapport aux loyers actuels de France Télévision : seize sites différents dans la capitale. Décidé par le gouvernement Balladur, qui avait notamment choisi le site du 15^e arrondissement dont l'ancien premier ministre est maire, contre Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine), ce choix a toutefois fait l'objet de débats au sein de l'actuel gouvernement.

Après l'élection présidentielle, le cabinet d'Alain Juppé a été tenté de remettre en cause le projet, avant que l'Elysée ne tranche en fin de compte en faveur de la poursuite des travaux. Paradoxalement, le site commun, initié par Hervé Bourges quand celui-ci présidait France Télévision, correspond à une étape dans une fusion « restée au milieu du gué ». Elle est aujourd'hui défendue par ceux qui — comme Jean-Pierre Elkabbach — s'inspirent du rapport de la commission Campet, souhaitant en regroupant les deux chaînes publiques, protéger France 2 ou France 3 de futures velléités de privatisation.

Sylvie Kerviel

Ar. Ch.

Jean-Marie Cavada défend le GIE Arte-La Cinquième

JEAN-MARIE CAVADA, président de La Cinquième, qui a été président du Groupement d'intérêt économique (GIE) Arte-La Cinquième de janvier à juillet, avant de céder ce poste à Jérôme Clément (Arte) en vertu de l'alternance définie entre les deux chaînes, a vivement réagi, jeudi 26 octobre, aux critiques de certains députés de la majorité (Le Monde du 25 octobre) qui estiment que cet organisme n'a pas rempli sa mission.

Au crédit des six premiers mois de fonctionnement du GIE, le président de la chaîne du savoir cite « l'acceptation des remises en service des émetteurs du cinquième réseau, ceux de Dordogne et de Lozère, notamment », ainsi que « l'extension du réseau » à plusieurs villes. Il précise qu'une deuxième phase d'extension « doit porter sur quatre-vingt-quatre émetteurs » et que sept plans départementaux « doivent être également mis à l'étude ». Il a toutefois souligné que « les chaînes attendent toujours le feu vert du Conseil supérieur de l'audiovisuel ».

A propos de la collaboration dans le secteur des programmes, le président évoque « un échange de bandes-annonces », ainsi que des « contrats d'achat de droits et des coproductions » : Orson Welles, L'Homme-orchestre, Hongkong 7-900, Les Boulingrins, Cézanne et Zola, De

Gaulle et Adenauer. Reste que le rapprochement des chaînes proposé par l'amendement de Laurent Dominati (UDF-PR, Paris) n'aurait pas le soutien du gouvernement, même si dans l'entourage du ministre de la culture on considère que « les propositions avancées vont dans le bon sens ».

TRANSFERT

La fusion des crédits d'Arte et de La Cinquième ne paraît pas à l'ordre du jour, mais le gouvernement serait partisan d'un transfert d'une partie seulement des budgets des deux chaînes au GIE (une enveloppe de 200 millions de francs par exemple, qui correspondrait à ses frais de fonctionnement).

Dans ce schéma, La Cinquième et la Sept — partie française d'Arte — pourraient fonctionner en une seule société qui assurerait la production et la diffusion, de 7 heures à 19 heures, de La Cinquième, puis aurait un rôle de fournisseur de programmes à la chaîne culturelle franco-allemande, à partir de 19 heures. Toutefois, cette construction impliquerait une remise en cause du traité franco-allemand qu'on ne semble pas prête à accepter outre-Rhin.

TF 1	FRANCE 2	FRANCE 3	M 6	CANAL +	LA CINQUIÈME
12.50 Magazine : A vrai dire. 13.00 Journal, Météo, Traffic Infos. 13.30 Magazine : Femmes. 13.40 Feuilleton : Les Feux de l'amour. 14.25 Feuilleton : Dallas. 15.25 Série : La loi est la loi. 16.15 Jeu : Une famille en or. 16.45 Club Dorothée. 17.15 Série : Les Mouches ; Clip ; Jeux. 17.25 La Philo selon Philippe. 17.55 Série : Les Nouvelles Filles d'à côté. 18.25 Série : Le Miracle de l'amour. 19.00 Série : Alertes à Malibu. 19.50 Les Pourquois de M. Pourquoi. 20.00 Journal, La Minute hippique, Météo, Traffic Infos.	12.10 Jeu : Les Z'amours. 12.45 Météo (et 13.40). 12.59 Journal, Transit (et 0.30). 13.40 Point route. 13.50 Série : Derrick. 14.50 Série : Solo. 15.45 Variétés : La Chance aux chansons (et 5.00). 16.45 Des chiffres et des lettres. 17.15 Série : Les Premières Fois. 17.45 Série : Génération musique. 18.10 Série : Le Prince de Bel-Air. 18.43 Jeu : Que le meilleur gagne. 19.15 Bonne nuit les petits. 19.20 Studio Gabriel (et 2.15). 19.59 Journal, Météo, Point route.	12.45 Journal. 13.05 Jeu : Tout en musique. 13.40 Série : Simon et Simon. 14.30 Série : Magnum. 16.10 Feuilleton : Le Don mauduit (5/6). 16.40 Les Miroirs. Le Châlier de Taz ; Sandokan ; Batman. 17.50 Série : Les deux font la loi. 18.20 Questions pour un champion. 18.50 Un livre, un jeu. Du malheur de trop penser à soi, de Georges Picard. 18.55 Le 19-20 de l'information. 19.08 Journal régional. 20.05 Jeu : Fa si la chanter. 20.35 Tout le sport.	12.25 Série : La Petite Maison dans la prairie. 13.25 Téléfilm : Le Jeune Harry Houdini. De James Orr, avec Will Weston. 15.00 Boulevard des églises (et 1.15, 5.45). 16.30 Variétés : Hit Machine. 17.00 Série : Classe maîtresse. 17.30 Dessin animé : Tintin. Le Lotus bleu (2/2). 18.00 Série : Highlander. 19.00 Série : Lois et Clark, les Nouvelles Aventures de Superman. 19.50 Sport : Voile. 19.54 Six minutes d'informations, Météo. 20.00 Série : Notre belle famille. 20.35 Capital 6 (et 23.25).	12.28 Court métrage : Crime pas les blases. De Laurent Pawlowsky. 12.30 La Grande Famille. 13.40 Le Journal de l'emploi. 13.45 Cinéma : Casque bleu. Film français de Gérard Jugnot (1994). 15.25 Série : Babylon 5 (15/22) Héritages. 16.05 Surprises (et 17.45, 22.00, 5.30). 16.15 Cinéma : Les Parapluies de Cherbourg. Film français de Jacques Demy (1963). 17.55 Dessin animé : Les Mutoches. 18.00 Le Dessin animé : L'Inogoud. En CAJUSQU'A 20.35. 18.30 Magazine : Cyberflash. 18.40 Nulle part ailleurs. (et 19.10). 19.30 Flash d'informations (et 21.55). 19.40 Zélorama, le contre-journal. 19.55 Les Guignols. 20.30 Le Journal du cinéma. Présenté par Isabelle Giordano.	12.30 Atout savoir. 13.00 Les Yeux de la découverte. 13.25 Le Journal du temps (et 18.57). 13.39 Documentaire : Les Marbrés de l'Argonne (écrit par...). 14.30 Documentaire : Les Marbrés de l'Argonne (écrit par...). 15.30 Qui vive l'ORL chez l'enfant. 15.45 Allô ! La Terre. 16.00 La Naissance (5/5). 16.00 La Preuve par cinq. (5/5). 16.30 Les Merveilles de l'univers. 17.00 Rintintin. Rintintin et la mère d'O'Hara. 17.30 Les Enfants de John. 18.00 L'Amour en questions. 18.15 Magazine : Cinq sur cinq. 18.30 Le Monde des animaux.
20.50 Feuilleton : Sandra, princesse rebelle (8/8). Débarque, de Didier Albert.	20.55 Téléfilm : Malignet. Malignet et les témoins récalcitrants, de Michel Sibra d'après Georges Simenon, avec Bruno Cremer.	20.50 Magazine : Thalassa. Tides de bois, de Nicolas Gabriel et Guy Nèvers.	20.40 Téléfilm : La Nuit du mensonge. De Lou Antonio, avec Jacklyn Smith, Ben Gazzara. Une femme découvre que son mari, riche éditeur, a une aventure avec une call-girl. Après une franche explication avec son épouse, celui-ci accepte de rompre avec sa maîtresse. Quelques jours plus tard, cette dernière porte plainte pour coups et blessures.	20.35 Téléfilm : La Maison de verre. De Rainer Bar.	19.00 Série : Ivanhoe (15/25) Femmes en armes, de Pennington Richards, avec Roger Moore. 19.30 Documentaire : La Chasse au renne en Sibérie. D'Enk Zymen. 20.30 812 Journal.
22.30 Magazine : Sans aucun doute. Présenté par Julien Courbet. La fausse monnaie ; Les abus de licenciement avec Arlette Laguiller et Gérard Bourgois ; Les dangers de l'alcoolisme. 0.10 Magazine : Formule foot. 15 ^e journée du Championnat de D1. 0.45 Musique : Minuit, l'heure du clip. Compil : Line Foly ; 1.25 : Laser ; 2.20 : Vinyl. 2.50 Journal, Météo. 3.05 Programmes de nuit. Le Vignoble des maudits, 4.05, TF 1 nuit ; 4.15, L'Aventure des plantes ; 4.45, Musique ; 5.05, Histoires naturelles.	22.35 Bouillon de culture. Présenté par Bernard Pivot. La Trappe : pourquoi se rebeller du monde ? Invité : Dom Marie Gérard Dubois ; Michel Del Castillo ; Jean-Noël Vuarnet. 23.40 Magazine : Géopolis. Poly-nésie, derrière la plage, de Jean-Marc Bordes, Agnès Vorhannan et Dominique Merlin. 0.35 Journal, Météo. 0.45 Les Films Lumière. 0.50 Magazine : La 25 ^e Heure. Chargée de famille, d'Ingrid Gogny. 2.45 Programmes de nuit. Envoyé spécial (rediff.) : 4.20, 24 heures d'info ; 4.30, jeu ; Pyramide, 5.50, Dessin animé.	21.50 Magazine : Faut pas rêver. Présenté par Sylvain Augier. Invité : Michel Blanc. Irlande : une vie de chien ; France : un secret de taille, Chine : les Miao à longues cornes. 22.50 Météo, Journal. 23.20 Magazine : Pégase. Red Rag (1995) ; Salis au pays des merveilles. 0.15 L'Heure du golf. L'Alfred Dunhill Cup à St-Andrews. 0.45 Feuilleton : Dynastie. 1.35 Musique : Graffiti. Dance : Nature morte au café Pingouin, de David Birtley, musique de Simon Jeffes, par le Royal Ballet de Londres (45 min).	22.35 Série : Aux frontières du réel. Aubrey. 23.35 Magazine : Sexy Zap. 0.15 Dance Machine Club. 0.45 Hit Dance. 3.00 Rediffusions. E = M 6 ; 3.25, Fanzone ; 3.50, Barbara Streisand ; 4.45, Mode 6 ; 5.15, Starnews.	22.15 Magazine : Jour de foot. 23.00 Cinéma : Meurtre mystérieux à Manhattan. Film américain de Woody Allen (1993). 0.45 Cinéma : Le Bon Film. Film américain de Joseph Ruben (1993, v.o.). 2.15 Cinéma : Petits arrangements avec les morts. Film français de Pascale Ferran (1994).	20.40 Téléfilm : La Roi magique. De Peter Smith. 21.45 Documentaire : Cartes d'identité. Scandinave-Sig Björkman, de Sig Björkman (v.o.). 22.40 Cinéma : Eraserhead. Film américain de David Lynch (1976, N., v.o.). Avec John Nance, Charlotte Stewart, Allen Joseph. 0.10 Cinéma de poche. Le Temps des cinéphilas. (1/2) Quand le spectateur était roi. Documentaire d'Hélène Mochiri et Claude-Jean Philippe. 1.05 Documentaire : La Chute du Mur, une chronique (5/12). 1.20 Documentaire : La Chute du Mur, une chronique (6/12). 1.35 Magazine : Transit. Bosnie : en attendant la paix. Mostar-Est, une ville coupée en deux. Vivre ensemble malgré la guerre à Sarajevo : Portrait d'un général serbe de l'armée bosniaque. Les Sentinelles de Sarajevo (rediff. 65 min).

CÂBLE

TV 519.00 Paris l'umière invite : Arno Klarsfeld, 19.25 Météo des cinq continents (et 21.55). 19.30 Journal de la RTR. En direct. 20.00 Fort Boyard 21.30 Le Carnet du bouillonneur. 22.00 Journal de France 2. Edition de 20 heures. 22.40 Taratata. Rediff. de France 2 du 22.10.23.50 Source libre. 0.30 Journal de France 3. Edition Soir 3.10 Visions d'Amérique (15 min).
PLANÈTE 19.15 Tatouos. De Cassie Texier. 19.40 Couture (6/6) Yves-Saint-Laurent. De Gina et Jeremy Newson. 20.35 : Tolken, un portrait de John Ronald Reuel. Tolken. De Derek Bailey. 21.25 Le Pouvoir des mers. (2/6) Dommer les vagues. De Nigel Turner. 22.25 Portraits d'Alain Cavalier. L'Orange. D'Alain Cavalier. 22.40 Carnet de baldu rêve à la passion. De Sophie Lagrange. Serge Minkoff. 23.30 L'Agence des secrets d'œuvre. (7/13) L'Aléon de requiem. De Jean Queirat et Benoît Segur. 23.45 L'Ardeur la mémoire d'un peuple. De Claude Fleutot. 0.35 Lonely Planet. (11/13) Zimbabwé, Botswana, Namibie. De Steven Lanthier. (50 min).
PARIS PREMIÈRE 19.00 Totallement cinéma. 19.30 Stars en stock. 20.00 20 h Paris Première. 21.00 A bout portant. 21.50

Musiques en scènes 22.20 Opéra : Une vie pour le tsar. De Mikhaïl Ivanovitch Glinka. Enregistré au Théâtre du Bolchoï à Moscou, en juin 1992.
CANAL 17.25 Comte Mordicus. 17.50 Les Fables géométriques. 18.00 Solvège. 18.05, Rébus ; 18.10, Dodo, le retour ; 18.15, Le Journal des bons plans du week-end ; 18.20, Série : Les Aventures de Black Beauty ; 18.50, Or et Oum ; 19.00, Extra large ; 19.15, Tip top clip ; 19.25, Série : Mission top secret ; 19.50, Tip top clip.
CANAL JIMMY 20.00 The Muppet Show. Invité : Sylvester Stallone. 20.25 Série : Les Enchevêtrements. La Fugitive. 21.45 Le Meilleur du pire. 22.15 Chronique moscovite. 22.20 Série : Dream On. 22.50 Série : Seinfeld. 23.15 Top bab. 23.55 Série : New York Police Blues. 0.45 Série : Lucky Luke. Le Train fantôme (55 min).
SÉRIE CLUB 19.00 Série : Chapeau melon et bottes de cuir (et 23.15). Les Chevaliers de la mort. 19.50 Série : Cher oncle Bill. 20.15 Série : Skippy le kangourou. 20.45 Série : Spécial Branch (et 0.10). 21.40 Série : Les Espions. Les Miroirs de la haine. 22.30 Série : 200 dollars plus les frais. 1.00 Série : Mission impossible. Traitement de choc (45 min).
MCM 19.00 Zoom zoom (et 19.45, 20.00). 19.15 Rebel TV. 19.55 Mangazone. 21.00

Passengers. 22.00 L'Invité de marque. Vero-nique et Christopher Sanson. 22.30 MCM Dance Club. 0.30 Rave On (90 min).
MTV 19.00 VI Naomi Campbell. 20.00 Greatest Hits. 21.00 Most Wanted. 22.30 Beats and Butt-Head. 23.00 News at Night. 23.15 et 23.30 Partyzone (120 min).
EUROSPORT 19.30 Eurosportnews. (et 1.00). 20.00 Tennis. Tournoi messieurs d'Essen (Allemagne). Quarts de finale. En différé. 22.00 Formule 1. Résumé Grand Prix du Japon : essai, à Suzuka. 22.00 Tennis. En différé. Tournoi messieurs d'Essen (Allemagne). Quarts de finale (120 min).
CINÉ CINÉFIL 18.45 Crime passionnel. Film américain d'Otto Preminger (1946, N., v.o.). 20.30 Les Liaisons dangereuses. Film français de Roger Vadim (1959, N.). 22.15 Diamond City. Film britannique de David MacDonald (1949, N., v.o.). 23.45 Brade de Durimoor. Film américain de Ricardo Cortez (1935, N., v.o.). 0.40 Le Testament d'Orphée. Film français de Jean Cocteau (1960, N., 75 min).
CINÉ CINÉMA 18.50 Téléfilm : Croire à en mourir. De Stephen Gyllenhaal (1988), avec Rosanna Arquette. 23.00 Hollywood 26.21.00 Chaplin. Film américain de Richard Attenborough (1992). 23.20 Patton. Film américain de Franklin J. Schaffner (1970, v.o., 165 min).

RADIO

FRANCE-CULTURE 20.00 Musique : Le rythme et la Raison. Opéra en France : cinq saisons musicales. 5 L'Opéra de Lyon. 20.30 Le Banquet. L'Opéra. 21.28 Poésie sur parole. Les poèmes de Philippe Soupault (5). 21.32 Musique : Black and Blue. René Urtreger se souvient de Miles Davis. 22.40 Les Nuits magnétiques. La cité interdite : les usines Renault de Boulogne-Billancourt. 4. Les temps des censes. 0.05 Du jour au lendemain. Alain Naudaud (Le Livre des météorites). 0.50 Musique : Coda. Seule la voix (5). 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).
FRANCE-MUSIQUE 20.00 Concert franco-allemand. Donné les 15 et 16 octobre au nouveau Gewandhaus de Leipzig et émis simultanément sur les radios de Francfort et de Saxe-brunck, par l'Orchestre symphonique de la Radio de Leipzig, dir. Marcello Viotti : Métamorphoses symphoniques sur Gesualdo, de Baur ; Concerto pour violon et orchestre n° 2, de Bartók ; Symphonie n° 2, de Beethoven. 22.00 Salsa. Thomas Hampson, ténor. Trois mélodies en français, de Rossini ; Pêcheurs de perles. Air des pêcheurs de perles (Acte II, de Bizet, par l'Orchestre national du pays de Galles, dir. Carlo Rizzi. 22.25 Dépêche-notes. 22.30 Musique pluriel. Œuvres de Schanno,

Takemitsu, Boulez. 23.05 Ainsi la nuit. Quatuor pour piano et cordes n° 1, de Mozart, par les membres du Quatuor Guarnieri ; Fantaisie pour piano D 760 Wandering, de Schubert ; Sonate pour violon et piano Ballade d'Ysaye. 0.00 Jazz club. En direct du Duc des Lombards. Le Trio de Jimmy Gourley, guitare, avec Dominique Lemerle, contrebasse, Philippe Combelles, batterie. 1.00 Les Nuits de France-Musique. Programmes Hector.
RADIO-CLASSIQUE 20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Le violoniste Arthur Gruniaux. Sonate pour piano et violon K 454, de Mozart ; Clara Haskil, piano ; Concerto n° 1 pour violon BWV 1041, de Bach, par The English Chamber Orchestra, dir. Raymond Leppard ; Fantaisie n° 1, de Beethoven ; Concerto n° 2 pour violon, de Mendelssohn, par l'Orchestre du Concertgebouw d'Amsterdam, dir. Bernard Haitink ; Sonate pour violon et piano, de Lelau, Riccardo Castagnone, piano. 22.30 Les Soirées... (Suite). Quintette La Truite D 667, de Schubert, par le Trio Gruniaux, contrebasse ; Ouverture sur des thèmes populaires roumains, d'Enescu, par l'Orchestre symphonique de la Radio roumaine, dir. Horia Andreescu ; Concerto A la mémoire d'un ange, de Berg, par l'Orchestre du Concertgebouw d'Amsterdam, dir. Igor Markevitch ; Sonate n° 1 op. 12 n° 1, de Beethoven ; William Kapell, piano. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► Signifié dans le Monde radio-télévision ; ◻ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■ Ne pas manquer ; ■ Chef-d'œuvre ou classique.

صوتنا من الداخل

M 6 enquête dans les coulisses de la restauration

Les caméras du magazine « Capital » se sont immiscées dans les cuisines collectives et dans celles des chefs pour mettre au jour les pratiques, avouables ou non, de la profession

LA RESTAURATION d'aujourd'hui n'a plus rien, ou presque, d'artisanal. Et même lorsqu'on croit revenir à la cuisine de grand-mère, la technologie trahit au tournant les œufs du cassoulet-maison. « Capital », le magazine d'Emmanuel Châin, qui n'a pas peur de déranger, assène la douloureuse vérité : les chaînes de restauration (comme Bistrot, Chez Margot ou L'Ecluse) vendent de la cuisine confectionnée en partie sous vide que leurs chefs se contentent de réchauffer au bain-marie.

Pire ! Les omelettes, crêpes brûlées, crèmes anglaises et autres sauces ou bouillons, ne sont plus désormais que des poudres d'aliments déshydratés qui ne demandent qu'un peu d'eau ou de lait pour ressembler à leurs authentiques modèles. C'est la cuisine d'assemblage. De la moitié aux trois quarts des plats inscrits à la carte sont sous vide, ou surgelés, ou déshydratés.

Pourtant, ces méthodes ont plu-

PLUS VITE, LA BLANQUETTE À L'ANCIENNE!



seurs avantages : gains de temps, d'espace, de personnel. Le goût reste acceptable, même pour des papilles raffinées. Mais encore, ces produits permettent aux restaurateurs de respecter la loi, très stricte en matière d'hygiène, sans investir dans de coûteuses chambres froides.

LA CASTE DES TROIS-ÉTOILES En six reportages, « Capital » décrypte les pratiques et les recettes d'une profession en constant renouvellement, contrainte à l'innovation afin de renouveler sa clientèle. Les images nous emmènent sur

la chaîne des Planet Hollywood, immergés dans le monde du cinéma, avec ses parrains : Sylvester Stallone et Arnold Schwarzenegger. Dans un tout autre registre, haut de gamme, on découvre les séminaires de cuisine française, au prix élevé, dans un château de Bourgogne. Sans oublier le reportage plus alarmant sur les cantines scolaires, dont les repas bon marché cachent une alimentation plutôt pauvre. Enfin, les bars-tabacs et les cafés de la capitale, que contrôlent en partie des Aveyronnais, ne sont pas oubliés. Dans la restauration aussi, l'argent reste le nerf de la guerre. La

troisième étoile du Guide Michelin, cette récompense dont tout cuisinier rêve dès ses débuts, fait littéralement exploser le chiffre d'affaires de ceux qui l'obtiennent. Mais attention ! Pour faire partie des vingt privilégiés de ce qui est devenu une véritable caste, et pour y rester, une cuisine délicieuse doublée d'un service impeccable ne suffisent pas. Il faut un cadre exceptionnel.

Pour obtenir la célèbre distinction, Bernard Loiseau (la Côte d'Or, à Saulieu) et Marc Veyrat (l'Auberge de l'Eridan, à Veyrier-du-Lac) se sont endettés plus que de raison. Et comme, paraît-il, la grande cuisine ne « nourrit pas son homme », les deux chefs ont trouvé d'autres astuces : la publicité, la médiatisation, l'hôtellerie, ou encore une boutique-souvenir. 0 faut parfois utiliser tous les moyens pour faire face aux échelons des banquiers.

Ce numéro de « Capital » intéressera particulièrement les Français, amateurs de bonne chère et curieux des choses de l'argent. En mettant au jour ce monde impitoyable, où l'hypocrisie et le notabilisme côtoient la qualité et l'innovation, l'émission fera peut-être des consommateurs attentifs et avisés. On peut manger de la cuisine sous-vide chez soi sans avoir envie d'en déguster au restaurant !

A. O.

★ « Capital » : Restaurants, des recettes en or ». M 6, dimanche 29 octobre à 20 h 40, rediffusion mardi 31 à 23 h 40.

Cigale et fourmi

par Luc Rosenzweig

ILS ONT GAGNÉ ! Les étudiants de Rouen peuvent pavoiser et remercier Alain Duhamel d'avoir évoqué leur cas les yeux dans les yeux avec Jacques Chirac, jeudi soir. Ces jeunes gens et jeunes filles que l'on voyait choqués de s'être quelque peu froissés aux matraques policières ont la chance de s'être mobilisés pour des revendications somme toute modestes. En affirmant qu'il fallait trouver une solution pour dénicher au coin d'un budget les douze millions pour cette fac de misère, le président de la République faisait un dernier geste avant fermeture du robinet à finances !

Parce que pour le reste, l'ami Chirac n'arrivait pas les bras chargés de cadeaux pour le bon peuple qui l'avait élu en mai dernier. Ce n'est pas encore le sang et les larmes chuchotées, mais il s'agit tout de même d'un sérieux serrage de ceinture destiné à ramener sur terre les Perrettes et le pot au lait que nous aurions tous eus, président de la République compris. Cigale vous m'avez élu, fourmi je vous reviens aujourd'hui ! Pour négocier ce virage à haut risque, Jacques Chirac devait éviter d'apparaître arrogant et trop sûr de lui : quand votre cote de popularité, ou plutôt d'impopularité, oavigue entre 15 et 20 %, la modestie est de mise. Et on ne peut que constater que le chef de l'Etat n'est pas tombé dans le piège classique du politicien qui prétend contre toute évidence qu'il a toujours eu raison. Culpé

par la main souriante mais ferme d'Alain Duhamel, le Larry King en escarpin, il en a convenu : il avait sous-estimé l'ampleur des problèmes financiers qui l'attendaient sur le perron de l'Élysée !

En fait, Jacques Chirac est un Henri Queuille contrarié. Ce ministre de la III^e République et président du Conseil éphémère de la IV^e, corrézien lui aussi, s'était forgé une philosophie de l'action politique fondée sur l'axiome suivant : il n'est pas de problème qui ne se résolve si on ne le pose pas. Cela lui valut une longévité ministérielle remarquable, et un oubli non moins remarquable dans la mémoire de ses concitoyens. Mais du temps du bon M. Queuille chef de gouvernement, on pouvait se permettre de voir venir. La France s'enrichissait doucement, Jean-Claude Trichet commençait l'école primaire, et Helmut Kohl venait de passer avec succès l'abîme, le bac allemand.

D'un point de vue formel, le président de la République semble avoir trouvé la forme adéquate pour transmettre son message. Après un essai plutôt raté de conférence de presse à l'américaine (debout au pupitre, distribuant la parole aux journalistes nommément désignés), il est revenu au tête-à-tête classique, plus « intime ». Le décor était en tout cas métaphorique. Alain Duhamel et Jacques Chirac étaient installés dans la grande salle des fêtes de l'Élysée, vide. La fête est bien finie. Mais elle n'avait pas vraiment commencé.

SAMEDI 28 OCTOBRE

TF 1

12.50 Météo, Trafic infos, Journal.
13.30 Magazine : Reportages. L'île aux Robinsons, de Jean-Luc Blain et Stéphane Grammont.
14.00 L'homme qui tombe à pic.
14.55 Série : Agence tous risques.
15.55 Série : L'Enfer du devoir.
16.50 Série : Hercule.
17.45 Trente millions d'amis.
18.20 Série : Melrose Place.
19.15 Divertissement : Vidéo gag.
20.00 Journal, Transat, F1, Tiercé, La Minute hippique, Météo.

20.45 Divertissement : Les Années Claude François. Jean-Pierre Foucault retrace la vie et la carrière de Cloclo avec des images d'archives inédites. Avis aux amateurs.

22.45 Téléfilm : Avec les compléments d'Alexa. De Lorenzo Lamas. Un agent de la CIA recherche une ancienne terroriste pour qu'elle l'aide à contrecarrer un trafic de système nucléaire.

0.25 Magazine : Formule F1.
1.05 Journal, Météo.

1.15 Programmes de nuit. Les Rendez-vous de l'entreprise (rediff.) : 1.40, TF 1 nuit (et 2.40, 3.20, 3.55) : 1.50, L'Équipe Couteau en Amazonie : 2.50, Histoire naturelle : 3.30, L'Aventure des plantes : 4.05, Musique : 4.40, Formule 1 à la Une : Grand Prix du Japon en direct de Suzuka.

FRANCE 2

12.59 Journal, Transat, Point route, Météo.

13.40 BFC.

13.45 Magazine : Savoir plus santé. Route : comportements tueurs. Reportages : La Somnolence au volant ; Trois verres en boîte : Ma moto et moi ; Morts à 20 ans ; Autopsie d'un accident ; Giratoires contre points noirs ; Quand les CRS parlent.

14.40 L'ABC des plantes.

14.45 Documentaire : Au cœur de l'Afrique sauvage.

De Tessa Board et Mark Fletcher.

15.40 Magazine : Samedi sport.

15.45, Tiercé, en direct d'Enghien ; 16.00, Gymnastique : Championnat de France à Villeurbanne.

17.40 Série : Mister T.

18.05 Série : Eurocopps.

19.00 Jeu : Fort Boyard.

Avisé par Patrice Laffont et le père Fouras. Avec l'équipe des animateurs et journalistes de France 2 au profit des Restos du cœur.

19.55 Tirage du Loto (et 20.40).

19.59 Journal, Météo.

20.45 Divertissement : Faites la fête.

Présenté par Michel Drucker. Thème de cette douzième émission de la saison : la fête du cinéma.

23.00 Sport : Boxe.

Championnat d'Europe des poids plume : M. Labdouni (France)-B. Hardy (Grande-Bretagne).

0.10 Transat, Journal, Météo.

0.30 Les Films Lumière.

0.35 Programmes de nuit.

FRANCE 3

12.00 Télévision régionale.

12.45 Journal.

13.00 Couleur pays (et 15.05, 16.45).

14.05 Série : Les Nouvelles Aventures de Vidocq.

17.45 Magazine : Montagne.

La montagne du roi Salomon, de Thierry de Lestrade et de Jean-Xavier Vincent de Lestrade.

18.15 Expression directe, CFCF.

18.20 Questions pour un champion.

18.50 Un livre, un jour.

Inventaire Voltaire, par Jean Goulemot, André Magnan et Didier Maseux.

18.55 Le 19-20 de l'information.

19.08, Journal régional.

20.05 Jeu : Fa si la chanter.

20.35 Tout le sport.

20.50 Téléfilm : Une page d'amour.

De Serge Moati, d'après Zola, avec Miou-Miou, Jacques Perrin.

22.25 Les Dossiers de l'Histoire.

L'Affaire Ben Barka, avec les témoignages de Jacques Derogy, Jean François Kahn, Philippe Bernier et le colonel Riville.

23.30 Météo, Journal.

23.55 Magazine : Musique et compagnie.

Présenté par Alain Duault. Phil Glass.

0.55 Musique Gratifi.

Sonnet de Pétrarque, Il Penseroso, de Lisc, par Lazz Berman, piano (15 min).

M 6

12.50 La Saga des séries.

Spécial effets spéciaux.

12.55 Série : Pour l'amour du risque.

14.05 Série : Supercopier.

15.05 Série : Poigne de fer et séduction.

15.50 Série : Pause-café.

17.00 Série : Chapeau melon et bottes de cuir.

18.10 Série : Amicalement vôtre.

19.10 Magazine : Turbo.

Présenté par Dominique Chapatte.

19.54 Six minutes d'informations, Météo.

20.00 Starnews (et 5.45).

Présenté par Veronika Louby.

20.35 Magazine : Hot Forme.

La fatigue.

20.40 Série : Aux frontières du réel.

La Colonie (1/2) et (2/2).

De Nick Mark et Rob Bowman, avec David Duchovny, Gillian Anderson.

Mulder reçoit les avis de décès de trois médecins qui ont tous péri dans d'insupportables incendies. Ces trois hommes étaient de véritables sorciers.

22.45 Série : Les Contes de la crypte.

Dernière limite.

23.15 Magazine : A l'ouest d'Edem.

Présenté par Jean-Edem Haller.

0.30 Série : Les Professionnels.

L'Échec.

1.25 Boulevard des clips (et 6.15).

3.30 Rediffusions.

Fréquentar (Yves Lecoq) : 4.20, Frank Sinatra : 5.15, Culture pub

CANAL +

12.25 Flash d'informations

(et 19.10, 22.55).

12.30 L'Hebdo de Michel Field.

14.00 Sport : Rugby. En direct.

Toulouse-Agen. 7^e journée du championnat de France ; à 14.20, coup d'envoi.

16.05 Téléfilm : Au bout de l'impassée.

De John Kory.

17.30 Surprises.

En clair jusqu'à 20.30

17.40 Dessin animé, Tom et Jerry.

17.50 Dans la nature

avec Stéphane Peyron.

La Mer de Corser, de Pascal Sutra Fourcade.

18.45 Dessin animé, Les Simpson.

Homer le Grand.

19.15 Magazine : C'Net (et 19.50, 20.25).

19.20 C'est pas le 20 heures.

19.55 Magazine : Cyberculture.

20.30 Téléfilm : La Justice des autres.

De Michael Switzer.

22.20 Documentaire : L'Heure de la piscine.

De Valérie Winkler.

23.00 Cinéma : Le Syndicat du crime.

Film chinois (Hongkong) de John Woo (1996).

0.30 Cinéma : Salé sucré.

Film taïwanais d'Ang Lee (1994).

2.30 Cinéma : Une balle dans la tête.

Film chinois (Hongkong) de John Woo (1990).

LA CINQUIÈME

12.00 Défilé.

Les Olympiades (2^e partie).

13.00 Rintintin.

Le Professeur heureux.

13.30 Va savoir.

L'Assemblée nationale. Avec Gérard Klein.

14.00 A tous vents.

«Trance» d'épaves et hautes technologies.

15.00 Documentaire : Matisse.

16.00 Jeux d'encre.

16.30 Mag 5.

17.00 L'Esprit du sport.

Présenté par Daniel Schneidermann et Pascal Clair. Politique et littérature. Invités : Laurent Fabius, Olivier Duhamel, Philippe Meyer.

18.57 Le journal du temps.

ARTE

19.00 Série : Black Adder

(S1)3) Amy ou ennemi 7, de Mandel Fletcher (v.o.).

19.30 Le Dessous des cartes.

Les Consequences de l'indépendance du Québec (rediff.).

19.35 Histoire parallèle.

Premières secousses coloniales. Avec Marc Ferro et Kille Sélasie.

20.30 6 1/2 Journal.

20.40 Série : Monaco France,

l'éternel joli cœur.

16/10 touché par la grâce.

Après avoir été fait chassé de chez lui par sa femme, France tente une retraite spirituelle dans un couvent. Son épouse est victime d'une escroquerie.

21.30 Documentaire :

Gardiens de mon frère.

De Joe Berlinger et Bruce Sinofsky.

En 1990, dans l'état de New York, un paysan est retrouvé mort dans son lit. L'un de ses frères, analphabète, signe des aveux sans en comprendre le sens. Il est inculpé de meurtre, puis il revient sur ses aveux. Les habitants du village organisent sa défense. Comment va se comporter la justice ?

23.15 Magazine : Velvet Jungle.

Les Who. Louise, d'Olivier Legan, avec The Who. The Who : Thirty Years of Maximum R&B. Série : Les Zombes de la stratosphère, de Fred C. Brannon, 14/12) Contraband Cargo (v.o.) ; Close Up : Brigitte Fontaine, par Anne Amiel.

1.00 Téléfilm : Le Roi magique.

De Peter Smith, avec Paul Bowe (rediff. du vendredi 27, 65 min).

CÂBLE

TV 5 19.00 Y'a pas match. 19.25 Météo

des cinq continents (et 21.55). 19.30 Journal

de la RTBF. En direct. 20.00 Série : Julie

Lescaut. De Caroline Huppert. 21.30 Télé-

cinéma. 22.00 Journal de France 2. Edition

de 20 heures. 22.40 Juste pour rire. Rediff.

de France 2 du 2009. 0.10 Bon week-end.

0.30 Journal de France 3. Edition Soir 3.

1.00 Visions d'Amérique. (15 min).

PLANÈTE 19.40 L'Homme technologique.

(1/8) La Naissance de l'outil. De Chris Durlacher.

20.35 Chemins de fer. (1/12) New

York-Los Angeles, côte à côte. De Gerry

Troyan. 21.35 Tattoos. De Cassie Texier.

22.05 Couture. (6/6) Yves-Saint Laurent. De

Gina et Jeremy Newson. 22.55 » Tolkien,

un portrait de John Ronald Reuel Tolkien de

Denk Bailey. 23.50 15 jours sur Planète.

0.15 Le Pouvoir des mers. (2/6) Domier les

vagues. De Nigel Turner (55 min).

PARIS PREMIÈRE 19.00 Top-Flop. 19.30

Stars en stock. 20.00 Eco, éco et quoi ?

20.30 Voitures et bateaux de légende.

22.35 Paris dernière. 23.30 Laurent Violet.

0.25 Concert : Terence Blanchard. Enregist-

tré au festival jazz à Vienne (Isère), en 1994

(95 min)

CANAL J 17.30 Série : Les Chasseurs

d'étoiles. L'Appel. 17.55 Capitain J. 18.00

Montre-moi ta ville. Berlin. 18.15 Regarde le

monde. 18.30 Tarmac. 19.00 Série : Les

Twist. Un rouge à lèvres à surprises. 19.30

Momo et Ursula. 20.00 Willy le moineau.

CANAL JIMMY

Radical All Stars

par Pierre Georges

ET JACK LANG, dans tout cela ? Bon, d'accord, il s'active. Il écrit sur les femmes. Il enseigne aux jeunes. Il gouverne Blois. Il fait quelques télévisions. Il visite les présidents de la République. L'ancien comme le nouveau. Et il est chargé, au sein du PS nouveau, d'une mission importante sur la prospective.

Mais encore ? Officiellement, rien. Officieusement, beaucoup. Un peu comme en football, la ville bruisse de rumeurs de transfert. Jack Cantona Lang pourrait muter vers un nouveau club, le Radical All Stars, fine équipe en péril. Le président Hory a été convié à faire valoir ses droits au retrait et à la modestie. Et l'avant-centre Tapie reste sous la menace d'une suspension. Pour match truqué et autres accommodements avec le jeu.

Radical, donc, chercherait une vedette. Et Jack Lang, qui, en fait de mission sur la prospective, s'intéresse fort normalement à son avenir, chercherait une équipe. Marions-les alors ! Dans l'urgence des besoins réciproques, voilà comment est née la rumeur, alimentée il est vrai par quelques confidences et quelques radicales agapes.

Le Point notamment, dans sa dernière livraison, levait ce thème à la royale. Non sans fournir des indices troublants. D'abord, c'est un fait patent, Bernard Tapie et Jack Lang s'aiment d'amitié. Chacun aura en mémoire ce tableau émouvant, façon soir de drame à Sedan. Quand la mitraille et les balles, à l'Assemblée, déchiquetaient l'habit parlementaire du brave soldat Tapie, un homme, un seul, est venu ostensiblement prendre le proscrit dans ses bras et lui tenir les mots qui aident à

mourir. Ensuite, c'est une évidence, ces hommes-là se reconnaissent, se hument, se flairent. A bête de scène, bête de scène et demi. Tapie-Lang, même combat, même théâtre, même registre. Que l'un abandonne son rôle, pour cause indépendante de sa volonté, l'autre pourrait le reprendre au pied levé. Au risque d'ailleurs, pour le premier, de se faire détroisser.

Mais c'est la loi du genre et du jeu politique. Jack Lang est sans emploi, sans créneau, renvoyé au magasin des accessoires en son vieux théâtre Solferino dont le nouveau régisseur n'est guère parageux. Il pourrait donc aller chercher ailleurs son salut, la rentrée des artistes. Radicalement sienn.

Rien n'est fait encore. Jack Lang dément. Obstinément, farouchement, constamment. Et à Radical, où il ne compte pas que des amis, certains se chargent déjà de lui tailler un costume de scène. Sur mesure, un bel habit à la Tapie ! Mais il n'empêche. L'idée fait son bonhomme de chemin. Contre vents et démentis. Sans doute parce qu'on ne prête qu'aux grands acteurs, on prête beaucoup à Jack Lang.

C'est tout juste si Claude Leclerc ne l'a pas convoqué pour un casting. Le cinéaste, un connaisseur, a confié à *l'Info* l'histoire qu'il tenait de Bernard Tapie : « Un acteur formidable. Du caractère, le sens de la séduction et un charme fou. » Pour dire, Tapie le magnifique a tourné un bout d'essai avec Fabrice Luchini : « Ils furent époustouflants ! » Même que s'il organisait, lui Leclerc, des combats de boxe, « ce serait le combat du siècle ». Ah ! que n'a-t-il testé, pour *Radical* ! le retour, Jack Bombardier Lang !

SOMMAIRE

INTERNATIONAL

Russie : interrogations sur l'état de santé de Boris Eltsine 2
Croatie : le parti de M. Tudjman espère un triomphe aux élections législatives 3
Afrique du Sud : le président Mandela refuse d'étendre le champ de l'amnistie 4

FRANCE

Elysée : l'intervention télévisée du président de la République 5 à 8
Politique : un entretien avec Edouard Balladur, député (RPR) de Paris 9

SOCIÉTÉ

Éducation : le malaise des universités 10
Affaire Pechiney : rejet du pourvoi en cassation d'Alain Boubill et de Samir Taboussi 11

HORIZONS

Enquête : le Québec entre fleur de lys et feuille d'érable 12
Débats : Dési québécois, tropisme américain et enjeu européen, par Denis Ducas ; Des souverainistes parlent aux Français, par Pierre de Bellefeuille ; Au courrier du Monde Editorial : l'Allemagne et son armée 13

BOURSE

Cours relevés le vendredi 27 octobre, à 10 h 15 (Paris)

PERMETTURE	015 PLACES ASIATIQUES
Tokyo Nikkei	17726,20 -1,36 -12,09
Hong Kong index	9774,48 -0,68 -19,33
Tokyo Nikkei sur 3 mois	17726,20 -1,36 -12,09

DEMAIN dans « Le Monde »

LA FRANCE, LA GRANDE-BRETAGNE ET L'EUROPE : dimanche et lundi, Jacques Chirac et John Major présideront à Londres un sommet franco-britannique. A cette occasion, *Le Monde* publie un entretien avec deux chercheuses en science politique.

Tirage du Monde daté vendredi 27 octobre : 499 209 exemplaires

Le franc se redresse face au deutschemark après les déclarations de Jacques Chirac

La Bourse de Paris a ouvert en baisse de 0,30 %

LES INVESTISSEURS ont-ils été rassurés par les déclarations de Jacques Chirac qui manifestement cherchait avant tout à les convaincre de sa volonté de réduire les déficits budgétaires et sociaux ? Les premières réactions étaient favorables. Vendredi 27 octobre, en début de journée, le franc se redressait nettement face au deutschemark et gagnait plus d'un centime à moins de 3,50 contre 3,5165 la veille.

Une hausse d'autant plus précieuse que le contexte est peu favorable. Après s'être envolé au moment de l'hospitalisation de Boris Eltsine, le dollar a été victime d'un nouvel accès de faiblesse dans la nuit de jeudi à vendredi ce qui par ricochet renforce le mark, monnaie refuge, et affaiblit le franc. Le billet vert qui s'échangeait vendredi matin à 101 yens, 1,39 mark et 4,88 francs a souffert de la chute du peso mexicain qui a abandonné 5,7 % jeudi soir face au dollar. Dans la

foulée, Wall Street a perdu plus de 1 % et vendredi Tokyo a cédé 2,2 %. La Bourse de Paris a commencé la journée sur une baisse de 0,30 %.

« ÉLÉMENT DE CONFIANCE »

Il va de toute façon falloir un peu de temps aux investisseurs pour se convaincre, non plus de la volonté, mais de la capacité du gouvernement à réduire les déficits budgétaires et sociaux. Les marchés attendent des actes, tout comme la Banque de France qui peut tout de même se targuer d'avoir remporté un joli succès. Son gouverneur, Jean-Claude Trichet s'est d'ailleurs exprimé vendredi de saluer les propos de M. Chirac. « Ce qui est important, c'est que le président l'a affirmé (la priorité de la réduction des déficits) avec beaucoup de force, beaucoup de solennité et je crois que c'est un élément de confiance d'une importance très grande », a-t-il déclaré sur RTL. La Banque de

France affirme depuis deux ans que le principal problème de la France vient de l'importance des déficits. Il y a neuf mois le candidat Jacques Chirac déclarait pourtant : « le gouverneur de la Banque de France n'est pas là pour indiquer ou gouverner quelle est la politique qu'il doit mener ». Depuis, le discours a changé du tout au tout. « La France a un problème qui n'est pas de nature économique, notre économie se porte bien, elle est dynamique, vigoureuse et elle exporte, elle a un problème financier, elle a des déficits », a expliqué jeudi M. Chirac.

En tout cas, le Conseil de la politique monétaire de la Banque de France (CPM) a ignoré, jeudi 26 octobre, l'appel à la baisse des taux lancé par le gouvernement. « Notre impatience, c'est la baisse des taux d'intérêt », a affirmé à plusieurs reprises Jean Arthuis, le ministre des Finances. Le CPM a choisi, à l'issue de sa réunion bi-mensuelle, de maintenir inchangé

le niveau de ses taux directeurs et a laissé en place le dispositif de crise instauré le 9 octobre pour protéger le franc. Le taux des prises en pension à vingt-quatre heures reste fixé à 7 %.

Un immobilisme qui a provoqué quelques mouvements d'humour dans les rangs de la majorité. Selon Pierre Leblouche (RPR), « la raison pour laquelle les taux d'intérêt français sont supérieurs de trois points aux taux allemands, c'est que nous essayons de maintenir une parité qui est à moins sens trop élevée par rapport à nos intérêts commerciaux et à la réalité économique ». Jacques Myard (RPR) a quant à lui accusé le gouverneur de la Banque de France d'être « l'oyatollah du monétarisme le plus borné ». Un débat sur la politique monétaire qui après les déclarations du Président de la République semble vraiment devenu de pure forme.

Eric Leser

« Un peu Churchill, un peu de Gaulle »

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE, les députés qui examinaient, dans la soirée du jeudi 26 octobre, le budget de la santé, ont pu profiter de l'inter interruption de la séance, entre 20 h 15 et 22 heures, pour suivre en direct l'intervention télévisée du président de la République.



La priorité affichée à la réduction des déficits, assortie de quelques regards pour les parlementaires qui œuvrent en ce sens, est venue à point nommé fournir quelques arguments supplémentaires à Jean-Pierre Thomas (UDF-PR, Vosges), qui s'appretait à défendre devant Elisabeth Hubert, ministre de la santé et de l'assurance-maladie, ses amendements de réduction des dépenses publiques.

A la fin de la séance, M. Thomas affichait une mine réjouie, persuadé d'avoir reçu l'adhésion présidentielle. « Le président a fait clairement référence aux travaux de l'Assemblée nationale et au plan d'économie que nous devons réussir, observait-il. J'ose espérer que les ministres démentiront certains de nos collègues auront bien entendu ce message (...). Nous sommes en phase avec l'opinion, et c'est aujourd'hui la priorité absolue. »

Son collègue de la Vienne, Jean-Yves Charnat (RPR), a lui aussi apprécié les propos présidentiels. « Edouard Balladur ne disait pas autre chose pendant la campagne, a-t-il souligné. Jacques Chirac a reconnu la réalité unique.

Tout n'est pas possible tout de suite. A un moment donné, il faut déchirer le rideau. » Finalement, constatait M. Charnat, Alain Juppé a été un sherpa qui a débroussaillé le terrain pendant six mois, pour permettre à Chirac de parler aujourd'hui de rigueur en étant compris. »

Pour Jean-François Mattei, député (UDF) des Bouches-du-Rhône, l'intervention télévisée du chef de l'Etat a opportunément clarifié les rapports entre Jacques Chirac et son premier ministre. « Jacques Chirac a pris de la hauteur, affirmait-il. C'est la fin du « tandem ». On sait très bien qu'il se situe à un autre niveau qu'Alain Juppé, il n'a pas duré. Il est enfin pleinement dans son rôle. En reconnaissant la nécessité, de la rigueur, le président de la République, selon M. Mattei, « ne fait que reprendre à son compte une partie du message de sa majorité, il ne se renie pas ». « L'opinion peut le comprendre, car le message social n'est pas pour autant oublié », observait le député des Bouches-du-Rhône.

PÉDAGOGIE

« C'est un peu Churchill - le sang et les larmes - et un peu de Gaulle : Français, aidez-moi ! », observait par Simone Rignault, député (RPR) de la Nièvre. « On est obligé d'arrêter de rêver, continuait-elle, c'est ce que l'on appelle la douloureuse entrée dans le réalisme. » M. Rignault se disait toutefois « convaincue » que le message présidentiel sera compris de l'opinion. « Les Français ont besoin de savoir où ils vont. Le président est totalement entré dans son rôle. Il est déterminé et nous demande de lui

faire confiance. La lutte contre l'exclusion est difficile, elle n'est pas abandonnée », affirmait-elle, bien déterminée à essayer, à son tour, « d'aller expliquer tout cela aux gens. »

François Guillaume (RPR, Meurthe-et-Moselle) a vu dans l'intervention du chef de l'Etat « une démarche pédagogique tout à fait intéressante ». « Les choses sont plus claires », affirme l'ancien président de la FNEA et ancien ministre, tout en regrettant d'être « resté un peu sur [sa] faim » au sujet de l'Europe. « Je suis d'accord avec le principe d'une Union élargie, disait-il, mais encore faut-il en fixer les étapes et les modalités : on ne peut pas accepter brutalement le uns et les autres. » D'autre part, continuait M. Guillaume, nous sommes à la veille d'une conférence intergouvernementale. « Je ne vois pas très bien quelle est la position française sur le changement d'institutions qui est envisagé. »

Faire œuvre de pédagogie. Vendredi matin, Etienne Finte, député RPR des Yvelines, n'avait pas abandonné ses réserves. Sur la forme, rien à dire. Pour l'Élu de Versailles, proche de Philippe Séguin, « le président a fait preuve de deux trois reprises d'humilité en reconnaissant qu'il avait sans doute sous-estimé les difficultés. C'est un point positif ». Sur le fond, M. Finte s'avouait pen convaincu. De la rigueur, oui, c'est nécessaire, estimait-il, mais pourquoi ne pas toucher aux taux d'intérêt ? « C'est le retour à une ligne de franc fort. Je ne pense pas qu'un pourro tenir cette stratégie. »

Récit de la séquence France

Les réactions

● Alain Madelin : l'ancien ministre de l'économie et des finances, député (UDF-PR) d'Ille-et-Vilaine, a estimé vendredi sur France-Info, que M. Chirac avait « clairement fixé le cap » de « réformes de fond » que lui-même « souhaitait voir fixer. »

● Jacques Baumelet : le député RPR des Hauts-de-Seine s'est interrogé sur la réaction des Français aux propos du chef de l'Etat : « Je ne suis pas sûr que la sincérité de son intervention ait opéré leurs inquiétudes et leurs déceptions, car remettre à deux ans les solutions qui sont impatientement attendues par nos compatriotes, c'est tout de même pour eux une certaine déception. »

● Jean-François Mancel : le secrétaire général du RPR a jugé que M. Chirac avait « su trouver les mots justes pour expliquer combien la réduction des déficits publics est un impératif essentiel pour garantir l'indépendance de la France, pour favoriser la lutte pour l'emploi, pour permettre dans deux ans la baisse des prélèvements obligatoires et pour assurer le succès de la construction européenne. »

● Didier Barlaam : le porte-parole du Parti radical a estimé que c'est « avec détermination et simplicité que M. Chirac a expliqué les enjeux des deux prochaines années :

réduire les déficits dans la justice sociale. »

● François Hollande : le porte-parole du Parti socialiste a trouvé que M. Chirac « était davantage préoccupé de rassurer les marchés financiers que de convaincre les Français. » Il est à craindre, a-t-il ajouté, qu'en ayant une coté de popularité aussi faible, il ne puisse pas faire baisser les taux d'intérêt car la confiance des uns entraîne la confiance des autres. »

● Pierre Zarka : le secrétaire du comité national du Parti communiste a estimé que M. Chirac « même une politique à la fois injuste et porteuse d'un grave échec pour la France. Nous avons assisté à un numéro d'équilibriste. Jacques Chirac a fait un discours en énonçant de grands principes et en annonçant des mesures diamétralement opposées. »

● Jean-Marie Le Pen : le président du Front national a qualifié M. Chirac de « médecin imaginaire ou chevet d'une France vraiment malade » et a estimé qu'à « aucun moment il n'a abordé les véritables causes de l'effondrement de la France, à aucun moment il n'est sorti des dogmes éculés. »

● CNPF : le président du CNPF, Jean Gandols, est « totalement » rassuré par M. Chirac, estimant que « la ligne est clairement tracée. Il croit à une baisse des taux d'intérêt dans les prochaines semaines. »

● FO : Marc Blondel, le secrétaire général de FO, s'est dit « quel-

que peu perplex » après l'intervention de M. Chirac. « La priorité à l'assainissement budgétaire, c'est-à-dire l'occultation de l'ouïstéité », a ajouté M. Blondel, « ne répond pas aux besoins des salariés. »

● CFTD : la commission exécutive de la CFTD a affirmé que « le président de la République s'est adressé en priorité aux marchés financiers et à la Banque de France. »

● CFE-CGC : la centrale des

cadres a souligné que M. Chirac n'a « ni éclairé nos attentes, ni dissipé nos inquiétudes », même s'il « a cherché à rassurer les marchés financiers et fait des objectifs contraignants ». Pour la CFE-CGC, « il reste à [nous] dire comment atteindre ces objectifs sans décourager l'investissement, restreindre la consommation et donc l'activité économique, et sans décourager ceux qui travaillent. »

RAFAL

Habille les hommes

GRANDS FORTS

15, place du Havre
Paris 86 - Tél. 43.87.34.04

CAP 9300 - NICE
18, av. J. Médecin

LYON - Floray
80, rue E. Herriot